Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12548 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 4 JUIN 1985

PARI GAGNÉ POUR M. PAPANDRÉOU

Nette victoire des socialistes aux élections en Grèce

Continuité

Lorsqu'ils avaient, en 1981, porté les socialistes au pouvoir, les Grecs rompaient avec une tradition de domination de la droite jamais démentie en cent cinquante ans d'indépendance. Ils manifestaient là leur sens de la démocratie, laquelle se nourrit d'alternance. En renouvelant, fût-ce de façon un peu moins large, leur confiance à M. Papandréou, ils ont confirmé, tous comptes faits et refaits, une préférence politique.

Le bilan économique et social de trois ans et demi de socialisme grec était pourtant loin d'être glorieux. Ni le chômage ni l'inflation, ces deux cancers de la plupart des économies contemporaines, n'ont été réduits. Et la production n'a pas connu le décollage promis.

Il faut donc chercher ailleurs les raisons de la victoire du PASOK. *Ce peuple de paysans et de marins* a apparemment perdu le goût de l'instabilité au sommet de l'Etat, source de tentations pour les voisins et de crises, parfois violentes, à l'intérieur. Or, paradoxalement peut-être, les socialistes semblaient de ce point de vue offrir une meilleure garantie : la Nouvelle Démocratie n'entendait-elle pas, en cas de succès, contester le mandat (il est vrai contestable !) du *président de la République* élu en mars par la gauche, M. Sartsetakis ? La continuité, dans cette phase délicate, c'était dès lors le PASOK.

En second lieu, les Grecs sont dans une évidente situation de repli sur le pré carré. Ils ont beau naviguer sur les cinq océans et compter des colonies d'émigrés jusqu'aux antipodes, ils n'en manifestent pas moins présentement, dans leur tréfonds, une évidente absence de goût pour le grand large – européen et atlantique. En matière économique, ce sentiment a provoqué plus que de la réserve pour le programme d'« ouverture » proposé par M. Mitsotakis et ses amis conservateurs. Et, dans le domaine international, les diatribes de M. Papandréou contre l'« impérialisme américain », soutien naguère de la junte des colonels, *ont de toute évidence payé*.

Confirmé dans son pouvoir, M. Papandréou va-t-il, durant ce deuxième mandat, mettre à exécution les menaces relatives aux quatre bases militaires américaines en Grèce, à l'OTAN, à la CEE, qu'il proférait déjà lors de sa campagne de 1981 ? Si le passé est garant de l'avenir, on peut augurer que non.

Le premier ministre n'a-t-il pas récemment annoncé qu'une période plus calme était sur le point de s'ouvrir dans ses relations avec Washington et évoqué, en un raccourci bien révélateur de ses contradictions, « l'accord de coopération et de défense gréco-américain pour le retrait des bases » ? Il a également réaffirmé qu'il n'était pas question pour Athènes de quitter l'OTAN. Et tout retrait grec de la CEE est aujourd'hui exclu par les observateurs.

Les données de la géostratégie finissent toujours par prévaloir : pour la Grèce, la première des réalités dans ce domaine est la proximité d'une Turquie plus peuplée, mieux armée qu'elle, et volontiers offensive comme on l'a vu en 1974 lors de l'invasion du nord de Chypre. Les Etats-Unis honnis ont beau pencher vers Ankara pour des raisons stratégiques évidentes, ils demeurent encore le meilleur rempart d'Athènes entre les « ennemis héréditaires » de la mer Egée. Reste à espérer, pour l'avenir d'une Méditerranée orientale qui ressemble fort aujourd'hui à un baril de poudre, que les dirigeants turcs sauront fait preuve de la « même compréhension » face aux foucades de M. Papandréou que ses autres alliés atlantiques. Sinon *le pire serait à craindre.*

Alors que la quasi-totalité des bulletins avaient été dépouillés, le Parti socialiste était assuré, lundi matin, d'une nette victoire aux élections législatives qui ont eut lieu le dimanche 2 juin en Grèce. En dépit d'une certaine érosion de son électorat, le PASOK de M. Andréas Papandréou recueille en effet plus de 46 % des suffrages, contre 40,7 % à son principal adversaire, la Nouvelle Démocratie dirigée par M. Mitsotakis.

Selon ces pourcentages, les socialistes obtiendraient cent soixante et un sièges au nouveau Parlement, soit une majorité absolue permettant à M. Papandréou de gouverner sans alliances. Cent vingt-cinq sièges reviendraient à la Nouvelle Démocratie, treize au Parti communiste prosoviétique et un au PC dit « de l'intérieur ».

Aux précédentes élections législatives, en 1981, le PASOK avait obtenu 48,07 % des voix et 172 sièges, la Nouvelle Démocratie 35,87 % et cent quinze sièges.

(Lire en page 3 l'article de notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN.)

UN ENTRETIEN AVEC M. GANDHI

L'Inde n'exclut pas de se doter de l'arme nucléaire

M. Rajiv Gandhi sera l'hôte officiel de la France du 6 au 10 juin et rencontrera à plusieurs reprises M. Mitterrand.

Dans un entretien accordé au *Monde* le 30 mai à New-Delhi, le premier ministre indien déclare que « le Pakistan est très près d'avoir l'arme nucléaire, s'il n'en a pas déjà une ». Il ajoute que l'Inde n'exclut pas de prendre une décision analogue.

« Voici sept mois que vous êtes à la tête de l'Inde. Comment vous adaptez-vous à votre fonction ?

– Je ne vois pas de différence entre ce travail et un autre. Quoi que vous fassiez, vous devez le faire avec la même conviction. Tout ce que j'ai fait dans ma vie, je l'ai fait à fond.

– Faut-il accorder une signification particulière au fait que vous ayez choisi l'URSS pour votre premier voyage à l'étranger ?

– Non, je crois que ce sont les Soviétiques qui m'ont invité les premiers, c'est tout.

– Quels sont vos principaux problèmes à l'intérieur ?

– Ils sont de deux ordres : le premier a trait à notre développement, le second à la vie politique. D'une certaine manière, ils sont liés car, sans stabilité politique, il n'y a pas de développement soutenu. Sur le plan politique, nous avons le problème sikh au Pendjab. Il y a quelques mois, on s'est demandé si le pays n'allait pas s'atomiser. On s'aperçoit aujourd'hui qu'il a bien résisté. D'une certaine manière, il est même sorti renforcé de l'épreuve. Au Pendjab, je pense que nous allons de l'avant. Lentement sans doute, mais l'Akali dal (principal parti des sikhs), pour la première fois, est sorti de son silence, a condamné certaines violences et a même eu le courage de dénoncer les extrémistes. C'est un pas positif. Je suis optimiste, mais il faudra du temps...

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.)

PAGE 17 : « LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE M. GANDHI » par *GÉRARD VIRATELLE*

Une étape dans la vie du Monde

par ANDRÉ FONTAINE

LA semaine dernière a marqué une étape importante dans l'histoire de notre journal : il a en effet été décidé, pour la première fois, de procéder à une augmentation de capital impliquant un recours à des apports extérieurs. Cette décision ne constitue pas à proprement parler une surprise, *puisqu'elle figurait au* programme de la direction mise en place le 21 janvier dernier. Restait tout de même à en approu*ver les modalités et à caution*ner du même coup le plan de redressement dans le cadre duquel elle s'insérait. C'est ce qu'ont fait successivement, à de très larges majorités, les trois sociétés de personnel associées à la propriété du *Monde*, puis, à la quasi-unanimité, l'assemblée générale extraordinaire de la SARL éditrice.

On lira plus loin les détails de ces votes, ainsi que ceux des mesures arrêtées et en préparation. Dès maintenant, nous pouvons envisager avec plus de sérénité un avenir qui, à la fin de l'année dernière, paraissait singulièrement sombre. Le calme *des débats de ces derniers jours* comme l'ampleur des majorités qui ont été rassemblées montrent en effet que, pour *le Monde*, le temps des déchirements et des crises est révolu.

Le fait est qu'un très large accord s'est dégagé et que la volonté de travailler ensemble s'est manifestée de manière convaincante. C'est de bon augure pour le fonctionnement d'institutions démocratiques abusivement décriées dans le passé et qui ont, cette fois, parfaitement rempli leur rôle.

La condition *sine qua non* du redressement, nous l'avions dit en janvier, c'était une forte réduction de la masse salariale, seul poste, ou presque, dans les charges de l'entreprise qui ne varie pas en stricte proportion de la diffusion ou de la publicité. *L'objectif d'une réduction glo*bale de 10 % a été atteint.

Toutes les catégories du personnel ont pris leur part des sacrifices demandés, et certains de ses membres, notamment parmi les plus anciens, bien plus que leur part. Il faudrait être singulièrement ingrat pour ne pas les en remercier. Plus de cent dix employés et cadres administratifs ont choisi la voie qui leur *était ouverte du départ volon*taire. Enfin, aux termes d'un accord conclu le 24 mai avec le Comité intersyndical du Livre parisien CGT, les effectifs des ouvriers et des cadres techniques vont être très sérieusement diminués.

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR LE JOUR

Jury

Dur métier que celui d'informer...

Les Français n'ont pas eu le droit de voir, dimanche, à la télévision, l'enquête sur le groupe Manouchian. Antenne 2 a renoncé à la diffuser, suivant en cela les avis de la Haute Autorité et du « jury d'honneur » réuni après les protestations du Parti communiste. « Désinformation », concluaient les jurés.

Lundi, « l'Humanité » a publié le début d'une longue interview du général Jaruzelski sur la situation en Pologne. C'est parce que les informations qu'elle contient ont été puisées à la meilleure source qu'on n'a pas jugé nécessaire, cette fois, de réunir un jury d'honneur avant publication.

BRUNO FRAPPAT.

LA BATAILLE DES CAMPS PALESTINIENS DE BEYROUTH

Guerre sans merci dans les ruines

De notre envoyée spéciale FRANÇOISE CHIPAUX

Beyrouth. – Miliciens d'une extrême nervosité, ruines fumantes, *familles apeurées fouillant* les gravats à la recherche d'un maigre butin ; le camp palestinien de Sabra, tombé jeudi soir 30 mai aux mains de la milice chiite Amal et de la 6e brigade de l'armée qui lui est inféodée, semble avoir subi un violent tremblement de terre. Tout autour de la rue Daouk, artère commerçante et dernier *bastion de la* résistance, toutes les maisons sont éventrées ou réduites à des blocs de pierre dans lesquels s'enchevêtrent poutrelles métalliques, fils électriques arrachés, débris de meubles et lambeaux de linge.

L'asile de vieillards, vaste bâtiment blanc qui commande l'entrée de la rue, est *noirci par les flammes*, comme la mosquée Dana ou l'hôpital Gaza, occupé aujourd'hui par l'armée et devant lequel stationnent deux blindés. L'armée est omniprésente aux portes du camp, investi par les miliciens qui surveillent les allées et venues des familles. Certains chargent dans les coffres des voitures ce qui reste de leurs affaires pour fuir vers d'autres lieux. Les plus démunis traînent de lourds sacs remplis d'un bric à brac indescriptible. Courbé sous son fardeau, un vieil homme porte son réfrigérateur sur le dos, tandis qu'une femme en foulard blanc, un sac rouge à son bras, escalade des monticules de *pierres pour en extraire une lampe* de cuivre, tout ce qui lui reste. Le long des rues transformées en mares boueuses par l'explosion des canalisations d'eau, les carcasses calcinées des voitures se succèdent. Dans une ruelle transversale, trois Libanais gardent leurs maisons contre les pillards. Sur une petite porte de fer verte, un papier collé à la hâte indique : « *Maison de Khaled, Libanais qui est dans le Sud.* » Moins prévoyant, le voisin retrouvera sa maison propre mais entièrement vidée de tous ses biens. La porte d'entrée est étoilée par les coups de crosse qu'il a fallu donner pour la défoncer.

Une odeur pestilentielle plane sur le camp. Dans un terrain vague, au pied de la carcasse d'un manège pour enfants, le cadavre d'un cheval gonfle au soleil. Partout sur les murs *encore debout, les miliciens ont pla*cardé les emblèmes d'Amal.

Deux jours après la chute de Sabra, des francs-tireurs palestiniens embusqués dans les ruines, maintiennent une résistance. Au grand carrefour du camp, près de la mosquée, quelques minutes après qu'un groupe de miliciens surexcités a, *pour la quinzième fois, vérifié* que nous n'avions pas d'appareils photographiques, l'un d'eux a été atteint à la cuisse par une balle. La grande rue qui traverse Sabra n'est pas sûre, et les rares personnes qui s'y aventurent rasent les murs. A quelques centaines de mètres retentit le bruit sourd des explosions autour de *la mosquée de Chatila*, dernière poche de résistance de ce camp, dans lequel se trouveraient toujours 72 blessés.

Au *seizième jour de bataille*, le bilantrès provisoire des victimes s'établit, de source policière, à 502 morts et 2 035 blessés. Encore *ces chiffres ne prennent-ils pas en* compte les victimes qui ont pu être transportées hors des camps. Selon des organisations humanitaires, 40 cadavres de Palestiniens ont encore été sortis des décombres de Chatila dimanche, et 40 autres auraient, selon des sources palestiniennes, été enterrés ce même jour à Chatila, dont les corps de 20 enfants qui pourraient avoir succombé au choléra. La situation sanitaire est aussi très préoccupante au camp de Borj-Barajneh, le plus grand de Beyrouth, *toujours assiégé. 32 blessés* ont été évacués par le CICR, samedi, et 29 dimanche après d'épuisantes négociations.

Il a fallu, en effet, dimanche après-midi, au chef militaire d'Amal de la région, M. Akel Hamiye, user de son autorité et mener de longues palabres pour obtenir de ses *hommes, miliciens et soldats* confondus, qu'ils laissent pénétrer les neuf ambulances du CICR. Sous un soleil de plomb, ils étaient une trentaine à entourer les délégués du CICR pour exiger, pour prix d'un laissez-passer, des nouvelles de six des leurs, prisonniers depuis lundi à l'intérieur de Borj-Barajneh. « *Qu'ils crèvent tous !* hurle l'un d'eux. *Les Palestiniens sont fous !* » « *Donnez-nous vos combinaisons*, proposait un autre au chauffeur d'une ambulance, *et c'est nous qui entrerons !* » Avant d'être enfin admise, chaque ambulance est fouillée entièrement, coffre et moteur. Les miliciens vont jusqu'à soulever les banquettes pour vérifier que le CICR n'apporte pas de médicaments ou d'aide à l'intérieur des camps. Même les secouristes sont soumis à la fouille.

Un lourd silence règne sur Borj *Barajneh, déchiré seulement de* temps à autre par le claquement d'une rafale.

(Lire la suite page 2.)

LIRE

5. PÉROU
M. Alan Garcia proclamé président.

6. POLITIQUE
Le débat au sein de l'opposition.

11. ESPACE
Les Européens signent un accord avec la NASA.

12. ROLAND-GARROS
Henri Leconte : de l'inné à l'acquis.

Le Monde

ÉCONOMIE

Vers une troisième crise de la sidérurgie française ? par JACQUES LESOURNE

L'endettement du tiers-monde et la fièvre monétariste par CHRISTIAN GOUX

La chronique de PAUL FABRA

(Pages 17 à 20)

étranger

PROCHE-ORIENT

La guerre du Golfe

RAIDS AÉRIENS IRAKIENS ET BOMBARDEMENTS IRANIENS

Bagdad et Téhéran ont vécu le week-end des 1er et 2 juin au rythme des raids aériens irakiens sur Téhéran et d'autres villes iraniennes et des bombardements, par missile ou par artillerie, contre Bagdad et plusieurs villes d'Irak.

Par quatre fois, samedi et dimanche, les appareils irakiens ont effectué des raids contre des villes iraniennes, dont trois contre Téhéran, alors que Bagdad était la cible d'un missile iranien, samedi soir, et que l'artillerie iranienne, selon Téhéran, poursuivait dimanche le pilonnage de villes frontalières irakiennes.

Les habitants de Bagdad, qui ont entendu l'explosion d'un missile vers 23 heures, n'ont pu localiser la chute de l'engin. Il s'agit du deuxième missile tiré contre la capitale irakienne en l'espace de cinq jours. Le premier avait touché Bagdad mardi dernier, et, pour la première fois, les autorités irakiennes avaient reconnu le fait. Samedi soir, la police en uniforme et de nombreux policiers en civil ont isolé tout le quartier du centre, dont l'accès a été interdit aux piétons et aux journalistes, tandis que des dizaines de véhicules de police, de pompiers et des ambulances se sont dirigés vers le centre en actionnant les sirènes.

De son côté, Bagdad a annoncé, samedi et dimanche, trois attaques aériennes contre l'aéroport de Mehrabad. Les observateurs à Téhéran ont confirmé que ce secteur de la capitale avait bien été attaqué, mais estiment que l'aéroport n'a pas été atteint. Deux bombes ou roquettes sont en revanche tombées sur des maisons, faisant quatre blessés. Dimanche, l'aéroport fonctionnait normalement après deux raids irakiens annoncés dans la nuit.

Selon Téhéran, l'aviation irakienne a également bombardé, dimanche, la ville d'Ilam (centre-ouest de l'Iran) et fait une tentative contre Oroumieh (Kurdistan).

D'autre part, les attaques de navires dans le Golfe par des avions manifestement iraniens, selon des sources maritimes indépendantes, ont repris cette semaine avec deux bâtiments touchés en l'espace de trois jours : le cargo ouest-allemand *Norasia-Rebecca*, mercredi dernier, et le porte-conteneurs battant pavillon panaméen, *Oriental-Importer*, samedi matin. L'*Oriental-Importer*, 14 285 tonnes de port en lourd, qui venait du port saoudien de Damman et se rendait à Koweït, a été touché, samedi matin, à la poupe par deux roquettes, qui ont provoqué un incendie à bord. — *(AFP, AP.)*

LE CONFLIT LIBANAIS

Guerre sans merci dans les ruines

(Suite de la première page.)

A peine les ambulances ont-elles pénétré à l'intérieur que les miliciens prennent position au débouché de la route pour guetter leur retour. « *Il y a parmi eux des frères de prisonniers* », affirme un responsable d'Amal pour expliquer cette haine. A peine la première ambulance revient-elle que c'est la curée. Les miliciens ouvrent brutalement les portes, insultent les blessés. Devant nous, deux hommes, dont l'un ne peut maintenir son bandage sanguinolent, sont brutalement arrachés du véhicule et poussés vers une jeep. Seule l'intervention d'un gradé, arrivé *in extremis*, leur évite d'être emmenés vers une destination que l'on devine. Un vieillard en pyjama — « *il est cardiaque* », dit timidement un secouriste à un soldat qui le bouscule — se recroqueville sur son siège, effrayé. Les miliciens exigent de voir tous les blessés avant que ceux-ci ne puissent être conduits vers l'hôpital de Choueifate, dans la montagne druze. Samedi, un Libanais qui avait été évacué a ainsi été intercepté. Dimanche, le « tri » se fait discret, à l'abri de tout regard. A leur arrivée à l'hôpital, la plupart des blessés, dont trois femmes et des enfants, hébétés, harassés, ne diront rien. Seul un homme, atteint le matin même d'une balle de M 16 à la main, hurle la détresse de Borj Barajneh. « *Nous n'avons plus rien, les morts se comptent par centaines, et chaque jour nous en enterrons entre vingt et trente dans des fosses communes.* »

Blessés sans soins

Venu accueillir ces rescapés qui sont, suivant leur état, immédiatement envoyés vers les hôpitaux de la Bekaa ou à Saïda, M. Mamdouh Naufal, membre du bureau politique du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), précise que beaucoup de blessés sont encore sans soins. « *De toute façon*, dit-il, *il n'y a qu'un médecin à l'hôpital de Borj Barajneh, qui manque de tout.* » On confirme, de bonne source, qu'il en est bien ainsi et qu'un grand nombre de blessés meurent faute de soins. « *Militairement*, affirma M. Naufal, *la situation est difficile, mais meilleure qu'à Chatila, car il y a beaucoup de combattants et ils sont bien armés. Mais la situation devient intenable pour les civils.* »

Du côté d'Amal, on déclare vouloir éviter à tout prix de prendre Borj Barajneh. « *Nous espérons qu'une solution politique interviendra pour nous épargner cet assaut* », nous a dit un responsable du mouvement. Un souci qui n'est sans doute pas seulement humanitaire. Car la milice chiite confrontée à son premier combat d'envergure a, en seize jours de bataille, subi des pertes très sévères. Cent morts, a affirmé, samedi, M. Nabib Berh, chef d'Amal, mais les sources s'accordent pour évaluer les victimes parmi les miliciens à près de quatre cents morts et un millier de blessés. La 6e brigade, pour sa part, aurait eu une soixantaine de tués. Certains responsables d'Amal expliquent l'ampleur des pertes par l'inexpérience, l'indiscipline, le « cafouillage », parmi les combattants. « *Il y a eu beaucoup d'erreurs militaires au début des opérations*, reconnaît un responsable chiite. *Beaucoup de morts inutiles, les miliciens s'entrefusillant sans le savoir.* »

Un scénario ?

Une chose est sûre en tout cas, Amal n'aurait pu venir à bout de Sabra et de la plus grande partie de Chatila sans le secours de la 6e brigade chiite, qui, pour une fois, n'a pas eu de difficultés à obtenir renseignements, armements et munitions du secteur chrétien. L'ampleur des combats, qui durent toujours malgré le cessez-le-feu décrété vendredi unilatéralement par M. Berri « *à la demande du président Assad et de la Syrie* », a-t-il précisé, a d'autre part surpris Amal, comme, dit-on, Damas.

Les chiites se défendent d'avoir engagé l'épreuve de force et accusent les Palestiniens d'avoir profité d'un incident pour « *surgir de partout en armes* » et expulser les miliciens chiites qui stationnaient à l'intérieur des camps. « *Nous avions passé un accord avec Damas, il y a trois ou quatre mois, pour arriver à un consensus avec les Palestiniens sur le contrôle des camps* », nous dit un responsable d'Amal.

Le scénario envisagé aurait été de déclencher des combats entre Palestiniens pro-et anti-Arafat. Des armes auraient été livrées à cet effet peu avant le déclenchement de la présente bataille aux partisans d'Abou Moussa. Amal devait ensuite intervenir aux côtés des Palestiniens pro-Syriens avant de désarmer tout le monde. Ce scénario, à en croire certaines sources, aurait été approuvé par toutes les fractions libanaises, ce qui rend aujourd'hui les chiites d'autant plus amers de se retrouver seuls dans la bataille. Leur rancœur vise en particulier le PSP (Parti socialiste progressiste druze) qui non seulement ne participe pas aux combats mais accueille et protège les Palestiniens réfugiés dans les zones qu'il contrôle.

Les choses se sont, en réalité, déroulées tout autrement, les Palestiniens refaisant leur unité dans l'adversité. « *Arafat nous a pris de vitesse et, se sentant menacé, a préféré déclencher immédiatement la bataille*, a poursuivi le responsable, *ce qui a eu pour effet de lancer Amal dans un bourbier, de provoquer un début de rupture entre Damas et les Palestiniens prosyriens, un regroupement des pays arabes en faveur des Palestiniens, et de mettre à l'épreuve l'alliance syro-libyenne. Ce résultat*, estime notre interlocuteur, *ne durera pas car il est hors de question que l'on revienne à la situation d'avant juin 1982 quand les Palestiniens faisaient la loi au Liban.* »

Dans une conférence de presse qu'il a tenue samedi, M. Nabih Berri a d'ailleurs violemment dénoncé le soutien des pays arabes aux Palestiniens avant de déclarer : « *La sécurité des camps sera prise en charge par la légalité et les armes seront retirées des camps et livrées aux autorités. Nous refusons que les armes soient regroupées à l'intérieur des camps. Seuls les Syriens sont en mesure d'imposer la sécurité au Liban* », a-t-il conclu. On voit mal de quelle marge de manœuvre peuvent disposer les Palestiniens prosyriens pour échapper au pouvoir de Damas. « *On a cru à un moment*, reconnaît un responsable chiite, *qu'Arafat était le seul maître des camps, mais ça change et ses adversaires ont un rôle très important, aujourd'hui que Sabra et la plus grande partie de Chatila sont tombés.* »

En attendant la concrétisation des accords conclus, entre les présidents Gemayel et Assad à Damas, Beyrouth, coupé en deux depuis près d'un mois, a de nouveau connu une nuit ponctuée d'explosions tout le long de la ligne de démarcation qui sépare les quartiers ouest (musulman) et est (chrétien). Enfin la « bataille des camps » menace de s'étendre à ceux du Liban-Sud et même à la ville de Tripoli, au nord du pays, où la milice de Cheikh Chaaban est alliée aux fidèles de Yasser Arafat.

FRANÇOISE CHIPAUX.

M. Nabih Berri critique vivement Paris

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — La résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, appelant à un arrêt immédiat de tous les actes de violence contre les populations civiles du Liban, a été vivement dénoncée, samedi 1er juin, par M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, qui s'est montré particulièrement sévère à l'égard de la France.

« *Nous déplorons l'attitude du Parti socialiste français appuyé par l'Egypte*, a déclaré le dirigeant chiite, avant d'ajouter : *Nous pensions que la France ne se laisserait pas entraîner par de telles manœuvres. Une fois de plus, le socialisme français prouve qu'il n'est pas très loin du sionisme.* » « *Pourquoi*, demande M. Berri, *le Conseil de sécurité n'a-t-il pas été convoqué et la France n'a-t-elle pas agi avec autant d'enthousiasme lorsque de véritables massacres des nôtres ont eu lieu à Sohmor et Zarieh ?* »

« *Cette résolution est une très mauvaise chose pour la France* », nous a dit, pour sa part, un responsable d'Amal. Au sein du mouvement chiite, où l'on dénonce « *une campagne disproportionnée à Paris en faveur des chrétiens, il y a un mois* », on interprète la résolution en faveur des Palestiniens comme une volonté de rééquilibrer les choses. Mais, comme le dit un dirigeant, « *de toute façon, cela est toujours dirigé contre nous* ». De plus, la nomination à d'autres fonctions de M. Wibaux, « *le seul ambassadeur de France à avoir réussi à garder une position à peu près équilibrée entre toutes les factions* », est très mal accueillie ! « *Nous avons l'impression, depuis quelques semaines, que le travail de trois ans que nous faisions avec la France a été balayé* », a poursuivi ce dirigeant d'Amal, avant de conclure : « *Nous ne comprenons plus votre politique.* »

F. C.

UN COLLOQUE A PARIS

Le « droit à la différence » en Orient arabe

« *Le droit à la différence pour plus de justice et de liberté* » était le thème choisi par le colloque universitaire européen et libanais réuni à Paris, du 31 mai au 2 juin, à l'initiative du Centre d'études et de recherches sur l'Orient chrétien (CEROC) (1), en collaboration notamment avec le revue *Esprit* et le mouvement catholique Pax Romana.

Au-delà de généralités sur les « sociétés plurales » qui éprouvent de plus en plus de difficulté à ne pas sombrer dans la violence interethnique endémique (Irlande du Nord, Inde, Sri-Lanka, Chypre, Ethiopie, etc.), les débats se sont vite centrés sur le cas particulier du Liban, pays qui avait cru longtemps avoir trouvé la recette pour faire en sorte que « *chaque communauté puisse exprimer sa différence sans étouffer l'autre* ».

On sait ce que les facteurs externes ont fait de cette fragile construction, unique en son genre en Orient arabe. Néanmoins, la plupart des intervenants ont estimé que les ruines des structures étatiques multicommunautaires au Liban demeuraient encore la référence politique ultime pour la majorité des citoyens de ce pays.

M. Theodor Hanf, directeur de l'Institut ouest-allemand Arnold-Bergstreasser (centre d'études spécialisé notamment sur le tiers-monde) a souligné que la montée d'un fondamentalisme islamiste, acceptant la coexistence avec les chrétiens « *mais seulement dans l'inégalité juridique et politique* » de ceux-ci, risquait de compromettre les chances de redémarrage ou d'aménagement du « *système pluraliste dans l'égalité* », défendu par plusieurs des conférenciers libanais (professeurs Joseph Maïla, Boutros Labaki, Antoine Messarra, etc.)

Après avoir entendu M. Ibrahim Chébli, chrétien maronite de gauche, ayant toujours vécu en milieu chiite à Beyrouth jusqu'à ce qu'on l'empêche par la violence de célébrer Noël (il s'est alors exilé provisoirement en Allemagne), il y avait quelque chose de surréaliste à voir l'assistance débattre de la coexistence interlibanaise au moment où, pour les chrétiens du pays du Cèdre, c'est plutôt un problème d'existence qui se pose.

« *Il faut regarder la réalité en face* », a déclaré M. René Remond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, « *aujourd'hui l'islam est intolérant mais personne ne veut le dire de peur d'être accusé de racisme ou de xénophobie* ». Me Louis Petit, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, révéla pour sa part que le projet de « *charte internationale sur la tolérance* », en discussion depuis vingt ans, avait récemment été amputé par consensus du « *droit de changer de religion* » à la suite de pressions musulmanes et en dépit du précepte coranique : « *Pas de contrainte en religion* ».

Le mot de la fin appartint sans doute à une étudiante marocaine — l'un des rares participants musulmans avec le jeune écrivain algérien Slimane Zeghidour : « *Après les chrétiens, ce seront les musulmans non intégristes qui risquent d'être victimes des fondamentalistes s'ils ne réagissent pas massivement pendant qu'il est encore temps, pour montrer qu'un autre islam est possible.* »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) CEROC-Chrétienté d'Orient, BP 761, 75123, Paris, Cedex 3.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

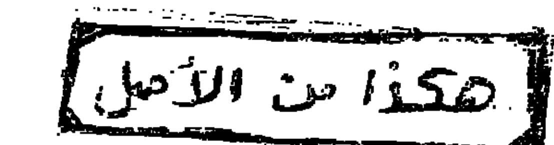
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



EUROPE

Grèce

EN DONNANT LA VICTOIRE A M. PAPANDRÉOU

Les électeurs ont surtout voulu faire barrage à la droite

De notre envoyée spéciale

Athènes. – On redoutait que les élections du 2 juin en Grèce ne débouchent sur un résultat confus. Il est clair, au-delà de toute attente : la Grèce a choisi de poursuivre la première expérience socialiste de son histoire, engagée il y a trois ans et demi avec l'arrivée au pouvoir de M. Papandréou. A peine un tiers des résultats était-il connu que déjà les sympathisants du *PASOK* (le Parti socialiste) envahissaient bruyamment les rues d'Athènes et que M. Papandréou se félicitait de son « triomphe ». La tendance, en effet, était nette : devançant de cinq points environ le parti de la Nouvelle Démocratie, le PASOK était assuré de la majorité absolue au Parlement.

Le premier ministre, qui n'est pas homme à composer, n'aura pas à solliciter l'appui des communistes, une situation qu'il s'était refusé à envisager publiquement et qui n'aurait vraisemblablement guère eu d'avenir. La Grèce a évité l'instabilité, et la démocratie, pour laquelle on est encore si enclin à trembler à propos de ce pays, en sort incontestablement renforcée. Le projet qui avait été celui de M. Papandréou lorsqu'il créa, en 1974, son mouvement socialiste pan-hellénique, à savoir promouvoir une gauche non communiste apte à gouverner de façon autonome, n'a pas été mis en échec.

« La droite, on sait ce que c'est »

Le chef du gouvernement avait centré toute sa campagne sur un seul mot d'ordre, *« faire barrage à la droite »*, plutôt que sur une argumentation positive. Il mettait en garde contre le retour de l'oligarchie, de l'autoritarisme, et ses premiers commentaires sont allés dans le même sens, lundi à l'aube, lorsqu'il a salué *« la grande victoire du peuple contre la réaction grecque et étrangère »*. Cette tactique a payé. Ceux qui, déçus du socialisme ou plutôt du papandréisme, avaient été tentés de s'égailler vers les petits partis de gauche, et notamment vers le Parti communiste dit de l'intérieur – le plus « occidental » sans doute des partis grecs, – sont restés dans le rang. Devant les foules considérables rassemblées ces dernières semaines par la Nouvelle Démocratie, les contestataires ont finalement choisi de voter utile, c'est-à-dire pour le seul parti apte à faire échec à la droite.

Le premier ministre disposait contre l'adversaire d'un slogan en or : *« La droite, on sait ce que c'est »*, scandé des milliers de fois par des milliers de personnes ces dernières semaines. Trois ans et demi, c'est peu, effectivement, pour faire oublier trente-cinq ans d'une droite répressive et le piètre bilan économique et social que la Nouvelle Démocratie, à bout de souffle, déchirée par ses querelles internes, coupée de la droite populaire, avait laissé derrière elle en octobre 1981.

Les efforts d'organisation et de mobilisation fournis par la Nouvelle Démocratie ces derniers mois se traduisent par une nette remontée par rapport au score de 1981. Rompant avec la rhétorique conservatrice classique, paternaliste et anticommuniste, M. Mitsotakis, qui dirige le parti depuis septembre 1983, avait tenté de le rapprocher des droites européennes, et c'est une des raisons pour lesquelles il avait consacré l'essentiel de son programme aux questions économiques. Mais ce programme, dénoncé par la gauche comme « reaganien » ou « thatchériste », a sans doute fait reculer bon nombre d'électeurs en dépit de quelques promesses démagogiques de M. Mitsotakis, comme celle de supprimer les taxes sur les voitures.

La personnalité même de M. Mitsotakis a peut-être découragé, d'autre part, des transferts d'électeurs *plus importants* du PASOK vers son parti. M. Papandréou avait fait de ce duel une affaire personnelle et il n'a pas ménagé ses attaques contre cet adversaire qu'il n'hésitait pas à qualifier publiquement de *« traître »* : une allusion à ce jour de 1965 où M. Mitsotakis, membre de l'Union du centre, avait pris fait et cause pour la monarchie contre le gouvernement de M. Georges Papandréou (le père d'Andréas) et provoqué sa chute en quittant ce parti, avec quelques autres *députés, pour rejoindre la droite.* La presse s'en est mêlée, certains journaux mettant en doute le passé de résistant de M. Mitsotakis, d'autres lui reprochant des tractations assez louches alors qu'il occupait des postes ministériels, économiques et techniques, dans différents gouvernements de droite. Mais, surtout, l'opinion grecque était au fait des inimitiés que l'on nourrissait contre lui à l'intérieur même de la Nouvelle Démocratie. Pour des secteurs entiers de son parti, néo-démocrates pure souche ou membres d'une droite dure qui, elle aussi, a ses barons, M. Mitsotakis n'était encore qu'un transfuge du centre, un homme qui a trahi, fût-ce pour la rejoindre. L'appel lancé samedi soir par M. Caramanlis, trop tardif, trop peu clair, venant d'un homme dont il est de notoriété publique qu'il déteste M. Mitsotakis et réciproquement, n'était guère crédible.

Des acquis

S'ils ont voté d'abord contre la droite, les Grecs ont aussi voté pour les acquis de trois ans de gouvernement socialiste. Sur le plan économique et social, c'est dans la zone rurale que ses progrès ont été les plus manifestes. Les campagnes grecques, restées pendant si longtemps de tradition conservatrice, sont désormais les plus fermes soutiens de M. Papandréou. Les subventions de la Communauté européenne ont joué leur rôle dans l'affaire, mais également la présence à la tête du ministère de l'agriculture d'un homme qui est sans doute la personnalité la moins contestée de ce régime, ainsi que les efforts faits dans le domaine *social pour améliorer la condition* des paysans et accompagner un développement rural dont nul auparavant ne s'était jamais soucié. Les villes, en revanche, frappées plus directement par le chômage et l'inflation, ont donné leurs faveurs à la Nouvelle Démocratie.

Contrairement à ce que l'on avait pu penser en mars, le coup de force, par lequel M. Papandréou a provoqué la démission de M. Caramanlis de la présidence de la République, n'a pas été sanctionné par les électeurs. Dès lors qu'il était élu, M. Sartzetakis, le nouveau président de la République, une personnalité au-dessus de tout soupçon, avait conquis aux yeux des Grecs une légitimité sur laquelle il n'était plus question de revenir. L'une des erreurs majeures de M. Mitsotakis aura été d'avoir réclamé, au début de sa campagne, la démission du nouveau président de la République.

L'opération menée en mars par M. Papandréou a sans doute contribué, en fait, à resserrer les rangs au sein de son électorat. Elle ne lui a guère permis, cependant, d'attirer une très large partie de l'électorat communiste, même si ce dernier sort quelque peu affaibli de la consultation. Le Parti communiste de l'extérieur (pro-soviétique) comme le petit Parti communiste de l'intérieur (qui avait fait un *bien meilleur score aux européennes*) semblent surtout avoir été victimes de la nouvelle loi électorale, qui, bien qu'elle s'intitule *« proportionnelle renforcée »*, favorise en fait, dans une forte mesure, les deux plus grands partis.

Les mains libres

M. Papandréou a donc, ce lundi, les mains libres. Pour la stabilité des institutions grecques, c'est une chose appréciable, mais nombreux sont ceux qui, même à gauche, se demandent aujourd'hui avec une certaine inquiétude si la victoire n'est pas trop belle pour un homme à qui ils reprochent d'user du pouvoir comme de sa propriété personnelle. Le régime de M. Papandréou se définit plutôt par la personnalité de son chef, ses favoritismes, ses répudiations, ses coups de théâtre, que par une politique sérieusement définie. Son côté imprévisible, son double langage que certains tiennent pour duplicité, sa pratique de la navigation à vue irritent plus d'un Grec. Le succès qu'il vient de remporter va-t-il le renforcer dans *ces tendances ou bien*, au contraire, en lui garantissant son maintien au pouvoir pour quatre ans, l'inciter à mettre en œuvre une politique mieux articulée et à assainir une administration surpeuplée où, à tous les échelons locaux et dans toutes les institutions, ceux *qu'on appelle ses « gardes verts »*, les cadres du PASOK, lui servent plutôt de relais de propagande que d'agents de la fonction publique ?

La seule mesure qu'ait annoncée pour l'instant M. Papandréou est la constitution d'un gouvernement plus restreint (une vingtaine de membres au lieu des cinquante du précédent cabinet) qui devrait contribuer à une meilleure efficacité. Dans le domaine économique, un conseiller de M. Papandréou affirmait dimanche soir qu'il n'est pas question, même après les élections, d'en venir à une politique d'austérité. On continue de tabler, disait-il, sur l'encouragement aux petites et moyennes entreprises et sur l'investissement public qui, espère-t-on, devraient permettre à la Grèce d'atteindre en quatre ans, et sans aggravation du chômage, *un taux de croissance de 5 %.*

Ce discours ne tient guère si l'on fait le bilan des trois dernières années : le chômage a augmenté ces derniers mois dans des proportions considérables, l'investissement privé stagne, certaines des « entreprises en difficulté » soutenues par l'État sont de véritables gouffres et ne se relèveront pas. Le déficit budgétaire et la dette extérieure atteignent un niveau limite. La Grèce, en bref, vit à crédit. S'il décide d'en venir à plus de rigueur, M. Papandréou rencontrera sans doute l'hostilité des syndicats, largement dominés par le Parti *communiste de l'extérieur qui risque* de faire payer sur ce terrain sa déception électorale. La situation n'est donc pas sans nuages, mais toutes les cartes sont aujourd'hui dans les mains de M. Papandréou. A lui de jouer une fois de plus.

CLAIRE TRÉAN.

L'homme du paradoxe

De notre envoyée spéciale

Athènes. – Paradoxal Papandréou ! L'homme qui, depuis trois ans et demi exaspère Washington est, sans le moindre doute, le dirigeant politique grec qui a les liens personnels les plus étroits avec les Etats-Unis ! M. Andréas Papandréou n'avait-il pas choisi de s'y exiler lorsque son pays a été soumis à la dictature du général Metaxas, à la veille de la deuxième guerre mondiale ? Il a servi dans l'US Navy pendant le conflit. Il a fait la majeure partie de ses études à Harvard ; il a ensuite enseigné l'économie à Berkeley. Il a épousé une Américaine. Il est un ami de très longue date de l'actuel ambassadeur à Athènes, *M. Stearns...*

C'est bien le même homme, pourtant, qui se répand en déclarations incantatoires contre l'*« impérialisme américain »* et qui, depuis trois ans et demi, au nom de l'indépendance de la Grèce, et du rejet de la politique des blocs, s'est démarqué presque systématiquement des positions occidentales sur tous les grands sujets internationaux : le régime du général Jaruzelski est ainsi gratifié de sa politesse bienveillante, et l'implantation des *fusées américaines Pershing-II en* République fédérale a été condamnée par ses soins – pour ne citer que deux exemples.

Le même homme, sans trop se pencher sur la complexité des problèmes du Proche-Orient, *accueille M. Arafat en fanfare, se* flatte de ses bonnes relations avec le colonel Kadhafi et va même jusqu'à organiser une rencontre en Crète entre le dirigeant libyen et le président de la République française pour *démêler l'écheveau tchadien.* Il profite de la moindre occasion pour tonner contre l'OTAN – et, parfois, pour « picoter » l'alliance, comme lorsqu'il a refusé, en mai dernier, d'approvisionner en fuel un navire britannique qui participait à des manœuvres en mer Egée.

M. Papandréou, comment le nier, n'a pas le sens inné de la *solidarité atlantique ! Mais il faut* aussi faire la part de son équation personnelle dans la façon dont il exprime la politique étrangère de son gouvernement. Populiste, volontiers théâtral, il a contribué à donner l'impression que la diplomatie de la Grèce était faite de slogans, de jugements à l'emporte-pièces et d'initiatives plus spectaculaires que lestées de contenu.

C'est ce qui a permis à son adversaire conservateur, M. Mitsotakis, de l'attaquer avec verve, mais, on le constate aujourd'hui, sans beaucoup d'efficacité. Le leader de la Nouvelle démocratie a dénoncé le *« double langage »* de M. Papandréou, déploré que le chef du gouvernement socialiste *« ridiculise »* la Grèce aux yeux des étrangers. Mais ses arguments ne portaient guère qu'auprès des milieux intellectuels, qui trouvent aux écarts de M. Papandréou un côté par trop « oriental ». Auprès du plus grand nombre, la politique du *leader socialiste est populaire,* car elle libère la Grèce de son complexe de petit pays trop longtemps dominé par des puissances étrangères et aujourd'hui encore en proie à un anti-américanisme débordant largement l'électorat « naturel » du PASOK.

La vérité, pourtant, est que l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 n'a pas bouleversé de fond en comble les données de la diplomatie grecque. Le *pragmatisme a prévalu.* M. Papandréou n'a pas mis ses slogans à exécution ni engagé le pays dans l'aventure.

C. T.

Hongrie

Création d'un conseil national des Tziganes

Vienne *(AFP)*. – Un conseil national des Tziganes a été crée, vendredi 31 mai, à Budapest. Affilié au Front *populaire patriotique, structure* unique qui accueille toutes les organisations politiques et les principales associations, ce conseil devra défendre les intérêts de la population tzigane, estimée à 320 000 personnes. Le conseil sera composé de *« représentants de cette population et de spécialistes »*, selon l'agence officielle MTI.

Considérés comme un groupe ethnique, les Tziganes de Hongrie n'ont pas droit à l'appellation de « minorité nationale », contrairement aux Allemands, Slovaques, Slaves du Sud et Roumains.

[Les Tziganes de Hongrie, souvent victimes de l'ostracisme et du mépris du reste de la population, sont dans une situation sociale et économique difficile. Mis à part les musiciens des orchestres de Budapest – bien connus des touristes occidentaux, – la plupart d'entre eux constituent une sorte de sous-prolétariat, et les diverses initiatives prises pour tenter de régler certains aspects du problème (habitat, enseignement), n'ont guère réussi jusqu'à présent.]

Portugal

L'avenir de la coalition socialiste - social-démocrate est compromis

De notre correspondant

Lisbonne. – L'avenir de la coalition socialiste-social-démocrate au pouvoir depuis juin 1983 semble désormais très compromis. Réunies le 30 mai, les délégations des deux partis, dirigées respectivement par MM. Mario Soares et Cavaco Silva, ne sont parvenues à aucun accord sur la façon de *« relancer l'activité du gouvernement »*. Une nouvelle rencontre, en tête en tête, entre les leaders du PS et du PSD a eu lieu le vendredi 31. Depuis, les déclarations pessimistes se multiplient de part et d'autre.

Le malaise qui a toujours caractérisé les relations au sein de la majorité s'était accentué depuis l'élection en congrès, le 19 mai dernier, du nouveau président de la commission politique du PSD. Adoptant un langage extrêmement dur, M. Cavaco Silva, qui représente l'aile la plus conservatrice des sociaux-démocrates, a sévèrement critiqué le gouvernement qui, selon lui, entraîne le pays dans une situation chaque jour plus difficile. *« On ne peut plus ajourner des décisions indispensables à l'amélioration des conditions de vie des Portugais »*, s'est-il exclamé à la télévision, le 28 mai.

Le nouveau leader du PSD exige notamment l'abrogation immédiate de plusieurs dispositions en matière agricole qui, aux yeux des socialistes (pourtant très modérés sur ce thème), provoquerait la reconstitution automatique des anciens grands domaines de l'Alentejo au sud du pays. En outre, M. Cavaco Silva veut imposer l'adoption d'urgence d'une loi libéralisant les licenciements ; cette attitude est jugée excessive jusque dans les syndicats proches du PSD.

Par-delà ces questions concrètes, c'est surtout l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour le mois de décembre prochain, qui crée une tension entre les deux partenaires de la coalition gouvernementale. M. Cavaco Silva et ses amis ne cachent pas leur sympathie à l'égard de la candidature, annoncée en avril, de M. Freitas do Amaral. L'ancien chef des démocrates-chrétiens (CDS) se propose de regrouper toutes les forces politiques à droite du PS, faisant revivre ainsi l'« Alliance démocratique » qu'il *avait constitué en 1979 avec feu* Francisco Sa Carneiro, alors leader du PSD. Pour l'entourage de M. Cavaco Silva, cette nouvelle version de l'AD redonnerait au parti social-démocrate un rôle primordial dans la vie politique portugaise. *« En cas de victoire*, affirme-t-on discrètement dans ses rangs, *M. Amaral aurait la présidence de la République, et nous la présidence du gouvernement. »*

Bon connaisseur du PSD – une formation qui, depuis le début de l'année, a déjà connu trois leaders et trois stratégies – le premier ministre, M. Mario Soares essaie de gagner du temps. Prudemment, le chef du gouvernement laisse à quelques personnalités de deuxième plan de son parti le soin de s'insurger contre *« certaines déclarations irresponsables »* de M. Cavaco Silva. Il pose une seule condition préalable à une éventuelle discussion sur la politique agricole du gouvernement et sur la législation du travail : que le PSD déclare formellement respecter l'accord de gouvernement signé avec le PS en 1983 : en d'autres termes, les sociaux-démocrates devront s'abstenir de critiquer publiquement un exécutif dont, en fin de compte, ils font partie.

Des législatives anticipées ?

Pour la première fois, cependant, depuis qu'il est premier ministre, *M. Soares ne semble* plus écarter l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée et la convocation d'élections législatives anticipées. Pourquoi cette évolution ?

Les conseillers de M. Soares, tout d'abord, ont observé que le parti *rénovateur démocratique piétine.* Or le PRD qui regroupe les sympathisants du président Eanes, était jusque-là présenté comme susceptible d'attirer une bonne partie de l'électorat du PS. La préparation du premier congrès du parti « éaniste », qui aura lieu à la mi-juin, a fait apparaître de sérieuses fissures parmi ceux qui se réclament du projet politique progressiste de l'actuel chef de l'Etat. Par ailleurs, les divergences se manifestent aussi parmi les dirigeants du CSD ; notamment à propos de la candidature aux présidentielles de M. Freitas do Amaral. Enfin, la victoire de la tendance conservatrice au PSD effraye les plus modérés du parti, qui se considèrent comme les seuls *« vrais sociaux-démcrates »*.

Ce contexte d'incertitude chez les adversaires pourrait être propice au renforcement électoral des socialistes.

Mais le dernier mot en la matière appartient au général Eanes qui est rentré, le vendredi 31 mai, d'un voyage de onze jours en Chine, à Macao et en Yougoslavie. D'après la Constitution, le président de la République ne peut pas décréter la dissolution de la Chambre dans les six mois précédant la fin de son mandat. Cela signifie qu'une éventuelle décision à ce sujet devrait intervenir avant le 14 juillet prochain. C'est une décision pourtant très difficile car elle entraînerait nécessairement un retard dans la ratification par le Parlement du traité d'adhésion du Portugal à la Communauté européenne, qui sera signé le 12 juin à Lisbonne.

JOSÉ REBELO.

Yougoslavie

● *Disparition de deux haltérophiles albanais.* – L'Albanie a envoyé une « protestation énergique » à la Yougoslavie à la suite de la disparition de deux haltérophiles albanais dans la ville yougoslave de Titograd, le 28 mai, a rapporté, vendredi 31 mai, l'agence albanaise ATA. Les deux haltérophiles, Aleksander Kondo et Xhelal Suhniki, passaient par la Yousgoslavie venant de Pologne où ils avaient participé aux championnats européens d'altérophilie. – *(AFP.)*

ASIE

UN ENTRETIEN AVEC M. GANDHI

L'Inde n'exclut pas de se doter de l'arme nucléaire

(Suite de la première page.)

— *Pour commémorer l'assaut du Temple d'or par l'armée, en juin dernier, les sikhs ont décrété à partir de ce lundi une « semaine du génocide ». Vous attendez-vous à beaucoup de désordres ?*

— Pas trop, mais nous nous sommes préparés au pire.

— *L'armée restera-t-elle au Pendjab encore longtemps ?*

— Jusqu'à ce que la situation se normalise... Nous avions à faire face là-bas à deux problèmes : d'abord celui du terrorisme, que nous devons traiter comme tel ; le second problème est politique. Avant l'assaut du Temple d'or, déjà, les extrémistes sikhs terrorisaient non seulement la population en général, mais aussi les dirigeants du parti Akali dal, qui n'osaient plus bouger. Voilà pourquoi il est important qu'ils s'expriment aujourd'hui, qu'ils ne se laissent plus intimider par des menaces.

Les insuffisances de la police...

— *N'êtes-vous pas inquiet d'avoir de plus en plus recours à l'armée pour rétablir l'ordre, et cela pas seulement au Pendjab ?*

— Oui, nous utilisons l'armée beaucoup trop souvent. Il faudra que cela cesse. J'y suis fondamentalement opposé, et d'ailleurs l'armée aussi. Elle n'aime pas cela.

— *Faudra-t-il alors revoir entièrement le fonctionnement de la police ?*

— Cela pose problème, car la police ne dépend pas du gouvernement central, mais de celui des Etats. Nous ne pouvons intervenir qu'indirectement en essayant de convaincre les autorités compétentes. Jusqu'à ces derniers temps, nous n'avions jamais eu un tel problème de maintien de l'ordre. Tout d'un coup, nous devons y faire face, et nous nous apercevons que notre police est insuffisante. Nous nous penchons sérieusement sur le problème.

... et celles du Parti du Congrès

— *Pourquoi, élu premier ministre, avez-vous conservé vos responsabilités à la tête du Parti du Congrès ?*

— Vous savez, le parti m'a fait président et premier ministre presque simultanément, je n'avais rien demandé.

— *Mais maintenant, vous pourriez abandonner la présidence du parti ?*

— Oui. La première chose que nous allons organiser, ce sont des élections à l'intérieur du parti (1). Jusque-là, je resterai président. Après, sera président celui que le parti choisira. Bien sûr, il nous faut d'abord remettre de l'ordre, réviser la liste de nos adhérents. Toutes les structures du parti sont pratiquement effondrées. J'espère que la réorganisation sera terminée avant le 31 décembre. Trois mois plus tard, nous commencerons le processus électoral.

— *Le parti a vraiment besoin d'être réformé en profondeur...*

— Ah, certainement. Depuis les législatives de 1980, les gens se sont endormis sur leurs lauriers. Beaucoup de cadres sont entrés au gouvernement et il ne reste plus personne pour donner des impulsions.

— *Quelles sont vos priorités économiques ?*

— Sans entrer dans le détail, disons que nous avons d'abord, au cours des trente-cinq dernières années, établi les fondations d'une nation moderne. Ce fut la première phase. Elle est terminée. Nous avons commencé à industrialiser le pays au début des années 50. On nous l'a beaucoup reproché, sous prétexte que nous étions avant tout un pays d'agriculture. Bien sûr, nos critiques avaient tort. Il fallait moderniser, former des gestionnaires, des techniciens, des ingénieurs, tout un réseau d'industries diversifiées.

— *Quitte à abandonner le socialisme, comme on vous en accuse jusque dans votre parti ?*

— Oh, vous savez, on a aussi accusé en son temps mon grand-père (Nehru) de s'être écarté de la doctrine du mahâtmâ Gandhi ! Que veut-on ? Que nous retournions à l'Inde du temps de Gandhi en matière d'industrialisation ? Il ne s'agit pas de s'écarter de ses enseignements philosophiques, bien entendu. Mais, si nous avions suivi les conseils de nos critiques en matière agricole, nous ne serions pas aujourd'hui autosuffisants. Nous en serions au niveau de l'Afrique, avec des millions de gens mourant de faim. Ici, nous avons subi deux ou trois grandes sécheresses au cours des cinq ou six dernières années, personne n'en a souffert. Ce résultat a été obtenu grâce à la mécanisation de l'agriculture, à l'usage des engrais, à l'électrification, bref à l'industrialisation.

Ouvrir le secteur nationalisé à la concurrence

— *Vous allez donc ouvrir sur l'étranger votre économie ?*

— Ça, c'est une autre affaire. Nous voulons réaliser le maximum par nous-mêmes. Jusqu'ici, nous avons financé la quasi-totalité de notre développement avec nos ressources. Nous ne souhaitons pas bouleverser notre stratégie.

— *Vous pourriez pourtant emprunter beaucoup plus ?*

— Oui, mais nous ne voulons pas affronter les problèmes de remboursement qu'ont certains pays. C'est trop dangereux. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas besoin de certaines technologies étrangères. Nous allons seulement concentrer nos demandes dans cinq ou six domaines particuliers, que nous souhaitons développer plus vite. Et nous nous adresserons aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

— *On dit de vous que les concepts idéologiques — les notions de droite et de gauche — vous sont étrangers.*

— Ces concepts n'ont plus aujourd'hui le même sens. Votre pays, par exemple, est à droite...

— *M. Mitterrand est socialiste !*

— Non, je veux dire que votre pays est à l'Ouest. Et pourtant, vous avez un important secteur nationalisé. La Chine, pour prendre un autre exemple, se réclame d'un marxisme pur et dur et entreprend pourtant des réformes économiques que l'on pensait peu compatibles avec le marxisme. Même l'Union soviétique réfléchit à la manière de moderniser son industrie. Non, du point de vue économique, les notions des années 50 et 60 ne sont plus valables. Même du point de vue politique d'ailleurs : l'Ouest, qui se veut démocratique, soutient certaines des pires dictatures. Mais ce qui nous importe, c'est de savoir ce qui est bon pour l'Inde. Il ne s'agit pas de se prostituer, d'emprunter ici et là. En fait, nous avons une idéologie très ferme.

— *Socialiste ?*

— Oui, c'est un socialisme adapté à l'Inde, à notre personnalité nationale et individuelle. Les Indiens sont très individualistes. On ne peut pas les rassembler en troupeau comme on le fait dans certains pays de l'Est et d'Asie. L'hindouisme est notre religion dominante mais, comme vous le savez, nous ne prions même pas ensemble.

— *Vous priez, vous ?*

— Non, je ne prie pas... Tout cela pour vous dire que nous n'avons pas pour habitude d'adopter des points de vue très tranchés, nous nous adaptons. C'est à la fois bon et mauvais. Mais nous devons en tenir compte dans tout ce que nous faisons. Fondamentalement, nous, Indiens, nous ne travaillons que pour obtenir ce dont nous avons strictement besoin. Il n'y a pas ici cet appétit d'amasser qu'on trouve en Europe occidentale ou orientale.

C'est l'un de nos grands problèmes pour le développement. Comment faire « décoller » les gens, les encourager à prendre des initiatives...

— Nous essayons de ne pas nous conduire comme certains autres pays...

— *Vous pensez à Israël ?*

— Je ne cite personne.

— *Etablirez-vous un jour des relations diplomatiques avec Jérusalem ?*

— Si Israël change d'attitude sur un certain nombre de sujets, oui. Pour l'instant, nous pensons qu'ils sont très belliqueux et qu'ils ne tiennent pas compte des problèmes qui se posent. Nous comprenons les leurs, mais jusqu'à ce qu'ils changent d'attitude je ne vois pas la paix s'installer dans cette région.

— *Revenons à votre politique de défense : prendrez-vous ou non la décision de produire l'arme nucléaire ?*

— Nous n'en sommes pas encore arrivés à une décision, mais nous y avons déjà travaillé.

— *Ce sera une décision personnelle ou gouvernementale ?*

— La décision sera prise par le cabinet.

— *Sera-t-elle rendue publique ?*

— Ce sera une décision secrète.

— *Pour en revenir au Pakistan, votre mère avait l'habitude d'accuser l'étranger pour expliquer un certain nombre de problèmes en Inde. Pas vous.*

— Si ; je dénonce ces ingérences, mais je pense qu'il est de ma responsabilité de les contrôler. C'est à nous d'empêcher ces mains étrangères de s'agiter dans le pays, et nous le ferons.

— *Le Pakistan aide-t-il les sikhs sécessionnistes du Pendjab ?*

— Nous savons qu'il le fait. L'action de ces forces étrangères est variée : elle va de l'aide apportée à tel ou tel candidat au nom d'une certaine idéologie à des actes beaucoup plus subversifs.

— *Soutenus au niveau gouvernemental ?*

— Eh bien, nous savons où les gens sont entraînés, combien ils sont qui les entraîne, et de quelles unités viennent les conseillers.

— *Pourquoi ne pas rendre ces renseignements publics ?*

— Nous ne voulons pas compromettre nos sources.



Dessin de SZLAKMANN.

Une Australie chaque année

— *Allez-vous poursuivre en démographie la politique entreprise par votre mère ?*

— Non, je pense que nous devons faire beaucoup plus que ce qui a été fait jusqu'ici. Nous avons réduit ce taux de croissance, mais il est encore beaucoup trop élevé. Rendez-vous compte que nous produisons une Australie chaque année !

— *Quelle est votre perception de l'Union soviétique ? La voyez-vous comme un modèle, comme l'ennemie de votre ennemie, la Chine ?*

— Non, pas du tout. Je ne perçois d'ailleurs aucun pays comme un ennemi. Pas même le Pakistan. Je pense qu'on peut avoir de bonnes relations avec ce pays. Nos deux nations auraient beaucoup à gagner si nous pouvions mettre un terme à nos frictions. Non seulement nous ferions l'une et l'autre des économies d'achats d'armes, mais nous pourrions faire tant de choses ensemble... C'est la raison pour laquelle nous concentrons en ce moment notre diplomatie sur l'Asie du Sud.

» Pour en revenir à l'URSS, nous avons deux approches : l'une est géopolitique, l'autre économique. Que pouvons-nous apprendre de leur système économique ? Il présente incontestablement de très bons aspects. Mais il est impossible de gouverner l'Inde autrement que par la démocratie. Le pays éclaterait. Nous pouvons apprendre d'eux, mais nous ne pouvons pas copier leur système.

Pour un Sri-Lanka unitaire

— *Vous devez rencontrer dimanche (2) le président sri-lankais pour tenter de parvenir à un accord sur la question tamoule. Que lui direz-vous, en particulier à propos des séparatistes basés à Madras et qui attendent de l'Inde qu'elle reconnaisse la validité de leurs exigences indépendantistes ?*

— Nous avons déjà affirmé catégoriquement que nous ne soutiendrions jamais la création d'un Etat indépendant tamoul à Sri-Lanka. Je le dis publiquement, et très clairement, et je l'ai déjà fait savoir au gouvernement de Colombo. En fin de compte, les Tamouls de Sri-Lanka devront vivre à Sri-Lanka.

— *Dans un Etat unitaire ?*

— Oui, dans un Sri-Lanka uni. Nous déconseillerons toute autonomie allant au-delà de celle que nous reconnaissons aux différents Etats de l'Inde.

» Vous connaissez la taille de Sri-Lanka ? C'est une cacahuète. En combien de morceaux peut-on la couper ? Nous avons souvent dans le passé attiré l'attention des autorités sri-lankaises sur la situation de leurs Tamouls. Si elles pouvaient, en s'inspirant de nos solutions pour les minorités, leur proposer un ensemble de mesures, je suis certain qu'ils accepteraient.

— *Une chose que ne comprennent pas les Sri-Lankais, c'est que vous ne contrôliez pas les « boys » qui, à partir de l'Inde, poursuivent les combats là-bas...*

— Nous le faisons, mais il est impossible de les contrôler à cent pour cent. Nous n'y parvenons pas non plus avec le Pakistan. Il y a des limites à ce que nous pouvons faire. Nous leur avons confisqué récemment pour 4 millions de dollars d'armes.

— *Pour la première fois ?*

— Non, ce n'est pas la première fois, mais il y a des choses que nous ne crions pas sur les toits. Nous ne voulons pas non plus avoir des problèmes politiques dans le Tamil-Nadu (Etat du sud de l'Inde où vivent quarante millions de Tamouls). Nous marchons là-bas sur une lame de rasoir, mais nous devons le faire. Cela dit, chaque fois que les forces de sécurité sri-lankaises attaquent des civils tamouls, elles nous rendent la tâche encore plus difficile. Toutes les informations que nous avons indiquent que les forces sri-lankaises ne s'en prennent pas aux terroristes mais aux civils. En fait, ce sont deux terrorismes qui sont en action là-bas : celui des forces sri-lankaises qui perdent leur sang-froid, et l'autre.

Qu'est-ce que l'Asie du Sud-Ouest ?

— *Pourquoi, selon vous, les Soviétiques sont-ils intervenus en Afghanistan ?*

— Je crois qu'ils ont pensé que les Américains allaient profiter de la situation et ils ne pouvaient pas accepter ce genre de risque.

— *Comment pouvez-vous condamner avec tant de fermeté la politique américaine en Amérique centrale et vous montrer si compréhensif à l'égard de l'Union soviétique en Afghanistan ?*

— Nous avons été aussi fermes sur le Nicaragua que sur l'Afghanistan. Nous avons condamné toutes les ingérences étrangères, où qu'elles aient lieu. Nous ne sommes pas compréhensifs à propos de l'Afghanistan. Si vous lisez le communiqué commun publié à l'issue de mon voyage à Moscou, vous verrez que nous avons été très fermes à propos du Sud-Ouest asiatique.

— *Mais le communiqué ne mentionne même pas l'Afghanistan.*

— Si, il le mentionne. L'Asie du Sud-Ouest, c'est l'Afghanistan *(rires)*.

— *Ne pensez-vous pas, cependant, que votre diplomatie pourrait être plus active sur cette question ?*

— Nous avons pris une initiative dans le début des années 80 mais le Pakistan a rejeté notre offre et nous a dit de ne pas nous mêler de cette affaire. A notre avis pourtant, le problème ne peut pas être résolu entre superpuissances. Il doit l'être entre l'Afghanistan et le Pakistan. S'il le faut, nous voulons bien nous en mêler encore.

— *Craignez-vous une déstabilisation du Pakistan par l'URSS ?*

— Les Soviétiques n'aiment pas du tout ce qui se passe actuellement au Pakistan. Ils l'ont fait savoir très clairement et à de nombreuses reprises. Nous n'aimerions pas non plus voir éclater un conflit qui entraînerait probablement les Etats-Unis. Ce serait très dangereux.

— *L'amélioration éventuelle des relations entre Moscou et Pékin, cela vous inquiète ?*

— Non. Nous souhaitons qu'elles s'améliorent. Nous voudrions aussi que nos relations avec la Chine s'améliorent. Mais, dans un cas comme dans l'autre, des obstacles demeurent. Dans le nôtre, en tout cas, ce sera très long. Nos problèmes frontaliers avec la Chine remontent à 1962.

— *Lorsque vous avez été élu, l'Occident a espéré vous voir amener votre pays plus près de lui, parce que vous y avez fait vos études, que vous êtes marié avec une Occidentale... ?*

— Je pense que nous avons toujours été à égale distance de l'Est et de l'Ouest et que nous y resterons.

Les espions pardonnés à quatre-vingt-quinze pour cent

— *Il est temps d'en venir à l'affaire des « espions » français expulsés d'Inde en janvier dernier...*

— Nous pensons que c'est une affaire terminée.

— *Est-il exact de dire que votre réaction — la demande de rappel de l'ambassadeur de France — fut exagérée ?*

— Non, je ne le crois pas. La décision que nous avons prise n'était pas seulement fondée sur l'affaire des espions. Il y avait eu d'autres incidents auparavant.

— *Quel genre d'incidents ?*

— Je ne pense pas qu'il soit utile de revenir sur cette affaire.

— *C'est oublié et pardonné ?*

— C'est difficile d'oublier et de pardonner à cent pour cent. Disons que c'est oublié et pardonné à quatre-vingt-quinze pour cent...

— *Mais pourquoi n'avez-vous pas pris de mesures analogues à l'égard des diplomates de l'Est impliqués dans la même affaire ?*

— La raison, comme je vous l'ai dit, c'est qu'il y avait eu auparavant d'autres incidents auxquels les Français étaient mêlés.

— *Mais de quels incidents voulez-vous parler ?*

— Je pense que cela doit rester entre le gouvernement français et nous.

— *Cela veut dire que les relations économiques entre nos deux pays en sont revenues à ce qu'elles étaient avant toute cette affaire ?*

— Oui.

— *Y aura-t-il donc des contrats signés avec des entreprises françaises avant votre départ pour Paris ?*

— Je ne sais pas encore. Il y a pas mal de choses qui restent à décider. Nous prendrons probablement au moins une décision définitive avant notre départ.

— *A propos des vingt-sept hélicoptères ?*

— Oui, certainement.

— *La France est bien placée pour ce contrat ?*

— Pour le savoir, vous devrez attendre.

Le Pakistan et la bombe

— *Estimez-vous que le Pakistan soit déjà en possession de l'arme nucléaire ? Si oui quelle sera votre réponse ?*

— Oui, nous pensons qu'ils sont très près de l'avoir ou qu'ils en ont déjà une. En fait, plus d'une... En ce qui nous concerne, nous n'avons pas encore pris de décision. Mais nous y pensons. Comprenez que pour l'Inde la possession de l'arme nucléaire par le Pakistan soit très préoccupante. Islamabad nous a déjà attaqués trois fois. Qu'ils aient la bombe changerait donc toutes les règles du jeu. Nous devons y réfléchir très sérieusement. En principe nous sommes opposés à l'idée de devenir une puissance nucléaire. Nous aurions pu le faire depuis dix ou onze ans, et nous ne l'avons pas fait. Si nous prenions la décision de le devenir, ce serait une affaire de quelques semaines ou de quelques mois.

— *Vous l'envisagez ?*

— Pas encore.

— *Envisagez-vous alors une attaque préventive contre les installations nucléaires pakistanaises ?*

Contre la « guerre des étoiles »

— *Avez-vous déjà rencontré M. Mitterrand et quels sujets politiques comptez-vous aborder avec lui ?*

— Je l'ai déjà rencontré oui, mais je n'ai jamais eu avec lui de discussions approfondies. Quant aux problèmes politiques, nous avons à discuter de pas mal de questions bilatérales. Nous estimons en particulier que nous achetons beaucoup de produits français, mais que vous ne nous achetez pas suffisamment de choses. Dans certains cas, nous nous heurtons à des attitudes protectionnistes. Nous avons, comme je l'ai dit, beaucoup en commun avec la France. Il y a toujours eu aussi, je crois, une longue amitié entre le peuple français et ma mère. Je pense donc que nous pouvons beaucoup faire ensemble sur le plan économique. Nous vous achetons des armes depuis longtemps. Je crois même que le premier avion que nous avons acheté à l'étranger était français. Il s'agissait du Mystère je crois, et, aujourd'hui, nous avons les Mirage-2000.

» Nous souhaiterions parler de certains grands problèmes internationaux, comme le désarmement, et la « guerre des étoiles ». Nous pensons que ce programme militaire risque d'ajouter une dimension nouvelle à la guerre nucléaire et de compliquer encore plus la question du désarmement. On dit aujourd'hui que c'est un programme défensif, mais, demain, il peut devenir offensif. »

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et PATRICE CLAUDE.

---

(1) Il n'y a pas eu d'élections à l'intérieur du Congrès depuis quinze ans. Indira Gandhi avait pris l'habitude de nommer elle-même les six secrétaires généraux du parti.

(2) Rappelons que cet entretien a été recueilli avant la rencontre avec le président Jayewardene.

A TRAVERS LE MONDE

Burkina

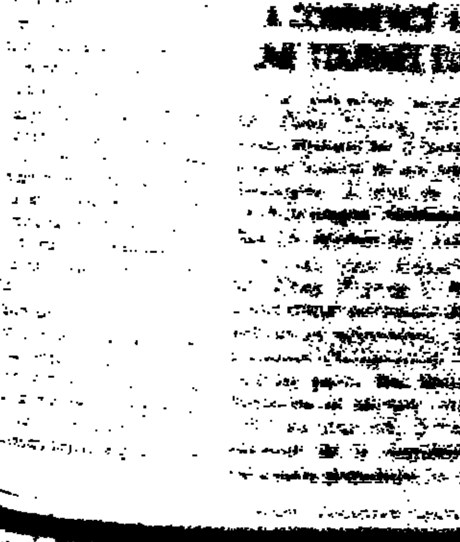
● ATTENTAT CONTRE UN CAMP MILITAIRE. — Trois soldats ont été tués et trois autres blessés lors d'une explosion d'origine criminelle qui a eu lieu, samedi 1er juin, au camp militaire de Ouagadougou. Selon le ministre de la défense, le commandant Jean-Baptiste Lingani, l'attentat, qui s'est produit au dépôt de munitions du camp, est l'« *œuvre de spécialistes* ». — *(AFP, Reuter.)*

Népal

● ARRESTATIONS DE MILITANTS POLITIQUES. — Le mouvement de désobéissance civile déclenché par le Parti du Congrès pour réclamer le rétablissement du multipartisme au Népal a entraîné l'arrestation de quatre mille personnes, selon ses organisateurs. Les autorités, pour leur part, ne font état que d'un millier de personnes arrêtées, dont deux cents ont déjà été relâchées. — *(AFP.)*

Vietnam

● LA TENSION FRONTALIÈRE AVEC LA CHINE. — Deux cent quatre-vingt-huit soldats ont été tués, vendredi 31 mai et samedi 1er juin, au cours d'attaques d'« *empiètement* » lancées par la Chine dans la province frontalière vietnamienne de Ha-Tuyen, a affirmé, dimanche, l'agence vietnamienne d'information AVI. — *(AFP.)*



هكذا من الأصل

ASIE

Afghanistan

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS TROIS ANS

Américains et Soviétiques vont « faire le point » de la situation

Pour la première fois depuis près de trois ans, des diplomates américains et soviétiques se rencontreront courant juin pour *« faire un nouveau point »* sur la situation en Afghanistan, a indiqué, samedi 1er juin, une responsable du département d'Etat américain, Mme Kathleen Lang. La rencontre, dont ni la date ni le lieu n'ont été annoncés, ne sera pas consacrée à des *« négociations »*, a-t-elle ajouté. D'autres responsables du département d'Etat ont laissé entendre que cette rencontre pourrait avoir lieu à Washington.

D'autre part, le médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, a proposé aux gouvernements pakistanais et afghan d'organiser une rencontre de responsables des deux pays vers le 20 juin, à Genève. Selon des sources aux Nations unies, M. Cordovez souhaite que le *« point »* américano-soviétique se tienne avant cette rencontre, afin de donner un nouveau coup de pouce aux efforts des Nations unies.

En Afghanistan, les unités soviétiques – dont plusieurs centaines de parachutistes – *poursuivant leur offensive* dans la vallée du Kunar, ont forcé, samedi, les maquisards afghans à abandonner plusieurs de leurs positions. – *(AFP, AP.)*

Corée du Sud

SÉOUL ACCEPTE UNE OFFRE NORD-CORÉENNE DE POURPARLERS POLITIQUES

Séoul *(Reuter)*. – La Corée du Sud a fait savoir le samedi 1er juin qu'elle avait accepté une offre d'entretiens politiques formulée par la Corée du Nord *(le Monde* du 12 avril) et qu'elle allait proposer une réunion préliminaire le mois prochain afin de les organiser. Selon Séoul, le dialogue devrait porter sur une proposition sud-coréenne prévoyant une Constitution unique en vue de la réunification de la péninsule.

La Corée du Nord souhaite que les entretiens portent sur une déclaration de non-agression entre les deux Corées. Séoul préconise un examen de cette déclaration par les deux gouvernements, et de préférence par les deux présidents.

Séoul engage d'autre part Pyongyang à convenir de pourparlers distincts sur la formation d'équipes coréennes unifiées aux Jeux olympiques et aux autres rencontres sportives internationales. Séoul doit accueillir les Jeux olympiques en 1988 et les Jeux asiatiques l'année prochaine.

La décision sud-coréenne survient deux jours après le retour à Pyongyang d'une délégation de la Croix-Rouge nord-coréenne qui a donné son accord de principe à l'organisation de visites entre membres de familles séparées depuis la guerre de Corée.

Indonésie

EXÉCUTION D'UN ANCIEN DIRIGEANT COMMUNISTE

Mohammad Munir, condamné à mort en 1973, a été exécuté, à l'âge de cinquante-neuf ans, dans une prison de Djakarta, après dix-sept ans de détention, a-t-on appris, jeudi 30 mai, de sources diplomatiques.

Membre du bureau politique du Parti communiste indonésien (PKI), interdit en 1966, et président du syndicat procommuniste SOBSI, qui était, avant 1965, le plus grand syndicat indonésien, il était originaire de Padang (Sumatra).

Arrêté en juillet 1968, il avait été condamné à mort pour subversion, le gouvernement indonésien ayant accusé le PKI d'avoir tenté un coup d'Etat le 30 septembre 1965. Cette condamnation à mort avait été confirmée en 1981 et en 1983 par la Cour suprême indonésienne. Le président Suharto avait refusé d'accorder son pardon.

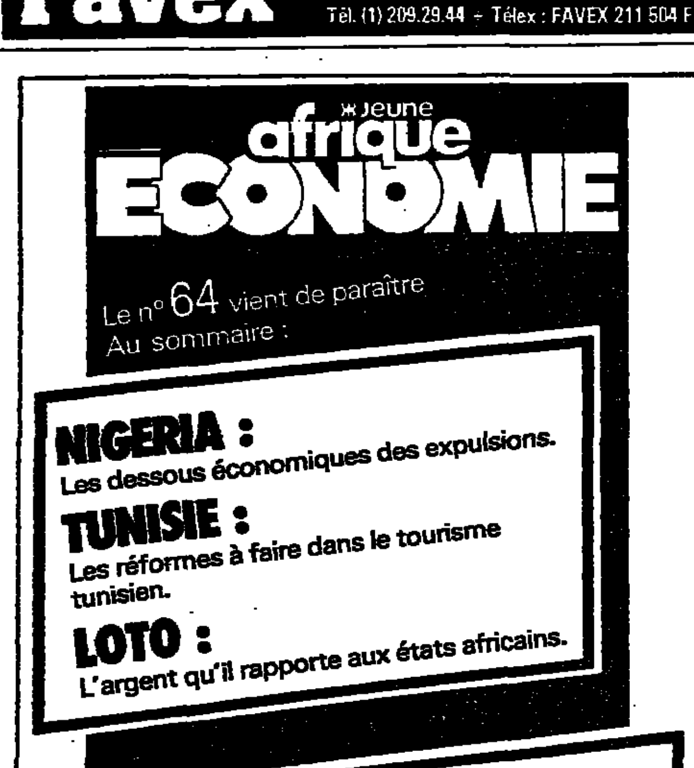
Cette exécution a été condamnée *« avec vigueur »*, vendredi, par M. Pierre Brana, secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés du PS, qui indique que son parti *« s'indigne de la reprise d'exécutions politiques en Indonésie »*.

Chine

M. ZHAO ZIYANG A COMMENCÉ A LONDRES UNE TOURNÉE EUROPÉENNE

Le premier ministre chinois M. Zhao Ziyang, est arrivé à Londres, dimanche 2 juin, pour une visite officielle de six jours en Grande-Bretagne. Il doit se rendre ensuite en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas (*le Monde* du 10 mai).

Avant son départ de Pékin, M. Zhao Ziyang a déclaré que la conférence nationale du PC chinois, prévue en septembre, ne procéderait à aucun changement dans la direction du parti, des décisions dans ce domaine ne devant intervenir qu'en 1987 au plus tôt, à l'occasion de la réunion de la septième Assemblée nationale populaire. – *(AFP.)*



AMÉRIQUES

Canada

Le plus grand groupe public du pays la Corporation de développement est mise en vente

De notre correspondant

Montréal. – Après s'être prononcé à plusieurs reprises en faveur d'une réduction substantielle du secteur nationalisé, le gouvernement canadien a annoncé, le 29 mai, la vente de ses intérêts dans la plus importante société nationale, la Corporation de développement du Canada (CDC). Plus de 30 millions d'actions seront vendues au public au cours des prochains mois.

Le gouvernement conservateur avait fait savoir, peu de temps après avoir gagné les élections en septembre, que l'Etat, qui détient 47,1 % des actions de la CDC, comptait les vendre, comme dans le cas des constructeurs aéronautiques Canadair et De Havilland, du producteur d'uranium Eldorado Nucléaire et de la société de télécommunication Téléglobe Canada (*le Monde* du 8 novembre 1984).

Il a confirmé son intention d'aller plus loin encore lors du dépôt du budget la semaine dernière. Les conservateurs veulent réduire le rôle de l'Etat dans l'économie et mettre de l'ordre dans le secteur nationalisé, qui a pris des proportions très importantes au cours des dernières décennies (plus de 300 sociétés, *250000 emplois et 12 % du produit* national brut). Toutefois, le gouvernement n'a pas trouvé pour l'instant d'acheteur pour les sociétés mises en vente, et des pourparlers infructueux ont eu lieu, au début du mois de mai, avec British Aerospace pour l'achat de Canadair et de De Havilland.

Téléglobe, la seule société vraiment rentable (41 millions de dollars de profits en 1983), est très convoitée par la société canadienne CNEP Télécommunications, qui a fait une offre d'achat.

Pour la Corporation de développement, qui est en fait un holding comprenant des sociétés en bonne santé et des «canards boîteux» – dix-sept filiales en tout, – le gouvernement a finalement opté pour la solution la plus facile en décidant de vendre les actions au public.

La CDC a enregistré un bénéfice net de 13,1 millions de dollars au premier trimestre 1985 et de 81,1 millions de dollars pour l'ensemble de 1984.

Les actifs de la société s'élèvent à 7,8 milliards de dollars, ce qui la classe dans les tout premiers rangs des compagnies canadiennes. Elle fait aussi partie des plus endettées – 4,42 milliards de dollars – depuis la prise de contrôle, en 1982, de deux grosses sociétés minières, Canterra Energy et Kid Creek Mines, dont elle détient 100 % des actions.

24 millions d'actions offertes au public

Elle est également présente dans le secteur informatique (AES Data) et des photocopieurs (Savin Corporation), ainsi que dans le domaine pharmaceutique (100 % des actions de Connaught Laboratories), mais son plus beau fleuron reste la société Polysar, qui est le premier producteur mondial de caoutchouc synthétique.

Les actions de la CDC seront mises en vente en deux étapes pour laisser au gouvernement le temps de modifier la loi qui l'oblige à détenir 10 % des actions d'un holding. Au cours de l'été, près de 24 millions d'actions seront offerts au public : aucun individu ni aucune société ne pourront en acquérir plus de 25 %.

Ce pourcentage sera réduit à 10 % pour les investisseurs étrangers qui, au total, ne pourront pas détenir plus de 25 % des actions.

La loi actuelle interdit toute participation étrangère au capital et fixe une limite de 3 % pour les actionnaires canadiens.

Selon le ministre de l'industrie, M. Sinclair Stevens, cette opération *permettrait au gouvernement de* récupérer plus de 300 millions de dollars si l'action se maintenait à son cours actuel (11 dollars à la Bourse de Toronto), *« en offrant ainsi aux Canadiens*, a-t-il déclaré, *l'occasion de participer directement à notre programme de privatisation »*.

Cette profession de foi n'a pas convaincu l'opposition à la Chambre des communes, qui a reproché au gouvernement de mettre en danger l'indépendance économique du pays à l'égard des Etats-Unis, en enlevant à l'Etat un outil essentiel pour développer une stratégie industrielle nationale.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Paraguay

● EXPULSION DE DEUX JOURNALISTES ENQUETANT SUR JOSEF MENGELE. – Le Paragay a expulsé deux journalistes du quotidien argentin *Tiempo Argentino* qui recherchaient le criminel nazi Josef Mengele. Les deux hommes ont été interpellés vendredi 31 mai pour interrogatoire par les membres du ministère de l'intérieur, et ont été renvoyés chez eux après six heures de détention, a indiqué le journal. L'ambassade du Paraguay à Buenos-Aires s'est refusée à tout commentaire sur cette affaire. – *(Reuter.)*

Pérou

RENONÇANT A UN SECOND TOUR

Le Conseil national des élections a proclamé M. Alan Garcia « président élu »

De notre correspondant

Lima. – Après sept semaines d'incertitude, les dix-huit millions de Péruviens ont enfin un nouveau président, le social-démocrate Alan Garcia. En effet, le 1er juin, le Conseil national des élections a finalement proclamé *« vainqueur de la consultation du 18 avril »* le jeune candidat de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), et a renoncé à procéder à un second tour.

Malgré l'avalanche de suffrages recueillis au premier tour de scrutin – plus que tous les autres candidats réunis, – M. Garcia n'avait obtenu que 45,74 % des voix, contre 21,26 % à son plus proche adversaire, le marxiste Alfonso Barrantes. Les votes nuls et les blancs étaient considérés comme valides en application d'une loi adoptée deux mois avant la consultation par la majorité parlementaire (conservateurs et libéraux), au moment même où les sondages indiquaient que l'APRA allait l'emporter au premier tour avec la majorité absolue requise. Sans cette disposition de dernière heure, dénoncée comme anticonstitutionnelle par l'APRA et la gauche unie, M. Garcia aurait obtenu 53,10 % des suffrages.

Le 24 avril, les guérilleros de Sentier lumineux, qui avaient promis le boycottage de la consultation, mitraillaient le président du Conseil national des élections. Deux jours plus tard, tenant compte du climat de violence et de l'écart qui le séparait de son adversaire, M. Barrantes *se désistait afin de contribuer à « la consolidation de la démocratie »*.

Cette décision de la gauche unie était toutefois rejetée par les conservateurs et les libéraux. Les premiers proposaient que leur candidat, M. Luis Bedoya Reyes, arrivé en troisième position avec 12 % des voix, disputât le second tour. Les seconds menaient campagne pour que le désistement soit jugé inconstitutionnel.

Le Conseil national des élections a *finalement décidé d'accepter*, à l'unanimité, le retrait de la candidature de la gauche unie. Un deuxième tour de scrutin avec un seul candidat a été également considéré comme *« non viable »* par le Conseil, car il équivalait à un plébiscite, non prévu par la Constitution. Rappelant son autonomie en la matière, et face à un *« vide constitutionnel »* – le désistement d'un candidat n'ayant pas été prévu, – le Conseil national des élections a proclamé Alan Garcia *« président élu »* le 1er juin.

Cette décision permet au pays d'économiser 3 millions de dollars – coût d'un second tour, – et surtout de nouveaux déchirements politiques, d'autant plus inutiles qu'une victoire apriste au second tour était inéluctable et que la droite, avec moins de 20 % des suffrages, ne pouvait pas escompter remonter la pente. Enfin, la crise économique et sociale est si aiguë qu'un plan d'urgence doit être appliqué au plus vite.

Les apristes ont fêté joyeusement cette victoire qu'ils attendent depuis soixante-deux ans, c'est-à-dire depuis la création de leur parti par Haya de La Torre. Le président Fernando Belaunde s'est aussi félicité de ce triomphe de la démocratie. Le 28 juillet prochain, il ceindra M. Alan Garcia de l'écharpe présidentielle : une cérémonie de passation de pouvoirs qui n'avait pas eu lieu entre deux présidents démocratiquement élus depuis quarante ans.

NICOLE BONNET.

Costa-Rica

INCIDENT DE FRONTIÈRE AVEC LE NICARAGUA

Un garde frontalier costaricien a été tué et neuf autres blessés le vendredi 31 mai, lors d'une patrouille de routine effectuée dans la région de Las Tiricias, dans le nord du Costa-Rica.

Selon les autorités costariciennes, des soldats nicaraguayens ont tendu une embuscade aux gardes-frontière qui s'étaient rendus sur les lieux pour enquêter sur de possibles incursions de troupes sandinistes sur leur territoire. Le colonel costaricien Francisco Tascan a déclaré que cet accrochage était le premier incident grave en quatre ans de tension à la frontière, et le président Alberto Monge a annoncé qu'il allait demander une réunion d'urgence du conseil permanent de l'Organisation des États américains *« afin de dénoncer formellement l'agression perpétrée par l'armée populaire sandiniste »*.

A Managua, le gouvernement nicaraguayen a catégoriquement démenti, samedi, les accusations des autorités du Costa-Rica. Le ministre de la défense, M. Humberto Ortega, a accusé les guérilleros de l'ARDE, commandés par M. Eden Pastora, d'avoir attaqué la patrouille costaricienne, et a nié toute incursion des forces sandinistes en territoire costaricain. Le Nicaragua a demandé au groupe de Contadora (Mexique, Panama, Colombie, Venezuela) de dépêcher d'urgence une commission d'enquête et de contrôle à la frontière entre les deux pays afin d'éclaircir les circonstances de cet incident. – *(AFP, Reuter.)*



politique

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU RPR

Lancement de la campagne électorale pour les législatives de 1986 ? Sans aucun doute et cela a été l'objet formel et proclamé du congrès extraordinaire du RPR, samedi 1er juin, au Parc floral de Vincennes. Mais lancement, aussi, de la campagne pour la future élection présidentielle, dont personne n'a pourtant ouvertement parlé. M. Jacques Chirac, bien sûr, s'y présentera si Dieu le veut. *« Inch Allah ! »*, a-t-il seulement confié en aparté. Et surtout le maire de Paris a prononcé en clôture des travaux un véritable discours de *« présidentiable »* présentant un programme d'action et des perspectives qui vont bien au-delà d'une simple plate-forme électorale législative à l'usage d'un seul parti. Il a, d'une certaine façon, pris ses distances. *Il a même fait remarquer* qu'étaient bien *« loin des petites manœuvres politiciennes »* les *« ambitions du renouveau »* qu'il a ainsi résumées : *« redressement de l'économie, grandeur nationale, recherche d'un nouveau pacte social entre l'État et le citoyens »*.

D'ailleurs, pour M. Chirac, la perspective ne se borne pas au scrutin de mars prochain aussi important soit-il, puisqu'il affirme que *« la France va faire en 1986 un choix crucial qui déterminera pour longtemps son avenir »*. Les élections législatives sont ainsi le passage obligé vers l'objectif final, l'Elysée. Et nul — chacun a compris qu'il s'agissait de M. Barre — ne peut brûler cette étape. Le président du RPR n'a cette fois-ci parlé à aucun moment de la cohabitation, refusant d'entrer dans le jeu des hypothèses concernant le comportement éventuel du chef de l'Etat. Il sera bien temps de voir ensuite quelles *difficultés se présenteront, semble-t-il dire.*

De même, cette fois-ci, M. Chirac n'a pas dit s'il accepterait ou refuserait la charge de premier ministre pour mettre en œuvre son programme. Il s'est contenté de souhaiter que le RPR devienne l'*« âme »* de la nouvelle majorité.

Le maire de Paris s'est surtout adressé à un public *plus* large que celui des quatre mille délégués au congrès, et même que celui des seuls militants RPR.

— Aux gaullistes, il a tenu le langage de l'autorité de l'Etat, du rôle international de la France, du renforcement de sa défense, de sa présence outre-mer, de son aide au sous-développement, devant quatre anciens premiers ministres, MM. Debré, Couve de Murville, Chaban-Delmas et Messner.

— Aux barristes, il a donné une satisfaction en exigeant que les futurs députés RPR s'engagent à rétablir le scrutin majoritaire comme l'avait demandé le député du Rhône.

— Aux libéraux, en présence de M. Léotard, secrétaire général du PR, il a offert les dénationalisations, le désengagement de l'Etat des activités économiques concurrentielles, la solidarité avec les Etat-Unis — critiquant sévèrement le soutien apporté au Nicaragua par M. Mitterrand.

— Aux *déçus du socialisme, il a promis un effort* de solidarité, le développement de la participation, la baisse du chômage et des impôts ; mais il a aussi garanti la libre expression des travailleurs et n'a pas remis en cause le rôle des syndicats.

— Aux électeurs de l'extrême droite, il a tenu un langage ferme et précis en ce qui concerne les immigrés — qui n'auront pas le droit de vote et dont la situation, devra être régulière sous peine d'expulsion.

Tous ces projets ont été abondamment approuvés par les auditeurs de M. Chirac, mais c'est M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, qui a reçu la plus longue ovation lorsqu'il a souhaité le rétablissement de la peine de mort pour les assassins d'enfants, de personnes âgées et d'agents de la sécurité : les crimes commis les jours précédents expliquent sans doute cette proposition et son accueil.

M. Chirac a enfin laissé à ses collaborateurs — MM. Toubon, Juppé et autres — le soin de s'occuper apparemment seuls des détails d'organisation de la campagne. Ainsi, il n'a pas évoqué le problème des listes électorales, les engagements des candidats, qui une fois élus devront soutenir le gouvernement choisi par le RPR et aussi le candidat à l'Elysée investi par lui. L'avertissement est clair.

ANDRÉ PASSERON.

D'une fête à l'autre

C'était la fête à Jacques Chirac, ce week-end. La vraie, la chaleureuse, à Vincennes, célébrée par les militants d'un rassemblement quelque peu éteint ces derniers temps. *Le RPR s'est* donné des tables de la loi : dix commandements pour les lendemains immédiats des législatives de 1986. Il a buriné la tête de son Moïse dont le profil devenait imprécis, afin qu'elle soit au goût du plus grand nombre pour l'élection présidentielle de 1988, *« si Dieu le veut »*.

L'autre fête, la méchante, organisée conjointement par ses « partenaires » aux délicates attentions, Raymond Barre le féroce et François Léotard l'allusif. Raymond Barre, qui connaît son Jacques Chirac par cœur pour lui avoir succédé à Matignon et avoir subi, de 1976 à 1981, les assauts répétés de celui qui lui découpait *« la confiance en rondelles »*, est tenace. Ce qu'il s'interdisait de dire à Matignon, lorsque le RPR lui comptait chichement un appui purement formel, il le proclame aujourd'hui d'autant plus gaillardement que Jacques Chirac et lui sont passés de la *« saine émulation »* à la concurrence.

Les gâteries de M. Léotard

Si on l'en croit, il y aurait dans l'opposition des *« démagogues »* et des *« irréalistes »* qui promettraient de rétablir, sur leur bonne mine, la situation financière en trois mois, d'aménager en six mois une économie *« florissante »* et de commencer à régler le drame du chômage en un an. En somme, ces gens-là, âpres au gain électoral, se placeraient délibérément *« dans une situation analogue à celle des socialistes d'avant 1981, qui avaient promis la Lune »*.

Pour une belle fête, ce fut une belle fête. François Léotard y a ajouté quelques gâteries de sa façon, à l'occasion du « Grand Jury RTL-*le Monde* ». Le secrétaire général du Parti républicain est globalement d'accord avec l'objectif d'allégements fiscaux affiché par le RPR, mais, quant à citer des chiffres — surtout 40 milliards, promesse de Jacques Chirac, — il s'y refuse, *« par réalisme »*. François Léotard *« n'est pas de ceux qui promettent pour demain »*. Le volontarisme, en économie, n'est pas sa partie, d'autant qu'il ne s'est pas privé, naguère, de dénoncer celui de Pierre Mauroy.

Mises en garde

François Mitterrand — une fois n'est pas coutume — s'est associé à MM. Barre et Léotard, compères d'un jour, rivaux le reste du temps, pour célébrer à sa manière le discours chiraquien. Certes, les mises en garde adressées par le chef de l'État aux Français, dimanche à Lyon, prenaient appui sur les intentions prêtées à l'opposition tout entière. Mais Jacques Chirac avait parlé le dernier de la protection sociale et des aménagements qu'il conviendrait d'y apporter. *« Alors que l'on entend murmurer de façon de plus en plus insistante que cela serait plus commode s'il y avait d'une part une assurance individuelle pour les riches, les bien-portants et une sécurité sociale pour les pauvres et les malades, refusons toute forme de régression sociale »*, a-t-il dit, alors même que le Parti communiste vient de voter, à l'Assemblée nationale, contre une réforme du système mutualiste dans laquelle il voit, justement, les prémices d'une protection sociale à deux vitesses.

En s'apostrophant de tribune à tribune, Jacques Chirac, Raymond Barre et François Léotard chantent, *in petto*, les louanges de la pédagogie socialiste. Sans elle, sans cette révision effectuée par le pouvoir de sa pratique économique et sociale, et l'entrain qu'il met à l'expliquer, les dirigeants de l'opposition qui tiennent le discours de l'effort ne pourraient pas faire un tabac dans l'opinion en lui promettant que *« cela va être dur »* et qu'il faudra *« travailler davantage »*, comme dirait François Léotard. A tenir ce discours avant 1981, Raymond Barre est vite devenu l'homme le plus impopulaire de France. On peut, aujourd'hui en rajouter, avec profit, sur la libération des prix — Raymond Barre avait, lui aussi, pratiqué un temps le blocage, — la désindexation des salaires, la « flexibilité » de l'emploi, la réduction des dépenses sociales, l'allégement de la ponction fiscale effectuée par l'État, les facilités accordées aux entreprises, puisque les socialistes ont appris aux Français qu'il s'agissait là de nécessité vitale.

Le « petit effort » des socialistes

A la limite, et toujours *in petto*, l'opposition aimerait bien que les socialistes fassent encore un petit effort. François Léotard a *« le cœur serré »* lorsqu'il voit rouler *« un peu de ses impôts »* dans chaque Renault qui passe, et il doit avoir très mal au cœur lorsqu'il regarde les Parisiens s'entasser — pour pas cher — dans le métro. Que François Mitterrand dénationalise sans tarder, et il aura évité l'infarctus à un marathonien qui, certainement, lui en saura gré... après 1986 !

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Chirac : un projet pour la nation tout entière

M. Chirac a notamment déclaré :

« Ici ou là, on entend dire que les prochaines élections législatives ne seront pas, après tout, aussi déterminantes qu'on pourrait le penser. Les uns soutiennent que la seule échéance qui compte est celle des élections présidentielles et qu'il faudra donc attendre 1988 pour obtenir une véritable alternance. D'autres prétendent qu'entre l'opposition modérée d'aujourd'hui et les socialistes enfin devenus raisonnables, le fossé ne serait plus si grand et qu'une majorité de « consensus » serait à notre portée. Je ne surprendrai personne en rappelant que ce n'est pas mon avis.

» Il ne faut pas sous-estimer l'importance des élections législatives. Que le pouvoir nous y incite, on comprend aisément pourquoi ! Mais que certains parmi nous relâchent leur volonté et se laissent séduire par le chant des sirènes, voilà qui serait hautement coupable. Toutes nos forces morales, intellectuelles et matérielles doivent au contraire se tendre dès maintenant vers l'objectif prioritaire : faire de 1986 le moment d'une alternance véritable, pour la bonne raison que ce sera le moment d'un choix crucial. »

« Double échec »

Il poursuit : *« L'économie ne se porte pas si bien malgré les chants de victoire que poussent le gouvernement et M. Mitterrand. Nos finances publiques sont dans un état de délabrement qu'on nous dissimule soigneusement ; dès 1986, le déficit réel du budget de l'Etat sera en réalité très supérieur à ce qu'on nous dit et avoisinera les 200 milliards ; la Sécurité sociale connaîtra un déficit considérable dès l'automne 1986. Ensuite, la modernisation dont se gargarise le premier ministre n'a pas vraiment commencé, et le choc risque d'être rude, par exemple chez Renault ou dans un secteur dont on parle moins mais qui va devoir affronter les conséquences des nouvelles technologies : celui des banques et des assurances.*

Enfin, et c'est le plus flagrant, la France a manqué l'an dernier le train de la reprise mondiale. Sur le plan économique, et donc social, le socialisme a, en effet, doublement échoué. D'abord, en étant lui-même : ce fut la période de gabegie des années 1981 et 1982, et ensuite en se trahissant. Malgré ses efforts pour gommer tout ce qui parlait encore du socialisme, le pouvoir n'a pas su convaincre : la confiance n'est pas revenue, l'investissement n'est pas reparti, l'activité stagne et le chômage n'a cessé de croître. Tant que ceux qui travaillent et innovent n'auront pas confiance, la machine ne redémarrera pas ; et tant que le socialisme restera au pouvoir, avec la marque de son double échec, la confiance ne renaîtra pas. »

M. Chirac précise : *« Pourtant, nous ne saurions nous borner à proposer au pays une sorte de super-austérité. Ce n'est pas en prolongeant la rigueur socialiste par une rigueur conservatrice que nous arrêterons l'anémie. Il faut changer de logique, et, tout en accordant la plus haute importance à la gestion des grands équilibres, provoquer une autre rupture : la rupture d'avec le dirigisme où l'ancienne majorité s'était elle-même laissé parfois entraîner. »* Il évoque la priorité que constituent l'emploi et les « dix mesures choc » du pacte RPR pour les six premiers mois après l'alternance en expliquant : *« Nous ne pensons pas qu'il faille attendre deux ou trois ans pour aller de l'avant. C'est tout de suite qu'il faut faire preuve de volonté et d'imagination, sans négliger naturellement les contraintes de l'assainissement. C'est l'échec économique du socialisme qui menace aujourd'hui la sécurité sociale, en portant atteinte au pouvoir d'achat des retraites et des prestations familiales, en réduisant l'indemnisation du chômage et en mettant le désordre au sein de l'hôpital public »*.

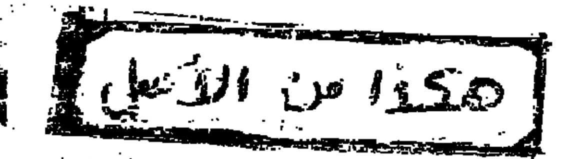
M. Chirac a précisé que deux secteurs impliqueraient des dépenses supplémentaires : la défense nationale et la politique familiale. A propos de l'immigration, rappelant son *« refus de racisme quelle qu'en soit la forme »*, il a ajouté : *« Nous ne pouvons accepter que la France devienne une société pluri-culturelle dans laquelle notre héritage historique serait mis sur le même plan que telle ou telle autre culture récemment importée. Deux dangers nous guettent dans ce douloureux problème de l'immigration : d'un côté la démagogie extrémiste qui fait bon marché de la dignité et du respect dû à chacun ; de l'autre l'angélisme irresponsable qui sous-estime les risques graves du laisser-faire. Ne nous laissons pas impressionner par le terrorisme intellectuel de quelque bord qu'il soit. »*

M. Chirac dénonce *« l'incohérence »* de l'attitude de M. Mitterrand sur l'Initiative de défense stratégique du président Reagan qui *« laisserait à l'Union soviétique le champ libre »*. Il lui reproche aussi de *« vouloir une chose et son contraire »* en soutenant le Nicaragua et en souhaitant l'aide des Etats-Unis pour la défense de l'Europe.

Après avoir dénoncé *« les mirages du Tout-Etat »*, le maire de Paris explique comment réduire les prélèvements obligatoires : *« Alors que, jusqu'à présent, nous avions l'habitude d'aligner leur niveau sur les dépenses déjà décidées, il faudra désormais fixer d'abord la limite de ce que la nation accepte de consacrer à l'impôt, entendu au sens large, et en déduire le montant des dépenses. »*

Pour conclure, M. Chirac affirme : *« Il ne s'agit pas de faire moins mal que les socialistes. Il s'agit de faire autre chose et de le faire autrement. Nous cherchons de nouveaux modes de régulation des rapports sociaux. C'est un projet pour la nation tout entière. »*

هكذا من الأصل



ET LA STRATÉGIE DE L'OPPOSITION POUR 1986

M. Barre : pas de « promesses démagogiques et irréalistes »

La première grande réunion publique de M. Raymond Barre en région parisienne n'a pas revêtu, dimanche, tout l'éclat promis par ses organisateurs, notamment Mme Christine Boutin, conseillère générale (UDF-PR) des Yvelines. Sous l'immense chapiteau planté sur le champ de foire du Perray-en-Yvelines, au milieu des manèges et des stands tenus par les partis et associations d'opposition, le public était pourtant là, mais moins nombreux que prévu (près de 3 000 personnes, au lieu des 6 000 attendues) et moins chaleureux que dans d'autres régions de France visitées par l'ancien premie ministre. Le soleil, qui était, lui, bien au rendez-vous, appelait peut-être à d'autres fêtes. Il n'a pas en tout cas tari la verve de M. Barre, qui, au lendemain du congrès extraordinaire du RPR et à la veille de la grande manifestation unitaire des 8 et 9 juin voulue par M. Giscard d'Estaint, a exprimé la méfiance que lui inspirent les *« promesses démagogiques et irréalistes »*, les foules *« encadrées et enrégimentées »*, l'union qui ne serait qu'une *« tactique électorale »*.

Aux Français qui *« en ont assez de s'en remettre à d'autres pour défendre les valeurs auxquelles ils croient, la société dans laquelle ils veulent vivre »*, le député du Rhône a voulu, selon ses propres termes, apporter un message de *« confiance »* et d'*« espoir »* pour que la France, demain, retrouve *« la voie de l'influence, de l'autorité et de la grandeur »*.

« Nous ne pourrons faire face à nos problèmes, a-t-il prédit, *que et si les Français s'expriment, sans intermédiaire, si, conformément aux institutions de la Ve République, en fin de compte, c'est le peuple qui tranche. »*

M. Raymond Barre a dénoncé la *« stratégie socialiste »* qui consiste à *« tout mettre en œuvre pour qu'un possible succès de la gauche à l'élection présidentielle soit atteint ». « Il paraît,* a-t-il ironisé, *que je ne sais pas lire un calendrier, que je n'ai pas compris que 1986 est avant 1988. 1986 est bien avant 1988, mais attention on peut gagner après ce qu'on peut avoir perdu avant. Souvenez-vous en ! »*

Les *« moyens »* mis en œuvre par les socialiste ? C'est d'abord, a expliqué l'ancien premier ministre, *« l'ajournement des problèmes. M. Fabius, c'est l'immobilisme dans son essence la plus pure, c'est pire que M. Queuille ! C'est aussi de prendre des mesures en trompe l'œil. On voit apparaître le socialisme libéral qu'il est fort possible de confondre avec le libéralisme-social et l'on voit des gens sérieux se demander pourquoi changer ! » « Le troisième moyen,* a poursuivi M. Barre, *et là l'opposition tombe dans le panneau, c'est de souligner les divisions de l'opposition, et d'agiter la guerre des chefs... Je suis tranquille... Je ne suis pas un chef. Que les chefs se fassent la guerre s'ils le veulent. Moi, je m'efforce d'être un citoyen parmi les citoyens. Je m'efforce en toute franchise et en toute loyauté d'expliquer quels sont les problèmes de demain. Je ne récite pas de catéchisme. »*

« L'union, a insisté M. Barre, *ce n'est pas une tactique électorale, c'est un comportement de loyauté en tout état de cause. » « Je ne suis pas prêt,* a-t-il ajouté, *à me laisser donner des leçons d'union, par personne (...). Quand il faut mener le combat, je le mène même si l'on vient parfois me dire que j'agis contre mes intérêts. Je n'ai pas d'intérêts. Ce qui compte, c'est l'intérêt du pays. »*

M. Barre a regretté que l'on ne parle pas assez de *« la querelle des chefs au PS ». « Réfléchissez à tout ce qui pourrait se dire sur les comportements des différents courants, A, B, C, D ou E. Il semble que toutes les lettres de l'alphabet vont y passer ! »*

L'ancien premier ministre a plaidé pour l'union *« dans le pluralisme ». « Chacun a le droit de se comporter comme il l'entend si le but est le même. La diversité,* a-t-il affirmé, *peut être un facteur de réussite. Ce qui est important, c'est que l'opposition soit crédible et durablement crédible, car les états de grâce se changent vite en état de disgrâce. » « La crédibilité,* a-t-il martelé avec force, *cela suppose que l'on ne dise pas et que l'on ne fasse pas un certain nombre de choses : des promesses démagogiques et irréalistes. »* Et d'ironiser sur ceux qui affirment qu'il faudrait *« trois mois pour rétablir la situation financière, six mois pour avoir une économie florissante et un an pour que le chômage commence à s'estomper »*. Le maire RPR de Rambouillet, M. Gérard Larcher, au premier rang des invités de cette *« fête de la liberté »* en était tout chose (1)... *« Est-ce qu'il est possible,* a insisté M. Barre, *que des hommes se mettent dans une situation analogue à celle des socialistes qui avant 1981 avaient promis la lune ? C'est comme cela qu'un peuple perd sa confiance dans la classe politique. »*

Après avoir souhaité que les problèmes quotidiens des Français soient résolus dans *« un climat de liberté, de responsabilité et de solidarité »*, M. Barre a réaffirmé son hostilité à la cohabitation. *« Il faut,* a-t-il expliqué, *éviter de croire que la victoire aux législatives suffise à l'alternance... Ce n'est ni le goût du coup d'Etat, ni le goût du putsch, qui me fait dire cela, mais la certitude que, pour mener une politique à la mesure des problèmes de la France, il faut un accord entre le premier ministre et le président de la République (...). » « Notre effort à tous doit être de constituer ce grand courant qui parcourt notre pays ; ce grand courant républicain, libéral et social »*, a conclu l'ancien premier ministre.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) M. Michel Giraud, sénateur (RPR) du Val-de-Marne et président du conseil régional d'Ile-de-France, avait, lui, envoyé un message de sympathie qui fut lu à la tribune.

M. Jospin estime que MM. Chirac et Barre « seraient bien incapables de gouverner ensemble »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait à une fête de la Rose, dimanche 2 juin, à Meaux (Seine-et-Marne), a évoqué les dix mesures « chocs » que prévoit le RPR pour les six premiers mois d'un éventuel retour au pouvoir en 1986. Pour lui, ce sont *« trois claquements dans le vent et sept coups de fouet* (...) *sur le dos des salariés »*. Les *« claquements dans le vent »* sont les mesures concernant les jeunes, la « vérité » des comptes de la nation et la participation, *« le serpent de mer qui succède au raton laveur »* des inventaires à la Prévert.

Parmi les sept *« coups de fouet sur le dos des salariés »*, M. Jospin a notamment dénoncé la libération totale des prix, qui amènerait *« le désordre* (...) *partout dans l'économie française, une relance* (...) *de l'inflation ». « La libération des prix en six mois,* a ajouté M. Jospin, *c'est un discours d'idéologue, pas un discours d'économiste sérieux. »* Quant à lever le contrôle des changes, dans la situation actuelle, *« ce serait céder à l'idéologie libérale, mais ce serait une catastrophe sur le plan économique et monétaire* (...) *et* [cette mesure] *devrait être rapportée rapidement »*. Pour les allégements fiscaux de 40 milliards de francs, on est, selon M. Jospin, *« en pleine démagogie ». « Ou bien,* a-t-il souligné, [ces mesures] *ne seraient pas prises ou elles aboutiraient à des coupes sombres dans le budget de l'Etat. »* M. Jospin a encore dénoncé les propositions relatives aux autorisations de licencier et aux seuils sociaux, mesures de *« régression sociale »*, ainsi que les propositions de dénationalisation, qui aboutiraient à *« remettre le désordre dans un certain nombre de grands groupes industriels »* et risqueraient de *« mettre fin au pluralisme »* dans les moyens d'information audiovisuels, en même temps, a noté M. Jospin, qu'elles priveraient l'Etat de ses moyens d'action.

Le premier secrétaire du PS a ironisé sur l'absence de débat qui, selon lui, a présidé à la *« grande machine »* de *« ce congrès en forme de cérémonie ou de cette cérémonie en forme de congrès »*, qui vise à *« montrer qu'on est fort »* face à MM. Barre et Giscard d'Estaing. Pour M. Jospin, le maire de Paris dispose, avec le RPR, d'un *« mouvement qui obéit au doigt et à l'œil, mais qui ne sait plus très bien où il en est »*.

« Tout casser »

M. Jospin a souligné les contradictions entre MM. Chirac et Barre, qui *« ne sont pas d'accord sur l'essentiel* (...) *et seraient bien incapables de gouverner ensemble »*. Pour M. Jospin, M. Chirac veut *« tout casser »* sur le plan économique mais accepte la cohabitation, alors que M. Barre, qui veut se donner une image de modéré sur les terrains économiques et sociaux, veut *« casser la baraque politique »* en refusant la cohabitation. A propos de la stature politique de M. Barre, il a ajouté : *« Si sa légitimité historique* (...), *c'est d'avoir été élu premier ministre par M. Giscard d'Estaing, avouez que c'est un peu maigre pour faire un 18 juin 1940 »*. Selon M. Jospin, M. Barre, dont la démarche est celle d'*« une ambition strictement personnelle »*, se livre à *« une tentative d'intimidation politique de ses propres amis et* (...) *de ses adversaires »*.

Dans ces conditions, M. Jospin estime qu'il n'est *« pas si sûr que ça »* que les socialistes « [laissent] *la place »* en 1986. Le premier secrétaire du PS pense que les Français ne jugeront pas les soocialistes *« dans l'absolu »*, ce qui *« est le propre des régimes totalitaires »*, mais en relativisant les données en présence. *« Les Français n'oublieront pas nos réformes si* (...) *nous ne les oublions pas »*, a souligné M. Jospin, qui a reconnu que la politique du gouvernement n'est parfois *« pas suffisamment identifiée à une conception socialiste »* et a souhaité que le pouvoir en tienne compte. M. Jospin a déclaré : *« La marge est étroite.* [On ne peut pas] *changer de politique* (...), *mais on peut agir tout de même. »*

M. Jospin a enfin évoqué le prochain congrès du PS. Il a fait allusion, sans nommer l'ancien ministre, au débat souhaité par M. Rocard. *« Que nous ayons changé ou non* (...), *essayons de changer encore davantage les choses autour de nous »*, a-t-il dit, avant de souhaiter que le congrès de Toulouse soit le congrès *« de l'action et de la transformation »*.

J.-L. A.

POLITIQUE

Propos et débats

M. Pasqua (RPR) : la France debout en 1986

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, est « sûr » *de la victoire de l'opposition en 1986. Il l'a affirmé, dimanche 2 juin, à Orléans, devant les participants de la fête départementale de son mouvement, ajoutant :* « L'important est de connaître l'amplitude de la victoire et de savoir si nous avons la volonté d'engager rapidement des réformes pour remettre la France debout. Ou bien, dès le premier jour, nous prendrons des mesures telles que nous montrerons aux Français notre volonté de redresser le pays, ou bien nous perdrons à notre tour. »

M. Léotard (PR) : Les paillettes et les risettes

M. François Léotard, qui était, dimanche 2 juin, l'invité du Grand Jury RTL-le Monde, *a souhaité que, en 1986, s'opposent* « deux grands projets : le projet social-démocrate, qui semble être maintenant celui des socialistes, et le projet libéral, qui sera celui de l'ensemble de l'opposition. Je ne suis pas un maniaque de l'originalité, *a-t-il précisé*. Beaucoup de points du programme économique du RPR représentent nos idées. Nous sommes tout à fait d'accord sur les objectifs généraux — la libération de l'économie française — et nous sommes en discussion sur les moyens et les volumes, *a affirmé le secrétaire général du Parti républicain*. Nous n'avons pas, pour notre part, avancé des chiffres, par prudence et par réalisme. »

Le député du Var s'est prononcé pour une « économie désentravée » *en* « introduisant de la souplesse dans les mécanismes du travail ». *Il a condamné* « l'excès de rigidité, l'idéologie et la bureaucratie » *de l'actuelle majorité.* « Je suis, *a-t-il dit*, pour la rupture avec le socialisme » *et* « la fracture avec une évolution qui remonte à quarante ans, celle d'une socialisation progressive des grandes sociétés occidentales ».

Après avoir exprimé la crainte que « l'on ne soit entré dans la démocratie des paillettes et des risettes », *M. Léotard a estimé que les Français sont* « mûrs pour entendre un langage de courage et de vérité ».

Mme Garaud : entre Barre et Chirac

Mme Marie-France Garaud aura « toujours un petit faible pour le RPR ». *Elle estime cependant que le mouvement de M. Jacques Chirac* « pourrait faire plus et mieux ». *Elle est aussi, a-t-elle précisé, dimanche 2 juin, au Forum de RMC,* « d'accord avec certaines positions de M. Raymond Barre » *qui est* « parfois plus raisonnable que le RPR » *lorsqu'il affirme que* « le redressement sera long, difficile, douloureux et pénible ».

Mme Garaud, qui ne peux présenter de liste qu'à Paris lors des élections législatives de 1986, soutiendra néanmoins les candidats qui défendront en province ses idées.

M. Destrade (PS) : un pacte de reniement

M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, a estimé, dimanche 2 juin, que le « pacte » *proposé par le RPR aux Français est* « un pacte de reniement et de régression ». *M. Destrade a ajouté :* « Le vainqueur de 1986 sera celui qui réussira à mobiliser le pays sur un projet crédible. Le socialisme moderne, parce qu'il est à l'écoute de notre époque, parce qu'il est bon gestionnaire, parce qu'il est garant de progrès sociaux et culturels, reste le mieux placé à cet égard. »

M. Lang : mieux qu'en 1981

« Nous sommes en meilleure posture que neuf mois avant 1981 pour l'emporter l'an prochain », *déclare M. Jack Lang, ministre de la culture, dans un entretien publié, dimanche 2 juin, par les* Dernières Nouvelles d'Alsace. *Evoquant la constitution d'un éventuel* « front républicain » *pour les prochaines élections, le ministre déclare* « bien aimer l'expression » *et rappelle qu'il a été* « très mendésiste ». *Mais il ajoute :* « Aujourd'hui, un front républicain, je l'imagine moins entre des organisations ou des personnalités politiques qu'entre la majorité des Français qui partagent les mêmes idées essentielles sur la liberté. »

M. Sarre (PS) : l'adversaire principal

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS et député de Paris, a déclaré, samedi 1er juin, à Meaux (Seine-et-Marne), lors d'une fête de la Rose : « Raymond Barre est l'adversaire principal des socialistes, (...) il est l'homme qui s'affirme comme le véritable chef du parti du déclin, et, à ce titre, il doit être résolument combattu. Raymond Barre annonce sa candidature pour un retour nuisible à la case départ. Qui a oublié le déclin industriel accéléré lors de son passage à Matignon ? (...) *Qui pourrait oublier la soumission délibérée* de ses orientations aux intérêts américains et à ceux des multinationales ? (...) »

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le LKS veut rassembler les « déçus de la violence du RPCR et du FLNKS »

Le mouvement Libération kanake socialiste (LKS, indépendantiste modéré), réuni en congrès à Poindimié, a décidé à son tour, dimanche 2 juin, de participer aux prochaines élections régionales prévues en août, conformément au projet de nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie en discussion au Parlement.

M. Nidoish Naïsseline, le chef du LKS, a toutefois indiqué que son *parti n'approuve pas le découpage* du territoire en quatre régions, tel que fixé par le projet gouvernemental. *« Mais le plan Fabius reste un outil dans la stratégie que nous suivons,* a-t-il souligné, *et nous participerons aux élections pour les conseils régionaux pour faire connaître notre point de vue sur l'indépendance pluri-ethnique et dire qu'une indépendance kanake serait une aberration en Nouvelle-Calédonie. »*

M. Naïsseline s'est également déclaré désireux de *« favoriser par le dialogue, et pour le dialogue, l'unité du mouvement indépendantiste autour d'une alliance et d'un programme de gouvernement qui garantisse toutes les libertés »*. Il a, d'autre part, vivement condamné tous les partisans de la violence: *« Nous autres Kanaks, aujourd'hui, nous sommes déchirés par la violence,* a-t-il dit. *C'est la pagaille. Les extrémistes de droite posent des bombes devant le lycée Do-Kamo à Nouméa, mais en brousse des indépendantistes kanaks brûlent des écoles et tabassent de enseignants. Où est la différence? Nous comptons rassembler les déçus de la violence du RPCR et du FLNKS »*, a conclu M. Naïsseline.

Réunie en congrès à Yaté, le même dimanche, l'Union progressiste mélanésienne (UPM, composante du FLNKS) a décidé, elle aussi, de ne pas boycotter le scrutin régional et de privilégier l'unité du Front de libération nationale kanake socialiste.

En métropole, la Ligue des droits de l'homme a porté un jugement positif sur l'*« économie générale »* du projet du gouvernement, tout en estimant que celui-ci comporte *« certaines zones d'ombre »*. Elle a demandé la révision des listes électorales *« afin d'assurer la sincérité du scrutin régional »*. En outre, la Ligue des droits de l'homme *« continue de s'inquiéter du comportement de certains fonctionnaires d'autorité »* et *« regrette que le gouvernement n'exige pas d'eux l'obéissance qu'ils doivent aux autorités de la République »*. Elle souhaite, enfin, que *« dans un esprit d'apaisement, le Parlement prenne l'initiative d'une loi d'amnistie aussi large que possible »*.

Au congrès extraordinaire du RPR, qui a eu lieu samedi à Vincennes, le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, a comparé *« les scènes insupportables et les bandes de loubards déchaînés qui agressent, violent, incendient et souvent tuent* (en Nouvelle-Calédonie) aux violences qui ont marqué la finale de la coupe d'Europe de football au stade du Heysel à Bruxelles. Il a comparé *« la passivité des policiers belges »* à l'attitude des CRS et des gendarmes qui, dans le territoire, selon lui, *« voient ces bandes déchaînées, agir en toute impunité, en raison des consignes du délégué du gouvernement »*.

LE FILM SUR LE GROUPE MANOUCHIAN

M. Marchais accuse le PS de chercher à « briser » le PCF

M. Georges Marchais a évoqué, au cours d'un repas célébrant cinquante années d'administration communiste à Bagneux (Hauts-de-Seine), le samedi 1er juin, la polémique autour du film consacré au groupe Manouchian, sur lequel la Haute Autorité de l'audiovisuel avait émis un avis défavorable après une campagne du PCF contre le film. Pour M. Marchais, le fait que cet avis ait été critiqué par M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, et par M. Jean-Jack Queyranne, membre du secrétariat national du PS, prouve que *« le gouvernement et le Parti socialiste ont décidé de donner à cette affaire un tour encore plus directement politique »*.

Selon le secrétaire général du PCF, le PS a pour *« projet politique »* d'*« établir en France une alternance sur les modèles britannique, allemand et scandinave, une alternance qui permette aux partis sociaux-démocrates et aux partis de droite de donner l'illusion du changement en se succédant au pouvoir, mais pour mettre en œuvre la même politique, conforme aux intérêts des forces du capital »*.

« Evidemment, a dit M. Marchais, *un tel projet suppose la réalisation d'une condition : c'est que puisse être brisé le Parti communiste français. Au fond, toute cette affaire, sur ce point particulier qu'est l'apport de notre parti à la Résistance, n'exprime rien d'autre. »*

● *Le PS et l'apartheid.* — M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a évoqué, dimanche 2 juin à Meaux (Seine-et-Marne), les déclarations de M. Fabius sur le *« coup d'arrêt »* à donner aux investissements français en Afrique du Sud *« dans un délai de dix-huit mois à deux ans »* si le régime ne modifie pas sa politique d'apartheid (*le Monde* daté 2-3 juin). M. Jospin s'est réjoui de l'annonce de ces mesures, mais il a ajouté qu'il proposerait au gouvernement *« des mesures concrètes pour agir sur le terrain des investissements avant 1986, même s'il faut continuer à agir après 1986 »*.

● *Mme Bouchardeau : s'habituer à la cohabitation.* — Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, a déclaré, dimanche 2 juin, au cours de l'émission « Midi-presse », sur TF 1, que si, en 1986, *« les forces qui restent républicaines dans la droite ne sont pas suffisantes pour composer une majorité »*, la gauche devra envisager la *« cohabitation entre des forces différentes au Parlement »*, cela *« à condition qu'on ait discuté du programme »*.

Selon l'ancienne secrétaire nationale du PSU, *« sur beaucoup de dossiers, on peut s'habituer à la cohabitation »*.

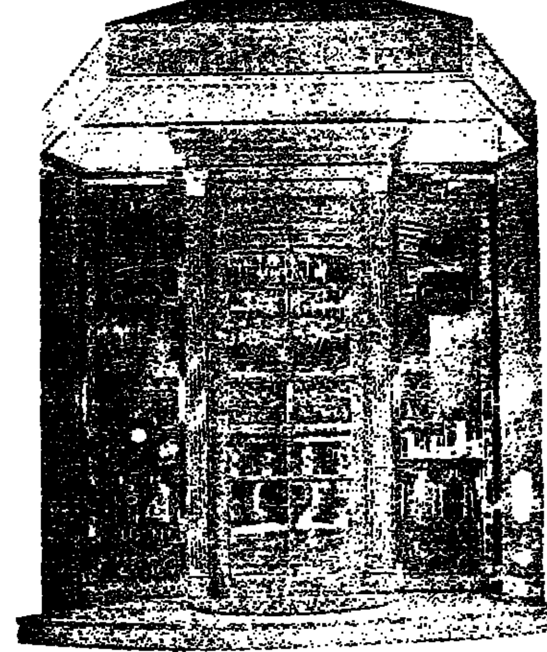
هكذا من الأصل

هكذا من الأول



Le 3ème Homme
de Caron.
Le parfum des ultras.
Les années 80 ont ouvert
la voie.
Une recherche de l'unique,
de l'incroyable.
Incroyable est le 3ème Homme
de Caron.
Frais, épicé, animalisé
tout à la fois.
Inclassable.
Incroyable pour les hommes
est son flacon-sculpture
à cabochon.
Avec le 3ème Homme,
Caron célèbre un
nouveau raffinement.
Le temps des ultras ne
fait que commencer.





34, Avenue Montaigne. Paris.

société

AU COLLOQUE INTERNATIONAL DE REIMS

La culture derrière les murs

De notre envoyée spéciale

Reims. – La culture en prison ou l'art de « lézarder l'enfermement » ? La question n'est pas aussi simple comme l'ont constaté quelque trois cents participants au premier colloque international sur la culture en milieu carcéral organisé à Reims du 31 mai au 2 juin par les ministères de la culture et de la justice. Autour d'une majorité de Français s'étaient groupés des Norvégiens, des Hollandais, des Italiens des Québécois qui ont pu entendre Mme Ezratty, directrice de l'administration pénitentiaire française, annoncer la publication prochaine d'une circulaire institutionnalisant la coopération interministérielle « culture-justice » en milieu carcéral.

A première vue, le thème du colloque pouvait paraître quelque peu annexe : au même moment, en effet, Paris accueillait des personnalités internationales luttant pour la défense des droits de l'homme, mais le droit à la culture pour les détenus est « *précisément partie prenante dans ce débat* », a-t-on souligné à Reims.

Si l'on en croit les faits relatés au colloque, l'accès à la création culturelle représente pour les détenus une réelle parcelle de liberté. Pour ceux qui ont en charge le maintien de l'ordre social, l'enfermement, à travers cette nouvelle expérience, « *conserve ses vertus, mais perd quelques défauts* ».

A Reims, le week-end dernier, montage de vidéo, exposition et discussions ont fait connaître de multiples expériences... et leurs limites actuelles : blocage des mentalités, insuffisance des budgets. Ainsi, à Chambéry, la maison d'arrêt a, depuis septembre dernier, ses murs, ses couloirs et son kiosque peints de fresques figuratives. Une association locale, le conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, et trois jeunes artistes ont, du printemps à l'automne 1984, animé un atelier de peinture avec les détenus, mais la municipalité de Chambéry a refusé jusqu'à ce jour une exposition de ces œuvres. La porte reste close sur la maison d'arrêt.

A Caen, les prisonniers ont commencé par éditer un mensuel : *Drôle d'immeuble*. Leur atelier s'est peu à peu transformé en entreprise assurant des travaux extérieurs d'impression et rémunérant les détenus salariés à 90 % du SMIC. A Reims même, le public du colloque a pu admirer les sculptures de Claude Bau : Ce détenu de la centrale de Clairvaux est venu à Reims encadré de trois gardiens présenter ses œuvres.

En fait, l'introduction du droit à la culture en milieu carcéral fait grincer quelques rouages traditionnels. Les radios libres aussi faisaient peur. Désormais, après quelques procès, elles ont acquis le droit d'émettre à l'intention des détenus. La censure reste, en fait, l'arme principale de ceux qui veillent à l'ordre pénitentiaire. Au directeur d'une prison incombe la responsabilité du maintien de la sécurité et c'est lui qui, en dernier ressort, accepte ou refuse une expérience nouvelle.

Dans ce contexte, l'intervention au colloque de Reims de Mme Ezratty a consacré un « pas irréversible » pour tous les participants. Soulignant les résultats positifs de l'action culturelle en milieu carcéral, Mme Ezratty a tenu à lui garantir un cadre institutionnel. Lancée sur l'initiative du ministère de la culture, l'opération va donc pouvoir se généraliser. MM. Dominique Wallon et Jean Favard représentant respectivement MM. Jack Lang et Robert Badinter, n'ont pu que s'en réjouir. Ce fut aussi l'avis exprimé à Reims de Mme Hélène Dorlhac qui fut secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire de 1974 à 1976.

« *La crise pénitentiaire est grave*, a-t-elle dit, *il est urgent d'y remédier. Ce n'est pas une question de droite ou de gauche, mais un phénomène de société. La prison a atteint un point de non retour. L'institution n'est plus adaptée.* » M. Gérard Soulier, auteur d'un rapport à l'origine de l'expérience culturelle, a été plus précis : « *La prison n'a pas évolué mais la société, elle, a complètement changé.* » Comment s'étonner dans ces conditions des récentes émeutes ? « *A tout moment, tout peut exploser* », ont répété les nombreux participants...

DANIELLE ROUARD.

La « poudrière turinoise »

Reims. – Ruccio Scatolero, Italien aux accents du Sud et professeur de criminologie, a posé une petite bombe lors des débats fournis du colloque : un film, *Sorties de secours*, tourné à la prison Ferrante de Turin. Là, en 1977, une émeute s'acheva dans le sang. Huit ans plus tard, à chaque heure du jour, des jeunes y entrent ou en sortent. Comme dans un moulin. La prison a ouvert ses portes ouvertes *sur la ville* et la ville lui a ouvert ses rues. Elle reste une maison d'incarcération, mais elle fonctionne comme un foyer de semi-liberté, sans accroc et sans illusion : c'est *la* « poudrière turinoise » pour la plupart des participants français du colloque, encore sous le choc des dernière émeutes carcérales.

La réalité dépasse la fiction. Le reportage filmé commence sur une fin de soirée... Trois jeunes quittent l'autobus et franchissent *la porte de Ferrante. Plaisanterie* avec le gardien, puis... retour en cellule, quelques heures plus tard, vient le jour... L'un des jeunes sort. Direction : la boucherie de quartier où il travaille comme salarié. Qui, parmi les clientes pressées, connaît son sort ? « *Ce n'est pas leur affaire* », répond le patron.

Autres visages et autre travail, cette fois, dans un atelier de Ferrante. Un garagiste turinois apprend à ses élèves la réparation *automobile : les cours d'une* journée ont lieu une fois par semaine. Un autre des pensionnaires de Ferrante sort son premier disque préparé en prison. *Tel un conte de fées*, le reportage continue chez M. Diego Novelli, maire de Turin ; chez un juge des mineurs ; dans une boulangerie dont le patron enseigne à la prison.

A Turin, quelques citoyens, après la mutinerie de 1977, avaient décidé de recourir aux grands moyens, *et la ville a* gagné son « défi » après avoir dépensé beaucoup d'efforts et... de fonds. Ferrante, aujourd'hui, témoigne d'un travail « hautement civique ». En ville, la petite délinquance a baissé : « *Ils ont la Juve, mais pas de hooligans* », dit un participant au colloque...

D. R.

LES DROITS DES VICTIMES

L'indemnisation n'est pas la réparation

De notre correspondant

Strasbourg. – Punir ou réparer, informer ou conseiller ? Quel est au fond le vrai but de la démarche judiciaire ? Cette question était au centre du colloque sur les droits des victimes, organisé à Strasbourg par l'association ACCORD (Association conviviale de coordination pour la prévention, la réinsertion des détenus et l'aide aux victimes) et l'ordre des avocats de la ville.

« *On ne demande plus au droit d'être moral, mais encore d'être juste. La société ne peut pas empêcher le malheur d'exister ; alors on se tourne vers l'Etat quand une victime ne peut être indemnisée* » : le professeur Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie de l'université Paris II, présidant la séance d'ouverture, a dessiné ce nouveau cadre élargi par la loi du 8 juillet 1983 sur l'indemnisation des victimes. A titre subsidiaire, quand le délinquant qui a causé un grave préjudice est introuvable ou insolvable, une requête en indemnisation est possible pour la victime devant une commission spécialisée auprès des tribunaux de grande instar…

Cette évolution touche, petit à petit, tous les droits occidentaux, a expliqué Mme Françoise Lombard, chargée de recherches au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales. Mais, partout, le coût des indemnisations a obligé à multiplier les verrous, au risque de voir le système perdre son efficacité, en « désintéressant » peut-être trop la victime du débat pénal.

Ces textes ne s'appliquent pas toujours aux étrangers, touristes ou migrants, a rappelé M. Ekkehart Muller-Rappard, chef de la division des affaires pénales et criminologiques au Conseil de l'Europe. C'est l'une des raisons, selon lui, qui devrait inciter à la ratification de la convention européenne sur le dédommagement des victimes d'infractions violentes. Ce texte, à la mi-mars, n'était signé que par huit Etats (dont la France) et ratifié par *les seuls Pays-Bas*.

Une « idée de l'irréparable »

Les travaux du colloque ont plusieurs fois souligné que l'indemnisation n'est pas la réparation. Le vandalisme de certains cambriolages et la disparition d'objets aimés ne sont pas effacés par l'assurance ; de même, les violences subies, l'angoisse d'une agression, ne disparaissent pas à la *sortie* d'un tribunal. Mais n'est-ce pas aussi le sentiment d'insécurité qui forge par avance cette « *idée de l'irréparable* » ? a demandé M. Henri-Pierre Jeudy, sociologue.

En fait, le maître-mot du colloque aura surtout été la conciliation. Ni arbitrage ni médiation, ont estimé plusieurs intervenants : l'un et l'autre neutralisent l'expression des accords, tranchent dans le vif, établissent des prix à payer. Comme le « prix du sang » dans les sociétés d'honneur, comme le mariage parfois imposé entre deux groupes familiaux en conflit en Calabre, système qu'a décrit M. Nello Zagnoli, ethnologue au CNRS.

C'est dire l'importance d'un tiers dans « *le couple maudit* » – le délinquant et la victime – des deux protagonistes du délit pénal : le juge bien sûr, qui a une mission de conciliation, comme l'a rappelé M. Yvon Desdevise, chargé de conférences à la faculté de droit de Nantes, mais aussi des *instances extrajudiciaires* actuellement multipliées.

Plusieurs associations tentent, par exemple, de développer ces conciliations (*SOS agression conflit*, à Paris ; le Comité de conciliation de Valence ou ACCORD, à Strasbourg). A côté du système judiciaire, mais souvent en harmonie avec lui, l'essentiel serait de provoquer « *la circulation de la parole* » entre les délinquants et leurs victimes.

Va-t-on alors vers une procédure de contournement, un « *à-peu-près du droit* », a demandé M. Desdevise ? Les associations ne se le cachent pas : la conciliation ne peut pas s'établir seulement sur des renoncements de part et d'autre, elle doit être, au moins, aussi juste que la justice.

Ce serait alors la possibilité pour l'un et l'autre – victime et délinquant – de « *passer à autre chose* », selon la formule de M. Pascal Martin, psychanalyste à Strasbourg. Cela sans que les droits à réparation ne fassent écran : « *Si on prévoit tout, on institutionnalisera la victime.* » Le propre de la conciliation, c'est de faire de la victime « *le sujet de sa propre histoire* », dit encore M. Pascal Martin. Une « *morale ouverte* », a conclu le président d'ACCORD, Me Laurent Hincker : « *Aider le délinquant et la victime, qui tous deux ont un compte à régler avec la violence* ».

JACQUES FORTIER.

A DIGNE

Le président du Patrimoine foncier est écroué pour escroquerie

M. Pierre Bouchacourt, président du Patrimoine foncier, vient d'être inculpé d'escroquerie et d'abus de confiance et écroué à Digne. Il aurait détourné une somme d'environ 1 700 000 francs au préjudice d'une association d'aide aux personnes handicapées dont le siège social est situé à Grane (Drôme).

Cette association gère un centre d'aide par le travail (CAT) à Revest-du-Bion, dans les Alpes-de-Haute-Provence. Il est reproché à M. Bouchacourt de s'être fait reconnaître par le centre une créance fictive de 1 600 000 francs correspondant au prix d'acquisition de la propriété et d'un hôtel dans le cadre d'une opération d'aménagement. Il se serait ainsi fait rembourser des sommes qui ne furent jamais versées. On considère que ces infractions ont été commises au détriment de dix-sept directions départementales des affaires sanitaires et sociales qui, depuis l'ouverture de ce CAT du Revest-du-Bion, en *1980*, y ont placé des handicapés et devaient être les promoteurs de l'opération d'aménagement.

L'affaire a été découverte après la mise en règlement judiciaire du CAT en 1984, qui entraîna une enquête de la brigade financière du SRPJ de Marseille. L'examen des comptes aurait fait apparaître que M. Bouchacourt détourna les salaires des handicapés employés au CAT pour se faire rembourser sa fausse créance.

Le Patrimoine foncier, dont M. Bouchacourt est président, avait été, en 1971, au centre d'un scandale financier. Cette société civile de placements immobiliers, faisant appel à l'épargne publique, regroupait alors huit mille cinq cents souscripteurs. Une partie importante des fonds ainsi recueillis avait été détournée. Le PDG et animateur de la société à l'époque, M. Claude Lipsky, devait être condamné, en *1976*, à huit ans de prison par la cour d'appel de Paris. *(Corresp.)*

EN BREF

Tornades aux Etats-Unis et au Canada

Quatre-vingt-treize morts et plus de cinq cents blessés : tel est le bilan actuel des tornades qui ont balayé, le 31 mai, les Etats américains de Pennsylvanie, d'Ohio, de New-York et la province canadienne d'Ontario. Les dégâts matériels (maisons, immeubles, usines détruites ou très endommagées, voitures, caravanes et même camions soufflés à des dizaines de mètres, lignes électriques et téléphoniques arrachées, etc.) se chiffrent par millions de dollars. – *(AFP, UPI.)*

● *Arrestation de deux femmes accusées de complicité avec Action directe.* – Charlotte Granier, quarante-quatre ans, et Sandrine Guibert, vingt et un ans, arrêtées à Montpellier et écrouées, samedi 1er juin, à la maison de Nîmes, sur mandat d'amener de M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction parisien chargé des dossiers d'Action directe, devaient être transférées prochainement à Paris. Elles sont soupçonnées de complicité avec le mouvement terroriste, Charlotte Granier ayant servi d'intermédiaire pour la location d'un appartement niçois à Régis Schleicher, l'un des principaux dirigeants d'Action directe, arrêté au printemps 1984 et emprisonné depuis.

Dans cet appartement, que la *police judiciaire a découvert*, mercredi 29 mai, par hasard – à partir d'un trousseau de clés trouvé, en mars 1984, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) lors de l'arrestation d'un Italien membre d'Action directe, Vincenzo Spano, – les enquêteurs auraient saisi deux pistolets mitrailleurs et plusieurs pistolets.

● *Corse : attentat dans un village de vacances.* – D'importantes charges de dynamite ont explosé dans la nuit du 2 au 3 juin, dans un village de vacances du Commissariat à l'énergie atomique, situé dans le golfe de Lava, près d'Ajaccio. Quatre bungalows ont été détruits, dix-sept autres endommagés. L'ex-FLNC a revendiqué cet attentat, perpétré pour protester contre la condamnation à sept ans de prison de Noël Luciani, inculpé le 27 avril 1984 à Ajaccio, et considéré comme « l'archiviste » du mouvement dissous.

Evasion de trois détenus à Carcassonne

Trois détenus ont réussi à s'évader, dimanche 2 juin, de la maison d'arrêt de Carcassonne (Aude), après avoir maîtrisé des gardiens et s'être emparé d'une échelle dans un atelier. Lucien Roslay, Bernard Luciani et Jean-Paul Renard étaient en détention provisoire, les deux premiers pour des attaques à main armée, le troisième pour une tentative d'homicide contre un notaire de Castelnaudary. Bernard Luciani, avait été transféré à Carcassonne après les troubles à la maison d'arrêt de Montpellier.

● *Deux Français blessés pendant l'opération franco-japonaise Kaiko.* – Deux Français ont été blessés, le 1er juin, lors d'un accident qui s'est produit sur le navire français le *Nadir*, à l'issue d'une plongée d'essai du petit sous-marin français, le *Nautile*, au large du port japonais du Shimizu. Frappés par un câble qui a sauté de son logement, M. Jean Roux a eu des côtes cassées et un poumon perforé, M. Jego a eu une hanche fracturée. Les deux blessés, hospitalisés à Shimizu, étaient, le 3 juin, dans un état satisfaisant. Le *Nadir* et le *Nautile* reprendront l'opération franco-japonaise Kaiko (exploration des fossés japonais) dès que les remplaçants des deux blessés seront arrivés à Shimizu.

● *Deux communes de la Drôme prennent des mesures pour limiter l'immigration.* – M. Jean Mouton, maire-CDS de Pierrelatte dans la Drôme, vient de mettre en place une commission de travail chargée d'étudier les mesures qui pourraient être prises pour limiter l'implantation des familles d'immigrés sur sa commune. Cette commission rassemble notamment des représentants de la municipalité, d'associations de quartiers et de l'Office public départemental HLM. Elle a été créée à la suite d'une décision en mars dernier du conseil municipal de contrôler le flux d'immigrants. Une des mesures envisagées serait d'exiger la justification d'un emploi sur le territoire communal pour l'obtention d'un logement HLM.

A une dizaine de kilomètres de Pierrelatte une autre commune de la Drôme, celle de Donzère, a décidé d'appliquer la même réglementation.



Manifestation de pacifistes au Salon du Bourget

Une vingtaine de pacifistes ont manifesté dans le calme contre les ventes d'armes françaises, au Salon du Bourget, dimanche 2 mai, en s'enchaînant à un Mirage 2 000.

Lors du précédent Salon du Bourget, en 1981, M. Mitterrand avait refusé que des matériels militaires offensifs soient mis en évidence. Certains avaient sans doute vu là un symbole présageant une politique restrictive de ventes d'armes, notamment les pacifistes qui s'insurgent de ce que « la France est le troisième marchand d'armes derrière les Etats-Unis et l'URSS, le premier par nombre d'habitants ».

APRÈS LA TRAGÉDIE DE BRUXELLES

L'UEFA suspend les clubs anglais

A la suite de la tragédie qui a causé la mort de trente-huit spectateurs lors de la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions Juventus-Liverpool, le 29 mai à Bruxelles, le comité exécutif de l'Union européenne des associations de football (UEFA), qui a tenu une *réunion exceptionnelle le 2 juin à Bâle* (Suisse), a pris des sanctions contre les clubs anglais. Le texte du communiqué publié à l'issue de cette réunion indique :

« 1. L'UEFA n'acceptera aucune inscription de clubs anglais pour les compétitions interclubs de l'UEFA durant un délai indéterminé.

» 2. En ce qui concerne le cas de Liverpool, après la tragédie de Bruxelles, le dossier sera transmis à la commission de contrôle et de discipline pour sanctions particulières.

» 3. Pour l'avenir, de nouvelles mesures seront prises pour renforcer la sécurité dans les stades et aux abords.

» 4. La participation des équipes nationales anglaises aux championnats d'Europe sera décidée ultérieurement. »

Le président de l'UEFA, M. Jacques Georges, a précisé que « toutes les sanctions seront prises pour lutter contre la mort dans les stades. Il n'y aura plus ni fusée ni pétard. Nous ferons tout pour que le football retrouve son vrai visage ».

En Angleterre, où la décision de l'UEFA a été diversement commentée, Mme Thatcher devait présenter, lundi 3 juin, les grandes lignes d'un *plan d'urgence destiné à lutter contre* les « hooligans ». Ce plan, qui pourrait être voté avant les vacances d'été, prévoirait notamment l'interdiction de toute vente d'alcool dans et autour des enceintes des stades. Une mesure semblable prise en 1980 en Ecosse avait provoqué une nette diminution de la violence.

La Grande-Bretagne accepterait d'extrader vers la Belgique tout ressortissant britannique dont la participation aux violences du stade du Heysel serait prouvée. Le film de la télévision britannique a permis à la police turinoise d'identifier l'Italien qui brandissait un pistolet d'alarme. Il s'agissait d'un jeune supporter de la Juventus, Umberto Salussoglia, fils d'un industriel, qui avait déjà été arrêté et incarcéré à Bruxelles sous l'accusation d'outrage à la force publique. Il avait été interpellé plusieurs fois par la police italienne à l'issue de matches de championnat.

Dans toute la péninsule, les funérailles des trente et une victimes italiennes ont eu lieu samedi et dimanche. La magistrature romaine a ordonné l'autopsie de tous les corps, qui ne seront donc pas inhumés immédiatement.

La tragédie du Heysel a fait naître en Italie un sentiment anti-anglais. Plusieurs cars de touristes ont ainsi été lapidés. Des Anglais ont été insultés, voire rossés dans les restaurants ou les hôtels qu'ils fréquentaient. Un porte-parole de l'ambassade de Grande-Bretagne à Rome a indiqué que le standard était *assailli d'appels, souvent insultants.*

Les Européens signent avec la NASA un accord pour la station orbitale habitée

Il faut être réaliste. On ne peut pas à la fois battre les Américains sur leur propre terrain avec le lanceur Ariane, tenter de leur résister dans les technologies de pointe, en essayant de rassembler l'Europe sur le projet Eurêka, et chercher à les dépasser dans des domaines où ils ont des années d'expérience. Quand cela est nécessaire, il faut savoir s'associer à eux. C'est ce que les Européens ont fait, ce lundi 3 juin, en signant avec la NASA, par l'intermédiaire du directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), M. Reimar Lüst, un accord *de coopération sur la construction de* la station spatiale habitée que les Américains comptent mettre en service en 1993.

Ce mémorandum d'accord, relatif à l'exécution d'un programme de coopération couvrant la période de temps allant d'aujourd'hui à mars 1987, est une retombée de la conférence que les ministres européens de l'espace ont tenue à Rome en janvier de cette année. Ils avaient donné mandat au directeur général de l'ESA de négocier avec la NASA, *« sans timidité et sans complexe »*, la participation européenne à la station américaine, sous réserve que l'Europe soit dans cette affaire un partenaire majeur et non un simple bailleur de fonds. Beaucoup en Europe ont encore à la bouche le « goût amer » de la coopération sur Spacelab, *le laboratoire habitable que les* Européens ont construit pour le compte de la NASA et que la navette spatiale a fait voler à deux reprises déjà, mais à quel prix !

Ainsi l'Europe avance-t-elle à pas comptés. Le mémorandum d'accord signé aujourd'hui ne concerne, en effet, que *« l'exécution d'un programme de coopération couvrant les études de définition et de conception préliminaire qui seront menées pendant les deux prochaines années sur un certain nombre d'éléments potentiels de la station spatiale américaine »*. En d'autres termes, l'Europe n'entend pas dépasser 2 600 millions d'unités de compte (environ 18 milliards de francs, prix 1984, soit 20 % environ du coût total du projet) pour ne faire que de la sous-traitance. Elle veut réaliser des parties *nobles de la station* comme : un module pressurisé utilisable comme laboratoire habité ; des plates-formes autonomes pouvant être placées sur orbite polaire ou à faible inclinaison ; un véhicule de service et un module de ressources pour fournir l'énergie nécessaire au module pressurisé et aux plates-formes et en assurer le refroidissement et la stabilisation.

Seuls certains de ces éléments seront construits par l'Europe. La NASA a fait savoir que sa préférence allait au module pressurisé et à la plate-forme. Un choix que les Européens ne contestent pas, tout en proclamant que l'on est, pour l'heure, dans un *« round de transition »* et que leur engagement définitif n'interviendra pas avant avril 1987. D'ici là, les problèmes de transfert de technologie (très sensibles outre-Atlantique), de prix et de coût réel du système tant en ce qui concerne sa réalisation que son exploitation, devront être résolus. Reste que les Européens devront préciser leur consensus sur le programme Colombus, qui devrait servir de base à leur coopération avec les États-Unis et pour lequel ils ont déjà engagé quelque 80 millions d'unités de compte destinés à couvrir les frais des études préliminaires.

J.-F. A.

● *La Chine envisage de mettre des satellites étrangers en orbite.* – La Chine sera présente sur le marché international du lancement de satellites commerciaux, si l'on en croit sa délégation qui assiste pour la première fois au Salon du Bourget. Ses membres ont affirmé, dimanche 2 juin, que des discussions sont en cours avec sept clients potentiels, *« d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie »*. Rien n'a été précisé cependant sur la charge maximale que les fusées Longue Marche pouvaient placer en orbite, ni sur le coût des lancements, *« qui variera en fonction de la charge »* mais sera moins élevé *« que ceux qu'offrent les autres fusées présentes sur le marché »*.

Ce n'est pas la première fois que la Chine offre ainsi ses services (*le Monde* du 20 avril 1884). Les observateurs occidentaux estiment que, dans l'état actuel du programme spatial chinois, cette proposition est prématurée.

Le grand mât de l'espace

Les Etats-Unis ont engagé le développement d'une station spatiale occupée en permanence par des astronautes, dont la mise en service est actuellement envisagée en 1993. L'évolution des Saliout soviétiques allant incontestablement dans le même sens, il paraît acquis que le développement des activités spatiales passe par une colonisation de l'espace.

A quoi servira cette station ? Les militaires disent qu'elle ne leur apporterait rien et les scientifiques que ce serait de l'argent dépensé en pure perte. Les industriels n'accordent qu'un intérêt médiocre à une réalisation qui ne sera pas pour eux rentable avant l'an 2000. Seuls les constructeurs de cette station sont intéressés.

Mais il ne faut pas trop s'inquiéter de ces réticences. Les vols de Skylab il y a dix ans, celui du Spacelab en 1983, ont apporté des informations dont l'utilité n'est pas contestable. Si les Soviétiques poursuivent depuis plus de dix ans un programme de vols humains de longue durée, ce n'est pas pour l'amour de l'art. Tout autant que les Saliout, la future station spatiale américaine sera donc utile. Les possibilités ne manquent pas : expériences scientifiques, fabrication de matériaux en apesanteur, observation de la Terre ou des astres, maintenance des satellites, dépôt de pièces détachées, montage de grandes structures spatiales.

Cylindres habitables

Il est d'ailleurs à noter que les scientifiques – qui seront les premiers utilisateurs, car tout commencera par des expériences – ont beaucoup modéré leurs critiques sur cette station, « dévoreuse de crédits ». Les ambitieux projets de voyages interplanétaires seront effectivement plus difficiles à financer. Mais, puisque la décision est prise, les scientifiques se résignent aujourd'hui et constatent qu'un gros laboratoire en orbite leur ouvre d'intéressantes possibilités.

En revanche, les militaires maintiennent leurs réserves – la NASA chercherait moins une coopération européenne – si la station américaine avait vraiment une vocation militaire et si le Pentagone était prêt à participer à son financement, mais ce dernier estime que plus encore que la navette spatiales, la station sera une structure extrêmement fragile, que la moindre agression pourra mettre hors service.

Cette station est encore mal définie. Le schéma actuellement retenu se compose d'une grande structure modulaire et d'un certain nombre de plates-formes indépendantes, qui pourraient avoir des orbites très différentes de celle de la station proprement dite. Celle-ci s'organiserait autour d'un long mât (plus de 100 mètres) stabilisé par gradient de gravité, qui resterait ainsi constamment vertical, et servirait de quai de déchargement pour la navette spatiale et divers « remorqueurs spatiaux » chargés des liaisons entre la station et les plates-formes. Sur ce mât seraient fixés les autres éléments : en haut, une structure porteuse des équipements qui doivent « voir » le ciel – instruments astronomiques par exemple. Plus bas, fixés sur un mât perpendiculaire au premier, huit panneaux solaires animés d'un mouvement de rotation pour maximiser leur éclairement. Ensuite, un bras télémanipulateur pour chargement et déchargement de la navette et des remorqueurs. Au-dessous, deux radiateurs pour dissiper dans l'espace la chaleur dégagée par la station. Enfin, à l'extrémité basse, une structure porteuse des instruments orientés vers la Terre, et surtout les modules habitables, sortes de gros cylindres dont les dimensions congruentes à celles de la soute de la navette spatiale.

Dans le dessin qui semble aujourd'hui le plus probable, quatre de ces modules formeraient un carré, un cinquième se fixant sur ce carré. Les fonctions ne sont pas encore figées, mais il y aurait probablement deux modules résidentiels et deux modules laboratoires, le cinquième étant un module de services et de rangement. L'équipage comprendrait six astronautes, ce qui semble un peu faible pour assurer toutes les tâches qui leur seraient dévolues. Un module au moins serait équipé d'un sas correspondant à celui de la navette pour les transferts d'astronautes – ceux-ci pouvant aussi sortir dans l'espace, équipés de « fauteuils » propulsifs, pour se rendre aux divers points de la station. Tout cela est encore hypothétique, la configuration devant être mieux définie à la fin de l'année, et définitivement figée en mars 1986.

MAURICE ARVONNY.

LE GOUVERNEMENT ET LA LUTTE ANTI-ALCOOLIQUE

Une mise au point du secrétariat d'Etat à la santé

La publication dans nos colonnes (*le Monde* du 1er juin) des critiques du Haut Comité d'étude de d'information sur l'alcoolisme à l'égard de la politique gouvernementale en matière de lutte anti-alcoolique a amené le secrétariat d'Etat à la santé à faire une mise au point. Dans un long communiqué, le secrétariat d'Etat réaffirme que la prévention de l'alcoolisme et des maladies liées à l'alcool *« a été et reste une des préoccupations importantes du gouvernement »*. L'action anti-alcoolique, souligne-t-il, a contribué à faire de la France *« un des très rares pays à connaître une baisse régulière de la consommation d'alcool pur par habitant (18 litres en 1952 pour 13 litres en 1982), de même, la mortalité par alcoolisme, cirrhose du foie et psychose alcoolique, est passée de 42 pour 100 000 habitants en 1975, à 31,7 en 1982 »*.

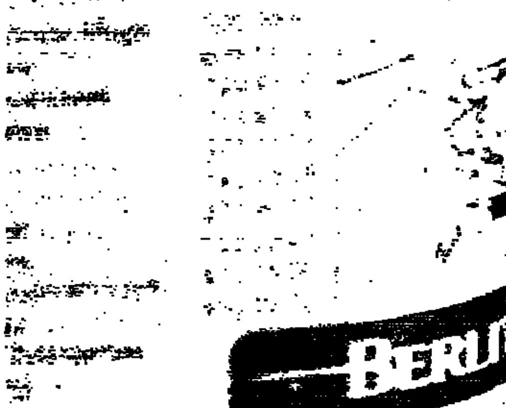
Sur la question des débits de boissons dans les HLM, le secrétariat à la santé estime que le texte adopté *« lève la discrimination visant l'installation de débits de boissons dans les ensembles HLM »* et que *« l'intérêt social de cette mesure l'emporte largement sur le risque sanitaire »*.

La réglementation à ce sujet, poursuit-il, *« qui date du début du siècle, se trouvait dépassée par l'évolution des comportements »*.

Face aux critiques sur la publicité, le secrétariat à la santé souligne qu'*« un texte législatif visant à harmoniser la réglementation de la publicité avec les instructions européennes est en cours de préparation »*. *« Sa mise au point, qui doit prendre en compte de nombreux critères difficiles à harmoniser, pose à l'évidence un certain nombre de problèmes qu'il convient de régler au préalable, car il s'agit de convaincre plutôt que de contraindre »*.

[La mise au point du secrétariat d'Etat à la santé confirme les informations publiées dans nos colonnes. D'une part, le Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme n'a pas été tenu informé du texte sur l'autorisation de débits de boissons dans les cités HLM. D'autre part, la rédaction du texte de loi sur la publicité des boissons alcoolisées rencontre de sérieuses difficultés à l'échelon interministériel. Rappelons que M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, s'était déjà engagé à faire discuter ce texte au Parlement en 1984.

J.-Y. N.



sports

TENNIS



Les Internationaux de France

Toujours le soleil et la grande foule à Roland-Garros, samedi 1er et dimanche 2 juin. Les Français en lumière sur le central pour le troisième tour masculin : Leconte éblouissant face à Noah, Benhabilès surprenant contre Connors, et Potier éclipsé par Lendl. Mecir et Chesnokov, les nouvelles étoiles disparaissent. Place aux stars déjà consacrées pour la deuxième semaine.

Leconte, de l'inné à l'acquis

Ainsi donc, Henri Leconte a tué le père. Ce ne fut ni sans mal ni sans peur. Un match de tennis est souvent un drame. Il peut devenir un mystère, une alchimique recherche de l'or, contre toute logique, tout pronostic et toute analyse.

Expliquer ce match, incohérent, atypique, tout en sautes d'humeur et chutes de tension, serait présomptueux. Expliquer qu'un Henri Leconte ait risqué de le perdre après avoir tant mérité de le gagner resterait pure gageure. Le tennis est ainsi. Tant que tout n'est pas dit, rien n'est acquis.

Car enfin ! Vit-on *jamais plus* totale domination que celle exercée par Henri Leconte pendant deux heures de jeu ? Une balade tranquille, une promenade sereine. Yannick Noah n'était pas dans le match, mais ailleurs : fantomatique, las, lent, dépassé. Comme surpris en pleine sieste ou en pleine indigestion de Clerc, *le numéro un français*, batteries à plat et semelles de plomb, semblait venu honorer là un contrat plus qu'une réputation. Absent pour cause d'absence, si l'on ose dire.

Quand l'un n'est pas au rendez-vous, l'autre, théoriquement, ne saurait briller. Il faut être deux pour qu'un match soit grand. Là, pas du tout. Henri Leconte s'offrait son grand match tout seul. Tranquillement, en Suisse. Il avait la main d'or, les quatre as dans la raquette et une absolue réussite. Services, volées, Roland-Garros sur herbe, toute rébellion adverse immédiatement passible d'un pashing-shot assassin.

Noah ne servait guère en ce supplice que de faire-valoir, groggy, remettant les balles bien haut, plein centre, pour que Leconte le transperce à la volée.

Il avait donc le vent en poupe, Henri Leconte, et, sous ses allures d'un McEnroe, s'acheminait sans problème vers le record de traversée du court central. Trente-sept minutes pour un premier set (6-3), à la cravache. Trente-sept minutes pour le second (6-4), au grand galop. Et vraiment aucune raison que cela cesse, tant le plus jeune, vingt-deux ans, en cette affaire franco-française tenait l'adversité sous l'éteignoir. Par pure précaution.

C'était donc bien vrai. « Riton » le gaucher, le célèbre arroseur arrosé, Henri l'impatient, à la démarche si chaloupée qu'on l'imagine souvent victime de son propre western-tennis, s'est offert cette année une conduite. Il joue bien, il joue juste. Comme on tire bien et juste. Il a, enfin, débarrassé son tennis profits et pertes de toutes les scories, de ses balles aux moineaux, de ses smashes aux toiles qui usèrent nerveusement, l'un après l'autre, ses entraîneurs successifs.

Il paraît que cette sagesse nouvelle, cette patience – plutôt de l'acquis que de l'inné – lui ont été apportées par une double conjonction. Un mariage récent et les conseils nouveaux de Patrice Dominguez, gaucher retraité. Vive la mariée alors et gloire à l'alchimiste.

Un tie-break à l'orgueil

Donc elle n'aurait *pas* dû cesser vraiment cette marche triomphale. Surtout qu'au troisième set Yannick Noah n'allait pas mieux. Une absence totale, le jour « sans » dans toute sa misère. Après, il affirmera qu'il se sentait bien, pas fatigué, simplement incapable d'entrer dans ce match. On veut bien. Noah n'était pas fatigué, si peu fatigué qu'il réussira dans cette partie un record minimal d'aces : deux en tout et pour tout !

Henri Leconte allait gagner. Il avait gagné. Deux balles de break au huitième jeu, quatre jeux partout sur service de Noah dans le troisième set. Autant dire, la douche en vue. Il ne restait qu'à tuer le père, Noah, dont on ne doute pas qu'il ait, par son abattage et sa popularité, quelque peu complexé son second.

En finir. Ces choses-là sont plus faciles à écrire qu'à faire. Reste à surmonter cette fameuse peur de gagner. Connue de tous, handicap final, casse-victoire éprouvé. Et tel fut bien le cas. « Henri la main d'or » allait rencontrer son fantôme, « Riton l'écervelé », « Riton la gamberge », grosse peur et « petit » bras.

Yannick Noah n'en demandait plus tant. Il empocha le jeu. Et un peu plus tard, comme échappé à son hypnose, revenu des limbes, il s'offrit le set (7-6) après un tie-break à l'orgueil (7 points à 3).

Il était entré dans le match. Henri Leconte ne pouvait, lui, qu'en sortir. Le juge de chaise, M. Boivin, l'y aida d'ailleurs en lui infligeant avant l'attaque du quatrième set un point de pénalité – après un autre au premier set – pour retard à l'engagement. C'était parfaitement réglementaire. Ce fut totalement stupide, une faute contre l'esprit de ce match et un beau charivari dans Roland-Garros. Le règlement étant fait pour être tourné, par le ridicule, Noah, sur la remise en jeu de Leconte, laissa passer volontairement la balle

Il n'empêche, Henri Leconte était sorti. Momentanément, définitivement ? Mystère du tennis. Yannick Noah, pas flamboyant, bien loin d'être lui-même, mais nettement ravigoté, en profita pour empocher le quatrième set (6-4). A l'énergie peut-être, à l'orgueil assurément.

Le coup dur était pour l'autre. Tenir *un match ainsi deux deux set à* un, deux balles de 5-4 *sur* service adverse, et se retrouver une heure après, deux set partout. Il y aurait de quoi manger sa raquette.

Ou craquer, pour un Leconte. mystère du tennis encore. On le voyait mal parti, car trop récemment converti au sang-froid, à la mesure. C'était une erreur, et de taille. Yannick Noah n'avait arraché qu'un sursis à statuer. Henri Leconte, là véritablement impressionnant, lâchant ses coups comme on lâche les chiens – des retours phénoménaux, des volées imparables, – allait boucler le set en vingt-quatre minutes (6-5).

Alors, alors seulement, il se permit de lancer une balle par-dessus Roland-Garros. Yannick Noah n'était plus son cousin.

PIERRE GEORGES.

McEnroe : balles au mur suédois

Avec son petit collier de barbe blonde taillée façon Renaissance, Miloslav Mecir a plutôt l'air d'un jeune page. *Il en a aussi le caractère* effronté. Dernier admis, le jeune Slovaque s'était déjà permis de défier quelques seigneurs : Jimmy Connors, éliminé en demi-finales à Philadelphie, puis John McEnroe mené 5-1 dans le deuxième set de la finale. Pour son retour à la terre battue à Hambourg, trois des mousquetaires suédois, Nyström, Wilander et Sundström avaient dû battre en retraite devant ce pourfendeur de réputations.

Ses victoires à Rotterdam et à Hambourg, ses finales de Philadelphie et de Rome en faisaient l'incontestable *révélation* du début de saison. Certains de ses adversaires n'hésitaient pas à le placer au rang de grand outsider de Roland-Garros. Le loup l'attendait au coin du bois de Boulogne pour juger si, au-delà de ses dons évidents, Mecir pouvait aussi payer de sa personne dans un tournoi au meilleur des cinq sets sur terre battue.

Pour son troisième tour contre l'Argentin Martin Jaite, c'est sur le *court* 2, l'*antichambre* de ceux qui *rêvent* d'accéder au central, que le Tchécoslovaque avait été appelé. Une aubaine pour les spectateurs du week-end réduits aux entrées générales. Car Mecir n'est pas triste. Depuis la retraite de Nastase, c'est peut-être le tennisman le plus fantasque du circuit professionnel.

Mecir est le prince des illusionnistes. Son sens de l'anticipation lui permet, comme McEnroe, d'être toujours bien placé sans paraître se déplacer. Cette nonchalance se retrouve aussi dans ses gestes. Armant très tôt ses coups, il semble les *exécuter* au *ralenti*, ce qui lui donne un toucher de balle sans pareil et lui permet de sortir les essais les plus inattendus de sa raquette.

Désorienté d'emblée par les balles à contre-pied et les amorties de son adversaire, Jaite n'était pas au bout de ses surprises. Dans le tie-break du deuxième set Mecir prenait en effet les deux premiers services de son adversaire pour mener 3-0 avant de commettre deux *doubles fautes* consécutives. Disposant ensuite de deux balles de deux sets à zéro, il servait sa première... à la cuiller de peur d'une *nouvelle double faute*, puis laissait filer le tie-break sur une quatrième double faute en huit engagements.

Déjà handicapé par un service d'une puissance et d'une longueur indignes d'un joueur de deuxième série, Mecir venait de dévoiler son autre talon d'Achille : un moral fondant comme un glaçon dans cette étuve de 40 degrés. Aligner trois nouveaux sets gagnants dans ces conditions relevait des travaux d'Hercule pour un joueur qui, au dire de ses amis, passerait ses journées au lit et répugnerait au moindre footing. Dès lors Mecir ne jouait plus qu'avec le public, dialoguant entre les points avec sa compatriote Andrea Holikova, *tendant sa* raquette à une spectatrice pour l'inviter à prendre sa place, ou tombant à genoux et joignant les mains pour remercier le ciel après un point heureux.

Battu 2-6, 7-6, 6-3, la révélation du début de saison sortait ainsi discrètement de Roland-Garros, laissant la place et la vedette, en deuxième semaine, à des joueurs au moral et aux coups en acier mieux trempé pour résister à la tension et aux fatigues du plus dur des tournois du grand chelem.

Travaux forcés

C'est le cas des Suédois Joakym Nyström et Mats Wilander qualifiés en trois sets pour les guarts de finale de mardi aux dépens du Chilien *Hans Gildemeister (7-6, 6-1, 6-1) et* du Tchécoslovaque Tomas Smid (6-3, 6-4, 6-4). Celui qui devrait les retrouver successivement sur son chemin – si Leconte n'élimine pas Wilander – n'est autre que John McEnroe qui a commencé dimanche ses travaux forcés suédois en éliminant Henrik Sundström (6-3, 7-6, 6-2).

Incommodé par la chaleur, le vent tourbillonnant qui soulevait des nuages de *poussière* et par des odeurs de cuisine qui arrivaient jusque sur le central *(« Pouvez-vous mettre d'avantage d'oignons sur le court ? »,* demanda-t-il à l'arbitre) McEnroe ne retrouva son tennis agressif et inspiré que pour le troisième set. Toujours campé en-deçà de sa ligne de fond, l'Américain a néanmoins pris constamment de court Sunström qui ne parvenait pas à ajuster ses passings. Sur quatre-vingt-six montées au filet de McEnroe le funambule, le Suédois ne l'a passé que six fois. Comme Mecir à Hambourg, l'Américain a, semble-t-il, trouvé la clé du jeu des Scandinaves sur terre battue. Elle devrait lui permettre de s'ouvrir les portes d'une deuxième finale consécutive vers laquelle Ivan Lendl, le tenant du titre, se dirige aussi à grand pas.

GÉRARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Barrage pour l'accession en première division, match aller)

Rouen b. *Rennes 1-0

COUPE DE FRANCE
(Demi-finale aller)

*Monaco b. Lille 2-0

Tennis

INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Samedi 1er juin
SIMPLE MESSIEURS
(3e tour)

Martin Jaite (Arg) b. Miloslav Mecir (Tch. nº 11) 2-6, 7-6 (10-8), 6-3, 6-4 ; Heinz Gunthardt (Sui) b. Andrei Chesnokov (URSS) 7-6 (7-4), 4-6, 6-4, 4-6, 8-6 ; Aaron Krickstein (E-U nº 10) b. Paul McNamee (Aus) 7-5, 5-7, 1-6, 6-2, 6-1 ; Jimmy Connors (EU nº 3) b. Tarik Benhabiles (Fra) 6-3, 4-6, 7-5, 7-5 ; Francesco Cancellotti (Ita) b. Cassio Motta (Bré) 6-3, 6-3, 3-6, 7-6 (7-5) ; Anders Jarryd (Suè nº 6) b. Juan Aguilera (Esp) 6-4, 6-2, 6-2 ; Stefan Edberg (Suè nº 14) b. John Frawley (Aus) 7-6 (7-3), 6-3, 6-0 ; Ivan Lendl (Tch nº 2) b. Jérôme Potier (Fra) 6-1, 6-2, 6-2.

SIMPLE DAMES
(Huitièmes de finale)

Hana Mandlikova (Tch nº 3) b. Debbie Spence (E-U) 7-6 (8-6), 6-2 ; Claudia Kohde-Kilsch (RFA nº 7) b. Sylvia Hanika (RFA) 5-7, 6-0, 6-3 ; Martina Navratilova (E-U nº 1) b. Rafaela Reggi (Ita) 6-4, 6-1 ; Anna Maria Cecchini (Ita) b. Tine Scheuer-Larsen (Dan) 6-3, 6-2.

Dimanche 2 juin
SIMPLE MESSIEURS
(Huitièmes de finale)

John McEnroe (E-U nº 1) b. Henrik Sundstroëm (Suè nº 12) 6-3, 7-5, 6-2 ; Joakim Nystroem (Suè nº 7) b. Hans *Gildemeister* (Chi) 7-6 (10-8), 6-1, 6-1 ; Mats Wilander (Suè nº 4) b. Tomas Smid (Tch nº 13) 6-3, 6-4, 6-4 ; Henri Leconte (Fra) b. Yannick Noah (Fra nº 9) 6-3, 6-4, 6-7 (3-7), 4-6, 6-1.

SIMPLE DAME
(Huitièmes de finale)

Chris Evert-Lloyd (E-U nº 2) b. Steffi Graf (RFA nº 11) 6-2, 6-3 ; Gabriela Sabatini (Arg nº 14) b. Rosalyn Fairbank (AFS) 6-0, 1-6, 7-5 ; Jerry Phelps (E-U) b. Carling Bassett (Can nº 8) 4-6, 6-0, 6-3 ; Manuela Maleeva (Bul nº 4) b. Bonnie Gadusek (E-U nº 10) 7-5, 6-3.

Rugby

CHALLENGE YVES-DU-MANOIR
(Finale)

Dernier acte de la saison ovale avant le départ de l'équipe de France pour l'Argentine, la finale du challenge Yves-du-Manoir, disputée le 1er juin à Toulouse devant quelque six mille spectateurs, a été remportée par Nice, qui accédait pour la première fois à ce stade de la compétition. Après avoir mené à la marque jusqu'à la soixantième minute, Montferrand a cédé au travail de sape des avants azuréens, qui permirent à leur buteur de se placer en bonne position (quatre pénalités), et surtout de transformer l'essai inscrit par l'arrière Barthélemy (70e minute). La victoire des Niçois a été finalement acquise sur le score de 21 à 16.

BOXE

Louis Acariès raccroche les gants

Louis Acariès ne sera pas le onzième Français champion du monde de boxe. Nettement dominé, le 1er juin au Parc des Princes, par le Portoricain Carlos Santos, tenant du titre des *super-mi-moyens décerné par IBF* (Fédération internationale de boxe), l'ancien champion d'Europe, qui a enregistré sa sixième défaite professionnelle en quarante-cinq combats, a décidé, à bientôt trente et un ans, de se retirer *des rings*.

Louis Acariès jette l'éponge. Il arrête la boxe après un calvaire de quinze rounds face à un Portoricain vif comme un chat, qui a joué avec lui comme avec une souris. Et en même temps, Acariès passe l'éponge sur la grosse tache qui ternissait sa carrière.

Une vilaine tache. Le 10 décembre dernier, il disputait une demi-finale mondiale (WBA) contre Davey Moore. Le Français n'était pas à son avantage. Après le coup de gong marquant la fin de la neuvième reprise, l'Américain lançait un crochet droit. Acariès s'effondrait. Moore était disqualifié. Issue douteuse. D'autant plus que le champion du monde (WBA) en titre, Mike Mac Callum, offrait peu après sa chance au « perdant ».

Et des doutes, on en eut encore plus quand Michel Acariès, frère et manager de Louis, a annoncé la conclusion d'un championnat du monde patronné par la Fédération internationale de boxe. Cette IBF, c'était le troisième lapin sorti du chapeau de la boxe professionnelle. Depuis vingt ans, deux fédérations *mondiales, la WBA (Association* mondiale de boxe) et le WBC (Conseil mondial de la boxe) s'étaient chargées de distribuer jusqu'à quinze titres chacune. Le gâteau était gros. Les promoteurs avaient taillé beaucoup de parts. Les Américains, qui brassent le plus de dollars autour des rings, s'accommodaient mal cependant de voir les affaires – « leurs » affaires, pour tout dire – traitées par le Mexicain José Suleinam (WBC) et le Vénézuélien Gilberto Mendoza (WBA). *Après avoir vainement tenté de* prendre le contrôle de la WBA, l'Américain Robert W. Lee a créé en 1983 l'IBF. Peu crédible dans les petites catégories de poids, ce nouvel organisme reconnaît des champions incontestables comme Aaron Pryor (super-léger), Don Curry (mi-moyen), Marvin Hagler (moyen), Michael Spinks (mi-lourd) et Larry Holmes (lourd). Mais le tenant du titre des super-mi-moyens, Carlos Santos, n'avait rien d'un foudre de guerre. Son palmarès, sans éclat, indiquait en tout cas qu'il était très inférieur aux *deux autres champions de la catégorie*, Mike Mac Callum et Thomas Hearns.

Dans ces conditions, il semblait que la victoire d'Acariès ne serait qu'une formalité et que les téléspectateurs américains découvriraient en direct sur la chaîne NBC, qui avait acheté 150 000 dollars les droits de retransmission, le successeur d'Alphonse Halimi, dernier champion du monde français de 1957 à 1959.

Bref, on est allé au Parc des *Princes avec beaucoup de réticence*. Mais autour du ring dressé comme une scène antique au pied des tribunes d'Auteuil, c'est avec compassion qu'on a vu Acariès se faire pilonner par un boxeur-danseur.

Seuls les encouragements de la foule lui ont permis de ne pas s'effondrer pendant les deux dernières reprises. Ce n'était pas un championnat de comédie. C'était un vrai drame du ring qui se nouait sous les coups de Santos. Pendant ces six dernières minutes, le regard *du Français était dans le vague*, noyé par le brouillard de l'épuisement. Perdu comme dans un rêve. Le rêve fou d'un gamin d'Alger qui a voulu saisir la gloire avec des gants de boxe. *Le rêve qui devient* brutalement cauchemar par une tiède soirée parisienne de juin. Ce regard-là n'était pas celui d'un tricheur. C'était celui, pathétique, d'un boxeur vaincu au terme de ses chimères. Pauvres chimères : un tiers de titre mondial. Un échec triste mais honnête.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILISME

L'annulation du Grand Prix de Belgique

Pour la première fois dans l'histoire de la formule 1, un grand prix a été annulé. Samedi 1er juin, les pilotes sont parvenus à imposer leur point de vue en obtenant l'annulation du Grand Prix de Belgique qui devait avoir lieu le lendemain sur le circuit de Spa-Francorchamps. La décision a été prise après une journée de discussions entre les parties prenantes en dépit des intérêts financiers en jeu et des efforts pour améliorer la sécurité. Le revêtement de la piste, qui n'avait pu être refait que récemment en raison du gel tardif, s'était rapidement dégradé pendant les essais, rendant la conduite dangereuse. Les conditions précaires dans lesquelles la course de formule 3000 s'est déroulée, dimanche 2 mai, ont montré que c'était une sage décision. En raison du « préjudice important au renom du Championnat du monde de formule 1 », le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a néanmoins convoqué le 24 juin à Paris les organisateurs belges sur lesquels pèse la menace de « très lourdes sanctions ».

ALPINISME

La mort de Gaston Rébuffat

L'alpiniste Gaston Rébuffat est mort vendredi 31 mai dans la soirée à l'hôpital Avicenne de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Agé de soixante-quatre ans, il était atteint d'un cancer. Ses obsèques auront lieu le vendredi 7 juin à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés à Paris.

C'est un poignant décret de la destinée qu'un champion de la verticale comme Gaston Rébuffat s'éteigne couché dans un lit. Et l'on se prend à méditer sur l'homme de Pascal capable de jouer sa dernière heure dans le ciel et qu'*« une vapeur, une goutte d'eau »* suffisent à abattre.

Le contact des têtes chercheuses du danger, pilotes d'essai, coureurs automobiles, skieurs de descente et, ici, alpinistes, est toujours décevant pour les cervelles sans imagination. Sortis des turbulences ou du grand vent des altitudes, ils paraissent tout ordinaires entre quatre murs et il faut faire un effort pour les parer de leur aura. Comme les héros de guerre bouclés à double tour sur leurs faits d'armes, leur conversation exclut les termes de « péril », de « prouesse », encore plus de « mort ». D'où cette extrême simplicité, cette indifférence planant au-dessus des contingences qui les rendent si virils et si attachants.

Gaston Rébuffat n'avait rien d'un casse-cou. C'était au contraire un guerrier des cimes très méthodique, d'une patience sans limite et qui savait toujours dans quelles traces il mettait les pieds. Servi par un compas d'échassier, doté d'une pince de doigts digne d'un casse-noix, grande taille mais ultra-léger, il avait la morphologie idéale du rochassier. Ses traits taillés à coups de serpe, l'épiderme tendu sur les muscles, ses cheveux drus plantés bas, son regard métallique, lui composaient une figure qu'on n'oubliait plus dès qu'on l'avait vue. Je l'avais rencontré pour la première fois pendant l'hiver 1946 alors que nous montions à Chamonix dans le petit train de skieurs du Fayet. Nous nous étions liés plus étroitement par la suite, une amitié qui, prodiguée par un tel homme, m'honorait le premier. En trois saisons, il avait accroché alors à son palmarès les cinq plus grandes faces nord des Alpes : l'éperon Walker des Jorasses, le Dru, le Cervin, la Cima-Grande-di-Lavaredo et l'Eiger. En 1950, plus fort encore, il avait participé à la victoire française sur l'Annapurna, livrant avec Lionel Terray une bataille unique dans l'histoire du sauvetage himalayen et ramenant miraculeusement vivants les deux conquérants : Maurice Herzog et Louis Lachenal (1). Il avait encore réussi de grandes courses alpestres, démontrant une énergie indomptable et une adresse de chamois qui lui valaient un respect admiratif dans les refuges d'altitude. Il en était ainsi arrivé à faire taire l'esprit d'aventure qui le poussait à aller découvrir au loin des parois invincibles pour se consacrer pleinement à son métier de guide dans le massif du Mont-Blanc.

Depuis sa naissance, le 7 mai 1921 à Marseille, Gaston Rébuffat avait marié dans son cœur le goût de l'escalade et l'amour de la nature. Du haut de ses calanques natales, il aimait contempler la mer, cette rive méditerranéenne où, par un juste retour, il rêvait de terminer ses jours. De même, sur les balcons aériens où sa longue silhouette se confondit si longtemps avec les aiguilles de Chamonix, il savait initier ses compagnons aux flammes de pierre émergeant de la mer des nuages.

C'est ce goût poétique des sites « entre ciel et terre » qui devait en faire un écrivain. Hubert Beuve-Méry, qu'il allait chercher dans sa vieille bergerie d'Arêches pour l'entraîner dans quelque course de roc ou de glacier, lui avait témoigné son affection et son estime en lui confiant la rubrique d'alpinisme du *Monde*. Nos lecteurs ont certainement en mémoire les articles à la fois si compétents et si riches d'émotion qui donnèrent un prix rare à cette rubrique. Rébuffat avait par la suite publié des livres, aujourd'hui classiques : *Neige et roc, Entre ciel et terre, le Cervin, cime exemplaire, le Massif du Mont-Blanc, le Massif des Écrins*, jusqu'à ces *Calanques, Sainte-Baume, Sainte-Victoire*, où il a repris l'itinéraire de ses peimières amours. Entre-temps, il était devenu conférencier, allant faire entendre sa parole chantante jusqu'aux États-Unis, au Canada, au Japon, en Inde. Enfin, avec *Flammes de pierre* et *Des hommes et des montagnes*, il avait tâté du cinéma. En fait de caméra, le réalisateur lui-même payait de sa personne, les pieds dans les étriers ou travaillant du marteau, en pendule sous des surplombs, assuré par une simple corde s'engloutissant dans les abîmes.

En conclusion, le plus bel hommage qui puisse être rendu à Gaston Rébuffat est dû à Lionel Terray dans les *Conquérants de l'inutile : « Sous une curieuse nonchalance de gestes, Rébuffat cachait une volonté aussi opiniâtre qu'une fourmi, un esprit de décision napoléonien ainsi qu'une intelligence intuitive d'une rare justesse de vue. Mises au service d'un grand enthousiasme alpin, ces qualités en ont fait un alpiniste d'exception et le plus grand guide de ce temps.* »

OLIVIER MERLIN.

(1) L'Annapurna, la déesse himalayenne, le « premier 8 000 », s'est vengée de la cordée d'assaut qui l'avait conquise : Herzog dut être amputé, Lachenal s'est abîmé dans une crevasse de la Vallée Blanche, Lionel Terray s'est écrasé au pied d'une paroi du Dauphiné.

balles au mur suédois

Travaux forcés

ton Rébuffat

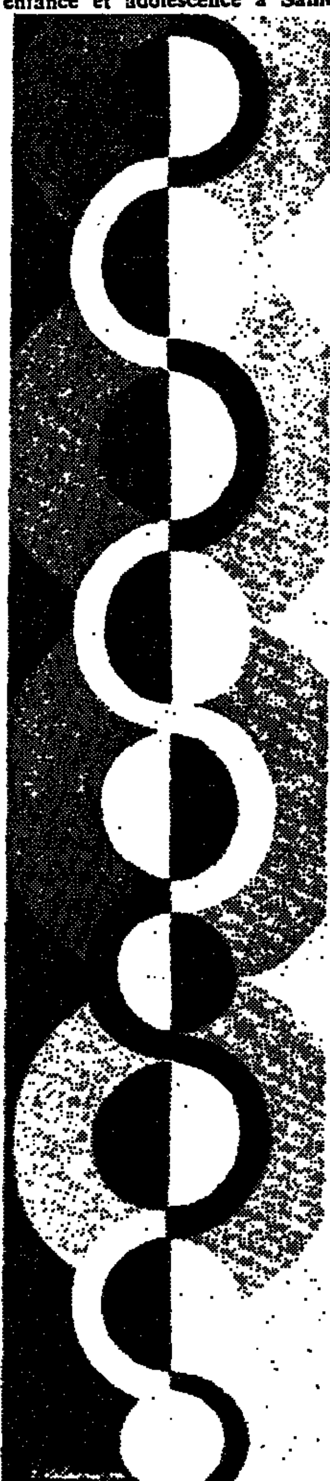
culture

EXPOSITION

SONIA ET ROBERT DELAUNAY AU MUSÉE D'ART MODERNE

Le mariage de la couleur

Sonia Terk et Robert Delaunay se sont rencontrés en 1909 à Paris, dans la petite galerie que Wilhelm Uhde, collectionneur et critique allemand, défenseur des cubistes et des fauves, possédait rue Notre-Dame-des-Champs. Sonia était née en Ukraine, à Odessa, en 1885, vivait à Paris depuis 1905, après avoir circulé à travers l'Europe : enfance et adolescence à Saint-Petersbourg, vacances en Finlande, Suisse, Italie, Allemagne, études de dessin à Karlsruhe. Elle s'était mariée avec Uhde en 1908 — un mariage « amical », précise sa biographie, — avait rencontré grâce à lui Picasso, Braque, Derain, Vlaminck. Sa peinture d'alors tenait de Gauguin et du fauvisme et avait une fermeté dans la découpe qui lui venait plutôt de la gravure allemande.



Rythme sans fin, 1934.

Robert était né aussi en 1885, mais à Paris. Il avait abandonné ses *études secondaires pour entrer dans* un atelier de décors de théâtre et faire de la peinture : influencé d'abord par Gauguin et l'école de Pont-Aven, il avait eu la révélation de Seurat, probablement lors de la rétrospective de 1905 au Salon des indépendants, s'était plongé dans la lecture des textes du chimiste Chevreul sur la théorie des couleurs, mais avait aussi découvert Cézanne (mort en 1906) et les débuts du cubisme.

L'un et l'autre, Robert et Sonia, avaient des affinités flagrantes et par-dessus tout ce goût de la couleur *qui allait devenir leur « moyen d'expression vital »*, comme le dira Sonia. La couleur, qu'ils allaient exalter en parfaite symbiose, liés *d'une mutuelle admiration*, côte à côte jusqu'à la mort prématurée de Robert en 1941. Puis Sonia seule poursuivra son œuvre jusqu'à sa propre *mort en* 1979, *mais travaillant* surtout à la promotion de celle de Robert et de ses idées.

Reconnaître le talent de Sonia

Voilà donc deux aventures picturales qui se rejoignent, se tiennent, s'épaulent, mais qu'on peut, bien sûr, présenter *séparément*, ce *qui* a été souvent fait. Ce qui est encore fait au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, tout en les reliant par un couloir. On aurait pourtant préféré les voir ensemble, autrement : simultanément, année par année, au moins pour cette période capitale des *années 10* jusqu'à la guerre, celle des grandes trouvailles.

Ainsi aurait-on pu, à l'occasion de ce centenaire, mieux faire la part de ce qui revient à chacun, mieux sentir la différence des tempéraments.

Sonia avait la couleur dans la peau, était spontanée, directe. Robert était plus cérébral et avait le goût de la théorie et du système. Ce qui, sauf le respect qu'on lui doit pour sa contribution à la naissance de l'art abstrait, lui a joué des tours, si l'on peut dire.

Et puis cela aurait sûrement permis de remarquer qu'on a un peu trop tendance à réduire l'œuvre de Sonia à celle d'une décoratrice qui a su adapter à la vie quotidienne les nouvelles conceptions de l'art de Robert. Même en reconnaissant que c'est avec bonheur,notamment dans les tissus aux couleurs éblouissantes, cela n'équivaut pas à la reconnaissance pleine et entière de son talent de peintre, dont témoignent plusieurs œuvres.

A commencer par sa contribution à la *Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France* de Cendrars. Le long pliage accordéon où textes et couleurs peuvent se lire en regard a été suivi du *Bal Bullier* (1913), des *Prisme électriques* de la même année et de 1914, de son *Chanteur de flamenco...* L'artiste, motivée par la correspondance du mouvement des corps et des rythmes colorés, réussit souvent mieux que Robert l'intégration du thème au sujet peinture, et déploie une palette riche et sensuelle.

Avec *Sonia*, il faut *aussi être* attentif aux toutes petites choses, aquarelles, pochoirs, crayons, associant souvent mots, lettres et textes d'une *fantaisie*, d'une *liberté folles*, en connivence avec les poètes amis du couple : Apollinaire, Cendrars, *puis* Tzara et bien d'autres. Et l'on se dit qu'elle n'aurait pas dû tant s'échapper des tableaux pour faire entrer de l'argent dans le ménage — *très dépensiers, ils aimaient la vie*, ils aimaient recevoir — et permettre à Robert de travailler. S'échapper en créant à grande échelle des vêtements, des robes, des écharpes, des chaussures, après les robes-poèmes, les vestes-arlequins, un pyjama pour Tzara... et des décorations d'appartement qui lui valurent un fier succès dès l'exposition des arts décoratifs de 1925.

L'accrochage ne sert pas beaucoup Robert (ces panneaux bruns, par exemple, qui supportent une partie des tableaux). C'est tout de même un gros effort de rassemblement d'œuvres dont certaines viennent de très loin, qui permet de saisir la démarche du peintre. Il procède par séries qu'il reprend souvent (trop souvent même dans les années 20, sans y apporter grand-chose de *plus*), avec de nouveaux thèmes. Ainsi, des *Saint-Séverin* (sept toiles, dont trois à l'exposition, et de nombreux dessins), où l'architecture des piliers et des voûtes est fortement ébranlée par le jeu du clair-obscur, un peu comme on le verra dans les décors expressionnistes allemands (*Caligari*, *Mabuse*, etc.).

Commence alors pour Robert ce qu'il a appelé sa « *période destructrice* », celle aussi des *Villes*, une série ingrate, traitée en sombre, entre carton-pâte et paysage cézannien, où les maisons sont en partie couvertes de touches de couleurs régulières, disposées en damier, comme un rideau qui écrase les angles et les volumes. Et celle, bien sûr, des *Tour Eiffel*, peintes comme soufflées par une bombe, glissant sur elles-mêmes, délitées, dans un bris de glace.



Etudes de femme, 1923.

La Ville de Paris, la plus grande toile du Salon des indépendants de 1912, fut encensée par l'ami poète et critique Apollinaire (qui inventera pour Delaunay et son introduction de la couleur dans la grisaille cubiste le terme de « cubisme orphique »). C'est une œuvre-clef, à clefs. Elle est faite de trois thèmes juxtaposés reliés par une distribution de la lumière par plans de couleurs claires, imbriquées : à gauche, un hommage au douanier Rousseau, qui venait de mourir, avec la citation du bateau et du quai ; au centre, les trois grâces : trois nus empruntés à une reproduction de fresques pompéiennes ; à droite, la Tour très désarticulée et des immeubles.

On peut voir beaucoup de choses dans ce tableau : le passage de l'ancien (les nus) au nouveau (la Tour), un credo, un jeu d'images symboliques (sexuelles), un souvenir des *Demoiselles d'Avignon*, un pied de nez aux futuristes, dont l'artiste n'ignorait certainement pas le dégoût pour le nu en peinture (sujet vieillot) pas plus qu'il n'ignorera les recherches autour du mouvement, pendant que Duchamp peint son *Nu descendant un escalier*. De toute façon, c'est un tableau-bilan, qui ferme, et ouvre sur la période constructive. Avec les *Fenêtres*.

Il y a trois *Fenêtres* à l'exposition, on en aurait voulu plus — ce sont des petites merveilles de couleurs-lumières, transparentes et vibrantes, la manifestation de la lumière par la décomposition des couleurs à peine tributaire du paysage urbain. Elles viennent juste avant la restructuration des formes colorées par les contrastes simultanés et les rythmes circulaires appliqués à de nouveaux sujets : l'*Hommage à Blériot* — le plus orphique des décollages d'avion — ou l'*Equipe de Cardiff* — des footballeurs en action. Conquête de l'air, de l'espace, mouvement : la modernité.

Au bord de l'abstraction et de la peinture pure, Delaunay réintroduit le sujet. Brassage d'idées, de formes, d'images, de couleurs. C'est l'expérimentateur type qui pendant ces années est attentif à tout, au futurisme, à Kupka, au discours de Gleizes comme à celui de Kandinsky, et cherche à se démarquer de tous, en premier lieu de Picasso et de Braque, mais aussi de son ami Léger. Il y réussit, traversé par cet obscur désir de pureté et de profondeur, au-delà des images, « *jusqu'aux étoiles* ».

A la veille de la première guerre mondiale, Robert Delaunay avait accompli un formidable bout de chemin à travers les rouages de la peinture et la mécanique de la lumière. Il aura du mal à poursuivre. Il y aura un long temps — une quinzaines d'années — de flottement, d'essais, de mariages artificiels de portraits, de nus et de disques. Il faudra attendre le début des années 30 pour que, stimulé par la relance du mouvement abstrait, il donne de nouveaux *Rythmes circulaires*, des *Rythmes sans fin*, qui éclateront dans les grandes décorations pour l'exposition de 1937.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ *Sonia et Robert Delaunay : Le centenaire*. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 8 septembre.

THÉATRE

« CORPS PERDUS », à Lyon

Survivants indéterminés

Sur la terre asséchée de Mad Max, survit un jeune homme (Sergueï Riaboukine) riche d'un bidon qui contient de l'eau. Plus loin s'éternise une guerre. Arrive un famille — un embryon de tribu — riche d'une carriole et de fusils. Contrairement à ce qui se passe dans *Mad Max*, ou dans le *Dernier Combat*, de Luc Besson, ou dans *Mercédès* — la pièce de Thomas Brasch présentée cette saison au TNP, — ces gens ne sont pas coupés de leur mémoire. Ils se raccrochent solidement, avec une hargne absurde, à des schémas sociaux caducs. Personne ne s'y conforme, la tension est extrême. Haine, amertume de la mère (Anouk Ferjac), malédiction paternelle sur la fille enceinte (Guillemette Grobon). L'amour pourtant réunit une adolescente (Valérie Gil) et le solitaire. Il sera abattu par le groupe, qui s'étant débarrassé de l'étranger, continue de piétiner sur place.

Voyage sans but

A l'origine de *Corps perdus*, il y a la commande du metteur en scène Jean-Louis Martinelli à l'auteur Enzo Cormann, sur le thème du mariage comme institution et rituel. Pendant les dix-huit mois d'écriture, le projet s'est modifié mais il s'enroule toujours autour de la question : qu'est-ce que le mariage, un couple, l'amour, comment le vivre à cru, tout neuf, *dépouillé* de ses vieilles, de ses lourdes habitudes ?

Désert et destruction, voyage sans but sur la route qui ne mène nulle part, pessimisme fin de *siècle*, c'est dans l'air du temps et dans la pièce, corrigé un peu par la mise en scène. Jean-Louis Martinelli n'est pas un *désabusé définitif*. *Chez lui*, la douceur de vivre tient une grande place et entraîne le spectacle vers une tendre sensualité. Soutenu par le *rythme cinéma*, l'*élégance* d'une musique toute en échos — d'Olivier Angèle — le spectacle est beau, dans un décor de Paul Hickin — métal rongé, sable blanc qui empoussière les visages et les cheveux, fait voler un voile d'irréel. Et l'irréalité affadit le propos.

Ce monde indéterminé, cette guerre abstraite paraissent trop éloignés pour nous toucher. Ce n'est qu'une construction de l'esprit pour des personnages, eux-mêmes fabriqués d'idées et de rêveries. Ils ne prennent pas en compte le chaos de peurs, de lâchetés, de chaleur aussi qui secoue les vies humaines. A force de présenter les histoires comme des scénarios de bande dessinée, on réduit les protagonistes à des contours. Heureusement, les comédiens parviennent à leur donner leur propre densité.

Ils ne sont pas tellement aidés par la salle. Le Théâtre du VIIIe, à Lyon, est un grand volume froid, mal adapté à des spectacles qui jouent sur la nuance. Il pourrait et devait être aménagé. On parle de le fermer jusqu'en janvier 1986, mais pour des raisons de déficit et de « non-direction ». Jacques Weber doit partir ; Jérôme Deschamps, sollicité, a refusé. On chercherait à présent du côté d'un théâtre comique très spectaculaire — l'idéal étant Jérôme Savary... Jean-Louis Martinelli *reste* candidat.

COLETTE GODARD.

★ Lyon, Théâtre du VIIIe jusqu'au 6 juin.

CINÉMA

« LES ENFANTS », de Marguerite Duras

L'immense petit Ernesto

On imagine très bien Marguerite Duras et ses deux accolytes, Jean Mascolo (son fils), et Jean-*Marc Turine, piquer des fous rires* en adaptant *Ah ! Ernesto*, tout petit texte jubilatoire (1) devenu *les Enfants*, un film comique.

En deux mots, voici le cas Ernesto : immense pour son âge, — il a sept ans et en paraît quarante, — l'enfant annonce qu'il ne retournera plus à l'école, parce que, dit-il, « *on m'apprend des choses que je ne sais pas* ». Stupeur des parents, braves gens un peu demeurés (Daniel Gélin et Tatiana Moukhine), et de l'instituteur (André Dussolier). La suite de l'histoire donnera raison à Ernesto.

Lire, écrire, compter ? « *Je saurai... par la force des choses* », répondait l'enfant dans *Ah ! Ernesto*, conscient de savoir « *dire non, et c'est bien suffisant* ». « *Comment l'enfant Ernesto envisage-t-il d'apprendre ce qu'il sait déjà ?* » était donc la *question, perfide, du maître* d'école. Riposte : « *En rachâchant* ».

En rachâchant a été le titre d'un court *métrage fidèlement réalisé* par Jean-Marie Straub. Pour un long métrage, il a bien fallu argumenter, développer les situations autour du *noyau* (cette décision, cette phrase d'Ernesto), ajouter des personnages. Dévastateur, l'humour *assume ses responsabilités, et*, Marguerite Duras reprend son sérieux pour livrer quelques réflexions *sur* Dieu, l'école, la *connaissance, sur les parents* et leur progéniture. Le film énonce alors le célèbre « *pas la peine* » durassien.

L'acteur adulte Axel Bougousslavski interprète avec une drôlerie raide, émouvante, la gravité d'Ernesto, le rebelle génial, et il fait *vibrer en nous* la corde la plus sensible, celle du désir de liberté, du refus.

Sans doute le texte des *Enfants prendrait-il au théâtre* sa vraie dimension, puisque, aussi bien, le film est d'une dramaturgie très figée. Marguerite Duras, depuis dix ans, avait si magistralement brouillé les cartes de l'image et du son au cinéma *que* l'on étouffe un peu en regardant ces comédiens *jouer* — en vase clos, et comme d'habitude — avec un dialogue farceur qui trouble la pureté initiale d'*Ah ! Ernesto*.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) Ed. François Ruy-Vidal et Harlin Quist. 1971.

ROCK

Lone Justice, à l'Eldorado

Voilà la nouvelle coqueluche du rock : Lone Justice, quatre Américains enracinés dans la tradition des années 50, entre rockabilly et country and western, rock'n roll et rhythm'n blues. Rien d'extraordinaire, mais par les temps (mièvres et artificiels) qui courent, la simple énergie d'une expression authentique suffit à ce qu'on s'enflamme. Vague à l'âme pour les ballades, touche rurale et accents qui traînent, *jubilation pour le rock'n roll*, *balancement* nerveux. Eddie Cochran est ressuscité, Bo Didley réinstallé, Jerry Lee Lewis vampirisé, Johnny Cash dépoussiéré.

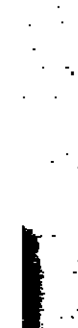
Mais le principal atout de Lone Justice, c'est sa chanteuse, Maria McKee : la moue un brin boudeuse, des yeux grands comme ça sur un visage poupon de Baby Doll, le contraste d'une voix qui a vécu, avec des élans à l'emporte-pièce, un timbre écorché, une morgue insolente et *du cœur à l'ouvrage*. *La réputation* du groupe s'est construite sur un album, appuyée par la caution de musiciens qui savent faire tourner le rock à sa juste mesure.

Prévu d'abord au théâtre du Forum des Halles, le concert de Lone Justice a été déplacé à l'Eldorado pour répondre à la demande. En attendant un peu plus, au train où vont les choses, le Zénith aurait affiché complet.

ALAIN WAIS.

★ Ce lundi 3 juin, à 20 h 30, à l'Eldorado.

★ Discographie chez CBS.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ÉCOUTE-MOI, Vinaigriers (245-45-54), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

☞ CHAILLOT (727-81-15) : Grand Foyer : 17 h 30 et 20 h 30 : Rendez-vous de poésie : « Poésie et métamorphose ».

BEAUBOURG (277-12-33) : Débats-rencontres-musée : 18 h 30 : Art et institution en 1968, le discours de la peinture : Palermo et Toroni ; 21 h : Polyphonix. 9e Festival international de poésie et de musique ; Concert : 20 h 30 : Concert Gérard Grisey, Steve Reich, Immatériaux 4 ; Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : Maria Callas, de G. Séligman, P. Collin : 16 h (2e partie) ; 19 h : les Canadiennes, d'A. Kish ; Ciné-immatériaux : 17 h (programme à l'accueil).

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 20 h 45 : Fast et Food au théâtre.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉÂTRE (356-64-37), 21 h : la Jalousie du barbouillé.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Adam et Eve.

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : les Contes de Cheim ; II. 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme-adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort ».

MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Hélène 1927.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

RENAISSANCE (208-18-50 - 203-71-39), 20 h 30 : Ruy Blas.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

☞ THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

☞ TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Ecoute-moi.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : *Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours.* II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratte-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

Opéra

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (342-01-23), 20 h : Turandot.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 30 : R. Laneri.

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h 30 : S. Varegues.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Brazil en fête.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 45 : Fête musicale de la mer Mère.

LA TANIÈRE (337-74-39). II : 20 h 45 : J. Binta Breeze.

TROU NOIR (578-84-29), 21 h : M. Mougenot + Soirée Carpa.

Lundi 3 juin

Les concerts

Radio-France, Auditorium 106, 19 h : J.-Cl. Drouet, Trio instrumental électro-acoustique TM (Kessler).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboïm (Mozart).

Théâtre 3 sur 4, 18 h 30 : Bach et son temps.

Lucernaire, 20 h : A. Vilhan (Haydn, Beethoven, Brahms...).

Crypte de l'église de la Madeleine, 21 h : F. Juhasz, A. Szegedi (Liszt, Bartok).

Théâtre du Musée Grévin, 20 h 30 : A. Nemeth (Mozart, Schumann, Schubert...).

Athénée, 20 h 30 : J. Carreras.

Salle Gaveau, 20 h 30 : J.-M. Luisada (Beethoven, Schumann, Chopin).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45 : Yo Yo Ma Bouvard (Bach).

Cité internationale, Grand Théâtre, 20 h 30 : concert-récital par les résidents.

Espace-Cardin, 20 h 15 : Musique évangélique.

En région parisienne

ASNIÈRES, Grand Théâtre, 20 h 30 : Oiseaux cent façons.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

LUNDI 3 JUIN

Séance réservée aux abonnés (en avant-première et en présence de l'auteur) : 20 h 30, Escalier C, de J.-C. Tacchella.

MARDI 4 JUIN

16 h, Remous, de E.-T. Greville ; 19 h, Films réalisés par les étudiants de l'IDHEC ; 21 h, Cannes 85 (Quinzaine des réalisateurs) : la Ville et les Chiens, de F.-J. Lombardi.

BEAUBOURG (278-35-57)

LUNDI 3 JUIN

15 h, Cannes 85 (Un certain regard) : Oriane, de F. Torres ; 17 h, Cent jours du cinéma espagnol : Furia espagnola, de F. Betriu ; 19 h, la Cinémathèque créatrice présente (le Film ciselant) : septième programme Maurice Lemaître : Une copie mutilée ; Une œuvre.

MARDI 4 JUIN

Relâche.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-Égyptien) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

A. K. (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; Gaîté boulevard, 2e (233-67-06).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BABY (A.). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-80-80).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, *15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e* (758-24-24).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA CAGE AUX CANARIS (Sov., v.o.), Cosmos, 6e, (544-28-80).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : George-V, 8e (562-41-46).

DÉTECTIVE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (358-90-81) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DIVORCE A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76).

EIJANAIKA (Jap., v.o.) : Olympic, 14e (544-43-14).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LE FIL DU RASOIR, (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) : Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE FOU DE GUERRE (Franco-Italien) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; *Montparnasse Pathé, 14e* (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cub.), v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.f.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE, (Fr.) : UGC Rotonde, 6e, (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; George V, 8e (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio Bertrand, *7e (783-64-66) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).*

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-46) ; George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Olympic, 14e (544-43-14) : Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

MICKI ET MAUDE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

MISHIMA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

MOJADO POWER (Mex., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia, 5e (326-84-65).

NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Cinoches (633-10-82).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : v.o., Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UCG Danton, 6e (225-10-30) ; UCG Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UCG Rotonde, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UCG Biarritz, 8e (562-20-40) ; UCG Boulevard, 9e (574-95-40) : UCG Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UCG Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UCG Convention, 15e (574-95-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; *George-V, 8e (562-41-46)* ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SÉRIE NOIRE POUR UNE NUIT BLANCHE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, (575-93-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Monte Carlo 8e, (225-09-83) ; Olympic, 14e (544-43-14).

SOS FANTOMES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos (H.sp.), 14e (327-52-37).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STEAMING (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

TERMINATOR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

THAT'S DANCING (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VOLEUR DE DÉSIRS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

WITNESS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Bretagne, 5e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 15e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

BORN TO BE BAD (1950, inédit), film américain de Nicolas Ray (v.o.) : Mac-Mahon (380-24-81).

LES ENFANTS, film français de Marguerite Duras : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-18-00) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81).

GIGOLO, film RFA-USA, de David Hemmings (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

MASK, film américain de Peter Bogdanovich (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 15e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

NOSTALGHIA, film italien de Andrei Tarkovski (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PARKING, film français de Jacques Demy : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Hautefeuille, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE, film américain de Woody Allen (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 12e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

ROCK, ROCK, ROCK, film américain de Will Price (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

TOXIC (*), film américain de Michael Herz et Samuel Weil (v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC *Gare de Lyon, 12e (343-01-59)* ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

COMMUNICATION

Une étape dans la vie du Monde

(Suite de la première page.)

En fin de compte, le nombre des salariés de l'entreprise va se trouver ainsi réduit d'un cinquième. Certains des partants sont de vieux amis, et ce n'est pas sans nostalgie que nous les voyons s'en aller, les uns vers de *nouvelles* activités, *les* autres vers cette retraite très anticipée que le progrès technique tend, hélas ! à généraliser.

Voilà pour le présent. Parlons maintenant de l'avenir immédiat. Les économies dégagées par la compression de la masse salariale, l'augmentation substantielle de recettes rendue possible par la bonne grâce avec laquelle les lecteurs ont accepté la hausse du prix de vente et les annonceurs celle des tarifs de publicité, vont certes considérablement améliorer notre compte d'exploitation. Mais il nous faut faire face au lourd déficit accumulé au cours des trois derniers exercices, au coût social considérable des réductions d'emplois, à l'impact d'un endettement excessif, à l'obligation légale de reconstituer nos fonds propres avant la fin de 1986 comme à la nécessité de disposer des ressources suffisantes pour assurer dans tous les domaines la relance du journal.

Dans cette optique, nous nous *sommes décidés à mettre en* vente prochainement les immeubles que *le Monde* possède rue des Italiens et rue du Helder. Nous y restérons *comme locataires* jusqu'au moment où le rassemblement sur un seul site de nos moyens d'impression nous permettra de nous *installer* dans des bureaux plus fonctionnels. Nous négocions, d'autre part, la filialisation de certains actifs et, pour commencer, de notre régie publicitaire. Mais ce n'est pas encore assez, et les experts que nous avons consultés ont chiffré à 35 millions, au terme d'une étude approfondie, l'apport de capital nécessaire.

Beaucoup de lecteurs ont exprimé le souhait de nous aider financièrement, et il va de soi que nous leur en sommes très reconnaissants. Un groupement de lecteurs, de type associatif ou coopératif, va donc être créé. Il souscrira un certain nombre des parts nouvelles de la SARL *le Monde,* à charge pour lui de répartir entre ses adhérents le montant de cette souscription.

Les modalités de l'opération seront rendues publiques dès qu'elles auront été mises au point. Dès à présent, nous avons pris bonne note des offres de participation qui nous ont été adressées, et un contact sera pris avec leurs auteurs, si cela n'a déjà été fait, dans les meilleurs délais. Pour le reste, les capitaux seront recherchés du côté des fonds communs de placement, de quelques investisseurs dits *institutionnels* et d'amis de longue date dont nous savons le désintéressement. En tout état de cause, ces capitaux demeureront « minoritaires », identifiés et diversifiés, comme nous nous y étions engagés dès le début. La Société des rédacteurs gardera sa minorité de *blocage* et l'entrée de chaque nouvel associé devra *faire* l'objet d'un vote de l'assemblée générale de la SARL statuant à la majorité des trois quarts.

Il n'y a donc rien là qui doive *inquiéter les amis du Monde, qui* ont été si nombreux, depuis quatre mois, à nous prodiguer leurs encouragements. Leur fidélité ne *nous oblige pas moins que la* confiance que viennent d'exprimer les différentes catégories de personnel de cette maison. Nous savons ce qu'ils *veulent* et *qu'ils* ont raison de vouloir : un journal *libre, où l'on trouve sur tous les* grands sujets de l'actualité une information, des explications, des enquêtes, des commentaires aussi *complets et impartiaux que possible.* Mais aussi un journal plus vivant, plus agréable à lire, parce que mieux présenté, mieux écrit, *mieux illustré. Nous avons commencé à agir dans ce sens,* et beaucoup ont bien voulu nous en donner acte. Nous allons continuer.

Croyez-le bien, nous vivons ici une aventure passionnante. Celle d'un *grand journal qui a souffert* de sa *propre réussite* dans la mesure où il a eu tendance à oublier que la vie est un combat *perpétuel, qu'elle présente* chaque jour un défi auquel il faut répondre si l'on ne veut pas décliner. Mais aussi d'un journal qui se mobilise à *présent pour mieux mériter la* confiance de ses lecteurs et en gagner de nouveaux.

La France est malheureusement aujourd'hui, du point de vue de la lecture de la presse quotidienne, *la lanterne rouge du monde dit* développé. Mais il n'y a aucune raison que cette situation s'éternise. Quels sont les pays dont *tout un chacun salue* la *formidable* avancée technologique et industrielle ? Le Japon et les Etats-Unis. Quel est celui où l'on lit le *plus de journaux ? Le Japon.* Quel est celui où la presse écrite, après une période de régression, atteint maintenant des *niveaux* records ? *Les Etats-Unis. C'est que, comme* source de documentation, d'analyse, comme support culturel, comme guide de la vie pratique, il *n'y a pas de substitut à la presse* écrite. Le tout est qu'elle soit bonne, qu'elle ne tolère pas la médiocrité. Qu'elle soit pour ses *lecteurs une aide et une amitié.* Soyez-en assurés: *le Monde* va y travailler de plus belle.

ANDRÉ FONTAINE.

LE FESTIVAL FM DE LA ROCHELLE

Le temps du réalisme

Le quatrième Festival de la FM s'est achevé dimanche 2 juin par un forum sur la télévision organisé et animé par *le Monde* et clôturé par le maire de la Rochelle, M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat. Colloques, rencontres professionnelles avec la SACEM, marathon radiophonique sur le port, concours de bandes dessinées sur le thème de la radio, débat sur les jeunes et les stations FM présidé par M. Alain Calmat, ministre de la jeunesse et des sports, grille ouverte à la télévision du festival sur l'antenne de FR 3 et expérience de télévision de quartier... Les diverses manifestations ont donné une dimension nouvelle à ce jeune festival qui, à l'image de la modulation de fréquence, cherche encore ses marques.

De notre envoyée spéciale

La Rochelle. — Le pari de M. Patrick Villacampa, le directeur général du Festival FM, était audacieux : marier la réunion professionnelle et la fête, le marché des programmes et la compétition artistique, les tables rondes côté congrès et l'exposition de matériel côté salon, les radios à vocation commerciale et les radios d'esprit associatif, les stations des villes et les stations des champs, le Festival inaugurant même cette année une branche télévision.

Depuis la création du festival dans la fièvre de l'été 1981, ses préoccupations n'ont guère changé : sauvegarder l'esprit des pionniers de la FM, la mémoire d'une aventure collective et le goût de l'amitié, en acceptant la disparité des itinéraires individuels et en soutenant le virage du professionnalisme. Bref, concilier ce qui est peut-être devenu *inconciliable.*

Car il n'est pas un débat, une dimension de ce festival qui n'aient révélé une contradiction : la cohabitation tant recherchée était devenue artifice et provoquait un malaise. Trop de clivages existent aujourd'hui sur la FM française ; trop de types de radios, trop de disproportion de moyens. Sans doute la modulation de fréquence, depuis 1981, n'a-t-elle jamais été homogène. Les différences d'approche et *de conception de la radio ont en permanence* enflammé des débats, nourri de multiples querelles, provoqué des scissions entre fédérations et des ruptures entre stations amies. Mais on se battait alors sur des options, des projets, des ambitions.

Aujourd'hui, le clivage est un fait *reconnu et admis.* Les « petites » n'opposent plus de résistance aux projets des plus « grandes ». A quoi bon ? Elles désapprouvent parfois et elles envient souvent. Elles ne jettent plus aux orties les agences d'information sonore en jugeant scandaleux qu'on leur propose un service qu'elles rêvaient elles-mêmes d'assurer. Elles ne crient plus au voleur lorsqu'on évoque les publicitaires et les « radios leaders », et elles décortiquent elles aussi les sondages. Lucides et réalistes, elles ont pris leur parti de ces écarts croissants. Et les débats ont gagné en sérieux ce qu'ils ont perdu en agressivité gratuite. Dommage simplement que le souci de n'exclure aucune radio n'ait empêché de creuser certains thèmes autant qu'il l'aurait fallu. Dommage aussi que le salon d'exposition — qui répond à un besoin des vendeurs comme des stations — n'ait pu offrir une meilleure adéquation entre l'offre des constructeurs et les besoins, modestes cette année, des radios représentées. Voilà bien des questions.

La fête est nécessaire, le palmarès aussi. Quelle autre occasion de parler de création et de se faire une idée des contenus et de l'évolution des stations ? Mais le Festival de La Rochelle aurait tort de se laisser enfermer dans ce rôle de carrefour sympathique et convivial, quand les radios *FM* ont tant besoin d'un *lieu* de rencontres professionnelles.

« Le véritable pari de la FM se jouera entre septembre 1985 et septembre 1986 », nous déclarait M. Georges Polinski, le directeur de Radio-Nantes, venu participer à un débat sur la publicité. *« Aux radios de comprendre l'urgence d'organiser la profession, de lui imposer des règles, une déontologie ; d'exiger des réponses des pouvoirs publics aux imprécisions d'ordre social, fiscal et juridique. »*. Peu de secteurs vivent en effet dans un tel flou économique et juridique.

Au risque de rompre un peu avec son histoire, le Festival, pour se développer, devra sans doute faire des choix. Qu'il lorgne un peu du côté de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Cinq ans pourraient être son âge de raison.

ANNICK COJEAN.

Le palmarès

Radio Méga Tours a remporté le grand prix *Télérama* (25 000 F) pour l'ensemble de la programmation de la station. Six prix d'un montant de 10 000 F ont été décernés dans les catégories suivantes :

● *Musique* (parrainé par la SACEM) à Marc Pérez, animateur de la radio parisienne Ici et Maintenant pour l'émission *« Comment faites-vous la musique ? »*

● *Information* (parrainé par le CFPJ) à Radio Bergerac 95 pour l'émission *« La Ville où il y avait un fou ».*

● *Création* (parrainé par le ministère de la culture) à Frédéric Moir et Sophie Goillot, deux créateurs indépendants, pour leur émission *« Si Montmartre m'était conté ».*

● *Marathon radiophonique* (parrainé par la Banque de programmes), émission réalisée en direct sur le lieu du festival, à la station québécoise Rock et Belles Oreilles.

● *Emissions pour jeunes* (parrainé par le ministère de la jeunesse et des sports) à l'atelier de production radiophonique Phonurgie-Nova pour l'émission *« Rencontres sur Sterlass ».*

● *Sciences, technologies et industries* à Radio Alpes Mancelles pour *« l'Horloger de Maubier ».*

AU FORUM DU « MONDE »
SUR L'AVENIR DES TÉLÉVISIONS

Décalages

Roger Servant (Antène 1) : *« Toutes les énergies — les projets de quartier ou les chaînes itinérantes — doivent pouvoir s'employer dans de multiples télévisions. »* Jean-Marc Fontbonne (Gamma-Audiovisuel) : *« Vous confondez l'idée de convivialité et le fait que la télévision est d'abord une industrie. Ce sont deux territoires incompatibles. »* Claude Lemoine (presse quotidienne régionale) : *« Le rapport Bredin est consternant ! L'initiative privée disparaît sous le poids inouï des cahiers des charges. On ne s'interroge même pas sur la nécessité de conserver trois chaînes d'Etat. N'aurait-on pas demandé à Jean-Denis Bredin un rapport sur le renforcement du monopole ? »*

Alain Billon (député PS de Paris) : *« Le rapport Bredin n'est que le rapport Bredin. Ce n'est pas une loi fixe dans un cadre immuable. Mais il est réaliste. Il consacre l'ouverture en prenant en compte l'héritage et ce sera un test sur les capacités d'entreprendre du secteur privé. »* A. Quiquempoix (Télé Villages) : *« J'ai câblé mon quartier et souhaite créer partout à l'échelon national des télévisions HLM. »* Alain-René Veillon (SOFRES) : *« L'essentiel aujourd'hui est de tout restituer dans un cadre international et de ne pas perdre de vue la formidable avance des producteurs anglo-saxons qui misent sur la France ».*

Michel Fizbin (Réseau autonome des télévisions) : *« La priorité est aux télévisions locales généralistes, créatives et informatives. Elles produiront des images spécifiques qui appartiendront à leur public ».*

Décalage entre la tribune et le public, décalage entre certains des invités intervenant... Le premier débat public sur les télévisions organisé après la publication du rapport Bredin, le Forum du *Monde* à La Rochelle a révélé l'ampleur des divergences entre les candidats à la télévision hertzienne. Divergences dans les moyens et les ambitions ; divergences aussi dans la perception des enjeux et des équilibres.

Mais, entre un service public (FR 3) qui *« plaide la coexistece »* et propose d'ouvrir des créneaux à des télévisions locales, et la presse quotidienne régionale circonspecte (*Sud-Ouest*) qui brûle de se lancer dans la course mais continue ses études, les futures producteurs d'images sont unanimes à demander au pouvoir une définition précise des règles du jeu. *« Et la garantie d'une certaine stabilité du paysage audiovisuel,* précisait également Daniel Grand-Clément qui représentait le projet TVL : *la certitude que Canal Plus restera bien crypté et que les cartes du jeu ne seront pas redistribuées au résultat des prochaines élections. »*

A. Co.

● *Le matériel de cinq radios locales saisi par la police à Marseille.* — Sur commission rogatoire de M. Sampiéri, juge d'instruction au tribunal de Marseille, la police a saisi mercredi 29 mai les émetteurs de cinq radios locales privées non autorisées, contre lesquelles TDF avait déposé plainte : Antenne bleue, Fréquence Sud, Radio Plus, Radio Diva et Radio Diapason. Pour protester, M. Yves Layani, président de l'association Antenne bleue, s'est arrimé depuis mercredi au mât de 21 mètres qui supporte l'antenne et prétend y demeurer. Samedi 1er mai, les personnels des radios saisies ont manifesté dans le centre de la ville, réclamant la libération des radios libres.

Les principales mesures du plan de redressement

Comme *le Monde* l'a annoncé dans son numéro daté 2-3 juin, l'assemblée générale extraordinaire de la SARL éditrice a autorisé le 31 mai *« l'augmentation du capital social par création d'un maximum de 330 parts nouvelles dénommées parts D ».* Le vote a été acquis par 949 parts sociales sur 1 000, un associé physique, détenteur de 51 parts A, s'abstenant.

● L'adoption de la résolution du 31 mai implique l'approbation du plan de redressement établi par le gérant en conformité avec les intentions qu'il avait exprimées, en janvier dernier, au moment de sa désignation à ce poste (*le Monde* du 22 janvier). L'assemblée générale de la SARL avait été précédée d'assemblées générales des trois sociétés de personnel. Ces trois assemblées se sont prononcées *successivement aux majorités suivantes* : société des employés (4 % du capital social) : 94,4 % ; société des rédacteurs (40 % du capital) : 71,7 % ; société des cadres (5 % du capital) : 64,5 %.

● L'ampleur des majorités qui se sont ainsi dégagées mérite d'autant plus d'être soulignée qu'un effort considérable a été demandé au personnel pour surmonter les difficultés financières qui avaient amené le journal, en début d'année, au bord du dépôt de bilan. Compte tenu du fait que les autres charges (commission de vente et de publicité, papier, encre, affranchissement) sont en proportion directe des chiffres de la vente ou de la publicité, c'est seulement sur le poste des rémunérations qu'il était possible de comprimer les coûts de manière significative.

● L'objectif annoncé par la nouvelle direction était une réduction globale de la masse salariale de 10 %. *Les conclusions de l'analyse* financière réalisée à notre demande ont montré qu'il n'était pas suffisant, et *il* a été largement dépassé.

a) En ce qui concerne les *journalistes,* il a été procédé à une révision générale de la grille des traitements, *impliquant* des *baisses parfois très* sensibles pour certains, notamment parmi les mieux lotis, mais aussi des augmentations pour des rédacteurs abusivement mal payés. Six journalistes seulement à ce jour ont refusé le nouveau traitement qui leur était proposé, ce qui ouvre la voie à leur licenciement économique.

b) En ce qui concerne les *employés et les cadres administratifs,* les salaires ont été uniformément réduits de 10 %, avec blocage partiel, pendant trois ans, des augmentations indicielles. Quatre-vingts emplois sont supprimés. Cent treize personnes ont demandé à bénéficier d'un *système de départ* volontaire et un plan de préretraite a été proposé dans le cadre du Fonds national de l'emploi.

c) En ce qui concerne les *ouvriers et cadres techniques,* un accord a été conclu le 24 mai entre la direction et le Comité intersyndical du Livre parisien CGT aux fins d'adapter les effectifs à la réduction de la production et de la pagination : 140 postes salariaux seront supprimés.

Le comité d'entreprise, réuni le 30 mai, a donné un avis favorable à une première tranche de 157 licenciements pour raison économique, *suivant quarante licenciements* individuels déjà engagés.

● L'ensemble des économies ainsi réalisées, joint à l'effet du relèvement *du prix de vente et des tarifs* de publicité, entraîne un allégement du compte d'exploitation de 104 millions de francs en année pleine. Malgré le poids du coût *social* des licenciements (50 millions de francs), il permet d'envisager un retour rapide à une exploitation bénéficiaire.

● Reste qu'au 31 décembre dernier, la situation nette négative de l'entreprise, prenant en compte les déficits cumulés des trois dernières années, était de 90 millions de francs, dont 67 pour la seule année 1984. D'où un endettement très lourd entraînant des frais financiers de plus de 12 millions de francs par *an, qui imposent de faire* appel à des ressources nouvelles.

● La direction a donc décidé de vendre les immeubles de la rue des *Italiens* et de la *rue du Helder* où sont actuellement installées la rédaction, l'administration et l'une des deux imprimeries du *Monde.* Ces immeubles continueront d'être utilisés par *le Monde* jusqu'à ce que la concentration sur un seul site des moyens d'impression rende sans objet le maintien dans les locaux actuels. Ce délai devrait être de l'ordre de trois ans.

● La direction étudie parallèlement la filialisation de certains de ses actifs, et notamment de sa publicité. Des conversations ont été engagées à cet effet.

● De l'étude demandée sur les *perspectives financières du journal* à un grand cabinet d'audit et à la BANEXI, il résulte que ces diverses réalisations laissent subsister, pour arriver à l'objectif légal de reconstitution des fonds propres à l'échéance du 31 décembre 1986, un besoin de 35 millions de francs. C'est à réunir cette somme que vise la *résolution adoptée le 31 mai par* l'assemblée générale extraordinaire de la SARL. 330 parts devant être émises, le prix de souscription de chacune s'élèverait à 106 060 F, se décomposant ainsi : valeur de la part proprement dite : 500 F ; prime d'émission : 105 560 F.

● La répartition des parts au sein de la SARL *et ses statuts devront* être modifiés pour permettre l'apport des capitaux nouveaux : la Société des rédacteurs, actionnaire principal, verra sa part réduite de 40 % à 30 % ; les porteurs de parts A (personnes physiques) subiront la même réduction ; le gérant, qui détient actuellement 11 %, en cèdera 5 % aux sociétés de cadres et d'employés pour leur permettre de conserver leur pourcentage actuel. Les nouveaux investisseurs recevront 25 %. La minorité de blocage des rédacteurs se trouve ainsi maintenue.

● Les parts nouvelles, ou parts D, seront divisées en deux catégories et ne pourront être cédées de l'une à l'autre. Les unes seront souscrites par un groupement de lecteurs du *Monde* à créer, qui prendra la forme d'une association de la loi de 1901, d'une société anonyme ou d'une *coopérative, à charge* pour ce groupement de placer des souscriptions dont le montant ne pourrait être ni inférieur à 500 F ni supérieur à 20 000 F. Le reste des parts nouvelles devrait être souscrit par des fonds communs de placement à risque, des investisseurs institutionnels et des entreprises ou des particuliers amis du *Monde.* La formule retenue est conforme à l'intention proclamée par le nouveau gérant au moment de sa prise de fonctions de faire appel à des capitaux *« identifiés, diversifiés et minoritaires ».*

● Les diverses mesures de restructuration envisagées devront *faire l'objet,* à *l'automne, d'une* nouvelle assemblée générale extraordinaire de la SARL, seule compétente pour autoriser les cessions d'actifs et habiliter les nouveaux souscripteurs. Des études sont d'ores et déjà en cours pour permettre la mise sur pied dans les meilleurs délais du groupement de lecteurs dont il est question plus haut. Toutes informations seront données à ce sujet aussitôt connues les modalités pratiques du projet.

— VU —

La nuit des musulmans

Pour la première fois, les musulmans ont eu leur nuit à la télévision. Une nuit de musiques traditionnelles arabes, proposée, à l'occasion du ramadan, samedi 1er juin, sur TF 1, à l'initiative de M. Hervé Bourges, PDG de la chaîne.

Aucune notion religieuse n'y était introduite. *Mais* ce fut, pour les téléspectateurs, une possibilité de mieux comprendre une tradition musicale que partagent, en France, les deux millions et demi de musulmans qui y résident (deuxième confession dans notre pays, après les catholiques, mais avant les protestants et les juifs). *Un* vaste et beau panorama de cette musique très typée, dont le système tonal, les genres, les formules rythmiques sont communs à tous les pays arabes, nous a été offert à partir d'éléments fournis par la radio-télévision tunisienne, coproductrice de l'émission.

Patrick Barberis, *producteur* de cette émission, réalisée par Karim Elouaer, a poussé plus loin encore cette convivialité. De Lybie, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, des auditeurs de la station de radio Medi 1 (elle collaborait à cette fête nocturne) ont pu dédier un chant, un morceau musical à un parent, un fils, un frère, une amie habitant Paris, Lyon, Bordeaux ou Saint-Etienne. Par monceaux, des lettres étaient arrivées bien avant l'émission, et les appels *n'ont* cessé de résonner au standard de TF 1 jusqu'à 4 heures du matin.

ANITA RIND.

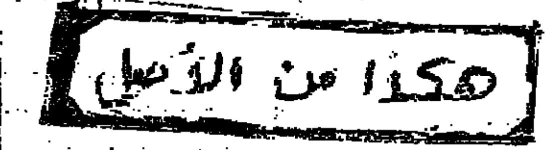
RELIGION

● *Jean-Paul II visitera sept pays africains du 8 au 19 août.* — Le pape sera au Togo du 8 au 10 août. Après une halte de quelques heures en Côte-d'Ivoire, il arrivera au Cameroun, l'étape la plus longue de sa troisième tournée africaine (10 au 14 août). Après une brève escale en République Centrafricaine, sans y passer la nuit, Jean-Paul II sera au Zaïre du 14 au 16 août, puis au Kenia du 16 au 19. Sur le chemin du retour, il s'arrêtera au Maroc le 19 août.

● *Une religieuse française, Sœur Anne Duzan, a été élue Supérieure générale des Filles de la Charité* par le chapitre général de l'ordre, réuni à Rome depuis la mi-mai.

[Née en 1921 à Loupiac-de-la-Réole (Gironde), Sœur Anne Duzan était jusqu'à présent visitatrice provinciale à Toulouse. *La Compagnie des Filles de la* Charité, mieux connu sous le nom de Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, compte quelque 33 000 religieuses dans 74 pays du monde.] — *(AFP.)*

● *Ratification du nouveau concordat entre l'Italie et le Saint-Siège.* — Le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, et le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican, devaient échanger, lundi 3 juin, les documents ratifiant la révision du concordat de 1929. Selon les nouveaux accords due Latran, signés le 18 février 1984, le catholicisme ne sera plus religion d'Etat en Italie et son enseignement ne sera plus obligatoire dans les écoles de la *péninsule.* — *(AFP.)*



Le Monde

ECONOMIE

INDE : la politique de modernisation de M. Gandhi

Des ordinateurs dans 10 000 écoles.
Un appel aux capitaux extérieurs.
La recherche de la rentabilité.

LE nouveau premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a depuis six mois mis en place une politique économique et industrielle différente de celle suivie pendant des années par sa mère et naguère par Nehru. Ce changement, qui s'est fait rapidement, était déjà évident dans le budget présenté au Parlement le 16 mars dernier. Il a été confirmé par les orientations concernant le commerce extérieur annoncées à la mi-avril. Il devrait l'être encore plus par celles du VII[e] plan.

Le premier budget du nouveau chef de gouvernement est le plus imaginatif qu'on ait vu depuis longtemps (*le Monde* du 20 mars). En Inde, le texte de la loi fondamentale est un document de grande importance non seulement parce qu'il contient des mesures fiscales même si elles n'intéressent qu'une minorité (quelque 3 millions de contribuables dans un pays de 760 millions d'habitants), mais aussi parce qu'il traduit les orientations de la politique économique.

Sous Indira Gandhi, sa présentation était un rituel attendu, mais toujours un peu décevant, les mesures annoncées manquant d'audace. Cette fois, le budget s'écarte du terne discours habituel. Il montre un souffle nouveau.

En gros, pour relancer et surtout pour moderniser l'économie, le gouvernement a assoupli la fiscalité sur les entreprises et sur les revenus : 1 million de petits contribuables se voient exemptés d'impôt et le taux maximum est abaissé de 67 % à 50 %. La législation qui freine la création et l'expansion d'industries, leur concentration dans certaines activités, a été également assouplie. Le gouvernement est allé plus loin dans ce domaine que ne le demandait le patronat, qui a approuvé ouvertement les mesures prises.

Accentuant la libéralisation amorcée sous Indira Gandhi au début des années 80, l'Etat lève certaines contraintes qui décourageaient les investissements, accélère les procédures d'agrément de projets industriels, facilite les importations de technologies étrangères avancées – autrement dit *occidentales et japonaises* – et les exportations, encourage la production de biens susceptibles de remplacer des importations. Pour stimuler la production nationale, les droits sur les importations de pétrole, de ciment et de papier ont été relevés. Plusieurs contrats importants avec des compagnies étrangères, en attente parfois depuis la direction d'Indira Gandhi, ont été conclus.

L'Inde, qui pendant des décennies a vécu en économie très protégée – en 1983, elle ne comptait que pour 0,5 % dans le commerce mondial, – s'ouvre prudemment sur le monde extérieur. Le pays découvre peu à peu que la relative autarcie de son économie, qui trouvait une justification dans l'existence d'un important marché intérieur, lui a porté préjudice.

En trente ans, l'industrie indienne est revenue du huitième au quinzième rang mondial. Elle ne s'est pas suffisamment frottée à la concurrence des autres pays, d'où ses retards dans de nombreux secteurs. Certains de ses dirigeants voudraient maintenant s'inspirer des nouveaux pays industrialisés asiatiques. M. Rajiv Gandhi affirme que l'Inde doit être autosuffisante « *dans tous les domaines, sans pour autant avoir à inventer ce qui l'est déjà !* » Ses principaux conseillers en matière économique sont plus ou moins favorables à l'économie de marché.

Aussi le premier ministre compte-t-il plus sur l'initiative privée que sur le secteur public – du moins dans la phase de redémarrage actuelle, – notamment sur les grandes compagnies indiennes intégrées auxquelles le gouvernement vient de lâcher la bride. Il est vrai que ces puissants groupes sont souvent riches, alors que l'Etat manque de ressources et qu'ils sont généralement dynamiques et entreprenants.

M. Rajiv Gandhi compte aussi sur les PME, innombrables en Inde, en particulier dans l'électronique, qui doit être, dit-il, « *le centre nerveux* » de la politique de modernisation. Afin de familiariser les enfants avec les ordinateurs, il est par exemple envisagé d'en doter 10 000 écoles. Afin de moderniser un réseau de télécommunications qui en a bien besoin et d'introduire une certaine compétitivité entre les firmes fabriquant des équipements, le gouvernement est en train d'ouvrir ce secteur aux participations étrangères privées.

Chasse à l'« argent noir »

Les pouvoirs publics veulent aussi faire la chasse à l'« argent noir », avec, apparemment, un peu plus de détermination qu'auparavant. En fait, l'idée est d'orienter ces flux financiers vers l'investissement productif, alors qu'ils sont plus généralement placés dans des activités spéculatives. La corruption, favorisée par les nombreux contrôles administratifs, entretient une véritable économie parallèle.

Il a, par exemple, été décidé de régulariser – en rendant leur déclaration obligatoire – les donations financières, faites notamment par des industriels qui alimentent les « caisses noires » des partis politiques, et en tout premier lieu celles du Congrès-Indira, le parti gouvernemental. Le premier ministre a même promis de couper les liens qu'entretiennent les partis avec le banditisme...

L'ensemble de ces actions traduit un notable infléchissement plus qu'un changement de cap, une nouvelle « approche » plus qu'un tournant de la politique économique. En Inde, il n'est pas d'usage de prendre des virages brusques. Mais pour la première fois un gouvernement congressiste n'en réfère pas à tout propos à la sacro-sainte « idéologie » socialisante du Congrès. Pour la première fois, un gouvernement touche franchement aux structures économiques, même si le secteur public continue de dominer l'énergie, les banques, les transports, les télécommunications, la défense... Même si l'Etat et le plan continuent d'avoir une grande importance, il est mis une sourdine à la rhétorique, d'ailleurs plus populiste que socialiste, à laquelle sont attachés les congressistes de la vieille génération et les fonctionnaires. Un pragmatisme de bon aloi teinté de libéralisme est en train de naître, même si on n'ouvre pas encore les portes toutes grandes aux capitalistes nationaux et étrangers.

Le nouveau gouvernement veut créer un climat propice à la productivité, une « *atmosphère favorable aux industriels* », et, pour cela, faire sauter les verrous bloquant le développement. Halte au laisser-aller ! Le limogeage de trois dirigeants de grandes banques nationalisées a fait forte impression. Des entreprises publiques qui travaillent à perte sont menacées de se voir refuser l'aide de l'Etat. Les menaces de ce genre étaient jusqu'à maintenant rarement mises à exécution ! Or plusieurs dizaines de hauts fonctionnaires ont été ni plus ni moins mis à l'écart depuis l'arrivée du nouveau pouvoir. Pourtant, si M. Rajiv Gandhi veut assurer un meilleur fonctionnement de l'administration et des entreprises publiques, il n'est pas question de dénationaliser. On vise seulement la rentabilité.

Les nouveaux responsables n'ont pas non plus l'intention de réduire les prérogatives du secteur public, sur lequel a largement reposé le développement national depuis l'indépendance. S'ils encouragent l'initiative privée, ils demeurent convaincus qu'elle ne peut se substituer à l'Etat là où il a toujours joué un rôle essentiel, mais que les industriels doivent profiter des opportunités offertes.

GÉRARD VIRATELLE.

(*Lire la suite page 19.*)

LIRE PAGE 19

L'endettement du tiers-monde et la fièvre monétariste, par CHRISTIAN GOUX.

Des stocks records de céréales

L'apparent penchant du jeune premier ministre pour l'industrie – penchant partagé par certains de ses conseillers – ne risque-t-il pas de lui porter ombrage auprès d'une classe congressiste qui trouve traditionnellement ses racines en milieu rural ? L'agriculture représente 40 % du PIB et les deux tiers des emplois !

Certes, elle est encouragée à se moderniser par le nouveau gouvernement : des subventions sont offertes pour favoriser l'utilisation d'engrais. Mais les dispositions prises semblent plus de nature à rassurer les exploitants dynamiques déjà nantis que les paysans pauvres et sans terre. Encore que ceux-ci n'aient pas été oubliés dans le budget 1985-1986, qui introduit des systèmes d'assurances à leur intention notamment pour compenser les défaillances de récoltes.

Les nouveaux dirigeants bénéficient d'un facteur important pour assurer la stabilité sociale : la récolte de céréales alimentaires, qui avait atteint 155 millions de tonnes en 1984, devrait être supérieure à ce chiffre en 1985. Au point que l'Inde dispose de stocks records qui pourraient s'élever à 30 millions de tonnes en juin, stocks qui dépasseront les capacités d'entreposage.

Les autorités font donc face à des problèmes inhabituels : comment stocker les céréales excédentaires et financer une telle opération ? Comment les écouler, et à quel prix, dans les boutiques populaires, étant donnée la faiblesse du pouvoir d'achat de la majorité de la population ? Certains groupements de producteurs voudraient que l'Inde se lance plus résolument dans l'exportation de produits agricoles et fermiers. Ces exportations, qui ont augmenté en 1984-1985, ont atteint 1,2 milliard de dollars (1).

G. V.

(1) Selon *The Economist* du 11 mai 1985, l'Inde, qui va vendre 500 000 tonnes de blé à l'URSS, 200 000 tonnes à la Roumanie, en a donné 100 000 tonnes aux pays africains souffrant de la faim, et a autorisé l'exportation de 1 million de tonnes supplémentaires par des entreprises privées.

Vers une troisième crise de la sidérurgie française ?

Une tactique à court terme
détruit l'emploi et tue l'espoir.
Il faut élaborer une stratégie.

par JACQUES LESOURNE (*)

UNE fois de plus, la sidérurgie française est dans l'attente de décisions qui détermineront son avenir. Cette affirmation peut étonner. Après le plan de 1982, après celui de 1984, quelle surprise réserve donc encore cette industrie dévoreuse de ressources financières qui font défaut à des secteurs porteurs d'avenir ?

Pour comprendre, il faut revenir à 1982, avec son plan irréaliste d'une hypothèse de production de 24 millions de tonnes. Un plan qui a eu une pour double conséquence : l'arrêt de la restructuration commencée en 1978 et, la détérioration de la conjoncture aidant, le passage de la perte de Sacilor et d'Usinor de 8,2 milliards en 1982 à 11 milliards en 1983.

D'où le plan de mars 1984. Un plan courageux, mais trop tardif et insuffisant. Ainsi, le conseil des ministres ne s'est pas prononcé sur le sort des aciéries de conversion de Longwy, de Gandrange et de Mondeville, créant de la sorte le germe d'une restructuration qui, sauf modification de sa politique dans les prochaines semaines, deviendra inévitable dans quelques années.

La réalisation de ce plan nécessite un apport de l'Etat de plus de 40 milliards sur la période 1985-1987. Or le gouvernement le ramène en janvier à 30 milliards, puis charge les présidents des deux groupes de se les partager pour mettre fin aux pertes des deux entreprises en 1987, soit avec une année de retard par rapport à la contrainte européenne.

A ce jour, études, négociations et conflits se poursuivent entre les deux groupes, et il faut craindre que les affectations se limitent à une suite de compromis, sans aboutir à de bonnes solutions industrielles et sociales à long terme. Quant aux mesures sociales impliquées par la décision de mars 1984, il a fallu un an pour que le ministère du travail approuve leur mise en œuvre.

Aussi est-il plus urgent que jamais d'élaborer une stratégie reposant sur le constat de la situation actuelle et sur une vue prospective et lucide des marchés et des technologies.

Le constat

Commençons par le constat. La perte de l'exercice 1984 des deux groupes se monte à 15,7 milliards de francs, dont 8,4 d'écritures comptables consécutives aux décisions de restructurations de mars 1984 (provisions, amortissements exceptionnels...). La réalité économique doit donc être appréciée sur la base de la perte de régime permanent, soit 7,3 milliards. Elle se décompose ainsi : *produits plats*, y compris aciers spéciaux, 1 milliard, soit 4 % du chiffre d'affaires de la branche ; *produits longs*, 2,7 milliards, soit 23 % du chiffre d'affaires ; *produits longs de construction*, 1,1 milliard, soit 16 % du chiffre d'affaires ; *activités autres que sidérurgiques* (première transformation de l'acier, forges, fonderies, construction métallique 2,5 milliards, soit 10 % du chiffre d'affaires.

Les écarts sont donc importants entre les différents secteurs.

Les produits plats et les aciers spéciaux, qui réalisent la moitié du chiffre d'affaires des deux groupes, constituent une activité très exportatrice et développent des produits de plus en plus élaborés. Ils sont fabriqués par un outil industriel de qualité (Sollac, Solmer, une partie d'Usinor dont le site de Dunkerque, Usinor-Châtillon, Ugine-Gueugnon) dont la compétitivité s'améliore, quoique pas aussi rapidement que la concurrence internationale l'exigerait.

En revanche, en dehors de quelques aciéries électriques, la structure industrielle des *produits longs* est totalement inadaptée au combat moderne. Elle souffre en outre d'un surcroît de capacité, ce qui l'oblige à écouler sa production sur des marchés lointains, avec des prix départ très faibles compte tenu des coûts de transport.

Des quatre usines fabriquant des *aciers de construction*, aucune ne possède dans sa filière de production une chaîne d'outils totalement compétitive. De plus, dans la partie basse de la gamme, ces aciers voient leurs débouchés menacés par la substitution des produits longs.

Quant aux *activités non sidérurgiques*, beaucoup de leurs équipements industriels sont périmés, tandis que leurs marchés sont généralement en régression.

L'avenir

Sur l'avenir, il n'est pas difficile d'avoir quelques certitudes. Elles ont pour nom : la baisse structurelle de la consommation d'acier par franc de produit intérieur brut, le maintien d'une surcapacité européenne, une concurrence plus forte dans le secteur des produits longs, une demande de produits de plus en plus élaborés, la poursuite de l'automatisation des processus de production.

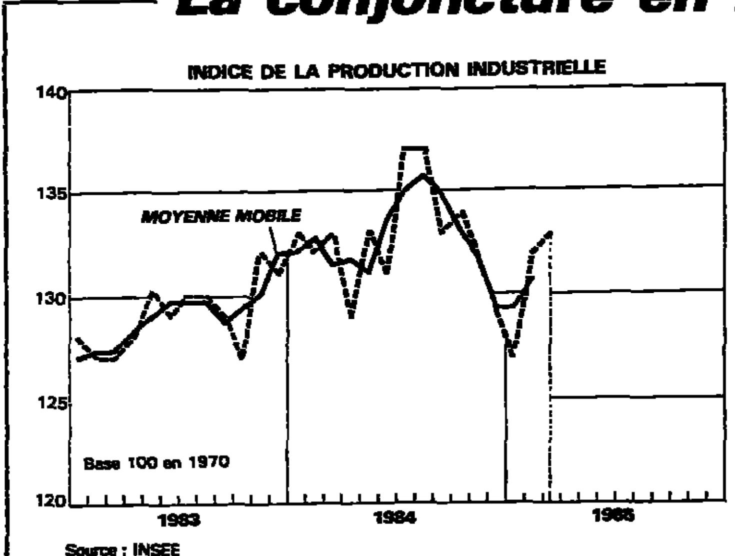
De cette description sommaire se dégage pourtant ce que pourraient être les lignes fondamentales d'une stratégie. Les *produits plats et les aciers spéciaux* doivent constituer le corps de bataille de l'avenir. La poursuite de la modernisation de ce secteur, son adaptation permanente à une demande évolutive, l'amélioration de sa gestion interne, sont prioritaires. Le secteur doit investir de l'ordre de 8 milliards de francs en trois ans, dont une partie par autofinancement. Enfin, il est urgent de réunir sous une autorité unique Sollac, Solmer et la partie d'usinor active dans les produits plats et dont les principales usines sont Dunkerque, Mardyck et Montataire.

(*Lire la suite page 18.*)

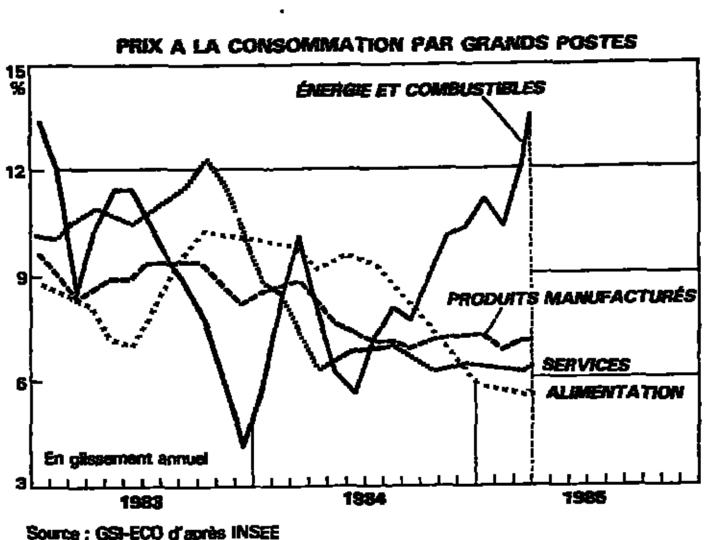
(*) Professeur d'économie au Conservatoire national des arts et métiers.



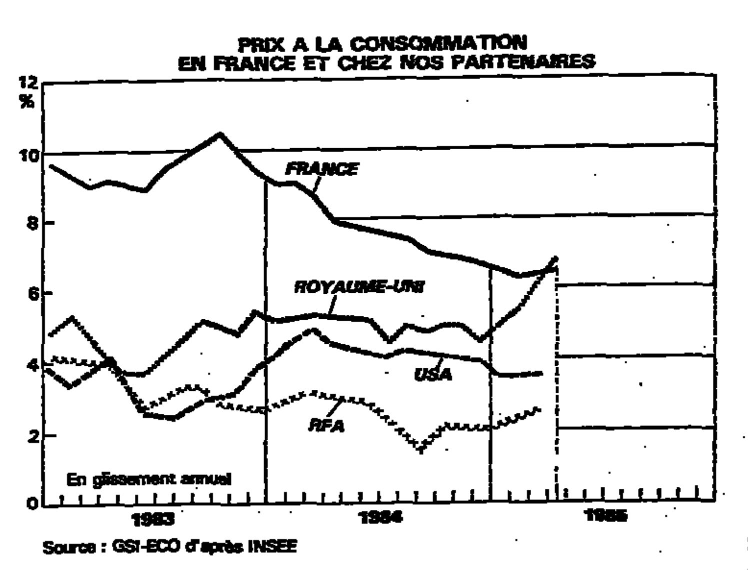
La conjoncture en France



Source : INSEE



Source : GSI-ECO d'après INSEE



Source : GSI-ECO d'après INSEE

Le yoyo des chiffres

A l'approche d'élections les statistiques sont toujours examinées à la loupe, et parfois *mal interprétées. Cela* est d'autant plus vrai que la rigueur de l'hiver a donné, à beaucoup d'indicateurs économiques, en *même temps qu'au baromètre, un* mouvement de yoyo, ce qui a pour effet d'obscurcir les tendances de fond de l'économie.

Ainsi la remontée de la production industrielle en février et mars peut être qualifiée de technique, après le plongeon du début d'année. Malgré cette reprise, le niveau moyen du premier trimestre est à 1 % au-dessous de celui du quatrième trimestre 1984. Les enquêtes de conjoncture conduisent cependant à prévoir une progression de la production industrielle dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement. La Banque de France et l'INSEE ont des avis divergents en ce qui concerne les biens de consommation. Le secteur du bâtiment et des travaux publics – BTP – répare au printemps les dégâts occasionnés par l'hiver.

Les achats des ménages ont, à l'inverse, rebondi au premier trimestre par rapport au point bas de l'automne dernier. Mais on retrouve là encore l'effet du thermomètre avec les fortes factures EDF qui sont en train d'être payées : la distribution d'électricité basse-tension est sur les trois premiers mois 12 % plus haute que sur la même période de 1984. On a également enregistré une très forte progression des dépenses de pharmacie – effet du froid encore !

Malgré cette relative amélioration de la consommation, le niveau de la fin 1983 n'a pas été retrouvé. *De plus, avril* – et probablement les mois suivants – apporte un correctif à la baisse. Les entreprises attendent le re*tour des vacances pour voir repar*tir les ventes. « *Notre meilleure période est en fin d'année*, déclare-t-on à la FNAC. *Elle devrait être encore meilleure que d'habitude avec les allégements fiscaux du second semestre.* »

La rigueur de l'hiver se lit encore dans les mauvais résultats du commerce extérieur : près de 15 milliards de francs de déficit depuis le début de l'année, soit à peine mieux que l'année dernière à la même époque (– 17,1 milliards). Forts achats énergétiques à un moment où le dollar dépassait les *10 F*; mais aussi coup d'arrêt à nos exportations dû en partie au creux conjoncturel de nos principaux partenaires.

Les dernières haies de l'inflation

Il devrait certes y avoir une amélioration par rapport aux très mauvais résultats du début d'année, mais l'équilibre est hors de portée. La compétitivité des produits français est dégradée, et la correction de parité qu'appelle en général ce type de situation ne semble pas devoir s'opérer à court terme.

En dehors du commerce extérieur, ce sont les statistiques de prix et de chômage qui attireront le plus l'attention au cours des prochains mois. Si les récents indices de prix sont médiocres, les derniers *chiffres d'évolution* du chômage sont à la fois bons et inattendus. Mais les uns et les autres sont trompeurs : les premiers *en sous-estimant l'importance* du mouvement de désinflation, les seconds en masquant partiellement les difficultés, toujours égales, du marché du travail.

Il est instructif de se pencher sur la décomposition par grands postes de la hausse des prix de ces derniers mois. Les tarifs publics en sont les premiers responsables depuis le début de l'année : les relèvements effectués par les entreprises nationales (*EDF, GDF*, SNCF, RATP, etc.) ont été concentrés sur les quatre premiers mois.

La hausse des produits pétroliers a également fortement contribué à l'augmentation générale des prix : il faut voir là la conséquence de la majoration des taxes sur l'essence et du dollar fort du premier trimestre, partiellement compensée par la baisse du prix du pétrole en dollars. En revanche, il est encore trop tôt pour mesurer l'influence de la libération des prix à la pompe.

Enfin, les prix de détail agricoles ont marqué, depuis quatre mois, une progression assez nette : + 1,3 % *en moyenne par mois* pour les fruits et légumes, par exemple. La baisse des prix à la production enregistrée l'année dernière *ne* s'est pas complètement répercutée dans les prix de détail. Inversement, les hausses des prix à la production du début de l'année *ne* se retrouvent pas au détail.

Ces mauvais indices ne sont pas propres à la France. Nos principaux partenaires, hormis les Etats-Unis, sont également touchés par ce phénomène. Mais les 2,4 % de hausse des prix depuis décembre ne doivent pas masquer l'essentiel : le processus de désinflation est largement entamé. Ce sont les dernières haies qui sont les *plus difficiles à franchir*. Si l'objectif gouvernemental (+ 4,5 % en glissement sur 1985) sera à coup sûr dépassé, la hausse *devrait être néanmoins comprise* entre 5 % et 6 %. Performance inégalée depuis 1970.

Les indices des mois de mai et de juin devraient être un peu meilleurs, malgré les hausses qui résulteront des derniers accords de régulation qui entreront alors en vigueur (pharmacie, hôtellerie, restauration...). Mais presque aucune augmentation des tarifs publics n'est à prévoir. Les taxes sur l'essence sont derrière nous.

L'augmentation des salaires demeure en outre très modérée, en deçà de la hausse des prix. Il y a perte de pouvoir d'achat, alors que la hausse de la productivité se maintient à un rythme de 4 % l'an ! Enfin, « *la fréquence des revalorisations se réduit avec la baisse de l'inflation. On en comptera deux en moyenne en 1985, alors qu'il n'était pas rare d'en compter trois auparavant* », nous dit un spécialiste des conventions collectives. On observe une très grande déconnexion entre les salaires et les prix passés : la « désindexation » est entrée dans les mœurs.

La base des négociations, parfaitement respectée, est désormais constituée par la norme gouvernementale en matière d'inflation. Rendez-vous est parfois pris pour un éventuel rattrapage, mais tout montre que de tels rattrapages interviennent moins souvent que par le passé. Les accords salariaux, de plus en plus, *lient les revalorisations* aux résultats de l'entreprise ou à la productivité, parfois même individuelle.

Chez NASA, distributeur d'appareils audiovisuels et informatiques, les salaires sont une résultante : « *Nos prix tiennent compte de ceux pratiqués par les principaux concurrents. Avec des objectifs de vente, on en déduit un chiffre d'affaires et la marge brute. La masse salariale est fixée en fonction de cette marge.* »

Chômage : un mieux statistique ?

Le phénomène a été puissamment favorisé par le chômage. Le nombre de grèves est en constante régression et quasiment aucune n'est engagée pour des revalorisations de salaires : la peur de perdre son emploi l'emporte.

Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 40 000 depuis la fin janvier : il est revenu en avril à 2 400 000. Les prévisions qu'on formulait il y a un an – un *ministre ne parlait-il pas de* 2,7 millions pour la fin 1984 ? – étaient trop pessimistes. N'y a-t-il là qu'un nouveau miracle d'une statistique qui est *parfois* l'objet de trop d'attention ?

L'informatisation du fichier des chômeurs en est une illustration : elle a entraîné des radiations, au moins temporaires, parce qu'elle conduit à un examen des dossiers individuels. On perturbe aussi les chiffres en libérant les chômeurs de plus de cinquante-cinq ans – ils sont plus de 150 000 inscrits à l'ANPE – de l'obligation de se déclarer « *à la recherche d'un emploi* » pour continuer à percevoir leurs droits.

Quant aux TUC (travaux d'utilité *collective*), *leur nombre suit* jusqu'à présent les prévisions gouvernementales : 41 000 en février, 74 000 fin mars, 92 000 fin avril. *Ce dernier chiffre ne tient pas* compte d'éventuelles fins de fonction. Les autorités semblent avoir trouvé là une bonne formule pour réduire le nombre des sans-travail : il s'agit bien sûr d'emplois précaires (trois à douze mois) et qui se substituent à des formules de stage existantes.

Pour le reste, les signaux sont divers : les offres d'emplois demeurent très basses, le chômage des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans augmente. En revanche, celui des hommes de même âge, le « cœur » du chômage, en tout cas a légèrement baissé deux mois de suite.

Par ailleurs, davantage de gens quittent le chômage parce qu'ils retrouvent un emploi : leur nombre s'est accru de 14 % en mars 1985 par rapport à mars 1984. De façon plus anecdotique, certains d'entre eux le font en créant leur entreprise : 16 000 pour le seul premier trimestre contre 35 000 toute l'année dernière.

Dossier établi
par GSI-ECO
en association avec le Monde.

TABLEAU DE BORD

Statistiques mensuelles (corrigées des variations saisonnières)	Avril 1985	Évolution sur 3 mois (en termes annuels)	Évolution sur 1 an
Production industrielle (hors BTP) base 100 en 1970-mars 1985	133,0	-3,0 %	0 %
Indice de prix (base 100 en 1980) valeurs brutes	156,9	+6,8 %	+6,5 %
Demandeurs d'emploi (en milliers)	2 400,0	+0,8 %	+4,9 %
Solde commercial FAB/FAB (franco à bord) (en milliards F)	-4,215	-45,1(*) (en milliards F)	-20,9(**) (en milliards F)
Immatriculations de voitures neuves (en milliers)	150,0	1 801,0 (en milliers)	1 758,6 (en milliers)

Sources : GSI-ECO d'après INSEE, ministère du travail, ministère du commerce extérieur ; Chambre syndicale des constructeurs automobiles

(*) Cumul annualisé.

(**) Cumul sur les douze derniers mois.

Vers une troisième crise de la sidérurgie française ?

(*Suite de la page 17.*)

Cette synergie réduira les investissements et contribuera à l'accroissement de la compétitivité commerciale et technique.

En *produits longs* (Unimétal), l'appareil industriel doit se limiter aux aciéries électriques et à quelques laminoirs alimentés en demi-produits achetés à d'autres aciéries, dans le cadre d'accords d'échange de production avec des sociétés étrangères, ce qui signifie l'arrêt des aciéries de conversion de Longwy et de Gandrange, l'aciérie de Mondeville pouvant subsister jusqu'à ce que les ressources de financement autorisent la construction d'une aciérie électrique. L'ajout d'une coulée conti*nue à blooms à Sollac ou à Dun*kerque peut aussi être envisagé pour fournir ces demi-produits.

Pour les *produits longs de construction*, le schéma industriel d'Ascométal doit comporter l'arrêt de Pompey et de l'aciérie de conversion des Dunes, et le *maintien d'Ugine-Fos et de l'usine* du Marais.

Restent les *activités non sidérurgiques*. Par suite des querelles au sommet et des difficultés des sociétés mères, elles sont, dans les dernières années, presque tombées en déshérence. Or elles *nécessitent elles aussi* de vigoureuses remises en ordre. Il faut certainement considérer l'abandon de la rationalisation des fonderies et des forges.

L'ensemble de ces mesures permettrait d'aboutir à une sidérurgie performante capable de produire 15 millions de tonnes par an et susceptible de réduire sans difficulté cette capacité, si la demande l'exigeait au-delà de la décennie en cours. L'acceptation de cette stratégie définirait automatiquement l'affectation des 30 milliards de francs apportés par l'Etat.

Environ 18 milliards seraient employés à servir la dette au 31 décembre 1984 (ou à en effacer une grande partie). Près de 3 milliards *seraient* utilisés à couvrir les charges de restructuration consécutives au plan de 1984 et à la réalisation de cette stratégie. Le reste serait attribué aux activités des deux groupes en servant *prioritairement* les produits plats et spéciaux.

Il y a trois conditions à la réussite d'une telle stratégie. La pre*mière tient dans l'attitude du gou*vernement. Ses composantes doivent tenir un seul et même langage, celui de l'efficacité économique. Il n'est plus possible de faire prêcher simultanément la rigueur financière par le ministère des finances et la largesse sociale par le ministère du travail, ni de laisser libre cours aux pressions que les cabinets ministériels exercent sur les deux groupes afin de satisfaire des revendications politiques, syndicales et régionales.

Solidarité

La deuxième est que le meilleur traitement social possible soit appliqué à ceux qui perdront leur emploi. La nation admettra un effort direct de solidarité alors qu'elle est lasse d'apporter des fonds à une sidérurgie déficitaire, même si une partie de ces fonds alimente une caisse de chômage déguisée.

La dernière, enfin, est que les structures de commandement soient claires. Au point où en sont les choses, on peut se demander s'il ne faut pas envisager quatre sociétés indépendantes, c'est-à-dire, en plus d'Unimétal et d'Ascométal, une société produits plats et aciers spéciaux et une holding coiffant les activités non sidérurgiques. Il serait alors possible de donner aux équipes dirigeantes de véritables responsabilités et de les juger.

Toutes ces décisions auraient pu être prises en 1982 ou en 1984. Chaque année de retard coûte près de 2 milliards de francs au budget de l'Etat. L'actuel gouvernement aura-t-il la lucidité et le courage de s'engager dans cette voie en période préélectorale ? Ou préfèrera-t-il laisser venir une nouvelle crise sidérurgique qu'il faudra alors traiter à chaud ?

En tout cas, si cette *stratégie* était mise en application sans tarder et avec vigueur, il est fort probable que les 30 milliards seraient *suffisants pour la période* 1985-1987, et il est quasi-certain qu'il n'y aurait plus de subvention à la sidérurgie en 1988. Sinon, l'autonomie financière ne sera pas atteinte à cette date, et une restructuration forte sera nécessaire avant la fin de la décennie. Une restructuration qui devra ramener la capacité de production, et par conséquent le nombre d'emplois, à un niveau très inférieur à celui que cette stratégie permettrait de maintenir.

Car on ne soulignera jamais assez le coût social exorbitant de ces chirurgies insuffisantes et successives que, par tactique à court terme, les gouvernements pratiquent. Elles sont destructrices d'emplois et dans la branche et dans le reste de l'économie française. Elles brisent la confiance dans la classe politique. Elles tuent l'espoir d'un avenir. Pour l'indépendance de la France, pour sa santé économique et sociale, mieux vaut une sidérurgie réduite et saine qu'une sidérurgie indéfiniment empêtrée dans des difficultés financières et sociales et incapable, de ce fait, de se consacrer au seul objectif qui doit être *le sien à moyen terme* : le retour à la rentabilité économique.

JACQUES LESOURNE.

L'endettement du tiers-monde et la fièvre monétariste

Le développement des pays pauvres passe par une réforme du système monétaire international.

par CHRISTIAN GOUX (*)

PEUT-ON dissocier, dans la situation mondiale actuelle, la négociation commerciale internationale de l'examen des relations Nord-Sud et de discussions relatives à la réforme du système monétaire internationale, dont chacun s'accorde à reconnaître l'urgence, sans pour autant soutenir la France dans sa proposition d'un nouveau Bretton-Woods ?

La crise de l'endettement des pays en développement s'inscrit, en effet, dans une logique de développement, fondée à la fois sur l'ouverture et l'augmentation des échanges internationaux d'une part, sur la croissance présente et future des débouchés intérieurs et extérieurs de ces pays d'autre part. Voilà pourquoi les causes de difficultés que connaissent de nombreux pays d'Amérique latine ne se trouvent pas directement dans l'endettement, mais dans les changements de politique économique intervenus au début des années 80, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans bien d'autres pays.

Les politiques mises en place alors se caractérisent avant tout par un refus de parier sur le futur. C'est le retour aux équilibres à court terme, et la recherche d'une sortie de crise par de nouvelles sources de productivité. En réduisant la demande intérieure de leurs propres pays à travers une sévère politique de déflation, en bloquant la création de monnaie à travers la hausse des taux d'intérêt, les Etats-Unis et, à un moindre degré, la Grande-Bretagne s'attaquaient directement au développement économique des nouveaux pays industrialisés et contraignaient ceux-ci, soit à la faillite apparente, soit à la soumission à de sévères mesures d'ajustement.

Les politiques monétaristes bloquent, en effet, les processus de développement des nouveaux pays industrialisés (NPI) et en général de tous les pays en développement, sur les deux points qui, jusque-là, fondaient la stratégie de croissance : les exportations et l'accès au crédit.

Inadaptation du FMI

Compte tenu de la situation économique mondiale, les pays qui avaient emprunté dans l'espoir de rembourser grâce aux exportations de produits manufacturiers ont été incapables de le faire et ont dû recourir à des emprunts à court terme pour rembourser les prêts à long terme. Ce faisant, ils se savaient tout aussi incapables de rembourser ces emprunts à court terme, les prêteurs privés étant de plus en plus réticents à s'engager auprès de pays lourdement endettés, dont les recettes d'exportations leur apparaissaient insuffisantes par rapport à leurs obligations actuelles.

Il apparaissait donc indispensable au regard de la stabilité même du système des paiements internationaux de relayer par des concours publics un secteur bancaire défaillant. Seul, le FMI pouvait statutairement jouer ici un rôle ; mais ses interventions souffrent toutefois de graves limitations. Tout d'abord, le Fonds est inadapté à une situation de déficits structurels provoqués par l'aggravation du déséquilibre des relations économiques internationales entre un centre développé et une périphérie dépendante.

Cette inadaptation est à la fois financière – car une telle situation appelle un transfert continu de ressources des pays industrialisés vers les pays en développement – et surtout politique, – dans la mesure où il s'agit de concilier des objectifs financiers et des réalités politiques. Ensuite, les interventions du Fonds au profit des pays en développement sont quantitativement insuffisantes.

L'incapacité du FMI à répondre correctement à ces déséquilibres structurels et la situation difficile du système bancaire privé ont alors conduit à proposer des mesures de replâtrage sans cesse remises en question et à s'appuyer sur des procédures de conditionnalité, dites programmes d'ajustement, qui ne sont en fait rien d'autre que la reproduction dans les pays en développement des politiques économiques monétaristes déployées aux Etats-Unis.

Aussi paradoxal que cela paraisse, le jeu pervers qui consiste à encourager pour tous les pays la réduction des importations et le développement des exportations aboutira à un rétrécissement des échanges internationaux et, par conséquent, à une remise en cause larvée du libre-échange. En outre, le traitement uniforme de l'endettement ne peut qu'entraîner misères et émeutes.

En Afrique et au Moyen-Orient – hors OPEP, – les mesures prises par les organismes internationaux se sont déjà traduites par une augmentation forte du coût de la vie. Les révoltes du pain qu'ont connues le Maroc et la Tunisie, les difficultés auxquelles sont affrontés le Sénégal ou le Cameroun en témoignent. Ailleurs, en Argentine, au Chili, au Mexique, au Brésil, etc., on assiste à des mouvements politiques et sociaux qui sont de nature à menacer les relations intra-américaines.

Enfin, à terme, c'est tout le système bancaire international qui est menacé. D'ailleurs, ce sont les faillites successives de grandes banques américaines ou européennes qui ont révélé au grand public du monde occidental le problème de cet endettement. A la vérité, dans l'état actuel des choses, les pays endettés sont et seront incapables de faire face aux remboursements des intérêts comme du principal. Les mesures prises depuis deux ans ne sont que transitoires. Dès lors, la question qui se pose est de savoir qui paiera, en dernier ressort.

Rééchelonnement ou inflation

La solution qui rencontre le plus de partisans dans la communauté financière internationale est celle d'un rééchelonnement de la dette « *en tenant compte à la fois de ceux qui ont pris des risques inconsidérés et de l'intérêt général qui exige le maintien de la vitalité du système bancaire* ». La solution mexicaine est de cette nature. Elle consiste en fait à faire payer au Sud et sur une longue période les dettes des périodes d'espoir et n'est que l'extension renouvelée de l'impérialisme américain.

Le prix à payer pour les Etats-Unis serait concrètement de pomper sur l'épargne nord-américaine – sous forme de bons du Trésor par exemple – des liquidités permettant le rééchelonnement de la dette. Outre le risque d'inflation, inhérent à une telle opération, il est clair que toute remise en cause des programmes d'ajustement, toute tentative de sortir de cet engrenage de la part d'un Etat, aboutirait à ruiner les épargnants américains.

L'autre solution est tout simplement de considérer la période qui vient de s'écouler comme un épiphénomène, et de revenir à des positions sensiblement identiques à celles connues précédemment, en monétisant les dettes, c'est-à-dire en les faisant payer par un surcroît d'inflation mondiale et à travers une relance de l'activité mondiale. C'est sans doute cette solution qui rencontrerait les avis les plus favorables dans le tiers-monde. Cela étant, elle ne résout rien et, tôt ou tard, les problèmes qui avaient conduit à la fièvre monétariste réapparaîtraient.

A la vérité, aucune de ces solutions n'est satisfaisante parce qu'elles ne répondent pas au vrai et seul problème que pose l'endettement : le développement des pays pauvres, que seul pourrait résoudre réellement une réforme du système monétaire international.

(*) Président de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan à l'Assemblée nationale.

INDE : la politique de modernisation de M. Gandhi

(Suite de la page 17.)

Indira Gandhi avait, ces dernières années, eu conscience que sa politique n'avait pas donné des résultats toujours satisfaisants. Elle n'ignorait pas que le secteur privé brûlait d'impatience d'avoir les coudées franches, mais elle redoutait les effets en retour d'une trop grande libéralisation. Elle ne voulait pas brusquer les choses afin de ne pas faire violence à la classe politique du Congrès, le parti dominant, enraciné en milieu rural. Or, aujourd'hui, son fils dispose d'une majorité écrasante dans la nouvelle Assemblée nationale (Chambre du peuple).

La politique que M. Rajiv Gandhi entreprend satisfait non seulement les milieux industriels et d'affaires mais bien évidemment la « nouvelle classe » moyenne urbaine, avide de consommer. On estime que ces consommateurs, au sens où on l'entend en Occident, représentent environ cent millions de personnes. Leur nombre a doublé en dix ans ! Le chiffre des « pauvres absolus » ne disposant que du minimum vital a également augmenté.

Le nouveau premier ministre n'ignore pas que sa politique de modernisation de l'appareil industriel – et de la société – pourrait creuser l'écart entre des couches sociales privilégiées et celles qui sont les plus défavorisées, clientèles traditionnelles du Congrès. Certes, il a prévu quelques mesures en faveur de ces dernières, mais les conflits d'intérêts pourraient s'aggraver.

Pendant longtemps aussi le recours aux techniques modernes a été freiné sous prétexte de défendre l'emploi (1). Et il est de fait que si l'Inde dispose d'un large secteur industriel, qui la place en tête des pays du tiers-monde, elle cumule aussi d'importants retards technologiques qu'il lui sera difficile de combler. Certains industriels, comme le groupe Tata, réclamaient depuis longtemps la liberté d'investir dans les technologies avancées (ordinateurs notamment). Maintenant, les industriels indiens – privés ou publics – multiplient les accords avec des firmes occidentales ou japonaises.

IBM et Coca-Cola

La tragédie de Bhopal a mis en lumière la présence d'énormes groupes étrangers. Le gouvernement vient de donner son feu vert à l'achat d'une vingtaine d'ordinateurs aux Etats-Unis, assurant même l'administration Reagan que ces appareils ne seront pas « *piratés* ». Et IBM, qui s'était retiré du marché indien il y a sept ans, y retrouve un débouché. Coca-Cola, parti à la même époque, et Pepsi-Cola auparavant envisagent également leur retour. Tout le bruit fait autour d'une récente affaire d'espionnage n'a pas empêché Français et Indiens de poursuivre leurs relations d'affaires, New-Delhi venant notamment de confirmer la commande de quarante Mirage-2000.

La modernisation touche aussi les forces armées. C'est un domaine où l'Inde ne ralentit pas la marche. Les dépenses militaires augmentent au rythme de 10 % par an et représentent 6,4 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 31 mars 1985-1er avril 1986. Pour justifier cet effort, les responsables indiens avancent toujours le même argument : l'aide économique et militaire des Etats-Unis au Pakistan.

Dans un autre domaine, M. Rajiv Gandhi paraît désireux de relever le niveau de l'enseignement. Il est même allé jusqu'à déclarer que la démocratisation de l'enseignement était responsable de sa médiocrité. Mais c'est aussi pour assurer des débouchés aux très nombreux diplômés – techniciens, scientifiques – d'un système d'enseignement très élitiste que la nouvelle équipe veut développer les industries de pointe.

S'il paraît enfin désireux de freiner la natalité – qui n'est pas l'une des plus fortes au monde, – M. Rajiv Gandhi a sans doute tiré les conséquences des campagnes de stérilisation brutales menées par son frère Sanjay, dont Indira Gandhi eut à payer chèrement, en 1977, le coût politique. Il affirme, cependant, sur un ton déterminé que la poussée démographique ne doit pas compromettre l'effort économique. Et l'on assiste à la relance du contrôle volontaire des naissances sans lequel, indiquait le ministre indien de la santé à la conférence de Mexico, le taux d'accroissement démographique dépasserait 3 % alors qu'il est aujourd'hui inférieur à 2 % (2).

La crise sikh et les tensions entre différentes castes et communautés sont rapidement venues rompre l'« état de grâce ». Elles ont porté ombrage à la politique de libéralisation et de modernisation de M. Rajiv Gandhi. Comme sa mère, celui-ci voit ses ambitions économiques freinées par de dures réalités socio-culturelles.

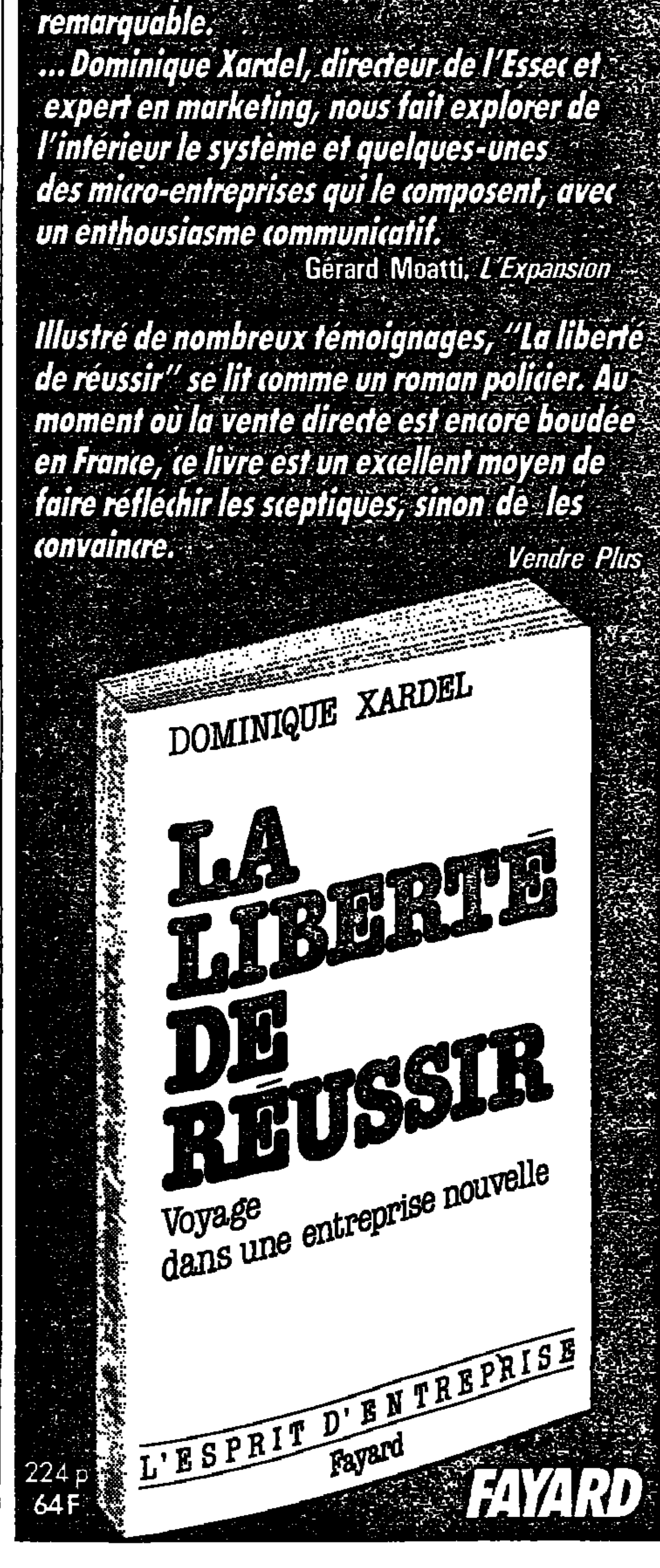
GÉRARD VIRATELLE.

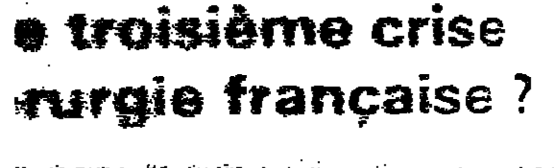
(1) Fin mars 1985, le nombre de chômeurs recensés s'élevait officiellement à 23,53 millions de personnes. Il avait augmenté de 7 millions en cinq ans. Ces chiffres ne tenaient évidemment pas compte des chômeurs non déclarés, des travailleurs intermittents et des ouvriers agricoles sans emploi.

(2) Le taux de mortalité infantile (98 pour mille) demeure parmi les plus élevés au monde.









La chronique de Paul Fabra

Le capitalisme, qu'es-aco ?

COMME la France, dans les années 50, avait, sur l'initiative d'un de ses plus brillants fonctionnaires, Maurice Lauré, ouvert la voie à un renouvellement total de la fiscalité indirecte en créant la TVA, les États-Unis sont-ils en train de montrer le chemin d'une réforme aussi profonde de la fiscalité directe ? Un travail intense de réflexion a eu lieu depuis plusieurs années, qui a abouti au projet que le président Reagan vient de présenter à la télévision comme la *« seconde révolution américaine ».* Ce texte innove sensiblement moins que celui que le département du Trésor (ministère des finances) avait, à titre de ballon d'essai, rendu public au mois de novembre dernier. Il reste malgré tout marqué par la remise en question fondamentale du système existant à laquelle plusieurs parlementaires américains et leurs spécialistes se sont livrés depuis deux ou trois ans.

Deux propositions ont eu un grand retentissement. Malgré leurs origines politiques opposées, elles vont dans le même sens. L'une, appelée du nom de ses auteurs, la proposition de loi *(bill)* Kemp-Kasten, émane du camp républicain. Jack Kemp est un des chefs de file du courant néo-conservateur, un des candidats possibles à l'élection présidentielle de 1988. L'autre, la proposition Bradley-Gephardt, est signée par deux congressmen démocrates. C'est plutôt de cette dernière que se rapproche le plus le projet de la Maison Blanche, ce qui accroît fortement ses chances d'adoption.

A l'instar du *bill* Bradley-Gephardt, le système proposé par M. Reagan n'admet plus que trois taux d'imposition : 15 %, 25 % et 35 %, qui se substitueraient aux quatorze barèmes existants, dont le plus élevé est de 50 % (contre 65 % en France). Ce qui frappe d'emblée est la modicité du taux supérieur, qui était encore plus bas dans la proposition de loi démocrate (30 %), et dans la proposition Kemp-Kasten dite *« pour un impôt juste et simple » (fair and simple tax ou fast).* Cette dernière allait, si l'on peut dire, encore plus loin car elle ne retient en principe qu'un seul taux : 25 %, mais il s'agit en réalité d'un « impôt à taux unique progressif » *(progressive flat tax)* parce que le taux unique s'applique à une assiette qui admet de moins en *moins de déductions au fur et à mesure* que le revenu s'accroît.

Il n'est pas indifférent, pour saisir l'état d'esprit dans lequel ont été élaborées les différentes études sur les projets de réforme, de rappeler que leurs auteurs ont procédé par élimination. Ils ont commencé, au moins à titre d'hypothèse, à envisager l'abolition de toutes les exemptions, quelles qu'elles soient, et de taxer la totalité du revenu à un taux très bas, 10 % ou 15 %. *« Intuitivement, c'était la méthode la plus séduisante pour poser le problème »,* me disait il y a quelques mois à Washington John Mueller, jeune et brillant collaborateur du représentant (Etat de New-York) Jack Kemp. Cet « intuitivement » en dit long. Historiquement, il représente une « révolution » dans le sens strict du terme, c'est-à-dire un retour au point de départ.

C'est seulement depuis une époque relativement récente que la notion de justice fiscale est liée à la progressivité. Pendant très longtemps, personne n'avait sérieusement discuté le principe, proclamé par Adam Smith, selon lequel, pour servir la justice, il convenait de taxer chaque contribuable proportionnellement à son revenu.

Dans sa trop belle simplicité, cette solution est apparue, comme on pouvait s'y attendre, à la fois économiquement peu rationnelle à cause des doubles impositions qu'elle implique (exemple de la pension alimentaire imposable au titre du revenu de celui qui la verse et au titre du revenu de celle qui la reçoit), et politiquement impraticable à cause du transfert massif de charge des riches sur les pauvres qu'elle entraînerait.

Egalement examinées ont été les multiples versions d'« impôt sur le revenu consommé » (auquel s'apparente la TVA) et dont la finalité est de faire disparaître l'anomalie qui résulte du fait qu'un contribuable ne peut épargner que sur la base de son revenu après impôt et que l'impôt frappe à *nouveau le revenu attendu de cette* épargne. Mais faire disparaître cette incitation à la consommation avantagerait, là encore, les « gros », car ce sont eux qui épargnent le plus.

Quelle serait la portée d'un abaissement à 35 % du taux frappant les tranches les plus élevées de revenu, comme le propose le chef de l'exécutif américain ? Parmi les nombreuses considérations d'efficacité et de justice qui doivent entrer en ligne de compte, il conviendrait aussi, argument d'ordre purement économique, de se demander dans quelle mesure les traitements très élevés ne sont pas calculés en fonction d'un système fiscal très progressif et très gourmand. A la longue, un allégement des taux d'imposition modifierait sans doute les conditions du marché de l'emploi. Une grande réforme fiscale est celle qui fait disparaître des distorsions dans la vie économique.

Une autre caractéristique du projet de M. Reagan est d'avantager les particuliers au détriment des sociétés. Il ne faudrait pas exagérer la portée de ce transfert, à supposer qu'il ait lieu. D'extraordinaires dégrèvements ont été accordés fin 1982 aux entreprises américaines. Ils expliquent sans doute pour une bonne part l'essor considérable des investissements en 1984, l'année de la réélection.

Quoi qu'il en soit, une réforme fiscale allégeant l'imposition des particuliers et aggravant celle des entreprises — même si cette aggravation est loin d'annuler les avantages consentis auparavant — va à l'encontre des idées *les plus communément reçues, notamment* en France. Mais toute l'affaire est obscurcie par une illusion sémantique et par le fait, si fréquent en matière économique, qu'on a tendance à prendre pour « normal », sinon même souhaitable, l'état de chose existant. Ce qui est illusoire, c'est de penser que les sociétés recoivent, à l'instar des particuliers, des revenus et qu'elles sont donc imposées. Si on taxe davantage les entreprises, cela se traduira selon le *cas soit par une distribution moindre* de dividendes aux actionnaires, soit par une diminution relative des salaires, soit encore par des majorations de prix, c'est-à-dire un prélèvement sur le revenu des clients. Les trois conséquences peuvent du reste se combiner selon des proportions variables dépendant de la nature et du taux de l'impôt. Quant aux profits non distribués, ils ne sont pas non plus perdus par tout le monde. L'autofinancement enrichit à terme les actionnaires.

La grande question qui devrait se poser est la suivante : ne serait-il pas préférable de distribuer, à la limite, la totalité des bénéfices ? Ce serait le *meilleur moyen d'alimenter le marché* du capital aujourd'hui réduit à la portion congrue, ce qui explique que, pour financer leur développement, les sociétés cherchent à augmenter au maximum leur capacité d'autofinancement, et pour le reste s'endettent, en général auprès des banques. Conséquences : l'économie est soumise plus qu'il ne serait nécessaire à l'arbitraire des grands managers et des banquiers.

VOILA une considération propre à donner un poids supplémentaire à la séduisante, peut-être trop séduisante, thèse de Fernand Braudel sur le capitalisme en passe de s'emparer des esprits, thèse qu'il développe dans son grand ouvrage *Civilisation matérielle, économie et capitalisme,* et dont il a exposé les très grandes lignes dans trois conférences qui viennent d'être publiées chez Arthaud sous le titre « La dynamique du capitalisme » (voir aussi « le Monde des livres » du 24 mai). L'idée de Braudel est qu'il convient de distinguer, tout bien pesé, l'économie de marché et le capitalisme. La première englobe la plus grande partie des échanges qui se développent au fur et à mesure que l'on sort de l'économie d'autosubsistance. *Il s'agit là du royaume des « échanges sans surprises »,* ceux qui assurent en quelque sorte le train-train de la vie. Mais les marchés sont hiérarchisés et, au sommet, il existe un autre type d'économie apparue sur une échelle significative dès le quinzième siècle.

Là règne une « sphère de circulation » qui obéit à d'autres mécanismes. Les risques y sont gros et aussi les gains (commerce à longue distance, activité bancaire et spéculation financière) mais ce n'est plus la concurrence qui règle le profit. On a deviné que c'est à ce stade que naît le capitalisme, qui en arrive, grâce notamment à la masse des capitaux qu'il est capable de mettre en jeu, *à gouverner d'en haut* l'économie de marché.

Le grand historien introduit son concept de capitalisme avec beaucoup de prudence et comme à regret *(« le loup dans la bergerie »).* On voit le parti que des esprits moins scrupuleux pourraient tirer du subtil distinguo, surtout à une époque, comme la nôtre, de recul de l'idéologie socialiste : acceptons l'économie de marché, mais évacuons du même mouvement le capitalisme ! Du reste, le monstre est décrit par Braudel dans des termes qui ne sont pas sans rappeler les catégories marxistes ou néo-marxistes — l'économie des gros bénéfices capitalistes est celle des *« échanges inégaux »,* — voire les analyses galbraithiennes selon lesquelles les grandes entreprises manipulent la demande et échappent à la discipline du marché (ce que la crise a *largement controuvé).*

Le dernier et séduisant avatar du concept de capitalisme soulève autant de questions qu'il en résout : l'échange entre le paysan et le forgeron, œufs et blé contre soc de charrue, implique que les deux coéchangistes fassent chacun un profit. Le développement des marchés n'entraîne-t-il pas la concentration des capitaux matériels et financiers ? Les grandes entreprises fabriquant des automobiles relèvent-elles de l'économie de marché, ou du capitalisme ?

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 3 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Une belle fille comme moi.
Film de François Truffaut. (1972), avec B. Laffont, C. Brasseur, C. Denner, G. Marchand, A. Dussolier, P. Léotard.
Un jeune sociologue recueille en prison les confidences d'une femme accusée de meurtre et qui, sous ses allures folingues, est fort dangereuse pour les hommes. Comédie bouffonne tirée d'un roman de série noire. Truffaut, le génie fantaisiste de Bernadette Laffont et la passion du cinéma d'acteurs.

22 h 15 Internationaux de tennis de Roland-Garros.
Résumé de la journée.

22 h 30 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Sur le thème « Chants d'exil », portraits de Jules Dassin, des frères Chenghelaia...

23 h 25 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 L'heure de vérité.
Magazine présenté par F.-H. de Virieu.
M. Jack Lang, ministre de la culture répond aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel (A2), Albert du Roy (l'Événement du jeudi) *et Etienne Mougeotte* (Télé 7 jours).

21 h 55 Le petit théâtre : le Téléphone vert.
Pièce de G. Vassal, réal. M.-F. Hascoet, avec J.-M. Thibault, C. Allégret, J. Lescot...
Un couple de Français moyens apprend qu'il est le trois millionième abonné au téléphone, ce qui lui vaut un cadeau... Une sorte d'ordinateur-répondeur, qui prononce le mystérieux mot : Ircos. Une comédie légère.

22 h 20 La traversée des apparences : Le soleil se levait.
Document de F. Cassenti.
Pour le 40e anniversaire de la Libération des camps de concentration, F. Cassenti – auteur de « l'Affiche rouge » – a pris un groupe d'élèves de troisième qui interviewe des victimes du nazisme et des résistants. Leurs questions directes, presque naïves, fait resurgir la mémoire d'un passé tragique. Pas un mot de trop, la vie quotidienne dans sa sécheresse, sa cruauté.

23 h 10 Histoires courtes d'animation.
A l'occasion du Festival d'Annecy, « Charade » (Canada) « Pantin's jazz » (Italie).

23 h 30 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : La Chamade.
Film d'A. Cavalier (1968), avec C. Deneuve, M. Piccoli, R. Van Hool, Amidou (rediff.).
Une « femme-oiseau », aimée d'un homme mûr avec lequel elle vit, se laisse séduire par un plus jeune. Les intermittences du cœur selon un roman de Françoise Sagan. On aime ou pas ces milieux bourgeois et leur futilité, mais l'élégance de la mise en scène et la présence de Catherine Deneuve appellent l'attention.

22 h 25 Journal.
22 h 50 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
Le Festival de la mer à Nantes.

23 h 35 Série : De la fumée sans feu.
A l'occasion des Journées des droits de l'homme.

23 h 40 Prélude à la nuit.
Variations sur une ronde populaire, *de G. Pierné.*

FR 3 : PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h, Première séance ; 17 h 22, Woody Woodpecker ; 17 h 28, Histoires étranges : le marchand de sable, téléfilm de Pierre Badel ; 18 h 55, Atout pic ; 19 h, Série : La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 35, le Cadeau, film de M. Lang ; 22 h 25, Boxe ; 23 h, Hockey ; 1 h 5, l'Homme blessé, film de P. Chéreau.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Avez-vous lu Victor Hugo ? Choix de textes et lectures, par G. Aperghis.
21 h 30 Latitudes, musiques traditionnelles (le flamenco).
22 h 30 Nuits magnétiques : ça suit son cours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Sonate en trio en ut majeur*, de Bach ; *Sonatine à trois*, de Milhaud ; *Cérémoniel*, de Bancquart ; *Quintette à cordes en ré majeur*, de Mozart, par le Trio à cordes de Paris et E. Popa, C. Michalakakos, P.Y. Artaud.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : L'art de Marianne Oswald, réalisme social ; à 23 h 5 Chanteurs de demain : Claudine Le Coz.

Mardi 4 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h 15 ANTIOPE 1.
10 h 45 La Une chez vous.
11 h Internationaux de tennis à Roland-Garros (et à 14 h).
13 h Journal.
13 h 50 Le rendez-vous des champions.
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 35 Série : Cœur de diamant.
19 h 10 Jeu : Anagram.
19 h 40 Feuilleton : Les Bergeot.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Baiser au lépreux.
D'après le roman de François Mauriac, adapt. F. Verny, réal. A. Michel, avec N. Juvet, M. Caccia. (Redif.)
Jean se sent laid, insignifiant, d'avance à l'écart des joies de l'existence. Jusqu'au jour où le curé du village propose de le marier à Noémie, jeune fille de bonne famille, belle et docile. Le mariage ne fera qu'accentuer le dégoût instinctif de Jean. L'univers sombre et tourmenté de la bourgeoisie française, inspiré d'un grand roman de François Mauriac.

22 h 10 Internationaux de tennis de Roland-Garros.
22 h 25 Documentaire : Destination Cap-Vert.
Neuf îles perdues dans l'océan Atlantique à 500 kilomètres du Sénégal. Fabrice Rouleau, partant de l'île de Santo-Autao, aborde la réalité quotidienne, interroge ses habitants. Charmes et séductions de la vie insulaire.

23 h 20 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.
13 h 45 Aujourd'hui la vie.
14 h 50 Série : Theodor Chindler.
15 h 40 Reprise : Le grand raid.
16 h 45 Le journal d'un siècle.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 Loto sportif.

20 h 35 Les dossiers de l'écran : l'Amour nu.
Film français de Y. Bellon (1981), avec M. Jobert, J.-M. Folon, Z. Lozic, G. Rouquier.
Une jeune femme, atteinte d'un cancer du sein et devant subir une opération, cache sa maladie à l'homme qu'elle aime de crainte d'être diminuée à ses yeux. Yannick Bellon a réussi à dédramatiser la hantise d'une certaine forme de cancer (maintenant guérissable) mais a dérivé dans une sentimentalité trop édifiante.

22 h Débat : Le cancer, où en est-on ?
Avec les professeurs Léon Schwartzenberg, Lucien Israël, cancérologues, Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy (Villejuif), Dominique Stehelin, directeur du laboratoire d'oncologie moléculaire de l'Institut Pasteur de Lille, et Mme Nadia Gomez, qui a eu un cancer du foie il y a sept ans.

23 h 15 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Cinéma : Bons pour le service.
Film américain de J. W. Horne (1935), avec Laurel et Hardy, A. Grey, D. Torrence (N.).
Stan et Oliver, évadés de prison, se retrouvent en Ecosse où ils recueillent un héritage miteux. Puis ils s'engagent, par hasard, dans l'armée des Indes, où ils portent le kilt.

21 h 55 Journal.
22 h 25 Bleu outre-mer.
Vie des Indiens Wayapi et Wayana en Guyane française. Reportage de J.-P. Soussigne et E. Figarola.

23 h 15 Série : De la fumée sans feu.
23 h 5 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Hill Street Blues ; 9 h 45, Série : l'Hôtel en folie ; 10 h 30, Reilly, l'as des espions ; 11 h 20, le Juge, film de P. Lefebvre ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 25) ; 14 h, Légitime violence, film de S. Leroy ; 15 h 30, Erendira, film de R. Guerra ; 18 h, Jeu : 4 C+ ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 55, Football : PSG-Toulouse (demi-finale Coupe de France) ; 21 h 50, Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ, film de J. Yanne ; 22 h 30 Pinot, simple flic, film de G. Jugnot ; 0 h 55, Mississipi blues, film de B. Tavernier et R. Parrish ; 2 h 30, Aventure sur les grands fleuves (le Murray, en Australie).

FRANCE-CULTURE

6 h, Jacques Cartier ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Sois sage, ô ma douleur ; (et à 10 h 50 : le siècle d'Alexandra David Neel) ; 9 h 5, La matinée des autres : Impressions de Colombie ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : la génération éclatée ; 11 h 30, Feuilleton : Victor Hugo, celui qui pense à autre chose ; 12 h, Panorama : Pascal Bruckner ; à 12 h 45, Club de la presse ; 13 h 40 Instantané : magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « le Feu sous la mer », d'André Kedros ; 14 h 30, « L'Air du large », de René de Obaldia. Avec B. Ogier, J. Duby, A. Korrigan... ; 15 h 30, Les mardis du théâtre : Jean Eustache, « la rue s'allume » ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de Poitiers ; 18 h, Subjectif : Agora ; à 18 h 35 : Tire la langue ; à 19 h 15 : Rétro ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : douze clés pour la biologie ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Gerhard Lehner.
20 h 30 Pour ainsi dire.
21 h Entretiens avec... Raoul Ubac.
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson française et étrangère.
22 h 30 Nuits magnétiques : John Hassel.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu ; 9 h 8, Le matin des musiciens ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Le sourire de Billy Higgins » ; 12 h 30, Concert : œuvres de Boyvin, Andrieu, Buxtehude, Bach, par Michel Chapuis, orgue ; 14 h 2, Repères contemporains : Michaël Jarrell, Voirpy ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : l'ornementation de Bach à Mozart, clavecin, *piano* ; à 16 h 30, Autour des Wesendonck lieder : œuvres de Wagner ; 18 h 2, Acousmathèque ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : œuvres de Boieldieu, Bizet, Duparc, par David Devries, ténor, de Proch, Verdi par Miliza Korjus, soprano ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.
20 h 30 Concert (en direct des Champs-Elysées) : *Sonate pour violon et piano nº 2 en la majeur*, de Brahms ; *Sonate pour violon et piano*, de Chostakovitch. Entracte, *Caprice-variations*, de Rochberg ; *Sonate pour violon et piano nº 3 en ré mineur*, par Gidon Kremer, violon, et Valéry Afanassiev, piano.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « l'art de Marianne Oswald » ; à 23 h 05 Jazz club (en direct du Petit Opportun).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 3 JUIN

– *M. Valéry Giscard d'Estaing*, ancien président de la République, est l'invité de « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 20.

– *M. Jack Lang*, ministre de la culture, participe à « L'heure de vérité », d'Antenne 2, à 20 h 35.

MARDI 4 JUIN

– *M. Michel Rocard*, maire de Conflans-Sainte-Honorine, ancien ministre, est l'invité de l'émission « Parlons vrai », sur Europe 1, à 8 h 15.

INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 2 juin :

DES DÉCRETS

● Pris pour l'application de l'article L 551 du code de la Sécurité sociale et fixant les conditions d'attribution de l'allocation parentale d'éducation.

● Relatif à l'allocation parentale d'éducation prévue au chapitre V-4 du livre V du code de la Sécurité sociale et portant application de l'article 7 de la loi du 4 janvier 1985 relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux conventions pour la promotion locale de l'emploi.

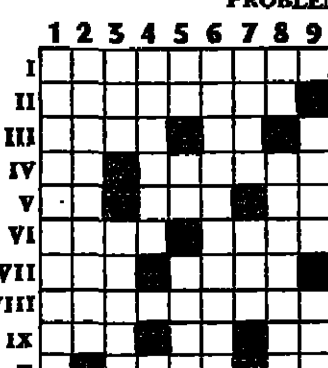
DES ARRÊTÉS

● Fixant la liste des candidats autorisés à prendre part au concours ouvert en 1985 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure, section des sciences, groupes A, B, C.

● Fixant la liste des candidates autorisées à prendre part au concours ouvert en 1985 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles, section des sciences, groupes A, B, C.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3979



HORIZONTALEMENT

I. Endroits où l'on peut mettre ce qui n'a pas été mangé. – II. Nom de famille pour des demoiselles. – III. Pour certains, est artificiel. Fin de bail. – IV. Possessif. Peuvent être assimilés aux os. – V. Pronom. Echange de timbres. Note. – VI. Un vrai serin. C'est du propre pour un homme. – VII. Ne se dégonfla pas. Nom de détroit. – VIII. Veut que les choses soient faites dans les règles. – IX. Colère. Demi tour. Symbole. – X. Qu'il faudra donc remplacer. Conjonction. – XI. Un mot souvent prononcé avant le départ. La période des glaces.

VERTICALEMENT

1. Menace ceux qui regardent de travers. – 2. Voir d'une façon parfaite. – 3. Fait la belote avec sa dame. Peut couper des nappes. – 4. Est très recherché quand il est public. Pronom. – 5. Note. Comme un ver. Se fait parfois traiter de barbeau. – 6. Est généralement réglé avant la tournée. – 7. Qui n'avait peut-être pas été digéré. Pronom. – 8. Préposition. Capable de nous faire pleurer. – 9. Relevée. Un prophète.

Solution du problème nº 3978

Horizontalement

I. Confectionneurs. – II. Oléoduc. An. Al. – III. Ni. Hétaïre. – IV. T.V.A. Tramontane. – V. Rente. Doge. Vu. – VI. Asa. Us. Terrines. – VII. Racinien. Na. – VIII. P.-S. Troie. Est. – IX. Hémione. Moab. – X. Tram. Ems. Amélie. – XI. Oto. Anon. Lu. – XII. Fée. Cervicite. – XIII. Ut. Nacre. Tir. – XIV. Trépane. Hé ! Pâle. – XV. Résine. Pesettes.

Verticalement

1. Contraceptif. Tr. – 2. Olives. Eure. – 3. Né. Analphabètes. – 4. Fô. Sem. Pi. – 5. Editeur. Océan. – 6. Cu. Satiété. Né. – 7. Tchad. Cromorne. – 8. Emotions. Va. – 9. Ontogénie. Aiche. – 10. Anerie. Ancres. – 11. Naît. Ré. Moie. – 12. Enracinement. Pt. – 13. En. Sol. Etat. – 14. Râ. Eventail. Ile. – 15. Sil. Usa. Beurrés.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 5 JUIN

« De la place Dauphine aux Grands-Augustins », 14 h 30, statue Henri IV, pont Neuf.

« Hôtel du Marais (Nord), place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Rambuteau.

« Marais, place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie.

« Exposition James Tissot », 15 heures, entrée exposition musée du Petit Palais.

« La Conciergerie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« Promenade dans le quartier Saint-Louis, de la rue du Maréchal-Joffre à la rue Saint-Louis en passant par la rue des Bourdonnais », 14 h 30, 19, rue du Maréchal-Joffre à Versailles.

« Rétrospective Robert et Sonia Delaunay », 14 h 15, Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

« Le parc Monceau », 14 h 30, métro Monceau (Mme Leblanc).

« Les hôtels et l'église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (G. Botteau).

« Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 15 (sortie Lobau).

« Montmartre : cités d'artistes, ruelles et jardins », 14 h 30, métro Abbesses (Michèle Pohyer).

« La manufacture des Gobelins au travail. Magie du vocabulaire de la Haute Lisse. Visite complète des ateliers », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins (I. Hauller).

« Gare Saint-Lazare, poste d'aiguillage, tri électronique », 14 h 45, 15, rue de Rome.

« La Sorbonne, histoire de l'université et du quartier », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Marion Ragueneau).

« Ateliers et demeures d'artistes parisiens : chez Henri Bouchard et chapelle de l'abbaye Sainte-Marie », 15 heures, 25, *rue de l'Yvette (métro Jasmin)*.

CONFÉRENCES

MERCREDI 5 JUIN

6, place des Vosges, 14 h 30, Maison « Victor Hugo » (M. Brumfeld).

35, rue de Sèvres, 20 h 30, « Soirée poésie avec Sygmunt Blazinski, Pologne et Russie. Milosz, Pouchkine ».

26, rue Bergère, 20 h 30, « Sur les traces du Bouddah : audiovisuel, conférence » (Dr Lam-Trung-Quoc).

1, rue Victor-Cousin, 19 h 30 (Bachelard), « La jalousie : y a-t-il une bonne manière de s'en servir ? » (Dr Jacques Donnars).

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30, « L'hystérie » (exposé par Y. Dienai), salle Villiers.

64, rue du Rocher, 20 h 30, récital Chopin par Christos Tsitsaros (soirée organisée par le Centre culturel hellénique).

EN BREF

EXPOSITION

ARMAND-JEAN DU PLESSIS, CARDINAL DE RICHELIEU. – La ville de Rueil-Malmaison célèbre cette année le quatrième centenaire de la naissance de Richelieu, qui aimait y résider en son château et y recevait le roi et sa cour. Jusqu'au 9 juin, une exposition Richelieu est organisée à la mairie. Les visiteurs pourront y consulter des documents de l'époque, présentant le cardinal dans ses différentes fonctions.

★ **Service des relations publiques de la mairie de Rueil, 13, boulevard du Maréchal-Foch, 92500 Rueil-Malmaison. Tél. (1) 732-92-33, poste 249.**

SÉMINAIRE

L'ORDINATEUR DANS L'ENTREPRISE. – Le développement de l'utilisation de l'ordinateur dans les entreprises ou administrations a-t-il entraîné l'apparition d'un « droit de l'informatique » ? Les règles juridiques actuelles ne peuvent-elles, avec quelques adaptations, résoudre les problèmes nouveaux qui se posent ? Pour répondre à ces questions, l'Institut d'études politiques de Paris organise les 5 et 6 juin un séminaire sur le thème « Le droit de l'informatique et l'entreprise : informatique et assurance, informatique et droit de travail ».

★ **Institut d'études politiques de Paris, service de Formation continue, 215, boulevard Saint-Germain 75007 Paris. Tél. : (1) 260-39-60.**



Nº 22 — TIRAGE DU SAMEDI 1er JUIN 1985

10 15 18 24 32 35 — 11 NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 5 JUIN 1985 ET SAMEDI 8 JUIN 1985
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE
ATTENTION SAMEDI 8 :
SUPER BONUS DE JUIN

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	9	826 770,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	38	91 380,00 F
5 BONS Nos	1 619	6 740,00 F
4 BONS Nos	93 953	115,00 F
3 BONS Nos	1 720 333	9,00 F

BONUS DU SAMEDI : 153 399
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 9,00 F x 2 = 18,00 F

LOTO SPORTIF Nº003 — TIRAGE DU JEUDI 30 MAI

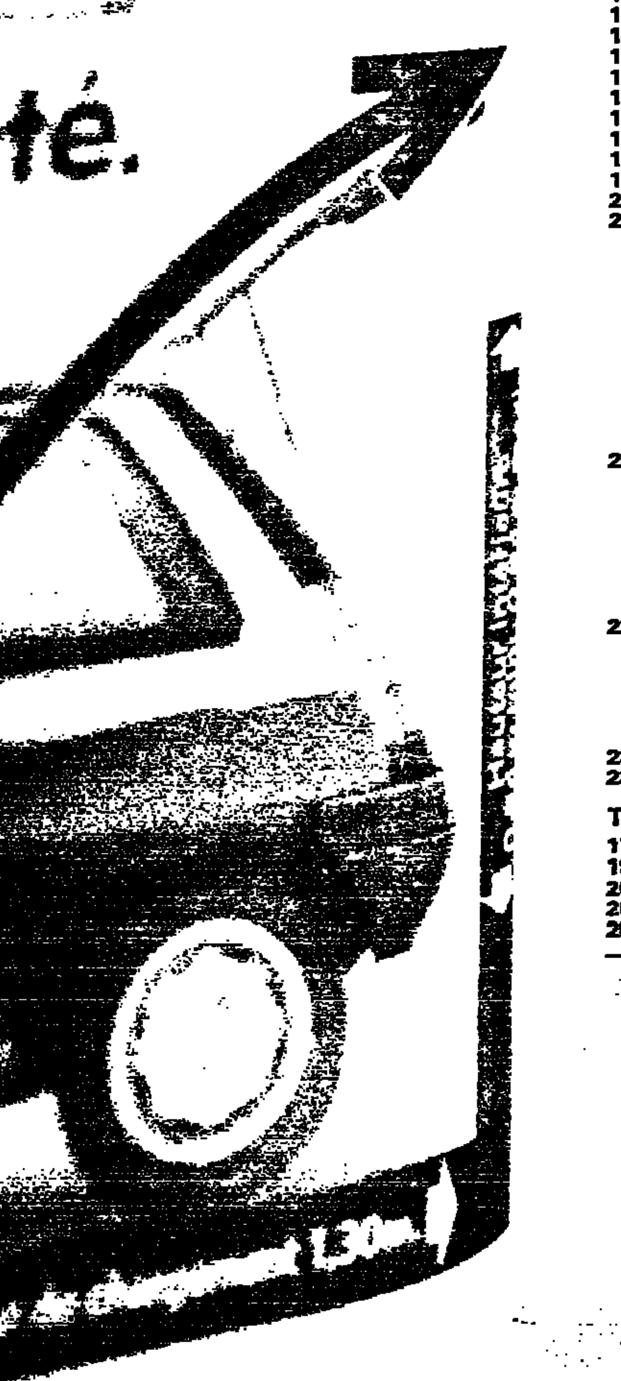
FOOTBALL Grilles 1 à 6 — RUGBY Grilles 7 et 8

1	2	3	4	5	6	7	8
001	001	004	000	001	002	036	022

TIRAGE 5 SUR 20 : 1 – 6 – 11 – 16 – 20

		Nombre de bulletins gagnants	Gains pour une mise de base de 12,50 F
Bloc 1 + Bloc 2	Grand Chelem	Pas de grand chelem, aucun joueur n'ayant trouvé à la fois les bons résultats du Bloc 1 et du Bloc 2.	
Bloc 1 Grilles 1 à 6	Bloc 1 + 5 nos du 5/20	1	93 625,00 F
	Bloc 1 + 4 nos du 5/20	4	3 762,00 F
	Bloc 1 seul	922	1 870,00 F
Bloc 2 Grilles 7 à 8	Bloc 2 seul	6	276 014,00 F
Tirage du 5/20	5 nos du 5/20 seuls	966	125,00 F
	4 nos du 5/20 seuls	7 940	22,00 F

SUPER PACTOLE POUR LE LOTO SPORTIF Nº 005 SPECIAL ROLAND GARROS VALIDATION LE 6 JUIN 1985



	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col**	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

responsable du département informatique

BOSCH 2000 personnes ; 2 usines ; CA 2,8 milliards de Francs, est spécialisée dans la fabrication d'équipements automobiles et dans la distribution et le service après-vente des produits Bosch et Bauer. Elle mise sur l'informatique pour accroître et gérer ses performances commerciales ; elle se fixe des objectifs ambitieux et se dote de moyens informatiques importants (IBM 3032 - VM - DOS/VSE - CICS - Datacom, 150 terminaux, Vidéotex, infocentre, micro-informatique, messagerie électronique...). Elle recherche le Directeur de son informatique.

Dans le cadre de la politique et de la stratégie élaborées par la Direction Générale et par le Groupe, il anime et dirige le service informatique de la société (32 personnes), organisant le travail, fixant les priorités, répartissant les tâches et gérant son personnel et son budget. Très soucieux de répondre aux besoins des utilisateurs et de permettre aux intéressés un accès plus facile aux données centrales de la société, il s'efforce de développer une informatique ouverte, cohérente et efficace ; il supervise la réalisation des applications, veille au respect des méthodes et, par une formation adaptée, il permet aux informaticiens et aux différents services une utilisation optimale des moyens mis à leur disposition ; en fonction des besoins, il choisit les matériels et les systèmes et il conseille et assiste la Direction en matière d'informatique.

Le candidat, de formation Ingénieur Grande Ecole, âgé d'au moins 33 ans, est un informaticien confirmé ; il possède de solides connaissances techniques IBM (réseau, SGBD...) et il a dirigé un service informatique dans un environnement Temps réel, si possible dans le domaine de la distribution. Il est ouvert aux langages de 4ème génération. L'anglais est nécessaire, l'allemand très souhaitable.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence P070/M à B. Beaunoir, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

Directeur général

600/900.000 F

Région Nord - Un groupe important recherche le directeur général de l'une de ses filiales située dans la région nord de la France et spécialisée dans la production et la commercialisation de pièces diverses destinées à l'industrie. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre supérieur confirmé, de préférence *ingénieur de formation* et pouvant justifier d'une solide expérience de direction au sein d'une entreprise, d'une division ou d'une façon plus générale d'un centre de profit ayant une part dominante de son activité dans le domaine de la production. Le candidat retenu sera assisté de directeurs compétents dans les secteurs financier et commercial et prendra en charge personnellement les relations sociales. Une expérience réussie dans le redressement d'entreprises serait très appréciée. La rémunération annuelle brute, assortie d'une voiture de fonction, sera composée d'un salaire fixe de l'ordre de 600.000 francs et d'un bonus pouvant atteindre 50% de cette somme, en fonction notamment d'un retour rapide de l'entreprise à une profitabilité conforme aux efforts du groupe. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R9106M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex
Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le directeur des techniques informatiques d'un grand Groupe financier international

Vous êtes diplômé d'une grande école et vous avez fait vos premières armes comme Ingénieur système chez un grand constructeur. Progressivement, vous avez pris ici ou là le management d'une équipe importante d'ingénieurs et de spécialistes rompus au matériel IBM.

Rejoignez le Groupe financier international que nous sommes. Directement rattaché au Directeur de l'Informatique nous vous confions l'animation d'un Département important. Vous avez à définir l'architecture informatique et à suivre la réalisation des projets correspondants. De plus vous devez explorer et promouvoir toute technique informatique nouvelle susceptible d'intéresser notre groupe.

L'ensemble de cette fonction nécessite de nombreux contacts avec des constructeurs et d'autres groupes financiers, conduisant à des déplacements à l'étranger, exigeant de votre part une bonne connaissance de l'anglais. Vous disposerez de l'auto*nomie et des moyens importants auxquels vous aspirez.*


DATAID SELECTION
GROUPE DATAID

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous référence DT 540 M à notre Conseil,
48 avenue Raymond Poincaré - 75016 Paris.

Groupe industriel installé près de Lille (2 milliards de C.A., 3.500 p., 7 usines en France et à l'étranger) fabriquant des biens de grande consommation, nous cherchons notre

directeur organisation de la production

Dépendant du directeur général et membre du comité de direction de la division, vous animez une équipe de 15 techniciens, améliorez notre logistique industrielle, mettez en place la GPAO et faites progresser notre productivité en termes d'organisation, d'automatisation, de robotisation...

Ingénieur de formation, à 30 ans au moins, vous avez conduit dans *son ensemble un beau projet de GPAO, connaissez les automates* programmables, et l'outil informatique vous est familier.

Notre consultant, S.BERLEM, vous remercie de lui écrire (réf. 409 LM).


ALEXANDRE TIC S.A.
2 RUE G-DE-CHATILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Gérer une P.M.E.

Une société de négoce Agro-Alimentaire :
- *Cereales,*
- Engrais,
- Phytosanitaires...,

C.A. 170 millions de francs, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

La mission principale qui lui sera confiee par le Conseil d'Administration sera la gestion rigoureuse de l'entreprise.
Il contrôlera aussi la qualite et le développement de l'action commerciale.
Le manager recherché, diplômé de l'Enseignement Supérieur, possède une expérience de plusieurs années de Direction Financière *et de Gestion d'une solide P.M.E , si possible* de négoce.
Son poids personnel, son autorite sont indiscutables.
Il etablit naturellement des contacts a haut niveau.
Son charisme lui donne audience auprès des instances régionales.
Poste à pourvoir à ROUEN.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la ref. 506 184 M (à mentionner sur l'enveloppe)

BKC PARIS-NEW YORK
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

école internationale de commerce

recherche son

DIRECTEUR

- Assurer le développement et l'animation pédagogique d'une école d'enseignement supérieur de gestion.
- développer les relations avec les entreprises et les établissements d'enseignement.
- Ce poste s'adresse à une personne possédant une expérience en entreprise ou en organisme de formation et d'enseignement, fortement motivée par une pédagogie active en liaison avec les entreprises et les professions.

Envoyer C.V. sous référence 97230 M à :
BLEU Conseil - 218 rue de Fontenay
94300 VINCENNES - qui transmettra

Ingénierie Bâtiment et Industrie

DIRECTEUR DE L'AGENCE

d'Aix-en-Provence

Cette société d'Ingénierie de taille humaine s'est développée autour de deux secteurs principaux :
- *Le bâtiment où elle intervient en qualité de Maître d'oeuvre ou d'ingénieur conseil.*
- L'industrie où ses missions touchent tant à la conception d'installation qu'à la modernisation d'installations existantes.

La souplesse de ses structures lui permet de se charger de missions complètes ou partielles. Son souci de diversification l'amène à aborder de nouveaux secteurs d'activités et de nouvelles techniques.
Elle recherche le DIRECTEUR de son AGENCE D'AIX-EN-PROVENCE.
Celui-ci devra animer une équipe de 25 ingénieurs et techniciens et prendra directement en charge -par une action commerciale efficace- le développement de son Agence considérée comme un Centre de Profit.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur (E.C.P., ENSAM, Mines, INSA, *etc...*) dont l'expérience professionnelle -une quinzaine d'années- s'est déroulée dans l'ingénierie, le bureau d'études ou l'entreprise à un niveau de responsabilité significatif.
Il possède une bonne connaissance de la région et du tissu de l'activité (*maîtres* d'ouvrages, banques, D.D.E., industriels, collectivités locales, architectes, entreprises, prescripteurs divers).
Si ce profil correspond à vos aspirations et à vos acquis,
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 10/1352 A. à :

EGOR S.A
8, rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

média-system

Filiale de groupe international spécialisée dans la fabrication et la vente de composants destinés aux industries électriques et électroniques. Notre C.A. est en constante progression grâce à une politique de commercialisation performante. Nous recherchons notre

Directeur des ventes

*Responsable de l'animation d'une équipe de technico-*commerciaux spécialisés par régions.
En étroite relation avec une unité de marketing, il devra apporter son soutien tactique auprès des bureaux d'études et des méthodes. Il devra justifier d'une expérience réussie dans la négociation à tous niveaux.
Sous l'autorité du Directeur Général qui dans un premier temps, maintiendra sa prise directe sur 3 marchés nationaux, il collaborera dans un esprit de recherches permanentes de nouveaux développement de produits sur des marchés à croissance future.
L'homme qui rejoindra notre équipe jeune, ayant l'esprit marketing et le sens de la communication, aura une trentaine d'années, sera diplômé ingénieur ou d'une Ecole Supérieure de Commerce avec une expérience en milieu industriel à technologie de pointe.
Anglais indispensable.
Rémunération attrayante + voiture de fonction.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 11487 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui trans.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 285.10.05

Société multinationale, spécialisée dans la distribution de matières premières recherche pour son siège parisien un

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le candidat aura :

- plusieurs années d'expérience à un poste de direction *commerciale dans une société de distribution : serait en* outre appréciée la connaissance de la distribution des matières plastiques ;
- une parfaite connaissance de la langue anglaise ; celle de la langue allemande serait un atout supplémentaire ;
- un âge entre 35 et 45 ans.

Adresser votre candidature sous référence nº 543 à JEGU, 27, rue de Rome, 75008 Paris, qui transmettra.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

SOCIETE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT
D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE
Groupe Caisse des Dépôts-Développement
recherche

CHEFS DE PROJETS et INGENIEURS SYSTEME

pour grande administration financière au
PROCHE-ORIENT

Diplôme d'Ingénieur Infomaticien.
5 à 10 ans d'expérience.
Pratique de l'anglais.

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité s/réf. 9763 à

SINORG *RECRUTEMENT*

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

Axial Publicité

VILLE DE CHILLY-MAZARIN

RECRUTE

DIRECTRICE DE CRÈCHE

- Soit docteur en médecine.
- Soit puéricultrice D.E. disposant de 5 années d'ancienneté professionnelle.

35 h/hebdomadaires, logement fonction.
Salaire : 6 896 F début carrière + avantages sociaux.

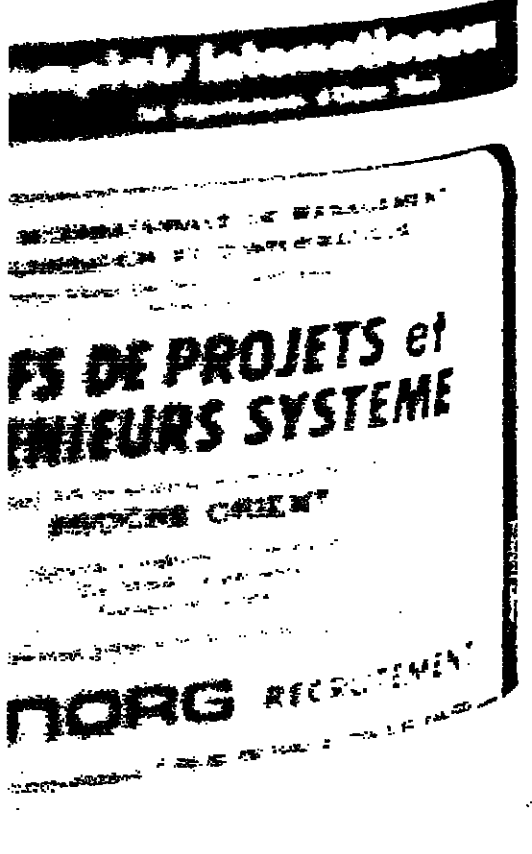
Envoyer c.v. + candidature à :
Monsieur le Maire, avant le 21 juin.

هكذا من الأصل



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Leader Mondial dans le domaine des gaz industriels
25 000 personnes dans 55 pays
recrute

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Pour sa **Division ingénierie** basée en **Région Parisienne** qui réalise des unités de séparation ou de liquéfaction d'air, de gaz industriels ou de gaz naturel.

Il sera responsable d'un contrat de fourniture d'équipement depuis sa signature jusqu'à sa réception.
Il animera une équipe de techniciens.

Diplômé d'une **Grande école** Centrale, Mines, école de chimie...) il a au moins **3 ans d'expérience de projets ou de chantiers en ingénierie chimique ou pétrochimique.** (Réf. AFM).

INGÉNIEUR DE BUREAU D'ÉTUDES

Pour **le Service Spatial** de sa **Division Techniques Avancées** basée à **GRENOBLE** qui participe aux études concernant ARIANE V.

Diplômé d'une **grande école d'ingénieurs** (sup. Aéro, Centrale, Arts et Métiers), il a une **expérience d'au moins 2 ans** en bureau d'études concernant la mécanique et la résistance des matériaux dans le domaine **aéronautique ou spatial.**
Il animera une équipe de dessinateurs. *(Réf. B.E.M.)*

Pour ces postes **l'Anglais courant** est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et **référence du poste** à l'AIR LIQUIDE DRHP
75, quai d'Orsay - 75321 PARIS Cédex 07

BUITONI

Leader en France sur le marché des plats cuisinés en conserve dans le cadre de BUITONI INTERNATIONAL, groupe alimentaire représentant 25 milliards de francs sur le marché européen, recherche un

DIRECTEUR DE GROS ETABLISSEMENT INDUSTRIEL

Pour son usine de **CAMARET SUR AYGUES (Vaucluse),** son responsable actuel venant d'être promu Directeur industriel au Siège Social du Groupe Français.

Il s'agit de la plus grosse unité européenne du Groupe pour les plats cuisinés appertisés (70 000 tonnes et 500 personnes) et technologiquement de la plus moderne dans la branche professionnelle.

Ingénieur de formation (Agro, ENSAIA, ENSIA) vous avez déjà assuré avec succès la Direction d'une importante unité de production de produits alimentaires au sein d'une société performante et vous êtes particulièrement rompu aux relations sociales industrielles et avez si possible, l'expérience des cercles de qualité.

Vous serez hiérarchiquement rattaché au Directeur Industriel du Groupe France.

Adresser S.V.P. votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo récente en précisant votre rémunération annuelle totale à **BUITONI FRANCE** Direction des Ressources Humaines
76, rue Garibaldi - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES.
(Merci d'indiquer le support presse où l'annonce a été relevée).

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Nous sommes l'un des premiers Groupes privés français d'assurance collective

Grâce à un outil technique de pointe (réseau temps réel de 650 terminaux répartis sur toute la France), au service d'équipes dynamiques, nous avons acquis une position de 1er plan que nous allons encore renforcer en développant notre activité.
Nous recherchons pour notre établissement central, basé dans le

SUD DE LA FRANCE

chef de département comptabilité 250.000 F +

Il s'agit d'un professionnel confirmé en COMPTABILITE D'ASSURANCE, ayant une expérience d'une dizaine d'années, dont 4 à 5 ans au siège d'une société d'assurances ou dans un cabinet spécialisé. C'est aussi un organisateur capable d'animer et de motiver son équipe ; il a, en outre, une formation supérieure (+ diplômes comptables).
Il sera chargé d'organiser et de gérer l'ensemble des banques comptables nationales et aura la responsabilité de la mise en place, du démarrage et du suivi des comptabilités et de la gestion de deux sociétés nouvelles issues du développement récent. Il aura la responsabilité d'une équipe d'une vingtaine de personnes dont 2 cadres. *(Réf. 6613 A)*

jeune cadre comptable 170.000 F +

De formation supérieure et comptable (minimum DECS), il a quelques années d'expérience professionnelle au siège d'une société d'assurances ou d'un cabinet spécialisé. Sous l'autorité d'un chef de département, il animera une équipe d'une dizaine de personnes et participera directement au démarrage de notre nouveau développement en assurances. (Réf. 6613 B)

Nous offrons à ces collaborateurs, outre une rémunération attractive et d'excellentes conditions de travail, une large possibilité d'évolution dans le groupe.

Les candidats de la région parisienne seront reçus à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence du poste choisi à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

---

une belle opportunité dans le Pas de Calais pour un(e)

Directeur RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT

Filiale d'un important groupe chimique, nous employons un peu plus de 300 personnes. L'évolution du marché nous conduit à donner une nouvelle dimension à notre recherche appliquée pour conforter notre position de leader sur notre marché : la transformation de films plastiques en

complexes pour l'emballage souple alimentaire

Sous l'autorité du Directeur Général, intégré à l'équipe de Direction, en liaison avec la Direction Commerciale qui vous informe de l'évolution de la demande de notre clientèle, vous avez la charge complète du service : vous entretenez les relations avec les fournisseurs, producteurs de films et de matières, vous mettez au point les produits nouveaux, vous les testez en clientèle, vous définissez les procédés de fabrication, les spécifications techniques, les normes de qualité et de prix de revient.
Vous développez la coopération avec les centres de recherches du groupe.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 30 ans minimum, mais sans limite supérieure, Ingénieur Diplômé, vous avez acquis une expérience significative en R n' D dans un domaine impliquant une connaissance approfondie du travail des films plastiques. La connaissance de l'anglais serait un plus appréciable.

Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M/177/C à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

AFCOREM

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Responsable gestion des stocks

200.000 F

Rennes - composants mécaniques - Un groupe français dont la vocation est de fabriquer et de commercialiser, tant en France qu'à l'étranger, des systèmes de raccordement pour l'industrie recherche son responsable de la gestion des stocks (12.000 références). Basé à Rennes, il sera placé sous l'autorité du directeur administratif et, en liaison avec les responsables des stocks locaux, sera chargé de définir et mettre en œuvre un système de gestion informatisée qui permettra, grâce à un meilleur contrôle, d'optimiser le niveau général des stocks du groupe et de rationaliser les lancements de fabrication. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 27 ans minimum et titulaire d'une formation supérieure de gestion ou justifiant d'un niveau équivalent. Il doit en outre avoir développé des qualités d'organisation et de rigueur à l'occasion d'une première expérience professionnelle qui lui ait permis d'aborder soit en milieu industriel, soit au sein d'une société de conseil, la gestion des stocks. Le contexte international du poste implique une bonne connaissance de la langue anglaise et suppose des déplacements. La rémunération annuelle de départ, fonction des compétences présentées sera de l'ordre de 200.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9107M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Une nouvelle dimension pour votre carrière

INGENIEUR ORGANISATION METHODES ET PLANIFICATION

Lyon

Cet important groupe industriel français souhaite renforcer les structures de son département Travaux -électricité et télécom-.
Rattaché au service ingénierie et en relation étroite avec la direction et les unités opérationnelles, *ses principales fonctions comprennent :*
- la définition et la formulation des méthodes et procédures,
- la maîtrise des techniques de projet et de planification,
- la diffusion au sein de l'entreprise des outils ainsi définis.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un ingénieur CENTRALE, A & M, SUPELEC... justifiant d'une solide expérience de conduite de projets, principalement à l'exportation -et si possible de chantiers-.
Il parle l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 21881 G, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 Lyon Cédex 3.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

---

responsable engagements

Marseille **banque**

Un groupe bancaire et financier recherche pour son agence de Marseille un **responsable engagements.**

En liaison avec l'équipe commerciale, il assurera le suivi et la gestion des engagements court terme utilisés par une clientèle d'entreprises et d'associations.

Le candidat aura une solide formation aux techniques bancaires et/ou une formation supérieure. Au cours de son expérience bancaire de plusieurs années, il aura acquis une bonne pratique du *crédit à court terme et de l'analyse financière. Poste évolutif.* Rémunération en fonction de l'expérience.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence E009/M à A. Coffin, Sema-Sélection: **5, rue St Hermentaire 13008 MARSEILLE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

OUEST DE LA FRANCE
IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS
recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

Diplômés d'une Grande Ecole (Ponts, ESTP, ...), ils se distinguent par leur volonté d'entreprendre, de décider. Ils partagent le goût du travail en équipe et le sens inné des responsabilités.
D'abord formés par leurs «aînés», ils vont acquérir, peu à peu, en menant des missions opérationnelles, tous les aspects du métier : technique, gestion, animation, commercial.

Nos chantiers bâtiments et TP (ouvrages d'art, Génie Civil) sont implantés dans l'Ouest de la France. C'est donc dans une grande métropole régionale que nous vous proposons de nous rejoindre. Puis vous évoluerez ... et aurez à choisir parmi les diverses propositions qui vous seront offertes dans la société ou le groupe dont nous sommes filiale, en France ou à l'étranger.

Avant de nous rencontrer, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4815 à l'agence DESSEIN 15 rue du Louvre - 75001 Paris.

DESSEIN

---

ingénieur production mécanique

diriger une unité décentralisée

Ingénieur diplômé, vous avez l'expérience de l'animation d'une équipe de production en industrie mécanique de petites séries.
Vous aurez la responsabilité complète de l'une de nos unités industrielles (70 personnes en région Rhône-Alpes) fabricant des biens d'équipement.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez-nous votre CV sous réf. 752 19 à notre conseil

ONOMA Tour Crédit Lyonnais
69431 Lyon Cédex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ingénieur système

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL

230 000 F +

Blois. Cette Caisse Régionale de Loir & Cher (700 personnes) comprend une cinquantaine d'agences dans le département. Pour faire face à la croissance de son activité, elle met en place une informatique performante et recherche un ingénieur système de haut niveau (HF).

Dépendant du responsable système, il sera intégré dans une cellule de 3/4 personnes où il assumera la responsabilité d'un vaste domaine technique (CICS, DL1 de préférence). Sa triple mission concernera l'optimisation de l'environnement, devant déboucher sur des décisions stratégiques, la maintenance des logiciels et enfin l'assistance auprès des responsables des études et de la production.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, est ingénieur diplômé et à quatre à cinq ans d'expérience de la fonction système dans une configuration IBM 30XX (MVS, CICS, DL1). Une compétence réseau et automatisation serait en outre appréciée. Le poste requiert un candidat autonome à fort potentiel, attiré par un environnement de pointe en pleine évolution et appelé à de nombreux développements. Anglais parlé couramment.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence L030/M à H. Bouet, Sema-Sélection: **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

semma selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

De notoriété internationale, d'origine anglo-saxonne, nous sommes un des leaders dans la construction de biens d'équipements. Le regroupement de nos activités à **NANTES** nous conduit à étoffer notre service comptable et financier par la création d'un poste de :

Cadre Financier

170 000 F environ

En liaison avec la direction financière, vous aurez pour double mission :

- le suivi de la trésorerie, les relations courantes avec les banques, la participation aux schémas de financement, le suivi des comptes clients,
- la participation aux constructions budgétaires et au reporting, les analyses spécifiques à caractère financier.

De solide formation comptable (DECS ou équivalent), vous avez déjà acquis quelques années d'expérience des problèmes de trésorerie et des relations bancaires au sein d'une entreprise anglo-saxonne si possible. De plus vous êtes familiarisé à l'utilisation de l'informatique.
Nous rejoindre c'est mettre à profit vos compétences dans un contexte dynamique et évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 39805 OF à Isabelle BOYER, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

DESSEIN

The Executive Group (France) Management



Mutuelle Assurance des Instituteurs de France
200 avenue Salvador Allende
79000 Niort

recherche

INGENIEUR D'ETUDES

Votre formation

Diplômes : Grandes Écoles ou Universitaires
Options : Mathématiques appliquées, informatique.
Débutant(e) ou quelques années d'expérience.

Votre mission

Rattaché(e) à la Direction du Département Informatique, vous serez chargé(e) d'étudier, de concevoir et de suivre la réalisation de projets dans le domaine de l'analyse des données.

Votre profil

Compte tenu des possibilités d'évolution de carrière, ce poste *s'adresse à des candidat(e)s ayant des qualités de méthode,* d'animation et souhaitant accéder à des responsabilités.

Le poste est situé à NIORT (Deux-Sèvres).

Merci d'adresser candidature, prétentions et photo à :
M.A.I.F., 200 avenue Salvador Allende, 79038 Niort Cedex

BEECHAM PHARMACEUTIQUE

La dynamique des ressources humaines...

Filiale d'un des tout premiers Groupes pharmaceutiques mondiaux, nos activités en France sont en forte croissance. Nous vous proposons de prendre en charge pour nos 2 unités de Production et notre Centre de Recherche situés en Pays de Loire (300 personnes),

le développement social et la formation

Collaborateur **direct** du Chef du Personnel, vous aurez à mettre en œuvre une politique dynamique de valorisation des hommes tout au long de leur carrière.

Vous serez associé à la mise en place de la politique sociale dans ses différents aspects. Vous aurez l'initiative, la réalisation et la gestion des plans de **formation**, ainsi que l'organisation des **recrutements**.

25 ans minimum, de formation supérieure orientée vers la gestion de personnel, vous avez 2 à 3 ans au moins d'expérience en milieu industriel.

Si vous souhaitez saisir une **opportunité de carrière**, en rejoignant une équipe qui se donne les moyens de sa politique, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf.S/DSF/M, à notre Conseil Alain BONY qui le traitera en toute discrétion.

MEDIA PA

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Etudes Electroniques Informatiques

SA au capital de 3.000.000 F
AIX-EN-PROVENCE

recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS CONFIRMES

pour

Prendre en charge la réalisation de projets à base de microprocesseurs, tant du point de vue matériel que logiciel,
Gérer le budget alloué à ces projets,
Assurer la liaison entre le commercial, les clients et la production.

NOUS DEMANDONS :

Expérience de deux ans minimum dans un poste similaire,
Connaissance des microprocesseurs 16 bits et des logiciels temps réel.
Personne dynamique, autonome, motivée,
Aptitude à coordonner une équipe.

NOUS PROPOSONS :

PME (30 personnes) à fort potentiel, en pleine expansion,
Situation motivante par son activité pluridisciplinaire (Armement et Industrie),
Possibilité d'évoluer vers des responsabilités élargies.

Adresser C.V., photo et prétentions, à :
I2E (Etudes Electroniques Informatiques)
Avenue du Club Hippique 13090 AIX-EN-PROVENCE

INGENIEURS GENERALISTES, DEBUTANTS AUJOURD'HUI RESPONSABLES D'UNE UNITE DU GROUPE DANS TROIS ANS

Lyon

Cette unité performante (1 500 personnes - 700 MF) appartient à l'un des plus puissants groupes industriels français, présent au plan mondial. Elle produit, en très grande série, des biens d'équipements électromécaniques à forte intégration électronique. Désireuse de préparer, en trois ans, de futurs cadres dirigeants, elle offre à cinq ingénieurs généralistes débutants (Mines, Centrale, ENSAM ...) les postes d'accueil suivants :

- **Responsable Marketing Achats**
- **Responsable laboratoire endurance**
- **Ingénieur Méthodes**
- **Ingénieur Recherche et Développement**
- **Ingénieur Organisation Informatique**

Elle saura reconnaître leur potentiel en leur confiant, sous trois ans, d'importantes responsabilités polyvalentes avec direction d'effectifs, à Lyon ou dans une autre unité du Groupe. La pratique de l'Anglais est indispensable.
Les premiers entretiens auront lieu à Lyon ou à Paris avant le 15 juin 1985. Des précisions sur chacun des postes à pourvoir sont disponibles en téléphonant au 16.7/889.70.12. Merci d'adresser lettre manuscrite C.V. et prétentions sous référence 4073/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

Publivel

sélé CEGOS

Membre du SYNTEC

Conseil juridique et fiscal

Notre Société de Conseils Juridiques et Fiscaux - Le CABINET RATHEAUX - qui compte actuellement 23 juristes et fiscalistes, poursuit une nouvelle phase de son développement dans le cadre de son association avec PEAT MARWICK, une des premières organisations mondiales de Conseil aux entreprises. De larges opportunités de carrière sont ainsi ouvertes aux membres de notre Cabinet.

Nous recherchons actuellement :

UN(E) JURISTE CONFIRME(E)

Formation Droit DESS ou DJCE, ou Grandes Ecoles de Gestion. – 4 à 5 ans en Cabinet ou Entreprise. – Solide maîtrise du droit des sociétés (opérations sur capital, prise de contrôle, restructuration de groupes, apports, fusions...).

UN(E) FISCALISTE EXPERIMENTE(E)

Formation supérieure (Ecole de Commerce, DESS...). – 2 à 5 ans en Cabinet ou Entreprise. – Connaissances en fiscalité internationale très appréciées.

La connaissance de la langue anglaise serait un atout supplémentaire.

Nous apprécions chez nos collaborateurs la solidité technique et l'éthique professionnelle, ainsi que l'implication personnelle dans les missions de conseil auprès des dirigeants d'entreprises ou de groupes de sociétés.

Vous pourrez trouver dans notre Cabinet, à Lyon, un fort enrichissement professionnel et des développements de carrière de premier plan.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine MILLET sous référence JFR 960 (en indiquant votre rémunération actuelle).



COFROR
Le Britannia, 20 Bd Eugène-Deruelle, 69432 Lyon-Cedex 3

SOURCES



ROUEN

Gros Systèmes IBM - MVS/IMS

Adjoint au Responsable des études

Ingénieur Grande Ecole (ESE, IDN, ENSIMAG, INSA...), vous justifiez d'une 1re expérience de 2 à 3 ans sur gros systèmes IBM, environnement MVS et IMS.
Importante Mutuelle d'Assurances, nous recherchons dans le cadre du développement de notre service informatique, notre adjoint au responsable des études.
Votre mission : le développement d'applications de télétraitement sous IMS.
En relation avec le responsable des études, vous animerez une équipe de 12 personnes.
Ce poste, qui s'adresse à un candidat à fort potentiel, offre de réelles possibilités d'évolution au sein de notre société.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, à TK Conseil, 56 rue de Londres 75008 Paris, à qui nous avons confié cette mission.
Discrétion assurée.

TK CONSEIL

Concession automobile à 100 km de Paris recherche responsable administratif et comptable libre immédiatement
LE CANDIDAT DOIT AVOIR :
- le niveau du DECS ;
- une solide pratique de la comptabilité ;
- une expérience de la gestion financière ;
- une pratique des relations bancaires ;
- de solides notions sur l'informatique.

Expérience automobile souhaitée mais non indispensable.
Ecr. avec C.V., photo et prétentions, ss nº 9.315 à Havas 18, rue Carnot, 51100 REIMS.
Discrétion assurée.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Un chef du personnel novateur

Bourges

Une entreprise de plus de 500 personnes, spécialisée dans la production d'éléments destinés à l'automobile, l'armement et l'électronique, filiale d'un grand groupe industriel français, recherche un chef de personnel qui soit un véritable responsable des ressources humaines. En plus du rôle classique de la fonction (administration et gestion du personnel, relations avec les partenaires sociaux et les organismes extérieurs), il aura pour mission essentielle d'élaborer et de mettre en place une politique de personnel dynamique et novatrice, particulièrement en ce qui concerne l'évolution du système de rémunération ouvriers et ETAM, et le développement de la communication.
Pour réussir dans cette fonction, outre un intérêt prononcé pour les relations humaines, il faut une formation supérieure, une *bonne connaissance du droit du travail, et une première expérience d'au moins 3 ans dans un service de personnel d'usine.*

Ecrivez à notre Conseil. Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous référence 3091M



CORT

MEMBRE DE SYNTEC

65 avenue Kléber, 75116 PARIS.

DESSEIN

Paris · Lille · Lyon · Strasbourg



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA RADIOTECHNIQUE

NOUS

LA RADIOTECHNIQUE

un effectif de 6000 personnes :

En région parisienne, deux centres d'études et de développement, où 500 personnes (dont 300 ingénieurs et techniciens) travaillent dans les techniques avancées :
- *Télévision*
- Péri-télévision
- Péri-téléphonie
- Péri-informatique
- Télématique.

Dans la *région* Ouest quatre centres de production : Rambouillet, Dreux, Nogent-le-Rotrou, le Mans.

VOUS

A tous les niveaux vous pouvez trouver votre place dans notre Société

INGENIEURS ELECTRONICIENS MECANICIENS

plusieurs postes sont à pourvoir dans les services de production, méthodes et qualité.

D'intéressantes perspectives de carrière *vous sont offertes pouvant* déboucher rapidement sur des postes à responsabilités.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 356.10.05

Vous voudrez bien adresser votre lettre de candidature à :
LA RADIOTECHNIQUE - Service du Personnel - B.P. 184 - 72004 LE MANS CEDEX

CORNING FRANCE filiale du groupe CORNING GLASS WORKS, leader mondial sur le marché des verres spéciaux, a toujours donné une place privilégiée à la Recherche et à l'Innovation technologique.
L'usine de Châteauroux spécialisée dans la fabrication des produits pyrex (culinaires et techniques), recherche un

Ingénieur responsable de fabrication CHATEAUROUX

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (A & M, INSA, ENSI...), vous avez une première expérience (environ 3 ans) de l'encadrement de production.
Dans un environnement dynamique où les hommes sont impliqués et solidaires, vous dirigerez l'atelier de fusion. Vous vous appuierez sur vos qualités personnelles : réflexion, autorité, fiabilité, votre sens du concret et des contacts humains pour superviser le personnel et assurer la coordination des projets de développement.
Cet acquis d'expérience et de maturité vous permettra de vous familiariser aisément avec la technologie et les problèmes spécifiques de la fusion du verre.
A plus long terme, vous saurez évoluer dans notre société.
La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. IF/M,
à Corning France
Direction Développement du Personnel
44 avenue de Valvins
77210 AVON.



STAGE RÉMUNÉRÉ
TECHNICIENS ET CADRES INDUSTRIES DU BOIS

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan ouvre en novembre 1985

une ÉCOLE DES CADRES DU BOIS
(Charpente, Menuiserie, Ameublement, Ossature Bois)

Candidats niveau BAC (C-D-E-F) ou Ecoles Techniques spécialisées ou DUT Génie Civil
Age minimum 23 ans - Libéré obligations militaires
Expérience professionnelle 3 à 5 ans minimum en industrie du bois
Demandeurs d'emploi ou congé formation
Niveau sortie cadre moyen, niveau III
(Technologies nouvelles, organisation production gestion PME, informatique de production)

CANDIDATURES avec C.V. à adresser à :
INSTITUT CONSULAIRE DE FORMATION PERMANENTE
6, rue de Kerguelen - 56100 LORIENT

IMPORTANT GROUPE FINANCIER ET IMMOBILIER DU SUD-EST

recherche

2 JEUNES CADRES SUPÉRIEURS
HEC - ESSEC - ESCP

150 000 à 200 000 F selon expérience.

A MARSEILLE : responsable du montage d'opérations immobilières en liaison avec les services techniques et financiers sous l'autorité du Directeur de la Promotion.

A NIMES : responsable de l'implantation commerciale et recherche d'opérations immobilières.

Adresser dossier, lettre et photo à :
HAVAS, réf. 95 271 Marseille.

Syndicat régional professionnel
RECHERCHE

HOMME ou FEMME

Capable de s'intégrer rapidement et prendre responsabilité au sein d'une équipe d'interventions en conseil de gestion et contrôle des comptes d'entreprises adhérentes.

Niveau :
- ESC ou maîtrise droit/sciences éco ou équivalent + DECS complet ;
- 2 ou 3 ans expérience professionnelle ;
- Nombreux déplacements sur une région — voiture indispensable.

Envoyer c.v. avec photo + prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, sous nº 307 253 M,
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS



Recherche, pour faire face au développement rapide de son groupe "Techniques Avancées", spécialisé dans les missions de conseil de haut niveau en informatique, plusieurs :

INGÉNIEURS CONSEILS DÉBUTANTS
- Jeunes diplômes de Grandes Écoles (X, Centrale, Télécoms, Supélec, Mines, Ponts, Ensimag, Insa, HEC, ESSEC, ESCP...)
- Motivés par la recherche d'un métier dynamique, dans un cadre international et une ambiance de profession libérale laissant une grande liberté d'organisation dans son travail.

INGÉNIEURS CONSEILS EXPÉRIMENTÉS
- Diplômés de Grandes Écoles, ayant 2 ou 3 ans d'expérience informatique diversifiée (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseils...).
- Ayant démontré leur aptitude et leur goût pour les contacts avec la clientèle et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons :
- La possibilité de développer des compétences techniques nouvelles sur des missions informatiques de pointe dans des secteurs d'avenir (réseaux, télématique, CAO, systèmes temps réel, bureautique, traitement de l'image, robotique...)
- L'occasion de saisir des possibilités d'évolution motivantes, dans un contexte international, au sein d'une équipe jeune.
- Une formation intensive aux Etats-Unis.

Envoyer C.V. avec photo à : Jean-Claude GUEZ, ARTHUR ANDERSEN ET Cie, Tour Gan - Cedex 13, 92082 PARIS-LA DÉFENSE 2.



BANQUE PRIVEE REGION MEDITERRANEE
recherche

ADJOINT CHEF SERVICES TITRES

ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un important service Titres (15 personnes).
Le candidat recherché doit être apte à maîtriser tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques et devra faire preuve d'une bonne capacité d'organisation et d'animation. Réf. 734 M

BANQUE PARIS 8e
Filiale d'un Grand Groupe Industriel recherche pour son service Engagements

GRADE H/F

Le candidat sera chargé :
- *de l'analyse de documents comptables (bilans,* comptes d'exploitations, mouvements de comptes),
- du suivi administratif des dossiers de crédit.

Il devra justifier d'une expérience de 3 ans dans un poste similaire et posséder une formation de type BP de Banque, BTS comptabilité... Réf. 846 M

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prét. s/réf. du poste choisi à OCBF, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.



vous assiste dans le recrutement bancaire

CONTESSE

La Direction des Constructions et Armes Navales de LORIENT

recherche **3 INGÉNIEURS CIVILS** sur contrat

1 – **INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA CELLULE LOGICIELS OPÉRATIONNELS DES SYSTÈMES D'ARMES**

Profil :
- Ingénieur informaticien diplômé de l'enseignement supérieur
- Analyste-programmeur - Anglais souhaité
- Expérience de quelques années dans le domaine de l'Etude de systèmes informatiques temps réel souhaitable.
- Formation spécifique sera dispensée

2 – **INGÉNIEUR ADJOINT AU CHEF DU BUREAU D'ÉTUDES LOGISTIQUES**

Profil :
- Ingénieur ENSI - Arts et Métiers ou équivalent
- Connaissance des problèmes logistiques et des matériels coque - machines - électricité
- Très bonne connaissance des questions informatiques (utilisateur).

3 – **INGÉNIEUR CHEF DU BUREAU APPROVISIONNEMENTS DE MATÉRIELS SPÉCIFIQUES**

Profil :
- Ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur possédant de bonnes connaissances dans le domaine des approvisionnements.
- Expérience souhaitable dans le domaine de la construction navale, bureau d'études et service achats.

Adresser candidature et curriculum vitae à :
D.C.A.N. LORIENT
Service P.O.C. - B.P. 41 - 56998 LORIENT NAVAL

GRENOBLE
Société ingénierie informatique innovatrice
- INFORMATIQUE TEMPS RÉEL ET INDUSTRIEL
- MINI ET MICRO
- LOGICIEL ET MATÉRIEL

recherche

• INGÉNIEURS
(débutants à 3 ans d'expérience)
(Supélec, Ensimag, Enserg, N7)

• INGÉNIEURS CONFIRMÉS
2 à 5 ans d'expérience
(connaissances en méthodologie du logiciel)
(X, ECP, Télécom, Ensimag).
Ces postes sont à pourvoir pour **PARIS** et **PROVINCE**.

Ecrire avec C.V. et prétentions Havas 2937
33, rue du Colonel-Bougault, 38100 *GRENOBLE.*

SEREG
Schlumberger

recherche

2 PROGRAMMEURS
FORMATION DUT/MIAGE OU ÉQUIVALENT

pouvant, si possible, justifier d'une première expérience sur *IBM 36* ou *38* et de la connaissance du GAP 3.

Ces postes sont basés à Illies (25 km de Lille).

Adresser c.v. + photo + prétent. à Pierre Dupriez, chef du personnel Sereg Schlumberger, B.P. 30, 59480 La Bassée.



Mutuelle Assurance des Instituteurs de France
200 avenue Salvador Allende
79000 Niort

recherche

pour développer une structure assurance-vie rattachée à son siège social et implantée à NIORT :

des jeunes diplômé(e)s

école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines...)

appelé(e)s à prendre rapidement des responsabilités.

Adresser CV et prétentions à :
MAIF - Direction, 79038 Niort Cedex

Le Directeur Général de deux importants foyers de jeunes travailleurs, accueillant tout public dans l'Ouest Atlantique, souhaite confier la coordination des activités sociales et culturelles des deux Etablissements à

Adjoint de direction *HF*
(DEFA, CAPASE ou équivalent)

Organisateur, gestionnaire, animateur, il travaille en étroite collaboration avec tous les services internes et les différents organismes extérieurs et concourre, par la promotion d'actions novatrices conçues pour les besoins des résidents, à l'expansion qualitative et quantitative de l'ensemble.

Le candidat doit donc être sensible aux réalités et résultats concrets et convaincre par sa disponibilité, sa ferme diplomatie et une expérience déjà réussie en associations, centres, villages vacances ou entreprises.

Pour une entrevue, que nous souhaitons prochaine, adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à

Michel AUBRY LE VICTORIA 82, bd d'Angleterre 85000 LA ROCHE-SUR-YON

MEDIA BK

CERAM INFORMATIQUE

1983 : La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice a créé le CERICS, 1er Centre Européen de Génie Logiciel en association avec le Groupe Bull, *l'INRIA et le soutien de l'Agence de l'Informatique.*

1985 : Nous lançons un Programme européen de management des technologies de l'information.

Dans le cadre de ce développement nous procédons aux recrutements suivants :

DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE
(Scientifique: X, Supelec, Mines, Centrale, Maitrise,...
Gestion : Hec, Escp, Ceram, Sciences Po, Esc, Maitrise..)

De grandes Entreprises et le CERAM - Informatique offrent à une vingtaine de diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur des Bourses d'études leur *permettant d'accéder aux fonctions d'*INGÉNIEUR CHEF DE PROJET en informatique, à l'issue de 9 mois de formation intensive d'un M.S. en technologies de l'information.

Demander un dossier de candidature et d'information à : CERAM-informatique *BP 20 - Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cedex - Tél. (93) 33.95.95.*

SOPHIA-ANTIPOLIS

IMPRIMERIE
- Vous avez quelques années d'expérience du Labeur.
- Vous avez déjà encadré des équipes.
- Vous êtes dynamique, tenace et méthodique.

Photocompo, photogravure, impression offset et façonnage n'ont pas de secret pour vous.

Vous voulez évoluer dans la profession : nous recherchons

UN CHEF D'ATELIER
Unité de 20 personnes, région Bourgogne. Ecrivez-nous avec C.V., sous nº 307.415 M, à
RÉGIE-PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

L'Office national d'études et de recherches aérospatiales rech. pour son centre de : MODANE - AVRIEUX un :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
H./F.
GRANDES ÉCOLES

intéressé par la métrologie (des capteurs à l'acquisition des données)

Expérience appréciée
Il sera chargé d'animer une équipe développant des méthodes de mesure conciliant - grande précision et efficacité industrielle

Adr. C.V. et photo à ONERA B.P. 25 - 73500 - MODANE.

Sté de tuyauterie industrielle et de montage recherche

2 CHEFS D'AGENCE
pour régions : Nord, Picardie et 50 km Sud de Paris

Nous confierons la responsabilité complète de ces centres de profit à des ingénieurs 30/35 ans, ayant 3 ans mini. d'expérience de même nature. Leur mission sera commerciale avec devis, négociation de contrat, suivi des travaux et gestion.
La rémunération sera en fonction de l'expérience et des capacités : mini 200 KF/an.
Merci d'adr. réponse manuscrite avec C.V. et prét. à : P. LICHAU S.A. 3, av. de la Corse, 13007 MARSEILLE, sous réf. FR 04, qui transm.

Sté recherche son comptable TRILINGUE : anglais, allemand : DECS + 5 a. + saisie informatique. Env. c.v. à M/S C.D.C., 31, avenue Princesse-Grâce MC 98000 MONACO.

Equipe pluridisciplinaire propose détachement longue durée sur poste Etat à

CERTIFIÉ SCIENCES ÉCO. ET SOCIALES

Travail exigeant disponibilité et esprit d'initiative pour formation travailleurs sociaux.
RÉGION CENTRE
Intérêt pour économie sociale, expérience vie associative appréciée. Enseignement économie politique et gestion.
Ecrire sous le nº 306 978 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS
recherche pour son Siège Social
Banlieue Ouest PARIS

cadres comptables
débutants

Formation : EDHEC, ESSEC, ESC ou titulaire d'un DECS comptabilité ou équivalent.

Définition du poste : prise en charge progressive de la responsabilité d'une équipe de comptabilité générale.
Participation à la mise au point de nouvelles procédures comptables (application du NPC, consolidation, *procédures financières).*

Adresser CV, photo et prét.
ss réf. 11467 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

Groupe industriel
produits de consommation industriels
1700 personnes - 3 usines en France
Siège Social en banlieue parisienne
-Filiale important Groupe Américain-
recherche son

Responsable
des Services du Personnel

Sous l'autorité du **secrétaire général**, et en étroite collaboration avec les trois **directeurs d'usine** il prendra en charge toute la responsabilité de la fonction personnel, ainsi que celle des Services Généraux, et sera aidé pour cela par une équipe d'une cinquantaine de personnes.

Pour ce poste, il est indispensable d'avoir une solide expérience opérationnelle, en particulier proche des problèmes de production, une formation supérieure et un minimum de 35 ans.

La connaissance de l'Anglais serait un atout supplémentaire étant donné les relations avec la maison mère aux Etats Unis et les autres *établissements européens.*

Vauillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1084 à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

مكبرا من الأصل

Responsable contrôle budgétaire

H/F

LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE A LA VILLETTE, nouvel établissement public industriel et commercial, crée le poste de Responsable du Contrôle Budgétaire. Rattaché au Chef du Service du Budget, il sera responsable du suivi de la consommation des crédits en relation avec les départements, et de la préparation des documents budgétaires.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) âgé(e) d'environ 30ans, ayant une formation supérieure (Maîtrise de Gestion, Sciences Economiques, Sciences Po...) et une expérience d'au moins 5 ans de contrôle budgétaire, soit dans l'Administration, soit dans une entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 11713/M, à D. de Lanvière qui étudiera votre dossier en toute discrétion..

Sélé-CEGOS - Tour Chenonceaux - 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres - *92516 Boulogne Cedex.*

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC

Société Multinationale à fort développement fabriquant et commercialisant des Spiritueux de haut de gamme. PARIS

Responsable de la publicité *HF*

Rattaché à la direction internationale, son rôle consistera à prendre en charge au niveau Européen la publicité et l'image de marque du produit leader.

Une expérience réussie de 2 à 3 ans minimum comme Chef de Projet ou Directeur de Clientèle dans une agence de publicité de notoriété et également chez l'annonceur de préférence dans le domaine grande consommation est impérative.

Formation supérieure HEC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent souhaitée, très bonne maîtrise de l'Anglais exigée, Allemand apprécié.

De 28 ans minimum le candidat (e), créatif, rigoureux et diplomate aura à s'intégrer dans une équipe jeune à fort potentiel.

La *rémunération est liée à ses qualités et à son acquis professionnel.* **(Réf. 25010-M)**

Groupe international leader mondial du textile haut de gamme. PARIS

300.000+

Directeur commercial France et export

Rattaché au Directeur Général France, pour assurer le lancement et la vente d'une collection de prestige destinée au marché français et étranger de la Haute Couture, du Prêt-à-Porter de luxe, etc...

Expérience réussie de 5 ans minimum dans la vente ou le marketing de produits de haut de gamme s'adressant à une clientèle raffinée et exigeante.

Une bonne connaissance de la **Haute Couture, du Prêt-à-Porter** ou de la **Lingerie de luxe** serait un plus.

Formation supérieure marketing/vente et très bonne connaissance de l'anglais souhaitées.

De 30 ans minimum le candidat devra être habitué à négocier au plus haut niveau et faire preuve de rigueur mais de créativité. **(Réf. 25011-M)**

Société Française très performante fabriquant des produits chimiques, filiale d'un groupe international. Base NORD de la FRANCE.

280.000±

Responsable des ventes France et Belgique

Rattaché au Directeur Marketing/Ventes Europe, il devra promouvoir et développer les ventes auprès d'une clientèle spécifique :

- élaborer une stratégie commerciale en fonction des besoins des marchés et des objectifs qui lui seront fixés,
- animer, gérer et assister une force de vente très qualifiée.

Expérience réussie de 5 ans minimum et bonnes connaissances de la vente ou de l'assistance technique dans le secteur des produits chimiques à usage industriel exigées.

Formation technique supérieure physique/chimie (niveau Ingénieur) très appréciée.

Bonne connaissance de l'anglais.

De 30 ans minimum, le candidat doit être un homme de communication, excellent négociateur, rigoureux, organisé, pour travailler avec autonomie. **(Réf. 25012-M)**

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence correspondante.

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly

Responsable Formation

H/F

La Cité des Sciences et de l'Industrie à la Villette, nouvel établissement public industriel et commercial, crée le poste de Responsable de la Formation. Rattaché au Chef du Service du Personnel, il participera à l'élaboration de la politique et du plan de formation en liaison avec les directions des divers services ou filiales, et assurera la gestion de l'ensemble des demandes de formation. L'effectif sera d'environ 1000 personnes en 1986.

Ce poste convient à un(e) candidat(e) âgé(e) d'au moins 30 ans, de formation supérieure (par exemple: Sciences Po, maîtrise Droit...) et ayant au minimum 5 ans d'expérience dans un Service Formation d'une grande entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé précisant votre rémunération actuelle à D. de LARIVIERE sous *référence 11712/M qui étudiera votre* dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 204, Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

sélé CEGOS

NOUS RECRUTONS LES MEILLEURS ET NOUS SAVONS LES GARDER.

MINES, ESCP, CENTRALE, HEC, GRENOBLE, PONTS, ESSEC, TP, TOULOUSE, SCIENCES-PO.

A la Lyonnaise, les anciens sont déjà nombreux. Nous avons pu les apprécier à tous les niveaux de responsabilité et dans toutes les spécialités.
Aujourd'hui, nous proposons aux plus jeunes de les rejoindre dès la sortie de l'École ou après 1 à 2 ans d'une première expérience réussie, de préférence à l'étranger.

BARCELONE, BORDEAUX, FORT-DE-FRANCE, CALAIS, MACAO, LIBREVILLE, CANNES, CONAKRY, PARIS, PHILADELPHIE, METZ, BIARRITZ.

Ce sont les principaux mouvements de cadres prévus avant l'automne.

A la Lyonnaise, la mobilité intelligente est la loi commune, elle est à l'origine de carrières dynamiques qui savent, dans le cadre des objectifs de l'entreprise, permettre à chacun de trouver sa meilleure place.

Nous avons demandé au **Cabinet ETAP** de nous aider à choisir de jeunes candidats capables de prendre rapidement des responsabilités de type opérationnel en France ou à l'étranger; en dehors de leur formation initiale, nous apprécierons la qualité des hommes, leur capacité à animer des équipes. L'anglais est indispensable.
Les candidatures sont à adresser sous référence **ZP 477 AM à ETAP** 4, rue Massenet 75116 Paris.

**La Lyonnaise des Eaux est spécialisée dans la gestion de services de distribution d'eau potable et d'assainissement (5000 personnes).
Elle est aussi chef de file d'un important groupe de sociétés de services publics (C.A. 14 milliards de francs - 35000 personnes).**



lyonnaise des eaux



recherche pour ses

services financiers et de contrôle de gestion

des diplômé(e)s

HEC • ESSEC • ESCP • ESCAE

- Débutants ou ayant un à trois ans d'expérience professionnelle.
- Une bonne connaissance de l'ANGLAIS est nécessaire.
- Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Adresser lettre de candidature et C.V. sous référence SF-M 3/6 à:
IBM France - Département Recrutement - 2. rue de Marengo - 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ
DE RÉASSURANCES

recherche

TECHNICIEN D'ACTUARIAT

Envoyer c.v. et prétentions sous nº 2 605 à : PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

Jeune Ingénieur ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

Paris 10ème

Installée à Paris (10ème arr.), la Société (64 pers. CA 18 M) fabrique des produits de haute technicité intéressant principalement les entreprises du secteur public ou para-public (Aéronautique, Electronique, Défense, SNCF, RATP, EDF...).

Pour se consacrer davantage aux relations avec la clientèle et au développement des nouveaux produits, son Directeur Technique souhaite confier à un jeune Ingénieur l'organisation, la direction et le contrôle des fabrications de deux ateliers (40 personnes). Evolution prévue vers des responsabilités plus étendues. Formation ENSAM, INSA, ESME, EEMI ou similaire.
2/3 ans d'expérience.

Adresser CV détaillé s/réf. 252/06 M à

France Cadres | 22, rue Saint-Augustin 75002 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

---

steria

Nous sommes une des premieres societes Europeennes d Ingenierie Informatique (1 500 personnes. - 500 MF de CA) Nous constituons notre **Service Juridique et fiscal** et recherchons

1 RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE

Rattaché directement au Directeur Financier, ce poste concerne un candidat spécialise en **Droit des affaires,** (droit commercial, fiscalité, droit international.)

De grandes capacités de négociation et l'aptitude à la conception de montages juridiques et financiers sont nécessaires. Une solide experience préalable dans la fonction est indispensable.

1 JURISTE

Rattache au responsable precedent, ce poste concerne un candidat spécialise en **Droit des Sociétés,** capable de prendre en charge les tâches d'administration des Sociétés et de secretariat général.

Des qualites de contact et de redaction sont necessaires pour *ce poste qui comporte egalement l'assistance courante aux* Unites opérationnelles

Priere d'envoyer C.V. et photo a
Jacques LACOSTE - Directeur Financier - **STERIA**
147, rue de Courcelles - 75017 PARIS

CORT

jeunes ingénieurs

L'informatique de demain est votre affaire

Serete Ingéniérie (800 personnes) réalise chaque année pour ses clients de grands projets industriels et tertiaires dans les secteurs les plus différents : bancs d'essais Ariane, pétrochimie et agro alimentaire, productique, grands projets parisiens, économies d'énergies, ...

Pour maîtriser la réalisation de telles missions, Serete met en œuvre un ambitieux programme d'informatisation de son métier en utilisant des méthodes modernes :

bases de données, bureautique, info-centre, CAO, réseaux locaux, systèmes experts, micro-informatique, ...

sur des outils performants :

ASSIGRAPH, COMPUTERVISION, IBM, XEROX, ...

C'est pourquoi la Direction qui a en charge le développement de ce programme recrute de jeunes Ingénieurs débutants ou non, désireux d'acquérir ou de valoriser un savoir-faire de pointe dans un ou plusieurs de ces domaines après une formation à nos méthodes. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 85.00-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



responsable juridique

CONTRATS A L'EXPORTATION

Serete est une importante société d'ingéniérie française. Nous réalisons de grands projets industriels dans des domaines variés : Techniques avancées, Pétrochimie et Agro alimentaire... Notre Direction Juridique recrute son Responsable Contrats Export. Votre profil : diplômé de l'enseignement supérieur vous avez une expérience de 2 à 4 ans des négociations juridiques à l'export. En liaison avec les Responsables Commerciaux vous serez chargé principalement de la rédaction des offres et des contrats ainsi que de leur négociation tant auprès de nos clients que de nos partenaires. Ce poste très évolutif, nécessite une parfaite connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 85.84-M à Serete, Service Recrutement, 86 rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



CONSTRUCTEUR DE BIENS D'ÉQUIPEMENT implanté dans le Sud-Ouest, spécialisé dans supports tuyauterie, appareils sous pression et modules de séparation destinés au secteur pétrole et énergie recherche

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

exclusif sur Paris pour prospection, contacts suivi et négociations, avec clientèle française

Adresser C.V. + lettre + photo sous n° 306.684

REGIE-PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

LYCÉE PERCEVAL
(PÉDAGOGIE STEINER)
5, avenue d'Eprémesnil
78400 Chatou

cherche : ENSEIGNANTS pour math, phys. musique, gym., priorité : personnes polyvalentes, entièr. disponible.

La Direction de l'Information d'un important groupe français dans le secteur des Assurances, cherche un

Journaliste

H/F

Intégré à une petite équipe, il sera amené à prendre en charge la réalisation d'une des publications internes : recherche d'informations l'amenant à de fréquents contacts avec les divers services, rédaction d'articles et suivi de la fabrication. Il collaborera également à l'étude et à la mise en place de nouveaux moyens de communication. Ce poste s'adresse à un professionnel confirmé, ayant acquis une première expérience dans la presse d'entreprise, capable, par sa créativité et ses qualités relationnelles, de contribuer au développement du service. Merci d'adresser lettre man., C.V. et prét. sous réf. 1124/M à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX. Discrétion et réponses garanties.

Publival



Membre de SYNTEC



LE CARBONE LORRAINE

Groupe industriel français à vocation internationale :
3 usines en France, 22 filiales dans le monde, réalisant 80% de son CA à l'étranger, offre - dans le cadre de son actuel développement - **un nouveau poste de**

Jeune cadre financier

- Débutant diplômé HEC, ESCP, ESSEC, Sciences Po -

La Société, selon les principes de polyvalence, de mobilité de ses cadres, vous offre une évolution diversifiée au sein de sa Direction Financière. Afin de vous préparer à cette carrière, au siège de Paris La Défense, vous participerez, pendant deux ans, à la gestion industrielle et budgétaire de notre usine de Gennevilliers. Vous exercerez ensuite vos compétences successivement au contrôle de gestion, à la comptabilité centrale, à la consolidation, au financement et à la trésorerie. Votre connaissance de l'anglais (l'espagnol ou l'allemand seraient appréciés), vos ressources d'adaptation, de créativité, de dynamisme et d'organisation vous permettront d'occuper rapidement un poste de responsabilité. Ultérieurement, vous pourrez accéder à des fonctions de premier plan dans une de nos filiales à l'étranger ou au sein du Groupe PECHINEY auquel nous sommes apparentés.

Publival

Adresser lettre man. et CV, s/réf. 72056M à Jean-Paul LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC



BANQUE PRIVEE, FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE IMPLANTE DANS QUARANTE PAYS DU MONDE, nous cherchons des

exploitants clientèle entreprises confirmés

pour nos agences de Lyon (20 personnes), Marseille (72 personnes), Lille (22 personnes) et Strasbourg (13 personnes).

Homme ou femme, cinq ans d'expérience environ de l'approche et du suivi de la clientèle entreprises, chacun de ces exploitants devra :

- approcher et suivre des entreprises de moyenne et grande importance, et traiter des opérations internationales courantes,
- exercer un rôle d'animation commerciale auprès des juniors de nos agences,
- gérer un fonds de commerce qui lui sera confié et le développer,
- maîtriser l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 417/418/419/420/LM, à Catherine de la Roche, **JACQUES TIXIER S.A.** - 7, rue Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

A vous jeunes ingénieurs, la voie royale de la production.

Ingénieur généraliste, avec option automatismes, vous savez bien que les carrières intéressantes débutent en production, par la maîtrise du système Hommes-machines et la réussite du compromis qualité, coût, délai. La perspective de commander en prise directe une équipe de 70 opérateurs vous stimule. Même si vous avez plus de confiance en vous que d'expérience. Vous êtes prêt(e) à aller "au charbon" car rien ne vaut l'épreuve du feu.

Une des usines françaises d'un très grand groupe américain, leader dans le secteur alimentaire, implanté en France depuis des années (1,5 milliard de CA), propose ce challenge à deux jeunes ingénieurs grandes écoles. Une unité de production à taille humaine (250 personnes), dans une belle ville universitaire à 150 Kms de Paris. Un encadrement jeune et sympa.

Pour votre premier ou second job, de réelles possibilités d'apprendre à travailler et de vous "éclater". Après les premières réussites en atelier beaucoup d'ouvertures sur d'autres postes, fonctionnels ou opérationnels, dans cette unité ou dans une autre. Autrement dit, la dynamique des progressions à l'américaine par l'alternance de la production et du recul et de la réflexion. Merci d'adresser votre CV aux consultants de Sirca sous référence 384 552M. Photo et souhaits de rémunération annuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Cabinet d'Audit International

recherche pour son bureau de Paris

Chefs de Mission (Seniors)

Les candidats devront être diplômés d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, SC-PO/Eco Fi) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international.

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale et recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Notre développement leur permettra d'accéder rapidement à des responsabilités et de participer à des programmes d'échange au sein de notre réseau international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à P. NARAIN, 18, place Henri Bergson, 75008 PARIS.

DESSEIN

HELLERMANN

Filiale de société multinationale, nous fabriquons et distribuons des composants destinés à la fixation et à la protection des fils et câbles.
Nous recherchons un jeune

INGENIEUR COMMERCIAL

Basé en Région Parisienne (banlieue ouest), il sera chargé du développement de notre C.A. sur la région Ile-de-France et Nord de la France auprès d'une clientèle industrielle.

Ce poste requiert une formation ingénieur électronicien ou électromécanicien ou équivalent et une première expérience de 3 à 5 ans en Bureau d'Etudes ou des Méthodes. *Il offre une opportunité intéressante pour un candidat attiré par le développement de nouveaux produits.*

Anglais vivement souhaité.
Voiture de fonction.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions au Service du Personnel, HELLERMAN France, Toussus le noble, 78117 Chateaufort.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05



La Direction Commerciale de la Division Hélicoptères de l'aerospatiale SNI

recherche pour son Etablissement de LA COURNEUVE (93)

TRADUCTEUR BILINGUE

Français - Anglais

De formation supérieure (ESIT, ISIT, maîtrise,...) le candidat retenu aura 2 à 3 années d'expérience professionnelle et une bonne connaissance dans le domaine aéronautique.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo à
Monsieur le Chef des Relations Sociales de l'AEROSPATIALE S.N.I.
2 à 20 avenue Marcel Cachin 93126 LA COURNEUVE.



recherche pour son Centre **SAINT-GEORGES (Paris 9e)**

UN GESTIONNAIRE H/F
POUR SA CLIENTELE DE PARTICULIERS

Ce poste conviendrait à un candidat :

- de formation supérieure,
- possédant 5 à 10 ans d'expérience bancaire dont 5 ans de gestion de patrimoine,
- ayant un sens commercial développé,
- apte à prendre des responsabilités.

Très sérieuses possibilités d'avenir.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à BANQUE N.S.M. Service Recrutement - B.P. 466.08 - 75366 Paris Cedex 08.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.05

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



DE LA MISE AU POINT DE TECHNOLOGIES AVANCEES A LA REALISATION D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

BERTIN & Cie accroît ses activités. Un plan de développement prévoit d'importants investissements et l'embauche de nouveaux collaborateurs. Dans ce cadre, nous recherchons de

JEUNES INGENIEURS

débutants ou possédant déjà quelques années d'expérience, dans les domaines suivants :

OPTIQUE et OPTOELECTRONIQUE (Aix en Provence) : colorimétrie, métrologie optique dimensionnelle, systèmes pour l'industrie spatiale.
ESO, doctorat en physique avec spécialité optique.

ELECTRONIQUE (Aix en Provence) : industrialisation d'équipements et suivi de production en moyenne série.
Arts et Métiers ou équivalent.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Aix en Provence) : matériels et logiciels appliqués au traitement de l'image, de la parole, des terminaux de télécommunication et des asservissements spéciaux.
Télécom, Sup'Elec, ENSEEIHT, ENSERG, etc...

ELECTROTECHNIQUE AVANCEE (Plaisir) : matériels électromagnétiques et moteurs.
Sup'Elec, ENSEM, ENSIEG, ENSEEIHT...

ENERGETIQUE (Plaisir) : utilisation rationnelle de l'énergie, modélisation de phénomènes physiques.
Mines, Centrale, ENSTA, ENSMA, INPG, etc...

GENIE CHIMIQUE (Bayonne) : développement de procédés nouveaux en biomasse et biotechnologie.
ESPCI, ENSIC,...

MECANIQUE DES FLUIDES et STRUCTURES (Plaisir) :
- Aéro et hydrodynamique : modélisation d'écoulements,
- matériaux composites : conception et définition des technologies de mise en œuvre de produits,
- vibrations : expertise et gestion de projets aéronautiques et industriels - *8 ans d'expérience minimum.*

Grandes Ecoles, Doctorat.

AUTOMATISMES : étude et développement de systèmes asservis (Plaisir).
Sup'Aéro, ENSICA, ENSEM, ENSTA, MINES, ...

INFORMATIQUE TEMPS REEL : mise au point de systèmes pour contrôle de processus (Plaisir - Aix en Provence).

L'environnement des équipes de haut niveau, le contact direct avec des décideurs de l'ensemble des secteurs industriels, les responsabilités confiées à chacun sur les projets en cours sont autant d'atouts pour une activité professionnelle riche et passionnante.

Merci d'écrire, en précisant le domaine d'activité souhaité et vos prétentions, à Mme BRENOT qui étudiera confidentiellement votre candidature.

BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

SNPE INGENIERIE s.a.

recherche un

INGENIEUR CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Il sera responsable :
- du développement et de l'exploitation de la CAO
- du développement de l'informatique scientifique
- de la mise en place et du suivi d'une cellule informatique industrielle.

Le candidat retenu bénéficiera d'une expérience de 2 à 3 ans montrant ses capacités d'animateur et de responsable à un niveau élevé.
Il aura des facilités de contact dans le cadre de ses rapports à l'intérieur et à l'extérieur de la Société.
Connaissance de l'Anglais nécessaire.

Envoyer CV + photo à SNPE INGENIERIE s.a. 209-211, rue de Bercy - 75012 PARIS.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Responsable informatique

300.000 F

Un groupe français qui fabrique et commercialise en France et à l'étranger du matériel médico-chirurgical à usage unique, recherche son responsable informatique. Basé en proche banlieue nord de Paris (10 km du périphérique) il sera placé sous l'autorité du directeur général et prendra en charge le développement d'un département informatique véritablement à l'écoute des utilisateurs, au moment où doivent intervenir d'importants changements (matériels et logiciels). Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, doté d'une formation supérieure type MIAGE ou équivalent. Il possèdera outre une expérience de la conduite de projets informatiques, une pratique du système IBM 38 et, si possible, une première approche dans le domaine du contrôle de gestion de production. Dans l'optique de la mise en place d'une informatique au niveau du groupe, la pratique de l'anglais constituerait un atout important. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R 9078M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune trésorier

Banlieue ouest - Filiale de l'un des tout premiers groupes multinationaux français, cette entreprise est spécialisée dans les travaux publics et réalise un chiffre d'affaires de 700 millions de francs tant en France qu'à l'étranger. Elle renforce son département administratif et financier et recherche l'adjoint de son chef de service. Il aura pour mission d'assurer la gestion optimale des disponibilités (francs et devises) et des crédits financiers, et de contrôler l'application des conditions bancaires. Par ailleurs, il contribuera à améliorer la fonction recouvrement (mise en place de nouvelles procédures, suivi...) dont il prendra, à terme, la responsabilité. Ce poste s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure, option finances, débutant ou disposant d'une courte première expérience, autonome, rigoureux et bon négociateur, capable d'évoluer vers la responsabilité globale d'un service financier. La connaissance de l'anglais est appréciée. La rémunération proposée ainsi que les possibilités d'évolution rendent ce poste très motivant. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S/8021M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

olivetti

Développer par la vidéo la formation technique d'Olivetti

Formateur technique, vous avez aussi le goût et l'expérience de l'animation des hommes. En devenant notre chef de production vidéo, vous serez responsable d'une équipe de conception et de réalisation de films destinés à notre réseau après-vente.

Vous participerez à l'élaboration des scénarios et mènerez à bien l'étude de différents projets.

Une culture technique informatique ou électronique, une sensibilité à la création associée à des qualités de contacts vous permettront de réussir.

Pour vous développer en même temps que notre vidéo-formation, adressez votre dossier de candidature sous référence M601 à Gérard Sanchez,

OLIVETTI FRANCE - DPRH
89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

SOURCES

AUDIT FINANCIER ET OPÉRATIONNEL un poste d'évolution dans notre groupe

Votre formation est celle d'une Grande École (de gestion ou d'ingénieurs) ou Universitaire. Vous maîtrisez au moins une langue étrangère (anglais ou allemand). Votre expérience de l'Audit de 2 à 4 ans en cabinet ou dans une entreprise du secteur industriel vous conduit à rechercher aujourd'hui des responsabilités plus opérationnelles qui vous permettront demain d'évoluer vers des postes de Direction.

THOMSON vous offre cette possibilité.

*Notre Groupe largement décentralisé : 200 unités en France et à l'étranger réparties en 5 branches opérationnelles : **Grand Public, Industries et Ingénierie, Equipements et Systèmes, Composants Electroniques, Equipements Médicaux** (C.A. Consolidé 57 Mds F – 112.000 personnes, dont 18.000 Ingénieurs et Cadres) permet de nombreuses opportunités d'évolution.*

Dans notre équipe composée de professionnels jeunes et de haut niveau, vous effectuerez de nombreuses missions d'audit opérationnel et des missions classiques de révision et de contrôle. Des responsabilités d'encadrement pourront vous être confiées.

Vos aptitudes à évoluer vers des postes opérationnels nous conduisent à vouloir vous rencontrer.

Votre dossier de candidature sera étudié en toute confidentialité. Nous vous remercions de l'adresser sous la réf. 81574/LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, en précisant votre rémunération.

THOMSON GROUPE

HAVAS CONTACT

H/F

UN DES PREMIERS GROUPES D'ÉDITION FRANÇAIS
recherche

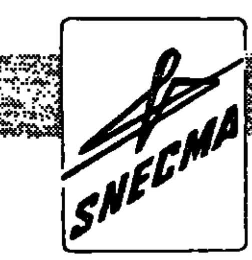
ATTACHÉ DE PRESSE ÉDITION

Département Livres Jeunesse et Adultes.

4 à 5 ans d'expérience minimum dans l'édition indispensables.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée s/réf. 11253 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



SNECMA : LE DEFI TECHNIQUE

SOCIETE NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires.
Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

NOTRE DIRECTION FINANCIERE
recherche un

CHEF DE DEPARTEMENT

qui prendra en charge :
- le financement et le suivi des contrats exports
- les relations avec les organismes d'assistance à l'exportation
- le recouvrement des créances sur les clients étrangers.

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une solide expérience des financements internationaux acquise, soit dans une banque, soit dans un groupe industriel tourné vers l'exportation.

Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser, sous référence 165/85, curriculum vitae et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 Paris Cedex 15.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

Vous qui aimez l'INFORMATIQUE

pourquoi spi ?

parce que SPI vous offre, après une formation à ses méthodes et produits - progiciels techniques et de gestion - d'être les maîtres d'œuvre de projets originaux, en en prenant la responsabilité complète auprès de ses clients,

parce que SPI apporte à ses clients, grandes et moyennes entreprises industrielles et commerciales, des prestations complètes et très adaptées : Télégestion - Progiciels - Conseil - Formation. SPI ne fait pas de délégation de personnel,

parce que SPI allie le dynamisme d'une SSII 500 collaborateurs dans des équipes jeunes à taille humaine, à la politique rigoureuse d'un grand Groupe SPI est filiale de PECHINEY,

parce que SPI à l'avenir devant elle : une ouverture vers l'Europe, les Etats-Unis et l'Afrique, une haute performance technique, des produits et outils nouveaux, un perfectionnement constant de son encadrement par la formation interne,

enfin parce que ces quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : CA + 30 % en 1984, doublement des effectifs en 4 ans, 2 grands centres de traitement à PARIS et LYON, plus de 2.000 terminaux, 10.000 telex, un vaste réseau de minitel et de micro-ordinateurs.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

X - CENTRALE - SUPELEC - INP GRENOBLE ET TOULOUSE - IIE

Nous vous confierons très rapidement des responsabilités - réalisation, conception, développement - accompagnées de perspectives de carrière à la mesure de vos ambitions. (Réf. RM)

INGENIEURS CONFIRMES SPECIALISTES DES TECHNIQUES IBM

Vous maîtrisez parfaitement les langages IMS ou CICS, et avez le sens du contact et la volonté d'assurer un service de qualité. Vous serez chargé de développer et mettre en place nos progiciels auprès de nos clients France et Export (études, installation technique, développements spécifiques, conseil, assistance...). (Réf. LM)



Services et Progiciels Informatiques

Si ces arguments sont les vôtres, pourquoi hésiter ! Adressez votre candidature manuscrite avec C.V. et photo en précisant la référence choisie à notre Responsable du Recrutement - Eric Schlumberger - SPI - 98, boulevard Victor Hugo 92115 CLICHY

PECHINEY

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Organisation et Publicité

VOUS AVEZ L'ENERGIE, NOUS AVONS L'INDUSTRIE.. CGEE ALSTHOM



Automatiser, réguler, superviser les procédés industriels dans le *monde entier, c'est le* **Contrôle Industriel CGEE ALSTHOM.**
Nous recherchons donc, diplômé(e)s grandes écoles :

Ingénieurs Informaticiens "temps réel"

Etudes et/ou réalisations pour les automatismes temps réel, la C.A.O. (VAX) et les régulations d'ensembles. Connaissances : systèmes, réseaux industriels de communication, bases de données...

Ingénieurs Micro-électroniciens

Conception de schémas électroniques et mise en œuvre de leur logiciel pour réaliser des équipements d'automatismes. Connaissances : télétransmissions, traitement de signal, asservissements...

Ingénieurs Automaticiens

Conception et mise en œuvre d'architectures d'automatismes industriels.
Connaissances : mini-calculateurs, microprocesseurs, automates programmables, réseaux...

Ecrire à Fabienne Ducret - C.G.E.E. ALSTHOM -
13, rue Antonin-Raynaud - 92309 Levallois-Perret Cedex.



CGEE ALSTHOM

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE, JOUEZ LA CARTE MONÉTIQUE...!

Leader européen de la monétique, nous concevons et réalisons, à Puteaux, pour nos clients français et étrangers, leurs futurs systèmes de paiement en recourant aux techniques les plus avancées : temps réel, réseau à valeur ajoutée, carte à mémoire...

Vous pilotez tout ou partie de projets dont la taille tient compte de votre expérience, participez activement à la conception de ces systèmes (serveurs d'autorisation, gestion de terminaux point de vente...) en relation avec l'ensemble des intervenants, puis au développement des logiciels de télécommunications, de sécurité et d'applications.

Ingénieur confirmé sur matériel IBM/MVS, de préférence, vous avez acquis en 3 à 5 ans un réel savoir-faire, en particulier sur CICS, et pratiquez l'anglais et/ou l'espagnol. Venez rapidement élargir vos responsabilités.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (Réf. 4663 LM),
"Carrières de l'Informatique" ALEXANDRE TIC S.A. - 10, rue Royale, 75008 PARIS.



HAVAS CONTACT

Chargé d'études engagements de crédits

La Chambre Syndicale des Banques Populaires recherche un Chargé d'Etudes pour son *Département de Crédits.*

Il analysera sous l'angle économique et financier des dossiers « entreprises » envoyés par les Banques du Groupe. Il sera amené à utiliser des moyens informatiques pour une meilleure approche du risque.

Il aura une formation supérieure dans le domaine de la gestion et/ou des diplômes bancaires (BP, ITB).

Une expérience bancaire de 3 ans minimum dans un service de crédit aux entreprises est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. et prétentions), sous la réf. FM/18, à François Marsal - **CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES** - 131, avenue de Wagram - 75847 PARIS Cedex 17.

Banque Populaire

MEDIA PA

CHEF DE PRODUIT HYGIENE

Au sein de l'univers très professionnel du marketing des détergents industriels, vous prendrez en charge le développement et la gestion de nos produits nettoyants " hygiène " à destination de la restauration et des collectivités.

Vous mènerez vos développements en liaison soutenue avec nos centres de recherche internationaux.

Lever Industriel recherche pour ce poste un candidat issu d'une Grande Ecole commerciale ou scientifique ayant une première expérience réussie de marketing *(au moins 3 ans)* et *parlant anglais.*

Vos possibilités d'évolution professionnelle seront ouvertes à l'échelle d'un grand Groupe International.

U N I L E V E R



Merci d'adresser votre candidature sous réf. VI 85M à P. LONGUECHAUD, Unilever France Services, recrutement des Cadres, 8 av. Delcassé 75384 Paris Cedex 08.

GROUPE SYSECA

Vous êtes issus d'une grande école, titulaires d'un Doctorat, d'un DEA, ou d'une maîtrise. Vous êtes débutants ou vous avez 5 ans d'expérience. SYSECA vous propose, dans le cadre de sa stratégie d'expansion, de devenir

ingénieurs informaticiens

Vous exercerez votre activité dans les domaines suivants : systèmes temps réel – informatique industrielle – logiciel de base – systèmes de gestion – systèmes de communication – systèmes de gestion de bases de données.

SYSECA (280 MF de C.A., 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M036 à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

Emplois et Entreprises

Assistant contrôle de gestion

Nous sommes la première société française de location d'ordinateurs IBM et progressons sur ce marché de manière significative (+ 58% en 1984).

Directement rattachée au contrôleur de gestion la personne que nous recherchons

— aura la responsabilité du contrôle des fichiers et de l'analyse des circuits d'information,

— assurera le suivi des tableaux de bord et participera aux études de rentabilité.

De formation Ecole Supérieure de Commerce, vous possédez une expérience réussie d'audit de préférence en cabinet.

Votre rigueur et vos qualités relationnelles vous permettront d'intégrer une équipe dynamique.

ECS

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. AL542, ECS, Responsable des Relations Humaines, 16, rue Washington 75008 Paris.

Curriculum



Industrie pharmaceutique recrute pour son centre de recherche implanté à Dijon :

STATISTICIEN INFORMATICIEN

niveau ISUP, DEA, ingénieur. En tant que responsable de l'unité de biométrie, il ou elle devra mettre sa compétence de statisticien au service des différents laboratoires du centre et coordonner le développement d'une micro-informatique décentralisée avec la prochaine implantation d'un système central de gestion et acquisition de données. Envoyer C.V. + lettre manuscrite à notre conseil IMAGO, 156, bd Haussmann 75008 Paris, sa réf. 901 B.

VILLE DE ST-DENIS

recrute

1 INFIRMIER (E) B.E.

Pour remplacement congé maternité à compter du 1/7/85

Adr. candidature et C.V. à M. le Maire 2, place Victor-Hugo 93200 Saint-Denis.

Paris 8e

JEUNE CHARGE D'ETUDES DE MARCHE

Cette société, filiale d'un puissant groupe français, bénéficie d'une grande notoriété dans le domaine de la presse et de l'édition.

Rattaché au Directeur du Marketing et du Développement, le candidat doit pouvoir conduire de façon autonome les missions suivantes : études de marché, compilation de données qualititatives et quantitatives (à l'aide d'un outil informatique), études de faisabilité des projets de développement...

Nous souhaitons rencontrer un débutant diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, ayant eu, grâce à ses stages, une première approche du marketing grande consommation ou Vente Par Correspondance.
Il est imaginatif, méthodique et capable de travailler en équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et prétentions sous réf. M 11/1221 D, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

Un job de battant, une technique de pointe, un environnement international : trois bonnes raisons de rejoindre une des unités du leader mondial de l'électronique professionnelle en qualité d'ingénieur d'affaires ou d'ingénieur commercial (France ou Export).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou confirmés

Notre point fort : les composants électroniques de haute technologie où notre notoriété n'est plus à démontrer. Notre champ d'actions : principalement la France mais nous voulons acquérir des parts de marchés supplémentaires en Europe d'abord, ensuite aux Etats-Unis. Nous avons besoin pour cela d'Ingénieurs capables de créer une interface efficace entre nos unités industrielles basées en région parisienne et les exigences légitimes de nos clients : les grands équipementiers français et étrangers.

Vous êtes Ingénieur électronicien de formation. Débutant ou depuis quelques années déjà dans l'électronique professionnelle, vous souhaitez maintenant élargir une première expérience de laboratoire ou de ventes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle à Jacques SCARINOFF, sous référence M 32/1407 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Bern 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

BRED

BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS
Première Banque populaire française - 3000 collaborateurs, 177 agences

Nous offrons :
- Un travail varié et motivant.
- Une autonomie au sein d'une équipe dynamique.
- Un environnement informatique en constante évolution, à la pointe des techniques :
  - IBM 3084 - 1 100 terminaux.
  - MVS/XA - CICS - DL1 - INFOCENTRE.
- L'assurance d'une formation suivie.
- Le statut bancaire.

Nous recherchons :

DEUX INGENIEURS SYSTEME

disposant :
- d'une formation supérieure :
  - soit une bonne expérience de MVS et de son environnement TSO, ISPF,...
  - soit une connaissance de CICS, DL1, et si possible de VTAM/NCP,
- d'une personnalité dynamique et positive,
- d'un goût pour la technique et les contacts,

Les candidatures doivent être adressées par lettre manuscrite avec C.V. et numéro de téléphone, sous réf. 9038 à

B.R.E.D.
PEO 9038
93-95 avenue du Général de Gaulle
94000 CRETEIL

SOURCES

UNICET

Notre environnement Informatique est composé d'un IBM 4341-2 sous VM/DOS-VSE, de deux IBM S/36 et d'une quinzaine d'IBM PC-XT.

Laboratoire Français, nous sommes la filiale du groupe pharmaceutique Américain SCHERING-PLOUGH CORPORATION.
Pour notre **DÉPARTEMENT SYSTÈMES D'INFORMATION**, nous recherchons :

LE CHEF DU SERVICE SYSTÈME EXPLOITATION

Sous la responsabilité du Directeur du Département vous serez chargé d'assurer le bon fonctionnement du système et de l'exploitation.
Vous élaborerez les recommandations sur les moyens et organiserez les procédures permettant de développer l'automatisation de l'exploitation en vue d'assurer la qualité du service aux utilisateurs.

Votre mission comportera des aspects de conseil auprès des équipes de Développement et Infocentre et de support aux utilisateurs pour la mise en place d'outils de traitement et/ou de communication.

Vous serez, bien entendu, responsable de l'ensemble du volet sécurité.

Le poste nécessite :
- un niveau d'études supérieures (école d'ingénieur ou universitaire),
- une expérience réelle de 3 ans d'un environnement similaire,
- la connaissance de l'anglais.

LE RESPONSABLE DE PRODUCTION

Au sein du service Système-Exploitation, vous serez chargé d'assurer la planification et l'exploitation des systèmes ; votre mission essentielle sera de mettre en œuvre toute mesure permettant d'optimiser l'exploitation des ordinateurs et le taux de service fourni aux utilisateurs.

Vous collaborerez à la définition de l'organisation des traitements et établirez les dossiers et procédures d'exploitation.

Votre activité couvrira, en outre, la maintenance des procédures de back-up (données et équipements), le contrôle des consignes de sécurité et le suivi de l'entretien des matériels.

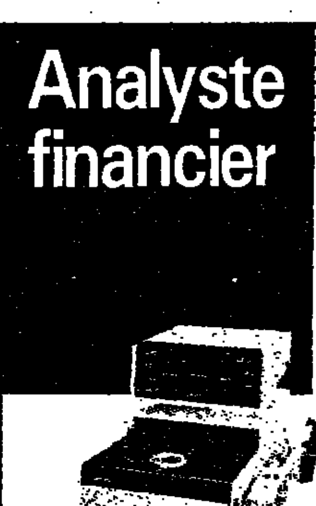
Le poste nécessite :
- un niveau BAC + 3,
- une expérience réelle de 2 ans de VM/DOS-VSE,
- la connaissance de l'anglais.

La connaissance des logiciels de base Computer Associates serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous réf. LM 8511
Laboratoire UNILABO
Département Recrutement
92, rue Baudin
92307 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

HAVAS CONTACT

Analyste financier



Ohmeda

Filiale du Groupe international BOC Health Care, nous fabriquons et commercialisons des équipements médicaux de pointe.

Nous créons le poste d'Analyste Financier, directement rattaché à notre PDG.

Il participera activement à l'implantation de notre nouveau système de communication et de reporting. Il sera plus particulièrement chargé de suivre, de coordonner et d'analyser les budgets et les résultats de nos activités dans différents pays.

Nous souhaitons rencontrer un(e) professionnel(le), ayant au minimum 5 ans d'expérience soit dans l'audit, soit dans un groupe industriel.

Une formation supérieure en gestion, la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et une excellente maîtrise de l'anglais sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Contactez-nous (C.V. + prét.) : OHMEDA - Boulevard des Arpents - B.P. 186 - Z.I. Coignières-Maurepas - 78313 MAUREPAS Cedex.

MEDIA BA

E.C.E.

RECHERCHE

PROFESSEURS

- Informatique, sérieuses références exigées.
- Mathématiques générales et appliquées à l'informatique, diplômés universitaires et références exigées.
- Action commerciale diplômés supérieurs et expérience professorat.

Ces postes sont à pourvoir pour septembre 85. Adresser C.V. et photo à M. le Directeur E.C.E. 17, pl. Jacques-Amyot, 77000 MELUN.

Groupe Reuter

RECHERCHE

AT 3 ATP ÉLECTRONICIENS EXPÉRIMENTÉS

Sur matériels suivants :

PDP 11/70 - 11/44 - 11/34 - MICROVAX
VAX 750 - Communications
- Connaissances SOFT appréciées.
- Anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser C.V. avec téléphone à :
REUTER : 19/21, rue Poissonnière
75002 PARIS, Service du Personnel.

Groupe de recherche

recrute

CHARGÉS D'ÉTUDES

pour études qualitatives sur les applications et les implications des nouvelles technologies 3 cycles : sciences économiques, sciences ou gestion, 2 ans d'expérience. Etudes souhaitées.

Envoyer c.v. + lettre + photo + prétentions à EPC, 30, rue Saint-Augustin, 75002 Paris.

1ère Compagnie Privée d'Assurances à l'Exportation

recherche dans le cadre de son expansion

son Responsable du Bureau de Paris Etranger

Basé à Paris, le candidat retenu aura pour mission :
- le développement des relations avec le Grand Courtage,
- le suivi technique et statistique de l'ensemble des opérations,
- la participation active à la mise en place de notre stratégie de croissance et de résultats.

son Délégué pour les Pays de l'Océan Indien

Basé à la Réunion, le candidat retenu aura pour mission :
- l'animation de nos représentants locaux,
- la recherche de nouvelles implantations,
- le développement de notre chiffre d'affaires,

Ces postes s'adressent à **deux managers** maîtrisant parfaitement les techniques d'assurances et ayant au moins dix ans d'expérience.
Anglais indispensable.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite en précisant salaire actuel et souhaité, CV et photo sous réf. GM/mdc à notre Direction du Personnel, 38, rue de Chateaudun 75009 Paris.

Pour faire face à son expansion, la ligne de produits DPS 6 de Bull Systèmes recherche

INGENIEURS DEVELOPPEMENT LOGICIEL

De formation ingenieur, vous avez 3 à 4 ans d'expérience. Votre savoir-faire dans le développement du logiciel système vous permettra de prendre en charge les évolutions du logiciel de base dans un contexte orienté télécommunication. (réf. EL 1)

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL

De formation supérieure, votre expérience de 3 à 4 ans en developpement ou comme support vous permettra, en qualité d'expert, d'intervenir auprès de nos clients et de nos filiales à l'étranger. Vous devez alors être mobile. (réf SU 2)

Pour ces postes, votre lieu de travail se situera à Louveciennes (78430).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à

Sylvie Bonamour - Bull Systèmes
P.C. 3C17 - 68, Route de Versailles
78430 LOUVECIENNES



Systèmes

Lévi Tournay/Asscom

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Paris - Province

Vous êtes un **gagneur,** venez augmenter vos chances avec nous.
Vous êtes un **vendeur,** venez vendre les services qui font notre réputation.
Vous êtes un **leader,** venez piloter l'une de nos agences.
Vous êtes un **informaticien** expérimenté, venez exercer et renforcer vos talents sur notre palette de chantiers très diversifiés.
Vous êtes un **gestionnaire** rigoureux et convaincant, venez nous aider à avoir des résultats encore meilleurs.

Votre place est parmi nous car notre expansion nous permet d'offrir à ceux qui sont en même temps, mais dans des proportions variables, **des gagneurs, des vendeurs, des leaders, des informaticiens** et des **gestionaires** des métiers très variés :

Directeurs d'agence
Ingénieurs commerciaux
Ingénieurs principaux
Ingénieurs en chef

Françoise Doutriaux attend votre dossier de candidature, sous réf. 4334, à CAP SOGETI OPERATIONS, 92 Bd du Montparnasse, 75682 Paris Cédex 14.

Notre formation aux systèmes IBM : une valeur ajoutée à votre jeune expérience

CERIGE, société du Groupe SEMA.METRA, spécialisée dans les systèmes IBM connaît une forte croissance. Elle vous propose de renforcer son équipe de 250 professionnels et de participer à son développement.

Ingénieur (option informatique) ou **universitaire** (type MIAGE) vous avez, lors d'une courte expérience, choisi l'informatique pour assurer votre avenir. Vous souhaitez élargir votre acquis. Participez à nos projets créatifs en cours, dans lesquels vous appliquerez votre nouvelle compétence sur matériel IBM.

Vous évoluerez dans un environnement technique de haut niveau et serez vite appelé à prendre des responsabilités dans l'un de nos départements.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V. à Elisabeth Charpillet : CERIGE, 93, rue du Château 92100 Boulogne.



Groupe SEMA.METRA

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL NOUS RECHERCHONS POUR 2 DE NOS LABORATOIRES BASES A BEAUCHAMP (95)

3 Ingénieurs chimistes

• 3 INGENIEURS MISE AU POINT PRODUITS :

- Responsabilité complète de la formulation.
- Optimisation du coût et de la qualité.
- Amélioration des performances techniques de nos produits.

Contacts avec Usine, Vente, Marketing, Fournisseurs. Déplacements éventuels en Europe.
Formation : Ingénieurs chimistes, ENSI, INSA...
Pratique de la langue anglaise souhaitée.

Adresser : C.V., lettre manuscrite, photo (retournée), prétentions à : 3 M FRANCE A Boureau avenue Boulé 95250 Beauchamp.

3M

MERLIN GERIN

L'un des tous premiers constructeurs d'appareillage électrique sur le marché mondial.

- *Conçoit et réalise des équipements destinés à contrôler et à distribuer l'énergie électrique en toute sécurité.*
- *Se trouve présent dans tous les domaines de l'économie, de la centrale de production au logement individuel, des industries aux secteurs administratifs et commerciaux.*
- *Constitue un groupe international, organisé à l'échelle humaine, de 16 000 personnes dont 2 000 ingénieurs et cadres, comprenant 50 filiales et participations en France et à l'étranger, et qui connait une croissance moyenne de 20% par an.*

recherche pour PARIS ET PROVINCE

ingénieurs technico-commerciaux
profil agents d'affaires

Les postes à pourvoir conviennent à des diplômés de l'enseignement supérieur :
- une solide compétence technique dans les domaines de l'automatisme, de l'électronique, et ou de l'électrotechnique,
- une expérience de 5 à 10 ans dans la vente, de préférence dans le même secteur d'activité,
- le désir de s'investir dans une fonction à responsabilité supposant de nombreux contacts et une grande faculté d'adaptation.

Leur réussite dans une première fonction leur permettra d'être assurés de l'évolution de leur carrière au sein du groupe.

Merci d'adresser candidature, C.V. détaillé et photo, sous la référence DCO/ITC 1 à Mme DUFOUR, MERLIN GERIN, Direction Commerciale/RHIC B.P. 142 - 92202 Neuilly-sur-Seine cedex.

Excellente opportunité pour un Fiscaliste

Nous sommes un cabinet international de Conseils juridiques et fiscaux, **Correspondant de Price Waterhouse.** Pour faire face au développement de notre activité de fiscalité personnelle en France nous recrutons un(e) jeune fiscaliste.

Le (la) candidat(e) de formation Grandes Ecoles ou Universitaire (option Fiscalité), doit justifier *de plusieurs années de pratique professionnelle (2 à 4 ans), y compris en fiscalité personnelle,* au sein d'un cabinet et/ou en entreprise. Il (elle) aura à effectuer des missions d'assistance et de conseil auprès de groupes français et internationaux.

La pratique de l'anglais est indispensable, la connaissance de la micro-informatique et de la Sécurité Sociale sont des atouts.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo, salaire actuel et prétentions en précisant la référence M 40106 à Bill Minshull, TEG, 18, place Henri Bergson, 75008 Paris.

The Executive Group (France)

LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE

travaillant en coopération avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche **PHILIPS.** recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES (ENST, ESE)

débutants ou quelques années d'expérience pour participer à des études de codage, d'enregistrement et de traitement numérique des signaux et des images en télévision, imagerie infrarouge et diagnostic médical.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel, 3, avenue Descartes, B.P. 15, 94450 Limeil Brevannes.

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le ***DÉPARTEMENT RADARS, CONTRE-MESURES, MISSILES*** *de* ***THOMSON-CSF:*** *rester à la pointe de l'électronique la plus performante.*

Nous souhaitons confier à un

INGÉNIEUR TECHNOLOGUE

des études sur le comportement des matériaux conducteurs ou isolants, et leur assemblage.
Connaissances résistance des matériaux, comportement en fatigue, mesures des caractéristiques physiques, mécaniques, thermiques des polymères.
Bons contacts pour assurer, en équipe, les relations avec les bureaux d'études, les laboratoires d'électronique et la fabrication.

Merci d'adresser candidature et prétentions à : Madeleine GUIGUES - THOMSON-CSF - Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF.



Dans le cadre de son développement, la Banque Hervet renforce ses unités d'exploitation et recherche pour son réseau parisien

Exploitants H/F
Classes V à VII

pour leur confier la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises.

Vous souhaitez valoriser au sein d'une structure performante votre formation de base supérieure (École, Université ou diplôme bancaire) et votre expérience d'au moins 3 années d'exploitation commerciale.

Votre ambition est de participer à la compétition économique dans un contexte évolutif où pourront s'exprimer votre esprit d'initiative, votre sens des responsabilités et votre goût pour l'efficacité.

Nous vous remercions d'adresser votre c.v. accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel, BANQUE HERVET, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.



DIRIGEZ UN ENTREPOT

LAMPES ET APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
18 000 m2 - 60 personnes — **proche banlieue Nord**

Nous sommes une importante Société Industrielle, filiale d'un Groupe Multinational, et nous retiendrons pour ce poste un candidat d'environ 35 ans, de formation supérieure et bilingue anglais, qui aura une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.
Chef d'établissement, il sera responsable de l'EXPLOITATION, des INVESTISSEMENTS et de la GESTION DU PERSONNEL de l'entrepôt.
Il assurera en outre les ÉTUDES, l'ORGANISATION et la MISE EN PLACE de solutions logistiques adaptées à l'évolution du commerce moderne (informatisation, problèmes de stockage, palettisation, transport).
IMPORTANTE POSSIBILITÉ D'ÉVOLUTION A LA MESURE DU GROUPE.

Adresser CV, photo et prétentions à N. 4623 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui tr.

مكبرة من الأصل

La promotion de nos produits à l'étranger: une carrière rapide et évolutive...

Ingénieur commercial

produits phytosanitaires

Accroître et renforcer notre présence commerciale auprès des clients et clients potentiels. Développer l'information sur nos produits et suivre au niveau technique l'ensemble des applications. Effectuer auprès des organismes officiels les démarches d'homologation.

C'est la mission très complète que vous propose cette importante société du secteur chimique.

Vous êtes de formation supérieure, de type Ingénieur Agronome ou universitaire (Biologie, Biochimie, ...), et vous justifiez d'une expérience réussie d'environ 3 ans acquise de préférence sur le terrain et au niveau international. Une maîtrise parfaite de l'anglais est nécessaire.

Le poste est basé à Paris, mais nécessite de fréquents déplacements à l'étranger. Les conditions sont motivantes et les possibilités d'évolution concrètes.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M 689 A, à Christian Hollevoet, OC Conseil 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

---

chefs de projet

vos compétences nous intéressent !

CIC PARIS

L'informatique de notre banque prend une nouvelle dimension, venez accompagner ce mouvement. Nous lançons de vastes projets pour rester fidèle à l'image de sérieux et de qualité à laquelle est attachée notre clientèle.

Pour renforcer nos équipes d'études (Paris-Centre), nous faisons appel à des professionnels de l'informatique bancaire pour leur confier, selon l'étendue de leur savoir-faire, la conduite de tout ou partie de projets relatifs à l'un des domaines suivants : valeurs mobilières (particulièrement les OST), moyens de paiement, systèmes de compensation, opérations internationales (change, trésorerie, réseaux interbancaires...).

Ingénieur diplômé, que vous soyez peu ou prou confirmé, vous avez acquis vos compétences en milieu bancaire sur gros site IBM/MVS, mis en œuvre IMS DB/DC ; vous pratiquez une méthodologie telle qu'AXIAL ou MERISE.
Venez prendre, avec nous, une nouvelle dimension.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4661 LM), à **"Carrières de l'Informatique"**.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Très important établissement commercial à vocation culturelle, recherche un

Responsable commercial «Points de Vente» HF

Rattaché au Directeur de la Société, il devra animer sur le plan commercial une quarantaine de points de vente, dont les principaux à Paris et en région parisienne, surveiller leur gestion, y contrôler la promotion des produits, assurer le suivi du C.A., participer au recrutement et à la formation du personnel vendeur. Le poste conviendra à un candidat dynamique H/F de formation commerciale supérieure ayant une bonne expérience professionnelle du commerce de détail particulièrement dans le domaine du livre ou de l'édition d'art. Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à Madame CLERE, sous réf. 73777/M à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS — Membre de SYNTEC

Certifier les comptes...

Encore est-il nécessaire de posséder une bonne maîtrise des flux informationnels comptables existants, de participer à la conception des systèmes futurs... bref, coller à la réalité comptable des projets industriels à cycles longs de la Société. C'est la première mission que nous souhaitons confier à un :

Assistant au chef du département comptable

qui sera appelé rapidement à prendre des responsabilités opérationnelles plus importantes et assurer ainsi sa carrière. C'est l'opportunité que vous propose le GROUPE SNECMA (26000 personnes, dont 3200 cadres) spécialisé dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions. Nous attendons un diplômé d'une Grande Ecole de Gestion d'environ 35 ans, possédant au minimmum un DECS et ayant acquis une expérience de comptabilité dans un environnement industriel important.

Le poste est situé au Siège Social à Paris, et nécessite l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous réf. L/ADC/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA

AFCOREM — Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BANQUE LOUIS-DREYFUS
AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

JEUNE CADRE COMMUNICATION H/F

Le poste :
Participer (conception, réalisation et administration) à la Fonction Communication, tant sur le plan externe que sur le plan interne.

Le candidat aurait idéalement :
- Une formation supérieure (de préférence économique ou commerciale) si possible complétée par une formation spécialisée (communication, journalisme, relations publiques) ;
- Quelques années d'expérience réussie dans des fonctions similaires : expérience bancaire souhaitée ;
- Les qualités personnelles indispensables à la fonction : grande aisance rédactionnelle, sens des contacts, présentation ;
- **Surtout**, la créativité et l'enthousiasme pour participer au développement d'une fonction récente dans l'entreprise mais avec sérieux, rigueur et une grande disponibilité personnelle.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.



Importante société française implantée dans le monde entier, nous recherchons le

Responsable du développement international

SECTEUR MINES

PROFIL :
- 35-45 ans.
- Connaissance secteur Mines avec expérience soit en exploitation, soit en vente de matériel, par exemple.
- Formation supérieure (Ecole Ingénieur ou Gestion), anglais indispensable.
- Une expérience à l'étranger serait un plus.

MISSION : Prospection et négociation de contrats de services dans l'industrie minière :
- Analyse des marchés et des projets par pays.
- Conception d'un produit adapté aux besoins des clients.
- Elaboration des études de gestion.
- Réalisation et négociation des contrats.

Poste basé en région parisienne. Nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscr., C.V., photo et prétent., s/réf. 3576/LM à C.V. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

LE MONDE DE L'INFORMATIQUE

Mardi 11 Juin

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres d'emploi du journal

Le Monde



CONTROLEUR DE GESTION

Compagnie Française des Convoyeurs – 200 MF de CA – 520 personnes – 2 implantations à l'étranger – filiale d'un groupe leader sur son marché, spécialisé dans la manutention continue de charges isolées – recherche son **Contrôleur de gestion.**

30/40 ans. Formation de base : Ingénieur et formation complémentaire en gestion. Expérience de sociétés travaillant sur devis et à la commande indispensable. Une expérience du contrôle de gestion et de l'audit dans un cabinet anglo-saxon serait un atout supplémentaire.

Rattaché directement au Président de la Société, il établira les budgets et les plans avec les parties concernées; il suivra chaque mois les résultats et proposera les solutions correctrices; il suivra également les principales commandes (l'état des en-cours et le montant des dépenses restant à engager); il aidera dans leur décision les chefs de service, sera le moteur de la productivité; il aidera le Président dans ses choix stratégiques; il exécutera des missions particulières à la demande du Président; il exercera également un rôle d'audit.

Cadre III (convention de la mécanique), il sera membre du Comité de Direction. Son salaire sera en fonction de son expérience et de son enthousiasme, 250 KF/an et +.

cfc

Merci d'envoyer candidature complète à C.F.C. - Direction Générale - B.P. 140 - 77402 LAGNY cedex.

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

COMPTABILITE FINANCES
Nº 2 dans une fonction évolutive
DECS **PARIS**

Notre Société (CA 300 millions) est l'une des filiales d'un Groupe de distribution largement en tête de sa spécialité en France. Nous recherchons pour seconder le patron des services financiers et comptables un cadre évolutif, adaptable et rigoureux, capable de prendre d'ici à quelques années des responsabilités de premier plan au sein de l'entreprise, voire du Groupe. Titulaire du DECS, âgé de 30 ans au moins, il aura la pratique de l'utilisation de l'informatique et sera un élément moteur dans un esprit d'équipe.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15, réf. 186, RH Conseil, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL 763 11 15

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE
recherche
Ingénieur électromécanicien
FORMATION ECOLE D'INGENIEURS
plusieurs annees d'experience.

MISSION : Dans le cadre du développement des investissements, définition et réalisation des équipements industriels liés aux produits nouveaux et aux techniques nouvelles de production dans le domaine des câbles electriques isolés (liés en particulier au développement des câbles à fibres optiques). Connaissance de l'anglais indispensable. Lieu de travail : région FONTAINEBLEAU.
Ce poste constitue une excellente base d'intégration dans la Societe pour un Ingenieur de valeur.
Adresser C.V. et lettre manuscrite, sous reference 6584 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



INGENIEUR CONSEIL TECHNIQUE
Grandes Ecoles d'ingénieurs réf. M 602

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs vous débutez ou vous avez une première expérience du milieu industriel.

Véritable expert technique vous interviendrez en appui de nos commerciaux auprès de nos clients industriels.

Analysant les besoins des clients, vous gérerez les contraintes de production, les objectifs de qualité et proposerez les solutions techniques les plus adaptées : définition de matériaux, d'alliages... Vous serez ainsi le fer de lance dans la création de nouveaux produits et leurs applications. Ces postes permettant d'appréhender le double volet Production et Commercial dans des usines automatisées et informatisées. Point de départ pour prendre des responsabilités importantes dans des domaines tels que la Production, le Développement ou le Commercial.

Vous pouvez compter sur le Contrat Cadre USINOR :
- MISSIONS INTERNATIONALES, PROJETS SABBATIQUES, PARRAINAGE DE CREATION D'ENTREPRISES, PERSONNALISATION DE CARRIERE.



ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du Groupe Schlumberger, ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL conçoit, développe et fabrique des systèmes de mesures destinés à la production et à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, *informatique et physique*. Pour développer notre Département Analyse et Contrôle Qualité, nous recherchons aujourd'hui un

Responsable Qualité Electronique

Rattaché directement au Responsable du Département, il a pour mission de contribuer à l'amélioration de la *qualité de nos fabrications internes et sous-traitées*. A la tête d'une petite équipe, il développe les moyens de test, supervise le contrôle électronique et participe à l'élaboration des programmes qualité chez les sous-traitants.

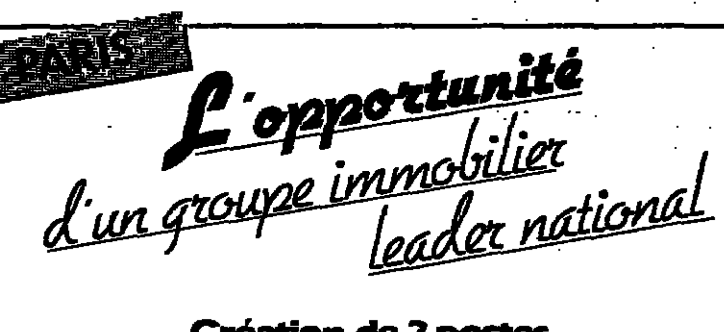
De formation Grande Ecole, vous avez une première expérience de 2 à 5 ans dans la production ou, de préférence, dans le contrôle électronique ; une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste - basé à 30 mn de Paris - ouvre de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe international de tout premier plan. La rémunération est motivante.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel, **Etudes et Fabrications Flopétrol,** BP 592, 77005 MELUN Cédex.

FLOPETROL JOHNSTON
Schlumberger

PARIS



Création de 2 postes de chargés de programmes

De formation supérieure et doté (de préférence) d'une expérience qui vous a familiarisé avec la promotion immobilière, vous avez vocation à faire carrière dans cette activité.
Votre tenacité, votre enthousiasme et votre tempérament de réalisateur sont là pour en témoigner.

Qualité de contact
Vous êtes capables d'étudier avec rigueur un marché foncier, le prospecter efficacement et négocier à tous niveaux avec les personnes privées et les administrations.

Capacité d'action
Vous savez évaluer les opérations, monter les dossiers et coordonner les différentes actions nécessaires à l'aboutissement d'un projet de construction.

Ce métier, complet, passionnant et bien rémunéré, vous l'exercerez aux Résidences-Village (l'une des principales filiales du Groupe Maison Familiale avec un C.A. de plus de 2 milliards de francs et un effectif de 600 personnes).

Adressez un courrier rapide (c.v. + photo) à Roger Féraud Directeur Régional des Résidences Village du Groupe Maison Familiale – Carrière des Marlots R.N. 17, 95380 Louvres. Tél. (3) 468.70.00.

CHARGEURS S.A.

UTA

UTA: 6.500 personnes, une flotte jeune, un rayonnement en Afrique, dans le Pacifique, en Extreme-Orient, s'affirme dans l'environnement tres concurrentiel du transport aérien, par sa gestion rigoureuse et son dynamisme.
UTA est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privee française dans le domaine des transports mais aussi groupe industriel en Europe et sur le continent americain. CHARGEURS S.A. comporte parmi ses principales filiales: Chargeurs Réunis, Paquet, Spontex, Walon.

Participez à notre stratégie informatique...

INGENIEUR SORTI D'UNE GRANDE ECOLE (Centrale, Supelec, Telecom...) vous êtes âgé d'environ 32 ans et, après plusieurs années d'informatique de gestion en entreprise, vous souhaitez maintenant dépasser le stade de l'exécution et accéder à un poste d'état *major ou il vous sera possible de faire passer votre message à l'ensemble de la Société.*

VOTRE EXPERIENCE DES BASES DE DONNEES ET DE LA CONCEPTION de systèmes d'information (Axial, Merise...) vous permettent d'évoluer dans un environnement de grande *informatique (IBM 30XX, - 500* terminaux, micro-ordinateurs, bureautique, Infocentre,...).

NOUS VOUS PROPOSONS DE LANCER UNE FONCTION NOUVELLE ESSENTIELLEMENT TOURNEE VERS L'AVENIR.
Vos responsabilités ? Dans notre environnement aeronautique international qui implique une grande diversité d'applications (logistiques, industrielles, gestion...) vous élaborez en liaison avec des utilisateurs exigeants notre plan à trois ans. Vous développez notre administration de données et conduisez notre réflexion sur la sécurité globale, la formation des personnes et l'*amélioration de la productivité des méthodes et outils de développement.*

Adresser lettre + CV détaillé + photo ss réf. **8561 M** à **Multiconsult Recrutement** 94, avenue de Villiers 75017 PARIS qui traitera confidentiellement votre candidature.



Filiale d'un groupe international, cherche à pourvoir un poste de

CADRE, dans son département SECURITE INDUSTRIELLE.

Ce poste qui demande une certaine expérience professionnelle est basé au Siège Social Paris mais nécessitera des contacts fréquents avec les Etablissements situés sur l'ensemble du territoire.
Il conviendrait typiquement à un candidat ayant exercé des responsabilités d'Inspecteur des douanes, de Commissaire de police *ou d'Officier de gendarmerie* jusqu'à 40 ans ou plus.
Parmi les qualités requises se trouvent la diplomatie, le contact aisé, le jugement, le souci de l'efficacité.
Des connaissances juridiques ainsi que celle de l'anglais sont nécessaires.
La rémunération pourra atteindre et même dépasser 250 000F/an si l'expérience antérieure le justifie.
Un développement de carrière est possible.
Discrétion assurée.
Envoyer lettre de candidature manuscrite et CV en précisant sur l'enveloppe la réf. 3643M à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

LA CONSOLIDATION ET LA COORDINATION DE NOS COMPTES DANS LE MONDE

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une expérience de 5 à 8 ans dans un cabinet anglo-saxon de renommée internationale.

Nous vous proposons, auprès du Directeur de la *Comptabilité Générale, d'être plus particulièrement* responsable de l'établissement des comptes consolidés du Groupe, ainsi que de la définition et de la mise en application du respect des procédures comptables du réseau international.

Nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences et de saisir de nombreuses opportunités d'évolution tant dans la Banque qu'au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence GS 17 à Banque Indosuez, Service Recrutement, carrières, formation 44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

SOURCES

N.B.I.

Notre client est aux Etats-Unis un des concepteurs et fabricants de matériels bureautique les plus sophistiqués et performants. Il nous a demandé de rechercher pour sa filiale de distribution française nouvellement créée, un

controller

qui aura à sa charge tous les aspects financiers et administratifs de la Société. La personne recrutée devra mettre en place les procédures de *gestion (comptable, budgétaire, de trésorerie...). Outre la responsabilité* du reporting à la maison-mère, le Controller assurera lui-même les relations avec les banques, les formalités d'import-export, le bilan, les déclarations fiscales et sociales et la gestion du personnel. Le candidat recherché aura une formation supérieure type Grande Ecole de Commerce *et/ou DECS et une première expérience financière de 3 à 5 ans acquise* de préférence dans une société anglo-saxonne. Il parlera impérativement l'Anglais.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone à **MARIE-JO MARTIAL** Tour Manhattan, 6, Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2, sous référence M 5061.–

مكبرا من الأصل

du 3e millénaire sont à prendre.

Aéronautique, Automobile, Offshore, Nucléaire, Conserverie, Verrerie, Ferroviaire et toute l'industrie moderne : voilà l'étendue des marchés où USINOR est présent avec des produits de HAUTE PERFORMANCE. Développons les ensemble.

INGENIEUR MARKETING

Grande Ecole d'ingénieurs ou commerciale réf. M 603

Etudier les marchés et les produits.

Participer à la définition des politiques Marketing et Commerciales. Les mettre en application et les suivre auprès des équipes commerciales, tout en intégrant les contraintes des clients et les potentialités des marchés.

Voilà le propre de la fonction d'un Responsable Marketing.

Possédant de solides qualités d'analyse et de synthèse, vous êtes avant tout un homme de prospective appliquée qui sait exploiter au maximum les ressources d'un marché ainsi que détecter les produits et les applications les plus rentables.

La dimension internationale d'USINOR permet à un candidat diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou HEC, ESSEC, ESCP, d'envisager un avenir très intéressant.

INGENIEUR COMMERCIAL

SUP de CO ou équivalent réf. M 604

L'industrie, un monde complexe mais passionnant, c'est là plus qu'ailleurs que se négocient les grandes affaires.

Aussi l'ingénieur Commercial USINOR doit-il savoir traiter aussi bien avec un Responsable des Achats qu'avec un PDG. Véritable négociateur son objectif est double : VENDRE et GERER les marges.

Ses moyens ? Des produits spécifiques et reconnus. Son champ d'action : L'INDUSTRIE FRANCAISE.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce vous savez combien la Vente donne accès aux fonctions les plus enviées. USINOR vous les proposera en France ou à l'Etranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence choisie



Innover pour gagner

Service Recrutement. N. LE BAGOUSSE Immeuble Ile de France 92070 Paris la Défense Cedex 33

CONTESSE

NOUS SOMMES LE PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE CAPITAL-RISQUE

NOTRE DÉVELOPPEMENT NOUS CONDUIT A RECRUTER UNE :

CHARGÉE DE MISSION AUPRÈS DE NOTRE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vous serez en priorité chargée des relations extérieures tant vis-à-vis de nos partenaires que de nos actionnaires.
Polyvalente et autonome, vous êtes diplômée d'une grande école de commerce et avez de plus une bonne formation juridique.

Une première expérience dans une entreprise ou cabinet d'affaires est indispensable.

Envoyer c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous nº 307 248 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Migration vers la direction R et D
(logiciel et architecture)

Constructeur micro-informatique, notre développement en CA et **bénéfices** est le résultat d'une politique de recherche adaptée.
Nos récents accords de partenariat, menés dans l'optique d'une synergie de compétence vont nous permettre d'imaginer une ligne de produits ambitieuse.
Pour nous y aider, nous souhaitons accueillir un **ingénieur logiciel** familiarisé à l'environnement micro-ordinateur (16 et 32 bits, UNIX, réseaux, etc...).
Ses qualités techniques doivent nécessairement s'accompagner d'une capacité à travailler en collaboration avec nos services Commerciaux et Marketing et d'une potentialité d'animateur

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. MDO 306, à notre Conseil J.M. Vanasten, qui garantit toute discrétion.



DARCOR informatique

Conseil en Recrutement, 15 avenue Victor Hugo 75016 Paris.

---

l'Adjoint de notre Directeur Juridique
Paris

Notre groupe leader dans son domaine commercialisant des produits largement diffusés sous des marques réputées, recherche l'Adjoint de son Directeur Juridique.

Son activité s'étendra aux nombreux domaines traités par le département : **Marques**, droit de la **distribution**, droit des **Sociétés** etc... Il prendra en charge l'ensemble de l'activité **contentieux**, en proposera la réorganisation, la mise en place et le suivi.

Nous attendons un candidat (H/F) âgé d'environ 28/30 ans, titulaire de préférence d'une maîtrise de droit des affaires, et bénéficiant d'une expérience de 2 à 3 ans au sein d'un service juridique ou contentieux si possible dans un secteur de produits de grande distribution. Bonnes connaissances en anglais souhaitées.

ORION, à qui nous avons confié ce recrutement, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant si vous le désirez les sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas qu'il soit transmis, sous réf. 506382 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

Assistante de direction bilingue
très haut standing — 250 000 + +

HAY FRANCE

Le PDG d'un groupe de sociétés industrielles et financières (C.A. : 1 milliard/an) recherche son « bras droit » pour l'assister dans ses diverses activités, déplacements d'affaires, actions de « relations publiques » : son rôle sera notamment d'organiser toutes les réunions (comités de direction/conseils d'administration/conseils de surveillance), en assurer l'accueil des participants, le secrétariat et le suivi ; organiser et participer aux réceptions et dîners d'affaires ; rédiger toute la correspondance du Président (en anglais ou en français), l'assister dans ses déplacements et réaliser seule quelques missions ponctuelles à l'étranger.

Agée d'au moins 38 ans, **parfaitement bilingue** français/anglais, la candidate aura, de préférence, une licence en droit ou en sciences économiques, une bonne culture générale et l'expérience des affaires ; de plus, elle doit être capable de « recevoir » des personnalités de premier plan avec beaucoup de classe et d'élégance.

Le poste implique une grande autonomie et une disponibilité totale.

Les dossiers de candidature avec C.V., **photo**, salaire actuel et prétentions, sous la référence 85052/LM, seront étudiés en toute confidentialité par :

Sonia Lipszyc
HAY Managers 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

MEDIA 84



Dans le cadre du développement de sa politique de recherche créé 2 **nouveaux postes** de

médecin recherche clinique

pour les produits suivants :
— PSYCHOTROPES
— ANTIBIOTIQUES

Nous vous confierons la responsabilité des produits du début de l'étude clinique jusqu'à l'obtention de l'A.M.M.

- Vous avez une solide formation médicale (ancien Chef de Clinique ou ancien Interne des Hôpitaux).
- Vous avez une orientation marquée pour la recherche clinique (certificats de pharmacologie et de statistiques).
- Une expérience dans l'industrie pharmaceutique à un poste similaire dans le domaine des psychotropes ou des antibiotiques est souhaitée.

Anglais écrit et parlé indispensable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Division du Personnel
Produits ROCHE 52, bd du Parc - 92521 NEUILLY S/Seine Cedex.



Animer l'équipe gestion du département international de notre banque
200 000 +

Nous sommes une banque en plein essor. 24 milliards de F au bilan, 230 guichets en Région Parisienne, nous fêtons notre 500 000ème client. Notre développement en grandes entreprises nous amène à rechercher dans le cadre de nos opérations internationales, le responsable du service Production-Gestion.

Dans un contexte d'informatisation poussée et de télétraitement généralisé, vous assurez en support de nos chargés de clientèle, la réalisation des opérations (transferts, crédits, dépôts...) et le suivi des aspects bancaires et comptables. Le professionnalisme avec lequel vous traitez la complexité des opérations internationales fait de vous un interlocuteur reconnu, tant auprès de nos commerciaux que de nos clients. A leur service vous améliorez la productivité de votre unité. Du gestionnaire et de l'animateur que vous êtes, dépendent 30 personnes, 30 compétences et leur motivation.

La trentaine ou plus, diplômé de l'enseignement supérieur, "international-minded", vous êtes un généraliste qui, à des connaissances des techniques bancaires et de l'informatique, allie des qualités de contact et un certain sens commercial. Votre expérience d'animation d'équipe n'est plus à prouver. Bien entendu, votre anglais est opérationnel. Le poste est basé à Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 7191M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Etablissement Financier de dimension internationale recherche pour son siège à PARIS 7ème, des

Chefs de Projet Organisation

chargés de la coordination générale d'études d'organisation et informatiques dans le domaine de l'Assurance-Vie.
Interlocuteurs permanents des utilisateurs et des informaticiens, ils assureront des fonctions d'animation, de coordination et d'assistance dans le cadre d'importants projets en veillant à la cohérence et à l'intégrité des systèmes d'information de l'entreprise.
Ces postes s'adressent à des organisateurs expérimentés du secteur tertiaire (Assurances, Caisses de Retraite, Banques) ou à des consultants en organisation ayant acquis une expérience dans ce secteur.
De bonnes capacités de synthèse, le goût du travail en équipe et des qualités de contact sont impératifs ainsi qu'une formation supérieure de gestion.
Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence JO 56 sur l'enveloppe, à :



58, Bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS

ENTREZ DANS NOTRE CERCLE DE QUALITÉ...

au sein du deuxième groupe d'électronique japonais, formé d'hommes et de femmes jeunes, compétents, passionnés. Toshiba représente dans le monde un C.A. de 13 milliards de dollars, 32 000 brevets et, en France, une croissance de 75 % en 1984 avec toute la gamme des P.a.P. et des imprimantes « 3 plumes ».

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

Si vous possédez une formation commerciale ou technique supérieure, 3 à 5 années d'expérience commerciale en informatique, la volonté de participer à un groupe dynamique et de prendre rapidement des responsabilités, vous serez alors directement en rapport avec les principaux acheteurs de micro-informatique en France, et vos idées devront faire leur croissance.

Prenez contact avec nous en envoyant votre c.v. manuscrit et une photo à RÉGIE-PRESSE, nº 307 416 M. 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

TOSHIBA
Informatique.







Les sociétés du groupe Alcatel Thomson ont pour vocation les technologies de la communication.
A travers la diversité des activités développées dans les domaines des télécommunications, de l'électronique professionnelle, de l'informatique et de la bureautique, se dessine une volonté commune d'expansion étayée par un niveau technologique de premier ordre.



groupe CGE

Aujourd'hui, nous recherchons pour nos établissements de Lannion, Nantes et banlieue Ouest de Paris

Ingénieurs logiciel et systèmes

réf. 9061 ILS

Débutants de formation INSA, ISEP, ENSI... vous avez choisi l'option informatique, électronique ou automatisme.
Confirmés, vous justifiez d'une expérience d'environ 5 ans dans le domaine informatique.

Vous définirez et analyserez à partir des cahiers des charges les implantations des logiciels de télécommunications.
Vous en assurerez le développement sur des systèmes de commutation temporelle à commande par ordinateur pour des structures de type distribué : applications type téléphonie, transmission de données, réseaux numériques à intégration de services pour la France et l'export.

Responsable de la validation et de l'intégration du logiciel au sein d'une équipe de 3 à 4 personnes, vous interviendrez sur des projets de grande ampleur : des gros logiciels en temps réel.
Vous pourrez alors évoluer vers un poste de Chef de Projet.

Pour ces postes, l'anglais est indispensable.

Afin d'envisager ensemble une collaboration, Alcatel-Thomson vous remercie d'adresser votre candidature en indiquant la référence sur l'enveloppe à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SESA

LEADER MONDIAL EN INGENIERIE, INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

c'est une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, un CA en progression de plus de 30% par an, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses : Transpac, Annuaire Electronique, Grands systèmes Temps Réels, dans les domaines de la Défense, de l'Aérospatiale et de l'Industrie. Dans le cadre de notre fort développement, nous recherchons pour notre division Etudes et Systèmes

Un chef de projet senior

(réf. 33 LM)

Vous avez 5 à 10 ans d'expérience en système Temps Réel. De formation grande école, votre expérience en développement et conduite de système vous a donné le goût des responsabilités *techniques et humaines. Vous souhaitez maintenant les étendre* et les confirmer avec une marge d'autonomie plus grande.

Le projet que nous vous demandons de concevoir et de réaliser concerne un système complexe d'asservissement numérique. Vous en définirez les principales fonctions et modules, en évaluerez les performances et les coûts et plus tard en coordonnerez la mise en œuvre industrielle.

Responsable de la cohérence d'ensemble, vous serez assisté sur place d'une petite équipe d'ingénieurs, mais devrez aussi être apte à diriger et contrôler des équipes d'autres services extérieurs (Bureau d'Etudes, Centre de calcul...).

Un ingénieur ouvert à l'export

(réf. 34 LM)

Votre formation grande école électronique et (ou) informatique a été valorisée par une première expérience de 2 ans minimum dans le développement de grands systèmes.

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, votre mision consistera à évaluer et à qualifier un système automatisé dans un domaine d'activité militaire.

Vous en élaborerez et en contrôlerez la documentation, les outils de mise en œuvre et les recettes en France comme sur site.

Vos objectifs seront, tant de fournir au client final le plus vite possible un produit opérationnel fini en réduisant au maximum les missions sur le terrain, que d'élaborer les outils nécessaires à une maintenance autonome (documents méthodologiques, jeux d'essais systématiques...).

De fréquents déplacements de courte à moyenne durée sont à prévoir au Moyen Orient. L'anglais est donc indispensable ainsi que des qualités de contact, d'analyse, de sens critique et d'aptitude à la formation et au travail en équipe.

SESA

Pour ces deux postes à fort potentiel de développement, basés en banlieue ouest, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à La Direction des Ressources Humaines
SESA,
30, quai de DION BOUTON 92806 PUTEAUX Cedex

SOURCES

Important GROUPE de BATIMENT et de TRAVAUX PUBLICS de la Région Parisienne recherche pour conseiller sa Direction Générale et assister les filiales du GROUPE :

RESPONSABLE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Juriste de formation, la trentaine, une solide expérience **d'au moins 6 ans** dans le BTP ou les secteurs connexes, vous maîtrisez les affaires *juridiques, voire la conduite de travaux intégrant le traitement des dossiers contentieux.*
Votre connaissance des problèmes d'assurance et votre goût pour la vie juridique des Sociétés vous conduisent aujourd'hui vers un poste alliant le conseil et l'opérationnel.

Avant tout homme de contact doué d'une grande souplesse d'esprit, vous aurez à définir la politique d'Assurances du GROUPE et à en négocier les polices.
Conseiller des Directeurs de filiales vous devrez les motiver dans le traitement de leurs contentieux.

Homme de la Construction, vous en connaissez comme nous, les marchés et leurs contraintes.

Contactez-nous pour en parler ensemble en adressant votre dossier de candidature sous réf. 45812 à DEB'S, 140 Rue de Courcelles 75017 PARIS, *qui transmettra.*



pour la france et la cee

POSTE CLEF DE NOTRE DEVELOPPEMENT...

... dans une entreprise en expansion forte et régulière depuis sa naissance il y a 10 ans CA 84 500 MF.

Filiale commerciale d'un très important groupe français, elle a su définir dans son domaine, la vente, les éléments de sa progression en France et à l'étranger.

Cette progression est due aussi à notre savoir-faire en matière de recrutement.

Jeune diplômé (université ou grande école) ayant un ou deux ans d'expérience soit dans la fonction personnel, entreprise ou cabinet, soit dans le secteur commercial, nous vous formerons à notre approche.
Vous devrez également définir les méthodes d'accueil, d'intégration et de suivi des hommes.

A terme, *c'est donc une opportunité d'évoluer* à l'intérieur ou à l'extérieur de la fonction personnel, puisque vous aurez acquis une excellente connaissance de notre entreprise.
Le poste est basé à Saint-Cloud.
Il exige, *bien sûr*, de nombreux déplacements en France et en Europe.
La maîtrise de la langue allemande ou anglaise est indispensable.
Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (*lettre manuscrite* + C.V. + photo + rémunération actuelle) à Serge Saint Andeux B.P. 44
92215 Saint-Cloud Cédex en précisant sur l'enveloppe la référence MRH/06.

INGENIEURS DEBUTANTS

UNILOG Groupe indépendant de sociétés de services et d'ingénierie en informatique de gestion - 8 sociétés, 480 ingénieurs - *s'est doté d'une organisation* décentralisée privilégiant des équipes de dimension humaine capables de s'adapter rapidement aux nouvelles technologies.

UNILOG Minisystèmes souhaite vous intégrer le **16 septembre 1985.**

Vous suivrez dès votre entrée un cycle de formation de 3 mois, considéré comme l'un des plus solides de la profession. Ensuite, au sein d'équipes opérationnelles, vous interviendrez chez nos clients équipés de mini systèmes (IBM, BULL, NIXDORF) et apporterez vos *compétences techniques à des projets de* conception, réalisation, mise en oeuvre de l'informatique répartie.

Si vous êtes intéressé par la gestion des entreprises et souhaitez avoir une progression de carrière rapide, alors rejoignez-nous dès maintenant.
Adressez votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo) s/réf.466 à

UNILOG Minisystèmes

9 rue Alfred de Vigny
75008 PARIS.

MEMBRE DE **SYNTEC** informatique

DESSEIN

CXP

LE CENTRE D INFORMATION DES UTILISATEURS DE PROGICIELS

recherche

ingénieur généraliste en informatique

Le candidat se verra confier la **responsabilité d'études originales comparatives** et critiques sur les produits informatiques nouveaux (progiciels, méthodes...). Pouvant se prévaloir d'une expérience de 2 années, il mènera en parallèle **l'organisation de séminaires** sur les techniques informatiques avancées.
De formation Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, il disposera d'une capacité d'autonomie certaine, de réelles aptitudes à l'expression écrite et orale. Le poste propose des PERSPECTIVES D'AVENIR INTERESSANTES pour un candidat dynamique désireux de maîtriser des sujets de haut niveau. (Réf. 01)

ingénieur chargé de la promotion et du développement

Attaché au service Promotion et Développement, il sera débutant ou avec une expérience de 2 à 3 ans dans le secteur informatique. Ingénieur diplômé d'une Ecole de Commerce avec compétence informatique, il aura **une très bonne expression orale et écrite, un tempérament commercial, le sens du contact et de l'innovation.**
Il participera à la promotion d'études, de catalogues, animera des réunions professionnelles.
Disponibilité Paris et province (Réf 02)

Les postes basés sur Paris sont à pourvoir rapidement. Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste, au CXP - 99, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

Organisation et Publicité

Cabinet Brevets d'Invention
Paris-8e recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

Pour traductions en Français et révisions de textes de brevets Français et Européens à partir de l'Anglais et de l'Allemand. Adresser C.V. et prétentions nº M.O. 88.831 BLEU 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

VILLE DE SARCELLES

VAL-D'OISE. 60.000 HAB.
recrute

RESPONSABLE POUR SON SERVICE CULTUREL

- Traitement net de début.
- Indice 379 - 7.397, 78 F.
- Avantages statutaires.
- *Diplômé licence.*
- Expérience souhaitée.

Adresser candidat. et C.V. à M. le Maire de Sarcelles Service du Personnel 4, place de Navarre 95200 Sarcelles.

X, ECP, ESE, ENST, ENSTA, ...

«Patrons» de projets scientifiques sur minis et micros

HF

Notre division, appartenant à l'un des grands de l'informatique mondiale, a le vent en poupe : 420 MF de CA, progression de 28%/an, accroissement de 70% des systèmes installés.

Pour nous, vendre de l'informatique pour des applications scientifiques pointues, c'est concevoir et proposer la meilleure solution (architectures, systèmes, matériels, logiciels...), la mettre en oeuvre et former les utilisateurs.

Ingénieurs diplômés, vous avez quelques années d'expérience chez un constructeur, une SSII ou un utilisateur et maîtrisez l'ensemble des paramètres technico-économiques de projets importants, savez élaborer et mettre en oeuvre des moyens informatiques à vocation scientifique (CFAO, Télécoms, automatismes T.R., ...)

Vous apporterez votre savoir faire global à nos I.C., conseillerez, formerez et informerez l'ensemble de nos partenaires, qualifierez les concepts retenus...

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité, sous réf. 399 LM à notre Conseil : Alain LEROUX

SODERHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

هكذا من الأصل



JEUNES INGENIEURS
Ponts, Centrale, AM, ETP, ENTIM, ENSAIS, INSA, ENISE...

Hommes de terrain par tempérament, vous souhaitez vivement contribuer à l'aménagement de nos régions.

Généralistes, vous accordez un égal intérêt aux diverses composantes de l'activité d'un futur Directeur d'Etablissement : chantier, gestion, relations commerciales, conduite des hommes.

Déterminés à accéder rapidement aux véritables responsabilités, vous choisissez le cadre dynamisant d'une entreprise largement décentralisée.

viafrance

ENTREPRISE NATIONALE DE CONSTRUCTION DE ROUTES

42 Etablissements et Centres de Travaux

vous propose

UN AVENIR D'ENTREPRENEUR

Ecrire à B. POUILLY, VIAFRANCE 92-98, bd Victor-Hugo - 92115 CLICHY.



Vous êtes **ingénieur AM** ou équivalent, vous aspirez à des responsabilités réelles qui vous permettent de donner toute votre mesure, en concrétisant vos idées et en affirmant votre tempérament.

Devenez **directeur technique** de notre unité de production de **Dole** (1/2 heure Dijon, 1/2 heure Besançon, 2h30 Paris par T.G.V.).
Nous sommes une PMI de 75 personnes, spécialisée dans la conception et la construction d'équipements pour l'industrie alimentaire.
Vos compétences couvrent les domaines de la **chaudronnerie**, de la mécanique, des automatismes et de l'electrotechnique.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence MC1 à notre Conseil.

Cabinet JP DORNIER
Consultants
B.P. 2032
25000 - BESANÇON

Lévi Tournay Asscom

Une opportunité de carrière dans la vente de services en milieu industriel...

Ingénieur commercial

Développer les contacts commerciaux avec les clients et clients potentiels. Assurer le suivi financier et technique des contrats de maintenance existants. Promouvoir la mise en place de nouvelles procédures de gestion des contrats.

C'est la mission que vous propose cette importante société, leader sur son marché qui concerne les systèmes complexes de régulation en contrôle de process.

Vous êtes ingénieur, et vous justifiez d'une première expérience réussie acquise dans la vente ou l'utilisation de services en milieu industriel. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Les conditions offertes sont motivantes et les perspectives de carrière concrètes. Le poste est basé en proche banlieue Ouest et nécessite de courts déplacements.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M684 E à Christian Hollevoet, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

AFCOREM

GIE regroupant l'ensemble des moyens informatiques du groupe,



Assurances Générales de France

recherche

statisticien débutant H/F
ENSAE, ISUP, ...

Capable de mener rapidement de façon autonome plusieurs études statistiques simultanées dans des domaines variés.

Nous vous proposons un travail :
- Au sein d'une petite équipe de statisticiens.
- En relation directe avec les Directions du Groupe.
- Dans un environnement technique performant : matériel IBM haut de gamme, logiciel SAS, ...

GIE
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Pour rejoindre notre équipe, adressez votre candidature sous référence M 315 à
GIE - Service du Recrutement
Tour Franklin 92081 Paris La Défense Cedex 11

ASSCOM

Groupe Industriel National
plus de 1000 personnes
siège Paris, recherche

trésorier-francs de groupe

• Gestion de la trésorerie centralisée du Groupe d'entreprises • Formation B.T.S. Expérience professionnelle requise.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé avec niveau actuel de rémunération sous référence 78.043, à
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur - 75002 Paris
qui transmettra.

P.R.B.

TELECOMMUNICATIONS

Centre National d'Etudes des Télécommunications

(MINISTÈRE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION) ISSY-LES-MOULINEAUX

recrute

ingénieurs de haut niveau
(formation Universitaire ou Grande Ecole)

pour participer :
- aux études relatives à l'evolution des reseaux professionnels dans le cadre des developpements vers le Reseau Numerique à Integration de Services
- a des activités de recherche et de suivi de developpement des reseaux Telématiques (Vidéotex, Messagerie)

Competences et experience dans le domaine des reseaux de donnees appréciées.

Adresser les candidatures avec CV detaillé, références, telephone et pretentions a

cnet

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
Centre PARIS A/RDS
38-40, rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

Organisation et Publicité



La publicité au quotidien...

Au sein de la régie intégrée d'un quotidien national, nous vous proposons de développer une rubrique de publicité institutionnelle en prospectant une clientèle d'entreprises. Par ailleurs, en liaison avec la Rédaction, à l'occasion de numéros spéciaux vous assurerez la prospection publicitaire auprès des agences et annonceurs.

Si vous êtes motivé(e) par le secteur de la communication, homme ou femme de contact et de négociation, si vous avez environ 30 ans, une formation supérieure et une première expérience professionnelle réussie, alors vous êtes en mesure de relever le défi que nous vous lançons.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MLA 418 à
ESPACE ET COMMUNICATION :
35, rue [illegible], 75008 Paris qui transmettra.

Organisation comptable

La Banque PARIBAS renforce son équipe d'organisation et de contrôle comptable. Elle recherche un jeune candidat du niveau de l'expertise comptable.

Une première expérience de 2 à 3 ans dans le milieu bancaire serait appréciée.

A terme, ce poste est appelé à évoluer vers des responsabilités de gestion élargies au sein des autres directions de la Banque.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, sous la référence OC/LM, à la Direction des Relations Humaines de la Banque **PARIBAS** - B.P. 14 - 75078 PARIS Cedex 02.

BANQUE PARIBAS

MEDIA BA

Banque d'affaires internationale
recherche

ANALYSTES DE CRÉDIT CONFIRMÉS (niveau cadre)

Fonction :
Analyse technique et financière des dossiers de crédit avant présentation au comité de crédit. La fonction comprend également l'étude des risques pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou commerciale.

Profil :
- Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié mais non exigé) ;
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession acquise de préférence dans un département international ;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrit/parlé) ;
- Bonnes connaissances de comptabilité.

Env. c.v. et prét. sous n° 7.345 le Monde *service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.*



IMPORTANT CABINET DE CONSEILS D'ENTREPRISES

recrute
pour son service

"Assistance aux entreprises en difficulté"
Juriste "spécialisé"

- diplomé d'études supérieures
- expérience-procédures collectives contentieux commercial
- évaluation, négociation et restructuration d'entreprises
- ancien clerc de syndic apprécié
- basé Paris - rémunération stimulante - carrière évolutive.

Adresser C.V., photo sous référence 88723 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Réponse et discrétion assurées

Société d'ingénierie, dans le domaine du bâtiment et de l'infrastructure, métro Mairie de Montreuil recherche pour développer son activité :

JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS
(H. ou F.) ETP, ENSA...

Débutants ayant 1 à 2 années d'expérience, en vue d'une fonction d'ingénieur généraliste capable de coordonner et d'animer une équipe pluridisciplinaire de techniciens et de conducteurs de travaux et de représenter le bureau d'études auprès des architectes et maîtres d'ouvrage.

Adresser candidature avec prétentions et C.V. à
RÉGIE-PRESSE
sous le n° 307.034 M,
7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07.

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS SOUHAITE ACCUEILLIR AU SEIN DE SA DIRECTION DES RECHERCHES

1 ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

E.S.C.A.E. + option contrôle de gestion ou D.E.C.S. ou équivalent.

- Dans le cadre du Contrôle de Gestion des centres de recherches, il sera étroitement lié aux processus d'élaboration et de suivi du budget des cinq Centres de Recherches et des études cliniques du Groupe menées par les filiales françaises et étrangères.

Il sera également chargé :
- Du traitement des données issues du reporting ;
- De l'informatisation de ces traitements ;
- De la comptabilité par projet.

- Ce poste conviendrait à un candidat débutant ayant une bonne connaissance de la micro-informatique et des « tableurs ».
- Lieu d'affectation MONTPELLIER.

Adresser lettre manuscrite et c.v. détaillé à :

Monsieur G. GUIGOURES
Centre de Recherches CLIN-MIDY
rue du Professeur-Joseph-Blayac
34082 MONTPELLIER CEDEX.



Premier Réassureur International Français

pour renforcer ses services d'Etudes Actuarielles
recherche

COLLABORATEURS H/F

De formation supérieure en mathématiques
Expérience en assurance souhaitée.
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.
Réponse à toute lettre manuscrite + CV, photo et prétentions adressée sous référence 295 à
M. ROY - Immeuble SCOR
Cedex 39 - 92074 PARIS LA DEFENSE.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

SECODIP
(Société d'études de la consommation, distribution et publicité)
recherche pour son département
Panels de Consommateurs

chargé(e) de clientèle

Débutant ou ayant quelques années d'expérience en études de marché. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, IEP, Sciences Eco ou équivalent)

Adresser C V détaillé et photo à la
Direction du Personnel - SECODIP - B.P 3
2, rue Francis-Pédron
78241 CHAMBOURCY Cedex

Organisation et Publicité

La Gestion de l'Entreprise, l'Organisation et l'Informatique sont des techniques qui vous passionnent.

Par ailleurs, vous avez compris que
«Pour Gagner il faut d'abord se Battre».

Votre notion du **Commercial** c'est l'Action, l'Agressivité mais aussi la Construction.

Vous avez envie d'un plan de carrière qui vous permettra d'avoir des responsabilités en fonction de votre savoir et aussi de votre Réussite, alors nous devons nous rencontrer.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Ecrire à COMELOG S.A. -
7, rue Louis-David, 75016 PARIS -
Réf. DA.1

pmd

comelog

BANQUE ÉTRANGÈRE
QUARTIER OPÉRA

recherche

GRADE II

pour son service étranger
Il est demandé 3 à 4 ans d'expérience.
UNE PARFAITE CONNAISSANCE DES OPÉRATIONS IMPORT-EXPORT :
- Crédocs ;
- Remdocs ;
- Transferts

ET DE LA RÉGLEMENTATION CHANGE

Nous offrons :
- De bonnes conditions de travail ;
- Possibilité d'évolution ;
- Salaire motivant en fonction des capacités.

Envoyer c.v. détaillé + photo à : RÉGIE-PRESSE sous n° 307 254 M. 7, rue de Monttessuy. 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE ET D'EQUIPEMENTS
proche banlieue Sud
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Les missions qui lui seront confiées comportent des relations commerciales avec les secteurs de l'armement et de l'industrie, pour la promotion de produits dans le domaine des capteurs, de la télémesure et des systèmes numériques.

La connaissance de l'anglais parlé et écrit est indispensable.

Des déplacements de courte durée en France et à l'étranger feront partie de l'exigence du poste.

Adresser C.V., photo et prétentions à N. 4614
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

Société d'ingénierie région parisienne recherche pour son département Équipements Électriques :

JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(H. ou F.)

ENSI ou équivalent ayant démontré ses qualités de dialogue et de travail en équipe au cours d'une première expérience.

Il sera plus spécialement chargé :

- d'animer un groupe de spécialistes électriciens au sein d'équipes pluridisciplinaires ;
- de développer des activités nouvelles liées à l'automatisme et aux systèmes informatiques.

En fonction de ses compétences, il pourra se voir confier rapidement des responsabilités au sein du département.

Adresser candidature avec prétentions et C.V. à : RÉGIE-PRESSE, sous n° 307.035 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 PARIS CEDEX 07.

Agro-alimentaire international

RECHERCHE

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

- Pour analyse des actions publi-promotionnelles de la concurrence sur les marchés étrangers (analyse de la communication, marketing, publicité) en vue rédaction bulletin confidentiel.
- Excellente connaissance de l'anglais/américain et d'une autre langue.
Disponible immédiatement.

Adr. lettre manuscrite, c.v. + photo et prét. à RÉGIE-PRESSE s/n° 307 242 M, 7, r. de Monttessuy, Paris-7e.

SANDERS

ALIMENTATION ANIMALE

recherche

RESPONSABLE DE L'EXPÉRIMENTATION EN PRODUCTION PORCINE

Ingénieur agronome ou vétérinaire

motivé pour l'expérimentation.
Ayant des connaissances en nutrition animale *et dans le domaine des statistiques.*
Point d'attache principal à Athis-Mons.

Adresser C.V. et photo à : SANDERS S.A. Service du Personnel, 17, quai de l'Industrie, 91200 ATHIS-MONS.

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche

Candidats(es) de formation supérieure (écoles de commerce souhaitées)

pour postes :

- **CHEF DE MISSION** : 4 à 6 ans d'expérience dont 2 au minimum en cabinet de révision ;
- **RÉVISEURS** : 2 à 3 ans d'expérience en cabinet (pratique de l'audit informatique appréciée) :
- **ASSISTANTS DÉBUTANTS.**

Adresser c.v., photo et prétentions à : CABINET PAYER, 16, av. Hoche, 75008 PARIS.

ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES DE L'ILE-DE-FRANCE

recherchent

JEUNES DIPLOMÉS(E)S NIVEAU MAITRISE

motivé(e)s par la vente pour des activités commerciales *sur le terrain.*

Les postes (statut salarié) sont à pourvoir dans différents secteurs de la région Ile-de-France et exigent une grande disponibilité.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo (obligatoire) + prétentions à : F.M.A.I.F., *service de gestion des personnels* section recrutement 29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 PARIS.

SATEM E.T.T. 951-08272

INGÉNIEUR CALCULATEUR

POSITION II
A et M.-ESTACCA
Calculs informatiques et connaissance NASTRAN.

Constructeur informatique recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

2 ans expérience obligatoire.
Tél. pour R.V. : 784-74-52.

Constructeur informatique recherche

INGÉNIEUR

LOGICIEL expérimenté bonnes connaissances

PROCÉDURES DE TÉLÉCOM

Tél. pour R.V. : 784-74-52.

LABORATOIRE NATIONAL DE RECHERCHE EN MÉTROLOGIE à PARIS

recrute jeune

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU UNIVERSITAIRE

Pour intégrer son équipe métrologie fréquences sur projet intérêt national :
- *ESE, ENSERG, ENSEA, ...* ou Doctorat 3e cycle électronique ;
- Prem. expér. souhaitable ;
- Conn. HF, hyper-fréquences, servo-mécanisme ;
- Anglais nécessaire ;
- Libéré O.M.

Emploi stable, 120.000 F +.

Ecr. rapidement avec C.V. à M. Granveaud, L.P.T.F., 61, av. Observatoire, 75014 Paris.

Le Magazine PHOTO REPORTER

recherche

JOURNALISTE CONFIRMÉ

Connaissance photo souhaitée. Env. photos et prét., EDIMAR, *30 bis, rue Spontini,* 75116 PARIS.

Association recherche débutant D.U.T. option G.E.A. niveau inférieur s'abstenir. Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae à directeur administratif F.F.G., 7 ter, cour *des Petites-Ecuries,* 75010 PARIS.

PATRIMOINE CONSEIL
Agence Administration
Assurances recherche
NÉGOCIATEURS. 531-80-63.

VIDEOSPOT
Filiale du groupe SERVO spécialisée dans LES ÉTUDES ET TESTS DE COMMUNICATION PUBLICITAIRE recherche

CHARGÉ (E) D'ÉTUDES QUALITATIVES SENIOR

Responsable et autonome au niveau prospection mise en œuvre suivi et présentation des études
Adresser. C.V., photo et prét. (Les 3 sont indispensables) 12, rue Henner, PARIS-9e.

RECH. CHEF DE TRAVAUX MIAGE BTS INFORMATIQUE ÉCOLE SAINT-MICHEL SAINT-MANDÉ. 374-79-52.

GROUPE DE BUREAUX D'ÉTUDES PME (ingénierie urbaine, logements, tourisme...) recherche

CADRE SUPÉRIEUR

pour gestion financière et organisation administrative

Envoyer C.V. + prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 306.665
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

secrétaires

GROUPE DE PRESSE CENTRE DE PARIS *recherche pour son* PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- ayant expérience secrétariat particulier ;
- excellente sténo-dactylo ;
- qualités d'ordre et de classement ;
- disponibilité ;
- références.

Préférence sera donnée à candidat ayant quelques connaissances juridiques, et connaissant milieux presse, politique, haute administration.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite avec photo : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE 13, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR AGRONOME

32 ans
ENSAIA Nancy-Spécialisation, sciences du sol, 5 ans d'expérience *dont 3 outre-mer.* Etudie toutes propositions.
Tél. : (38) 67-04-40.

J'ai 39 ans mais on me donne entre 25 et 30 et je cherche un travail passionnant.

Mes caractéristiques :
- Quadrilingue (allemand, *espagnol, anglais, français)* ;
- Très intéressé par les sciences et les techniques ;
- Esprit souple ;
- Bon dactylographe ;
- Très disponible.

Ecr. s/n° 2497 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, et/ou tél. : 858-36-54.

MOTIVÉE LA JEUNESSE !

DIPLOME 3e CYCLE GESTION FORT POTENTIEL

26 ans courte expérience. Cherche poste stable et évolutif.

M. De Jekel, 3, rue de Duras, 75008 PARIS.
Tél. : 265-49-23.

CORRECTEUR-REWRITER
Licence de lettres, 5 ans d'exp. de la presse. Angl., italien courants. Ch. poste. 785-27-93, bur. 333-52-63.

Secrétaire parfaitement bilingue (français-anglais), excellentes notions d'espagnol, ayant sens de l'initiative et des responsabilités, cherche poste motivant.
Tél. : 336-51-04.

ALLEMAGNE

HEC bilingue cherche direction filiale outre-Rhin.
Tél. : (3) 950-31-50.

CADRE COMMERCIAL
44 ans, expér. France et étranger, anglais courant, homme de stratégie et de terrain. Disponible pour poste à responsabilité dans société dynamique.
Ecr. s/n° 2532 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 25 ans, nat. anglaise, bilingue angl./français, 4 ans exp. bancaire, aimant chiffres, souhaite débuter dans SALLE DE CHANGE.
Ecr. s/n° 2498 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 35 ans, trilingue *(Fr./ang./esp.)* possédant diplômes de traduction et ayant solide expérience dans les domaines suivants :
- Secrétariat de direction.
- Organisation de conférences internationales (et de voyages).
- Gestion d'un centre de *documentation.*

cherche un poste à responsabilités où elle pourra mettre en valeur ses qualités d'organisatrice et pratiquer ses connaissances linguistiques.
Ecr. s/n° 6.765 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Des ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise, sans emploi, âgés de 50 ans et plus, à la disposition des Présidents de région et de conseils généraux et aussi des entreprises.
Ecrire au GIER
groupement interentreprises d'entraide au reclassement des cadres.
« Le Bon Conseil »,
6, *rue* Albert de-Lapparent, Paris 7e
Permanences pour informations les mardi et vendredi à 14 h 30 (ne pas téléphoner).

J.H. 35 ans ch. emploi chef de dir. ou transp. en commun ts permis. Expérience LASSADI.
Tél. : 224-98-39.

CADRE BATIMENT DISP.
Pouvant se déplacer étranger, cherche place : responsable, *base-vie ou acheteur.*
Ecrire sous n° 307.231 M
REGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

capitaux propositions commerciales

Venture capital, Loans available for your project/venture. We finance and invest worldwide. We will consider all types of legitimate business deals, ventures, etc. Send initial typewritten details of your proposals to : Arab Investment Corporation, Athens Tower B, suite 506, GR-115, 27 ATHENS, GREECE.

perdu - trouvé

Perdu samedi 11 mai 1985 à Paris, collier de perles double rang, fermoir or et diamants.
Récompense :
10 % de la valeur.
Téléphoner au (3) 462-36-35, poste 1602 ou 1502.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vd R18, break, GTL, 7 CV, type n° 2, couleur grège, garantie 8 mois. 60.000 km. Prix : 58.000 F.
Tél. bur. : 749-82-94 ; dom. : 642-51-91.

de 12 à 16 C.V.

A vendre BMW 520 I, 83. 38.000 km, sirène d'alarme, radio-cassette, 4 BA. 70.000 F.
Tél. : 093-64-35, le soir.

Sociétés de conseil
Banques, Organismes professionnels, Entreprises
ma candidature vous intéresse

CHARGÉE DE MISSION ÉCONOMIQUE et MARKETING

recherche poste à caractère opérationnel : stratégie industrielle et agricole, aménagement du territoire, tourisme...
- 36 ans.
- IEP + IAE.
- *Anglais,* espagnol, portugais.

Disponible pour missions et détachements à l'étranger.

Ecrire sous n° 2 507 le Monde Pub., service annonces classées, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

Etudiante ch. trav. ménage, traduct., leçons, jardin., peint., comptabil., etc. APEI, 33, pl. Maubert, 75005 PARIS ou tél. 326-77-51.

H. (34) célib. diplo. CORNELL management hôtelier, cherche situation Paris HOTELLERIE ET TOURISME. Tél. : 575-03-11 qui transmettra.

Adm. biens : principale gestion surv. compt. inform. prépar. Tenue P.V.-A.G. Expertises. R.V. chantier. TRÈS DISPONIBLE. Tél. : (3) 470-25-95 ou écrire sous référ. 5556 à ORGANISATION et PUBLICITÉ 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

DIRECTEUR DU SYSTÈME D'INFORMATION

Redresse situations informatiques délicates.
Refond et bâtit le S.I.
De grands groupes du tertiaire.

SOLIDES RÉFÉRENCES

Ecrire s/n° 2528, LE MONDE Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

DROIT INTERNATIONAL ET COMPARÉ : 14 années d'expérience, multilingue, disponibilité déplacements, voyages.

Ecrire : Casella T-112 S.P.I. 20100 MILANO (Italie).

J.H. 26 a., anc. élève gde école, agrégé lettre mod., angl. cour., portugais, russe, sérieuse format. musicale, ch. poste région paris. ds édition, communicat., relat. publiques...
Ecr. s/n° 2522 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 35 ans ch. emploi chauffeur de dir. ou transp. en commun. Ts permis, 15 a. expér. LASSADI. Tél : 224-98-39.

Diplômé Ecole Supérieure de Commerce, 2 ans d'expérience industrielle, cherche poste à responsabilités gestion. T. 991-46-64 ou 670-69-26.

Fem. 36 a. att. direct., sup de co, *internat., tril. angl., all.,* ch. poste resp. export.
Ecr. Maison de la Pano, 304, B.P. 2355, 69216 LYON CEDEX 02.

Jeune fille, excellentes références, intéressée par place au pair dans famille française, de 3 mois à *1 an,* nourrie, logée, moyennant une rémunération minimale de 250 F par semaine.

Téléphone :
Londres 19 (441) 878-94-42 ou 876-70-39.

Artisane effectue ts travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 461-14-22.

Femme expérimentée, autonome, polyvalente, *DIRECTRICE COMMERCIALE* et administrative, comptable, chef de personnel, recherche emploi ATTACHÉ DE DIRECTION PME-PMI. Tél. : 361-65-51.



CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans *le Monde,* plus une sélection d'annonces du *Herald Tribune.*

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro : ____

Nom ____ Prénom ____

Adresse ____

Code postal ____ Ville ____

Nombre d'exemplaires ____ × 7 F (frais de port inclus) ____

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSÉES

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

Optimiser la Gestion de Production
un nouveau séminaire ESCP

1985 : les technologies évoluent. La gestion de production aussi...

Une grande école de gestion et des professionnels de haut niveau proposent un programme complet permettant de confronter l'expérience diversifiée des participants et de traiter les nouvelles méthodes en gestion de production et l'apport informatique : • politique et stratégie en production • organisation de la production • ordonnancement • optimisation du flux de produits • production flexible • gestion de la production • gestion des ressources humaines.
10 modules de deux jours tous les 15 jours à partir du 8/10/85 pour des cadres concernés par la production.
Diplôme STEGE : délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

groupe escp – CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

Renseignements : M. RENAUDON - Ecole Supérieure de Commerce de Paris 79, avenue de la République - 75011 PARIS. Tél. (1) 355.39.08

IAE – FORMATION PERMANENTE
Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Bergers 75015 PARIS

S.I.P.E.M.O.

Formation de RESPONSABLES DES SYSTÈMES D'INFORMATION dans les petites et moyennes organisations.
- Demandeurs d'emploi ou salariés.
- Niveau d'entrée : Diplôme de 2e Cycle ou Titre d'ingénieur + 6 mois à 2 ans maximum d'expérience professionnelle.
- Durée : d'octobre 1985 à juillet 1986 + stage pratique en entreprise.

Renseignements et inscriptions : Patricia BORGES au (1) 557.28.41



ANGLAIS RAPIDE et EFFICACE
COURS INTENSIFS (1 A 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR
– ANGLAIS COURANT.
– ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES ».
1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. Téléphone : 522-51-18.

USA LANGUAGE
Prenez l'accent américain
Juin-Juillet-Août
Stages d'été anglais américain
Sessions de 15 jours à partir du 3 juin
+ stages d'1 mois : JUILLET/ AOUT
Nouveau en juillet :
Ateliers de création en anglais / Art workshop
Creative writing workshop
COUNCIL CENTRE FRANCO AMERICAIN
1 Place de l'Odéon 75006 Paris - Tél. (1) 634.16.10.

STAGE 3
INSTITUT D'INFORMATIQUE
forme
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
PROGRAMMEURS DE GESTION
Crédit étudiant 160% après acceptation du dossier.
Aide assurée à l'emploi.
Nombreux autres stages :
initiation, langages BASIC ou COBOL.
26, rue Bergère Paris 9ème Mº Montmartre / R.E.R. Auber.
824.45.25 +

traduction offres

CNRS
recherche pour Traduction à domicile
SCIENTIFIQUES DIPLOMÉS
Connaissant CHINOIS ou JAPONAIS.
Env. C.V. au CNRS Diffusion-Traduction, 26, rue Boyer, 75971 Paris Cedex 20.

cours et leçons

Anglaise, 46, jeune, active, diplômée, écriv.-éditrice, voulant entret. franç. trop livresque et augmenter franç. parlé dans une famille papoteuse, donnerait leçons d'angl., hommes-femmes d'aff. ou enfants. 7 juill.-30 sept. 2.000 F par mois min. Ecr. à J. Currie, 18, Moray-Place, Edimbourg.

propositions diverses

VOUS SOLLICITEZ UN EMPLOI UN C.V. PERSONNALISÉ VOUS OUVRE LES PORTES. ORAGES CONSEIL. 366-05-90.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Prox. pl. des Victoires. Téléphone : 703-32-44
75 m², ASC., TERRASSE

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
Reste. 1 appt de 5 pces, 116 m². Vis. témoin ts jours 14 h/19 h. sauf mercredi et dimanche.

A DEUX PAS NOTRE-DAME Grand studio (45 m²), rez-de-ch. sur jardin plus grande cave voûtée (30 m²), reliée escalier intér. pierre, charme, caract. 900.000 F. 544-08-56.

8e arrdt

ÉTOILE (PRÈS)
BEAU SÉJOUR + CHAMBRE
Tt cft. REFAIT NEUF
720.000 F. Tél. 526-98-04.

13e arrdt

TOLBIAC, rue calme. 6 P. 165 m², 2 entrées. Vue dégagée, parfait état. 633-29-17.

GOBELINS
Pptaire vd appt de classe style HOTEL PART. Triple récept. + 4 chbres, 2 bains, boiseries, belles cheminées. Entrée part. 275 m². Px 3.700.000 F. Poss. division
MARDI 14 H à 18 H.
20, RUE DU BANQUIER.

15e arrdt

LOURMEL - GRENELLE PLEIN CIEL, ASC. 7 P.
Téléphone : 703-32-31.

RUE LECOURBE
GD SÉJOUR (2 P.) + CHBRE
Tt cft. refait neuf, ascens. 720.000 F. Tél. 280-28-23.

18e arrdt

MONTMARTRE
TRIPLEX 130 m²
Séjour, 3 chbres, 2 bains
TRÈS CALME. Exclusivité
EMBASSY. 562-16-40.

19e arrdt

VUE SUR PARC
BUTTES-CHAUMONT
atelier d'artiste, 88 m²
Remarquablement aménagé
995.000 F. 261-84-52. h.b.

20e arrdt

PTE DES LILAS, gd stud. + alcôve, cuis., dches, asc., chf. centr. 195.000 F « FAC » 337-69-59.

92 Hauts-de-Seine

CLICHY 92
Part. vend beau 2 P., 50 m² ensoleillé, balcon + parking + cave. Prix 260.000 F. Urgent. Téléphone : 270-14-68, h.b. 270-07-78, à partir de 20 h.

Province

Vds studio meublé, 20 m², rez-de-jardin, 5 km Megève, à Combloux, Hte-Savoie, libre immédiat. Tél. 19 h. 630-95-65.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STANDING pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES
Téléphone : 562-78-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris
rech. du STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par stés ou Ambassades. 285-11-06.

appartements achats

URGENT pour gde famille BRÉSILIENNE rech. MONTAIGNE - GEORGE-V - IENA MONCEAU - HENRI-MARTIN. 6 à 8 pces, même prix élevé. Téléphone : 524-93-33.

Recherche 1 à 3 P. Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux · PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

Entreprise nationalisée recherche logement pour cadre MEAUX ou environs immédiats - chauffage individuel gaz ou tout électrique
Tél. au 408-37-00 poste 304.

EMBASSY-SERVICE
8, avenue de Messine
75008 PARIS
Pour clientèle française étrangère et diplomates
APPTS HAUT DE GAMME et Hôtels Particuliers
562-16-40.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRE
pour employés et dirigeants établissement bancaire rech. appts toutes catégories, villas Paris, banlieue, loyer élevé accepté. 504-04-45.

Région parisienne

Part. cherche studio
2000 F MAXI
Ouest PARIS ou 92.
604-37-84
de 12 h à 16 h 30.

villas

MONTPELLIER, part. vend maison ancienne, 120 m², 5 P., jardin, calme. Prix 1.100.000 F Téléphone : (67) 72-86-67 ou (1) 700-93-89.

fermettes

Dans un village nivernais votre fermette tout confort disponible rapidement. RENSEIGN. : (86) 61-55-43.

viagers

60 m², 5e ét., asc., bel imm. pierre, près rue Carpeaux Mº Lamarck. 178.000 + 1.800 occ. fme 71 ans. 266-19-00.

bureaux

Ventes

16e
PLACE DES ETATS-UNIS
130 m² environ, 4 pièces à usage de bureau
dont un bureau de prestige
2.750.000 F.
Téléphone : 261-84-52. H.B.

Locations

Votre adresse commerciale
ou **SIÈGE SOCIAL**
loc. bureaux, secrét., télex.
CONSTITUTION STÉS
ou création ttes entreprises.
ASPAC 293-60-50 +

DOMICILIATION
16e CHAMPS-ÉLYSÉES
OU AVENUE VICTOR-HUGO
150 A 340 F PAR MOIS
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
CIDES - 500-64-32.

SIÈGE SOCIAL A PARIS
bureau ou domiciliation
+ services. (1) 348-00-65.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55.

boutiques

Ventes

VENDRE OU LOUER
BOUTIQUES, IMMEUBLES
MURINVEST. 723-30-40.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Alain PHILIPPE
et Elisabeth, née Sogny,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Nathalie,

le 22 avril 1985.

Mariages

– Nicole HÉBERT
et
Alexandre GROS
sont heureux de faire part de leur mariage célébré dans l'intimité le 19 avril, à Nantucket (Etats-Unis).

20, rue Ferdinand-Duval,
75004 Paris.
18, rue Duret,
75116 Paris.

Décès

– M. et Mme Jacques Touboul
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Abitbol
et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Lasry
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Teboul,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Maurice Abitbol,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Etoile ABITBOL,
née Touboul,

survenu le 2 juin 1985, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

35, avenue Rhin-et-Danube,
Grenoble.

– Mme Jean Bernhard,
Agnès, Hélène, Emmanuelle,
ses filles,
Mme Edy Marret,
sa belle-mère,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean BERNHARD,

âgé de cinquante-deux ans, le 30 mai 1985.

Les obsèques ont eu lieu le 1er juin, à La Roque-Alric (Vaucluse).

– La direction générale de SCREG
Et de Dragages et Travaux publics
a le regret de faire part du décès brutal, survenu le 31 mai à Rueil-Malmaison, à l'âge de soixante et un ans, de

M. Yvan BLIMONT,
ingénieur,
directeur
à Dragages et Travaux publics,
président-directeur général
de la société Albaric.

Dragages et Travaux publics perd en la personne de M. Blimont un collaborateur de qualité.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Aubin-de-Blaye (Gironde).

– La Confédération générale du travail Force ouvrière
a le regret de faire part du décès de

Robert BOTHEREAU,
ancien secrétaire général
de la Confédération,

survenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans le 31 mai 1985, à Orléans.

Un hommage solennel lui sera rendu le mercredi 5 juin 1985, de 9 heures à 13 heures, au siège de la Confédération Force ouvrière, 198, avenue du Maine, Paris-14e.

A 13 h 15 André Bergeron, secrétaire général de la Confédération, prononcera l'éloge funèbre du disparu.

Le registre de signatures sera ouvert à partir du mardi 4 juin, à 14 h 30.

– Mme Solange Schwoerer,
sa fille,
Mme Joseph Duranton,
née Beauvais,
et sa famille,
Mme Marcel Beauvais
et sa famille,
Ses sœur et belle-sœur,

Les familles Schwoerer, Beauvais, Duranton, Baldenweck, Zuber,
Parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Pierre SCHWOERER,
née Isabelle Jeanne Beauvais,

décédée le 31 mai 1985 en son domicile de Saint-Eloy-de-Gy, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Obsèques en l'église de Saint-Eloy-de-Gy le lundi 3 juin 1985, à 15 heures.

Inhumation dans la tombe familiale à Strasbourg (cimetière Sud), le mardi 4 juin, à 16 h 30.

Saint-Eloy-de-Gy,
18110 Saint-Martin-d'Auxigny.

– On nous prie d'annoncer le décès, dans sa soixante-quinzième année, de

M. Jean VATIER,
ancien directeur des hôpitaux de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Santé publique.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

20, rue de Provence,
78000 Versailles.

Anniversaires

– Une pensée est demandée à la mémoire de

Jean PUCELLE.

5 juin 1981.

Avis de messes

– Il y a quelques semaines seulement,

Marc-Gilbert SAUVAJON

mourait. Le monde du théâtre perdait un de ses meilleurs auteurs de comédie et d'une centaine de films.

Depuis la mort prématurée de sa femme, avec laquelle il formait un couple rare et exceptionnel, tous les amis de Sauvajon savaient qu'il était lui-même frappé à mort par cette disparition.

C'est un grand confrère que nous avons perdu à la Société des auteurs en perdant Marc-Gilbert Sauvajon.

Une messe à sa mémoire, ainsi qu'à celle de sa femme, sera célébrée en l'église Saint-Louis d'Antin, 65, rue Caumartin, le 4 juin à 18 h 10.

Communications diverses

– L'AIDES, association pour l'entraide et l'information sur le SIDA, organise le jeudi 6 juin, au grand amphithéâtre du ministère de la santé, 8, avenue de Ségur, 75007 Paris, à 20 h 15, une conférence avec le Dr Jacques Leibowitch, chef de travaux à la Faculté de Paris-Ouest, laboratoire d'immunologie, auteur de « Un virus étrange venu d'ailleurs, le SIDA » (éd. Grasset). Les problèmes de prévention et de test seront évoqués. Le Dr Leibowitch et les responsables de l'AIDES répondront aux questions du public. Renseignements : AIDES, (1) 804-00-99.

L'Institut de formation continue des avocats à la cour de Paris organise le lundi 3 juin à l'Hôtel intercontinental, 3, rue de Castiglione, une journée d'étude sur « l'arbitrage en droit interne ». (Droits d'inscription 200 F, stagiaires, 100 F, préstagiaires, gratuit). Participation au déjeuner 150 F. Inscriptions : (1) 326-22-42.

Soutenances de thèses

Doctorats d'Etat

– Université Paris-X Nanterre, jeudi 6 juin, à 14 heures, salle C 26, Mme Astier, née Colette Touitou : « Etude de méthodologie thématique et structurale : rôle et signification du meurtre dans la narration romanesque ».

– Université Paris-X Nanterre, vendredi 7 juin, à 17 heures, salle des Actes, M. Jean-Louis Boubal : « La protection du citoyen face aux interventions répressives des services fiscaux des douanes et de la concurrence et consommation ».

– Université Paris-II, vendredi 14 juin, à 14 heures, salle des Conseils, Mme Horatia Muir Watt : « La fonction de la règle de conflit de lois ».

– Université Lille-III, amphithéâtre du Kino, samedi 15 juin, à 14 heures, M. Jean-Marie Barthélemy : « Analyse phénoméno-structurale dans l'étude psychologique des alcooliques. L'expérience de la cure et l'apport des poètes ».

– Université Paris-III, jeudi 20 juin, à 14 heures, salle L. Liard, M. Maurice Goldring : « Aspect des idéologies nationales : l'exemple de l'Irlande du XXe siècle ».

Mort de l'helléniste et archéologue Louis Robert

M. Louis Robert, professeur au Collège de France, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, et membre de l'Institut, est mort vendredi 31 mai, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un an. Son œuvre, durant plus d'un demi-siècle, a porté sur l'histoire de l'Antiquité classique.

Rompu au grec, homme de terrain, de parole et de plume, Louis Robert était célèbre pour la sûreté de son jugement et sa connaissance inégalée du vaste domaine des inscriptions grecques. Chaque année, avec son épouse, Jeanne Robert, il recensait dans son Bulletin épigraphique *tout ce qui s'écrivait dans ce domaine. Refusant les cloisonnements, il s'était rendu capable de manier toutes sortes de documents littéraires, épigraphiques, numismatiques, archéologiques, etc., pourvu qu'ils fussent pertinents à la question toujours précise qu'il étudiait et, très souvent, résolvait.*

Il s'est attaché à l'Asie Mineure, hellénique et romaine sans s'y enfermer, car il a expliqué avec un égal brio des édits en grec de l'empereur indien Asoka, retrouvés en Afghanistan, et le récit du martyre à Carthage de sainte Perpétue. Géographie historique, religions, institutions, spectacles, passages incompris de tel ou tel poème, partout sa connaissance des réalités antiques redonnait vie et sens aux vestiges du passé.

La mort le surprend alors qu'il rédigeait un livre sur l'Oracle d'Apollon à Claros (Turquie), qu'il a fouillé. Observateur chaleureux de la vie des paysans turcs, indulgent sans nulle condescendance avec les jeunes chercheurs, il montrait une colère redoutable lorsqu'il estimait que l'intérêt de la science était en jeu. Louis Robert, qui a disposé de peu de temps pour s'adresser au grand public, l'a, néanmoins, fait avec élégance ici ou là ; citons une présentation stimulante de l'épigraphie grecque (l'Histoire et ses méthodes, *Encyclopédie de la Pléiade*) *et un entretien accordé à la revue* l'Histoire *(décembre 1983). Pour Louis Robert, l'étude de l'Antiquité était une lutte acharnée (ne l'a-t-il pas comparée un jour à la lutte de Jacob avec l'ange ?) pour faire reculer les ténèbres de l'ignorance et pour dégager des acquis.*

PIERRE CHUVIN.

Mlle MARANZANA, PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES AMIS DE LA NATURE

Le dix-neuvième congrès de la Fédération française des Amis de la nature s'est réuni, les samedi 25 et dimanche 26 mai, à Montluel, près de Lyon. Thème des travaux : « Ouverture et indépendance ». M. Georges Descours – qui quitte la présidence nationale au terme de six ans de mandat – a, en effet, mis l'accent sur la nécessité, pour ce mouvement international, de procéder à une large ouverture vers les autres associations proches de l'esprit laïque qui anime les Amis de la nature.

Le programme de travail de cette association pour les deux années à venir – elle fête cette année son quatre-vingt-dixième anniversaire – est essentiellement orienté vers une action auprès des pouvoirs publics, face aux catastrophes écologiques notamment, à celle que représente l'ampleur des pluies acides. Préserver le cadre de vie, tout en combattant l'ignorance, la violence et l'individualisme : c'est l'idéal que la nouvelle présidente s'est engagée à poursuivre dans le droit fil de la politique moderniste mise en œuvre par son prédécesseur.

★ Les Amis de la nature, 197, rue Championnet, 75018 Paris.



économie

REPÈRES

Dollar : vif repli à 9,25 F

Lundi 3 juin, le dollar a poursuivi son repli, amorcé à New-York vendredi 31 mai au soir. Son cours est revenu de 3,09 DM à 3,03 DM et de 9,41 F à 9,25 F environ. Le repli, qui, de l'avis des spécialistes, pourrait s'accentuer, est dû au ralentissement de l'expansion des Etats-Unis, dont les signes se multiplient, et à une nouvelle baisse des taux américains, tombés en desous de 8 % pour l'eurodollar à six mois. Le seuil des 3 DM pourrait prochainement être testé, et même enfoncé.

Europe : M. Delors menace de démissionner

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand *Stern*, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, affirme : *« L'Europe dépérit parce que tout le monde se contente de belles paroles. Si les dirigeants politiques continuent ainsi, ils seront responsables de la défaite de l'Europe. Mais alors, je ne sers plus à rien à ce poste. »*

LOGEMENT

Le CNPF veut que les chefs d'entreprise accroissent leur rôle dans les politiques locales de l'habitat

Les chefs d'entreprise assumeront pleinement le rôle croissant qui leur incombe dans la politique locale de l'habitat. C'est ce qui ressort du colloque de l'APIC (Association patronale pour l'information et la coordination de l'habitat et du logement des salariés des entreprises). M. Yvon Chotard, premier vice-président du CNPF, a souligné le 30 mai devant la presse l'attachement du patronat au versement du 0,9 % sur les salaires. Le CNPF souhaite que le 0,1 % (consacré au logement des travailleurs immigrés) soit réintégré dans la masse de ce qui devrait redevenir le 1 % patronal, et que le montant des prêts accordés pour faciliter l'accession à la propriété soit déplafonné, le montant moyen de ces prêts (25 000 F) étant « disproportionné » avec celui des réservations en matière de location (150 000 F).

D'autre part, pour mettre en place les conditions d'une maîtrise par les entreprises de la politique du logement, en s'opposant à la fois à l'État et aux collectivités locales, le CNPF *souhaite* que les unions patronales départementales créent des « commissions de l'habitat ». Ces commissions fourniront aux commissions départementales de l'habitat – ces dernières étant mises en place par le gouvernement – des études précises de nature à influencer les décisions. Par ailleurs, le « 1 % logement », qui représente près de 8 milliards de francs, soit 10 % environ des crédits affectés au logement social, doit permettre aux entreprises d'être l'arbitre des décisions d'urbanisme et du logement. Ce dispositif devrait permettre à terme aux chefs d'entreprise de *« jouer le rôle croissant qui leur revient au niveau de la politique locale de l'habitat dans l'intérêt des entreprises, des salariés et du pays. »*

M. KRASUCKI AU CONGRÈS DES CADRES CGT

La critique du gouvernement est une marque d'indépendance

De notre envoyé spécial

Toulouse. — *« On assiste à une extension, à une accélération, à une sorte de précipitation de mesures allant toutes dans le même sens, et les choses vont vite »*, a déclaré M. Henri Krasucki le 2 juin, en prononçant le discours de clôture du neuvième congrès de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT). Pour le secrétaire général de la CGT, *« le patronat est notre adversaire »*, mais, *« quand des attaques viennent du gouvernement, en quoi seraient-elles meilleures, en quoi faudrait-il les admettre ? (...) Nous manquerions à notre responsabilité, à notre indépendance si nous ne réagissions pas à ce qu'il fait d'inadmissible. »*

Evoquant le chômage, le pouvoir d'achat, la situation chez Renault ou à SKF – *« Ce n'est pas un huissier ni un préfet qui ont envoyé 500 CRS contre les travailleurs »*, – M. Krasucki a utilisé un ton très ferme à l'égard du gouvernement. Il a appelé à une *« action énergique indispensable quelles qu'aient pu être et quelles que soient encore les différences et les nuances »*.

Faisant implicitement allusion au dernier comité central du PC, comme aux déclarations de M. Gaumé (*le Monde* du 3 juin), M. Krasucki a adopté une position centriste, semblant renvoyer dos à dos ceux qui, comme M. Viannet, souhaitent une dénonciation du *« pouvoir socialiste »* et du PS et ceux, comme M. Gaumé, qui refusent toute *« opposition globale »* au gouvernement. Il ne s'est pas contenté d'évoquer l'indépendance de la CGT, il est allé plus loin en rappelant quelques règles essentielles : *« La principale garantie pour tous et toutes, c'est que nous débattons librement dans nos instances de tout ce qui fait la vie de la CGT, et c'est là, dans nos congrès et dans nos organismes élus, nulle part ailleurs, que nous définissons nos positions de lutte, nos orientations, et que nous prenons nos décisions d'action (...). Or, à la CGT, chacun est libre d'avoir les activités politiques ou autres de son choix. Dans la CGT, personne ne doit être inquiété, ni tenu pour responsable de ce que fait ou ne fait pas le parti, l'Eglise ou toute organisation ayant ses préférences. On ne demande à chacun que de respecter la CGT et ses règles de vie. »*

Outrances et agressions verbales

Un rappel qui avait à la fois valeur d'appel à la tolérance et d'avertissement, M. Krasucki ayant ajouté, en visant semble-t-il plus implicitement M. Viannet : *« Ai-je besoin de souligner que cela vaut pour tout le monde ? »*

Peu de délégués pourtant lors du neuvième congrès de l'UGICT-CGT avaient explicitement répondu à la mise en cause de la stratégie de la CGT par le PC. Bénéficiant d'applaudissements nourris, Mme Ginette Parent, membre socialiste des commissions exécutives de l'UGICT et de la CGT, avait la première mis les pieds dans le plat : *« Il est, à mon avis, une étape à ne pas franchir, c'est celle qui conduirait par nos paroles à faire croire que le retour à droite, à tout prendre, ne serait pas catastrophique et entraînerait une meilleure mobilisation des travailleurs. »* Faisant allusion à des manifestations d'intolérance vis-à-vis de cégétistes socialistes, Mme Parent avait conclu : *« Ne détachons pas de nous des camarades qui se lassent de certaines outrances et des agressions verbales dont ils sont l'objet dans quelques-unes de nos organisations. »*

Egalement applaudi, M. Botelino, un délégué de Degrémont, avait répliqué sèchement à Mme Parent : *« Nous avons aujourd'hui deux adversaires : le patronat et le gouvernement Fabius, que l'on dit de gauche et qui pratique une politique anti-nationale de liquidation. »* Pour sa part, M. Alain Obadia, réélu secrétaire général de l'UGICT-CGT, devait souligner la *« continuité »* de l'attitude de la CGT.

Il reste que le « courant » socialiste ou les opposants à la ligne confédérale étaient manifestement peu représentés ou peu actifs à Toulouse. Aucun amendement n'a remis en cause le paragraphe du document d'orientation qui affirme qu'il faut rompre *« avec la spirale vers laquelle les stratégies industrielles nationales des entreprises, groupes et pouvoirs publics conduisent notre économie »*. Un amendement préconisant une opposition globale de l'UGICT-CGT à toute filialisation, même lorsqu'elle ne vise pas à une dénationalisation, a, toutefois, été rejeté. Le document revendicatif et le document d'orientation ont été adoptés, comme en 1982, à plus de 99 % des votants, quelques délégués s'abstenant, mais personne ne votant contre. La commission exécutive a été portée de quatre-vingt-dix à cent membres ; quatre socialistes au lieu de deux ont été élus, Mme Parent étant relativement la moins bien élue.

L'adaptation du syndicalisme, qui devait être le thème central du congrès, a été, en définitive, peu débattue. M. Obadia ne s'est pourtant pas privé d'enfoncer le clou, établissant la relation entre aspiration individuelle et revendication collective, dénonçant *« certaines faiblesses de notre activité »* et soulignant même que *« nous raisonnons et nous vivons d'une manière trop cloisonnée »*. Ce débat sur l'adaptation comme celui sur l'indépendance devraient resurgir lors du 42e congrès de la confédération en novembre, le syndicalisme spécifique des cadres ayant servi ici de banc d'essai au syndicalisme général.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Sur 678 délégués à Toulouse, il y avait 15,9 % de femmes (très légèrement plus qu'en 1982), 75,91 % de délégués du secteur public et nationalisé (un petit peu plus qu'il y a trois ans) et 56,68 % de techniciens et d'agents de maîtrise.

LE TRENTE ET UNIÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE

Concilier les principes et l'adaptation aux nécessités nouvelles

De notre envoyé spécial

Lyon. — En 1982, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) avait obtenu sa consécration politique, avec la venue, à son trentième congrès, de M. Mitterrand et d'un cortège de ministres – en plus des dirigeants de toutes les grandes centrales syndicales. M. Mitterrand avait promis de satisfaire les principales revendications exprimées par le président de la FNFM, M. Teulade (*le Monde* du 11 mai 1982). Cette année, pour le trente et unième congrès qui s'est achevé le dimanche 2 juin à Lyon, la « grand-messe » finale était à peine moins solennelle (1) moins « unitaire » sûrement – on remarquait l'absence de la CGT comme celle du CNPF. Le président de la République n'a pas seulement fait le bilan des avantages accordés depuis 1982 par la mutualité (notamment la réforme du code, en cours d'examen par le Parlement), il a appuyé les principes de la FNMF sur la protection sociale et ses initiatives nouvelles en faveur des chômeurs.

Côté rappel des principes le FNMF a réaffirmé son désir d'une *« protection sociale au plus haut niveau »*, selon la formule traditionnelle et condamné les réductions opérées depuis 1982 en matière de prestations maladie. Elle a décidé, pour lutter contre *« l'esprit du temps »*, de lancer un *« manifeste pour la sécurité sociale »* et une grande campagne d'information pour la défense du système actuel de protection sociale.

« Refusons toute forme de régression sociale » a répondu en écho M. Mitterrand, rappelant la nécessité du *« combat »* pour *« la défense de la solidarité, la défense de la protection sociale que nous devons mener sans relâche, alors qu'on entend dire qu'il serait plus commode d'avoir une assurance individuelle pour les riches et les bien portants et une sécurité sociale pour les pauvres et les malades »*. Si la mutualité ne peut, en raison du principe de liberté d'adhésion, avoir un monopole de la couverture complémentaire, *« la concurrence doit être normalisée par des règles qui rendent impossibles de sélectionner vers les bons et les mauvais risques et une moralisation de la publicité sur la santé et la retraite »* a souligné le président de la République.

Mais le congrès axé sur le thème de la solidarité, ne s'est pas tenu au rappel tables de la loi. Dans la liste de ses « priorités » pour les trois ans à venir, la FNMF a décidé de porter une attention particulière à deux catégories : les chômeurs et les jeunes. Pour les chômeurs, il s'agit surtout de leur maintenir la couverture complémentaire, en prenant en charge leur cotisation mutualiste. Des initiatives de ce genre ont été prises par plusieurs sociétés mutualistes. Mais un fonds national spécifique pourrait être constitué, notamment pour les « fin de droits », alimenté par une cotisation particulière. L'usage serait décidé à la base : les sociétés mutualistes locales choisiraient qui pourrait être pris en charge, dans quelle proportion et pour combien de temps.

Cette priorité a aussi trouvé un écho dans le discours du président de la République, qui a souhaité que *« le pays* [et pas seulement l'Etat] *apporte secours et espoir »* aux chômeurs de longue durée ou en fin de droits, ainsi qu'aux femmes seules *sans ressources* après avoir *« élevé leurs enfants avec les allocations familiales... »*.

Pour les jeunes, l'objectif est double : apporter une aide, et leur faire connaître la mutualité.

Concurrence

Dans une période où la « mutualisation » devient plus difficile après une période d'expansion – certains parlent même de *« démutualisation »* pour certaines régions – il s'agit de ne pas perdre un adhérent pas suite du chômage, et d'en recruter en étant capable de répondre à des besoins nouveaux.

Face à la concurrence des assurances, mais aussi des caisses de retraite, qui apparaissent dans certains cas plus redoutables, on a souhaité une attitude *« offensive »* des mutuelles. La résolution finale prône une *« certaine souplesse permettant une adaptation aux besoins »*. Cette adaptation peut se traduire – c'est déjà le cas ici ou là – par des cotisations différentes pour les jeunes (ou au contraire selon l'âge d'adhésion) et des *« produits »* nouveaux.

Cette surveillance des priorités répond également à la nécessité d'une gestion plus rigoureuse pour éviter les difficultés survenues dans certaines unions départementales.

De telles difficultés contribuent a créer des tensions nouvelles entre les sociétés mutualistes. Or, malgré le « pacte d'union » adopté en mai 1984 par la FNMF, il n'est pas toujours facile de faire vivre ensemble des groupements aussi divers ainsi certaines mutuelles locales se plaignent-elles de la concurrence de grandes mutuelles d'entreprises ou de sociétés patronales – que celles-ci leur enlèvent des adhérents ou qu'au contraire elles leur « abandonnent, des mutualistes âgés... D'autre part, comme le soulignait un congressiste : *« Avoir une rigueur de gestion, une surface technique et financière, et un service efficace, c'est la meilleure façon de résister à la concurrence extérieure. »*

GUY HERZLICH.

(1) Six ministres et un secrétaire d'Etat étaient présents en 1982, deux ministres et quatre secrétaires d'Etat en 1985.

(2) La mutualité va aussi créer cinq mille « travaux d'utilité collective » (TUC).

UN SECOND CONGRÈS

L'assemblée générale de la FNMF le 30 mars dernier a décidé d'interdire la double appartenance avec la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (FNMT) : proches du PC ou de la CGT, les mutuelles et les groupements qui conservaient cette double appartenance ou refusaient de l'interdire se sont trouvés exclus de la FNMF.

Vingt sociétés ou groupements des Bouches-du-Rhône, du Var et de la région Rhône-Alpes exclus ainsi ont organisé aux mêmes dates à Lyon un « congrès de l'unité » dont le déroulement était calqué sur celui de la FNMF.

Un millier de personnes le jeudi 30 mai, quelques centaines par la suite ont participé à ce congrès. Selon ses animateurs, plus de trois cents sociétés mutualistes y étaient représentées : de fait, en raison de la diversité des mutualistes et de l'imbrication des différents échelons mutualistes, un certain nombre de délégués au congrès FNMF ont fait la navette entre les deux.

Le journal rédigé par les animateurs du « congrès unitaire » s'est efforcé subtilement de mettre à la fois en évidence les préoccupations communes de part et d'autre et la mollesse (ou l'autoritarisme) des dirigeants de la FNMF – le langage étant nettement plus militant dans les débats du « congrès unitaire ». Les « unitaristes » ont reproché à la FNMF une centralisation excessive, refusant par exemple toute obligation pour la cotisation au fonds pour les chômeurs, ou les priorités prévues en matière d'œuvres sanitaires et sociales, réclamant une autonomie des sociétés locales et des unions départementales.



NOTE D'INFORMATION

crédit foncier de france

Société anonyme au capital de 973 260 000 francs
Siège social : 19, rue des Capucines, PARIS 1er - R.C.S. PARIS B 542 029 848

EMPRUNT JUIN 1985

Emission d'un emprunt d'un montant total de 4 milliards de francs
représentés par 800 000 obligations foncières de 5 000 F nominal

Caractéristiques de l'émission

PRIX D'ÉMISSION : ***le pair, soit 5000 F par titre.***

DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT : ***17 juin 1985.***

DURÉE TOTALE : ***15 ans.***

DURÉE DE VIE MOYENNE : ***13 ans 10 mois (amortissements moitié par tirages, moitié par rachats) pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement normal.***

INTÉRÊT ANNUEL : ***11,60 %, soit 580 F par titre.***

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT (AU 17 JUIN 1985) : ***11,60 %.***

AMORTISSEMENT NORMAL : ***en cinq tranches égales à la fin des 11e, 12e, 13e, 14e et 15e années, soit par remboursements au pair (pour au moins la moitié des titres à amortir), soit par rachats en Bourse.***

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : ***exclu, sauf par rachats en Bourse.***

PRODUIT NET DE L'EMPRUNT : ***estimé à 3 940 millions de francs compte tenu de la rémunération des intermédiaires et des frais légaux et administratifs.***

FORME DES TITRES

Les obligations seront nominatives ou au porteur, au choix des obligataires.

Ces obligations seront admises aux opérations de la SICOVAM.

Conformément aux dispositions de l'article 94-II de la loi nº 1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret nº 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez l'émetteur ou l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

Les inscriptions en compte interviendront le 26 juin 1985.

RÉGIME FISCAL

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation :

Les personnes physiques domiciliées en France ont le choix entre les modalités suivantes :

- retenue à la source égale à 10 % des intérêts et ouvrant droit à un crédit d'impôt d'égal montant ;
- prélèvement forfaitaire de 25 % libératoire de l'impôt sur le revenu dû à raison de ces intérêts.

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5 000 F par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenu fixe.

Placés ou non sous le régime du prélèvement forfaitaire, ils sont par ailleurs soumis à une contribution complémentaire au taux de 1 %.

GARANTIE DES OBLIGATIONS

Les ressources que la Société se procure, notamment par l'émission d'obligations foncières, ne peuvent dépasser le montant des prêts fonciers qu'elles financent ; il est procédé, le cas échéant, au remboursement des obligations ou des autres ressources dans une proportion telle qu'elles n'excèdent jamais les capitaux restant dus sur les prêts.

Par ailleurs, les créances provenant de ces prêts sont affectées, par privilège, au remboursement des obligations et des autres ressources ayant servi au financement des opérations considérées.

En application de ces dispositions, les obligations de la présente émission seront gagées par les prêts fonciers de la Société.

COTATION

L'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris sera demandée ; les titres y seront négociables à compter du 19 juin 1985.

SERVICE FINANCIER

Pendant toute la durée de l'emprunt, la Société tiendra à la disposition de toute personne qui en fera la demande, la liste à jour des établissements chargés du service financier.

SOUSCRIPTION

Ouverte à partir du 3 juin 1985, au Siège, dans les directions et agences du Crédit foncier, auprès du Crédit Agricole, des banques, des agents de change, des comptables du Trésor, des PTT et des Caisses d'Epargne.

Perspectives d'avenir et but de l'émission

La loi de finances pour 1985 prévoit le financement de 150 000 PAP dont plus de 80 % sous la responsabilité du Crédit foncier de France.

L'important effort budgétaire qui se manifeste depuis 1981 en faveur de la construction aidée et notamment des PAP a conduit à une augmentation notable des besoins du Crédit foncier en capitaux à long terme, le marché obligataire constituant traditionnellement une des sources majeures de son financement.

Les réalisations prévisibles des nouveaux prêts sur ressources à long terme devraient maintenir en 1985 ces besoins à un niveau élevé.

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter substantiellement les résultats ou la situation financière de la Société.

Visa de la Commission des opérations de Bourse

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance nº 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a apposé, sur la présente note, le visa nº 85-157 en date du 29 mai 1985.

Le rapport annuel de l'exercice 1983 sera fourni sur demande aux souscripteurs, adressée au siège de la Société, 19, rue des Capucines, 75001 Paris. Le rapport annuel 1984 sera disponible à partir du 26 juin 1985.

Personnes qui assurent la responsabilité de la note d'information

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Gouverneur
G. BONIN

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la société.

Les Commissaires aux comptes
J.-C. CAILLIAU, M. ANGELI

La notice légale a été publiée au BALO du 3 juin 1985.

Renseignements généraux sur le Crédit foncier de France

Le Crédit foncier de France est une société anonyme française autorisée par décret du 28 mars 1852, dotée d'un statut légal spécial.

Son capital, d'un montant de 973 260 000 F, est réparti entre 59 000 actionnaires parmi lesquels détiennent une participation supérieure à 5 % : la CDC et les entités qui lui sont affiliées (7,3 %), les groupes AGF (5,8 %) et UAP (5,6 %), et le personnel de la société à travers les fonds communs de placement (environ 5 %).

Il a pour objet principal :

– de consentir :

- des prêts fonciers, soit avec une garantie hypothécaire de premier rang, soit avec une garantie totale de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une chambre de commerce et d'industrie,
- des prêts aux collectivités publiques,
- des prêts à la navigation ;

– et d'émettre en représentation de ces prêts des obligations foncières, communales ou pour prêts à la navigation, et de se procurer toutes autres ressources spécialement affectées à leur objet.

Le Crédit foncier de France intervient également comme auxiliaire des Pouvoirs publics, notamment pour la distribution de primes et le contrôle du respect de la réglementation des prêts conventionnés et du marché hypothécaire.

Depuis 1950, son activité a surtout été orientée vers la distribution des prêts à la construction aidés par l'Etat, principalement en faveur de l'accession à la propriété – actuellement les PAP.

Eléments significatifs d'activité depuis trois ans

(en millions de francs)

Autorisations de prêts	1982	1983	1984
– Fonciers	31 893	39 494	43 942
(dont prêts aidés à la construction)	(30 969)	(37 380)	(42 115)
– Aux collectivités publiques	16	85	223
– A la navigation	14	217	124
Total	31 923	39 796	44 289

Emissions	1982	1983	1984
Emissions obligataires en France	7 000	9 500	13 000
Emprunts directs à long terme	11 919	25 430	25 980
Bons à moyen terme	8 106	3 020	2 842
Emprunts extérieurs	7 181	10 330	6 980
Total	34 206	48 280	48 802

Ces capitaux ont servi à hauteur de plus de 95 % à financer les réalisations et les consolidations de prêts aidés par l'Etat.

Principales données financières

(en millions de francs)

	1982	1983(1)	1984(1)
Situation en fin d'année			
– Total du bilan	140 968	195 714	243 956
– Fonds propres hors provisions et résultats de l'exercice	1 347	1 587	1 646
– Encours total des prêts	120 805	162 938	208 072
– Encours des emprunts obligataires	50 157	69 708	84 578
– Encours de l'ensemble des emprunts, bons et avances	114 591	158 223	202 682
Résultats annuels			
– Produit brut	1 941	2 084	2 502
– Bénéfice avant impôt, amortissements, provisions	918,4	827,1	1 136,3
– Résultat net	138,2	147,9(2)	174,3
– Résultat net par action (en francs)	45,5	30,4(2)(3)	35,8
– Dividende par action (en francs) distribué au titre de l'exercice	31,4	27,5(3)	28,75

(1) Chiffres 1983 et 1984 présentés selon le plan comptable révisé.
(2) Non compris 50,4 millions de plus-values à long terme.
(3) Augmentation de capital en 1983.

Echéancier de la dette à long et moyen terme au 31 décembre 1984

(en millions de francs)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990 et suivantes	Total
• Emprunts obligataires en France	2 823	3 139	3 362	4 845	4 194	44 787	63 150
• Autres emprunts domestiques							
– Long terme	1 585	1 842	2 209	2 727	2 931	66 881	78 175
– Moyen terme	3 585	3 691	3 684	4 373	5 170	4 892	25 395
• Emprunts extérieurs (1)	283	123	1 043	3 595	2 858	25 817	33 719
Total	8 276	8 795	10 298	15 540	15 153	142 377	200 439

(1) Convertis sur la base des parités au 31 décembre 1984. Principale devise d'endettement à cette date : dollar des EUA (55 % du total).

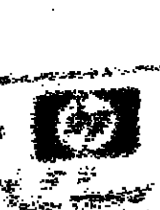
Bilans résumés au 31 décembre

(en millions de francs)
(comptes 1984 non encore approuvés)

ACTIF	1983	1984	PASSIF	1983	1984
– Immobilisations	625	678	– Capitaux propres	2 204	2 281
– Prêts	162 938	208 072	– Provisions pour risques et charges	2 649	3 022
– Effets non mobilisables, titres de participation et autres valeurs immobilisées	6 842	7 378	– Dettes financières et dettes assimilées	175 695	221 215
– Actif circulant et primes de remboursement	25 309	27 828	– Dettes d'exploitation et divers	15 166	17 438
Total	195 714	243 956	Total	195 714	243 956

HORS BILAN

	1983	1984
– Engagements de prêts	46 676	36 575
– Engagements de crédits bancaires	219	179
– Engagements de mobilisation de crédits à court et moyen terme	8 665	7 091
– Cautions accordées	371	303
– Effets endossés ou remis en pension	183	31
Total des engagements donnés	56 114	44 179



SOCIAL

La CSMF accepte les tarifs médicaux et rejette le projet de convention

La partie à trois entre le gouvernement, les caisses nationales d'assurance-maladie et les deux organisations représentatives de *médecins, Confédération* des syndicats médicaux français (CSMF) et Fédération des médecins de France (FMF) vient de prendre un nouveau *tour.* Paradoxalement, l'assemblée générale de la CSMF, réunie le dimanche 2 juin à Paris, a accepté le cadre tarifaire fixé par le gouvernement pour 1985, mais elle a refusé le projet de convention préparé et discuté par les dirigeants de la Confédération et ceux de la FMF avec les caisses, qui paraissait en bonne voie.

CSMF et FMF avaient réclamé, lors de leur dernière rencontre avec les caisses d'assurance-maladie, le lundi 20 mai, une hausse de 20 % de tous les honoraires médicaux en 1985, alors que le gouvernement n'accordait que 4,5 % — dont il fallait encore déduire la répercussion de la hausse du tarif de la visite au domicile du malade depuis le 31 janvier. Après de multiples calculs et marchandages sur ce point, le gouvernement a accepté une hypothèse médiane, soit 0,9 % : restaient donc 3,6 % à répartir.

Dans cette répartition, l'assemblée générale de la CSMF, plutôt que de « saupoudrer » complètement, a choisi de favoriser la consultation (du généraliste ou du spécialiste) par rapport aux actes techniques et aux visites à domicile (1). En effet, le gouvernement a fait un geste de bonne volonté atténuant un peu la rigueur sur les tarifs. Il a accepté, si un texte conventionnel satisfaisant était signé avant le 30 juin, d'aménager les frais professionnels des médecins (essentiellement de relever la déduction accordée pour l'amortissement de la voiture, qui serait portée de 35 000 F à 50 000 F) et d'accorder une nouvelle hausse limitée des tarifs en janvier 1986, qui serait consacrée au rattrapage de certains actes (2).

Resterait à mettre au point le texte conventionnel dans les délais, ce qui ne sera pas facile. A la quasi-unanimité l'assemblée générale de la CSMF a jugé *« inacceptable »* certaines dispositions permettant aux caisses d'assurance-maladie de *« mettre hors convention »* un médecin dépassant de *« façon abusive »* les tarifs ou ayant un comportement *« déviant »* en matière d'actes ou de prescriptions.

Or le ministère des affaires sociales a manifesté de son côté certaines exigences. La première, rappelée par Mme Georgina Dufoix, le 17 mai dernier, concerne la révision de la nomenclature médicale. On peut trouver une procédure préservant les prérogatives ministérielles tout en prévoyant une concertation avec les syndicats médicaux et les caisses d'assurance-maladie, mais le ministère demande aussi la mise en place d'un système informatique permettant de suivre précisément l'évolution des actes techniques : les médecins sont plus réticents sur ce point.

L'autre exigence ministérielle pose encore plus de problèmes. Mme Dufoix avait souhaité qu'on recherche une rémunération incitant les médecins à ne pas multiplier les actes et par-là même contribuant à améliorer la qualité des soins. S'il est exclu de mettre au point une formule dans l'immédiat, le ministère des affaires sociales voudrait que l'intention soit affirmée dans le texte conventionnel. La CSMF est divisée sur ce point.

Peu de jours restent pour trouver des compromis puisque le ministère des affaires sociales a refusé d'accorder une prolongation au-delà du 30 juin.

G. H.

(1) *Les* hausses proposées sont de 6 % à 7 % sur les consultations, environ 3 % sur les actes radiologiques et chirurgicaux. Aucune hausse n'est prévue pour les actes diagnostiques en « K » ni pour les visites (à l'exception des indemnités kilométriques des médecins ruraux).

(2) Actes en « K », radiologie, indemnités de déplacement des médecins de ville.

● **Les fédérations CGT de la fonction publique organisent une journée nationale d'action le 11 juin.** — Pour soutenir plusieurs revendications liées à la défense de l'emploi public (titularisation, TUC, créations d'emploi, reconnaissance de qualifications), les fédérations CGT de la fonction publique, y compris la santé et les PTT, organisent une journée nationale d'action fixée au 11 juin. Laissant les organisations et les perrsonnels décider des formes à donner à ce mouvement, les fédérations CGT de la fonction publique proposent de faire du 11 juin *« un temps fort du rassemblement des personnels ».*

● ***L'USM dénonce les tarifs médicaux.*** — L'Union syndicale de la médecine (syndicat qui ne participe pas aux discussions *conventionnelles) a estimé* que le chiffre retenu par le gouvernement entraînerait une réduction de 3 % à 5 % des revenus nets des praticiens. Elle accuse les autres *syndicats médicaux,* les caisses d'assurance-maladie et le gouvernement de pousser, sans le dire, les praticiens à passer dans le *secteur conventionné à « honoraires* libres ». Elle réclame des discussions périodiques portant sur le revenu net des médecins selon une procédure *comparable à celle des agriculteurs* et des mesures spécifiques pour les jeunes et les praticiens effectuant un petit nombre d'actes.

● **Suppression du tiers-payant dans certains départements.** — Deux cents personnes ont manifesté, mardi 28 mai, dans le hall de la caisse primaire d'assurance-maladie du Val-de-Marne à Créteil, contre la suppression du tiers-payant pour les analyses de laboratoire prescrites par des médecins de centres de santé lorsque celles-ci ne sont pas pratiquées dans le centre même. Les caisses de l'Essonne et de Seine-et-Marne ont pris la même décision.

La mort de Robert Bothereau

Un syndicaliste de tradition

Robert Bothereau, l'un des fondateur de Force ouvrière est mort le 31 mai à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans *(le Monde du 2-3 juin).*

« A cette époque, il y avait la CGT. Les « autres », c'était la CGTU. Les chrétiens, on n'en parlait pas. »

M. Robert Bothereau prenait très rarement la parole en public, depuis qu'il avait renoncé au secrétariat général de la CGT-Force ouvrière, en 1963. Mais, ce jour de mars 1976, pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'ancien leader, la commission exécutive de *la centrale était venue siéger à* Orléans, dans la maison des syndicats dont, un demi-siècle auparavant, le vieux militant avait été *secrétaire. Et celui-ci retrouvait son* ironie coutumière pour faire sentir qu'à ses yeux il n'y avait jamais eu qu'un seul syndicat authentique, la *vieille CGT, dont Force ouvrière* maintenait la tradition.

Sous les épais sourcils toujours levés, le regard vivait intensément dans un visage lisse, la chevelure grisonnante tirée en arrière. Droit comme un I, Robert Bothereau était toujours autant inflexible dans ses jugements : jamais *le* communisme ne trouverait grâce devant lui. Et si on lui rappelait qu'en 1943 il avait été, avec Benoît Frachon, l'un des principaux artisans de l'accord du Perreux qui devait sceller la réunification syndicale, il répliquait : *« A ce moment-là, il y avait devant nous des Allemands et, à côté, la CGTU. De deux maux, il fallait choisir le moindre. »*

Ancien ouvrier mécanicien, tôt engagé dans l'action syndicale, Robert Bothereau avait été appelé à Paris en 1932 par Léon Jouhaux. Le « général » de la CGT était alors dans la période moyenne de sa carrière, à mi-chemin entre l'anarcho-syndicalisme de ses débuts et le futur président au Conseil économique, et futur prix Nobel de la paix.

Lorsque la guerre éclata, en 1939, Robert Bothereau était déjà mobilisé, quand le bureau de la CGT déclara, en septembre, qu'*« il n'y a plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu condamner »* le pacte germano-soviétique. C'était la seconde scission du monde ouvrier.

Les militants cégétistes s'engagèrent dans le combat souterrain, *Robert Bothereau agissant de* concert avec Albert Gazier et Louis Saillant. En zone nord, ils publièrent *Résistance ouvrière,* qui deviendra *Force ouvrière et* donnera son titre à l'actuelle centrale. Les premiers contacts avec les syndicalistes communistes se renouèrent en mai 1941. En dépit des arrestations, des prises d'otages, et des fusillades, les ex-confédérés et les ex-unitaires luttèrent souvent au coude à coude contre l'occupant. Ils songeaient déjà au rôle qui reviendrait, à la libération, à un syndicalisme fort.

A la libération tandis que nombre *de ses camarades s'engagent dans* la politique, Robert Bothereau refuse de siéger à l'Assemblée consultative.

Au printemps 1945, le comité *confédéral de la CGT* — la centrale va bientôt compter cinq millions d'adhérents — engage les travailleurs à répondre négativement au prochain référendum sur la Constitution. Cette incursion sur le terrain politique été décidée contre l'avis des ex-confédérés et, déjà, les dissensions reparaissent entre les éléments communistes et ceux qui sympathisent avec la SFIO ou tiennent avant tout à l'indépendance syndicale.

Lors de la première scission, en 1921, les révolutionnaires avaient quitté la CGT. En 1947, les partants furent ceux *« qui estimaient ne pouvoir supporter la mainmise du Parti communiste sur le syndicalisme français ».* Cet état d'esprit resterait indélébile chez Force ouvrière.

Au congrès constitutif du printemps 1948, Robert Bothereau est élu secrétaire général. Il le demeurera seize ans, se retirant volontairement, pour laisser la place à M. André Bergeron.

A ce poste, Robert Bothereau fut l'un des artisans de la politique contractuelle qui apporta les régimes de retraites complémentaires, d'assurance-chômage, et autres réalisations sociales gérées paritairement.

Pour avoir longtemps combattu les incursions des communistes dans la vie de la CGT, il se montrait particulièrement sourcilleux devant toutes ingérences des partis et des Eglises, ou toute tentative d'intégration de l'Etat.

AGRICULTURE

AVANT LA RENCONTRE D'ARGENTAN

Les habits neufs du CNJA

Le Centre national des jeunes agriculteurs, sous la houlette de M. Michel Teyssedou, président depuis juin 1984, change d'image. Et, constatant à son tour, après les dirigeants de l'économie sociale agricole (*le Monde* du 18 mai), que la crise traversée par les paysans avait des causes durables et structurelles, le CNJA n'y va pas de main morte.

Le rapport d'orientation, qui sera présenté aux Journées d'études des 5 et 6 juin à Argentan (Orne), peut passer pour une critique en règle du syndicalisme de papa. « *Etre actif, c'est convaincre tous les jeunes agriculteurs que la revendication comme démarche syndicale privilégiée, c'est du passé* », écrit le CNJA. « *Globalement, on a assisté à un refus plus ou moins conscient de remettre en cause les systèmes protecteurs existants. (...) Aujourd'hui le réveil est parfois douloureux, mais nous devons absolument affronter la réalité si nous voulons avoir une chance de réussir dans notre métier d'agriculteur.* »

Ces citations visent, sans jamais la nommer, l'action du syndicalisme aîné, celui de la FNSEA.

« *Il est évident*, indique encore le rapport, *que l'esprit d'innovation ne pourra pas se développer chez ceux qui doivent l'avoir, s'ils n'entendent que des discours étroitement revendicatifs ou corporatistes ne mettant en cause que les autres.* » Des revendications inchangées dans leur objet, qui reviennent en fait à nier la réalité des bouleversements, peuvent « *permettre de rallier un maximum de suffrages à court terme* », mais alors « *les intérêts défendus s'éloignent de ceux des adhérents qui seront d'autant plus durement confrontés par la suite à l'inéluctable* ».

Aussi le CNJA invite-t-il les agriculteurs à « *comprendre la crise* » et observer que les mutations touchent l'ensemble de l'économie. L'autosuffisance alimentaire de l'Europe exige une remise en cause pour affronter la concurrence sur les marchés solvables. L'Etat-providence, qui a permis à beaucoup de se protéger des effets du marché, c'est fini : « *Les pouvoirs publics refuseront en effet, quelles que soient les majorités politiques au pouvoir, de faire progresser globalement les crédits de soutien aux produits au-delà des niveaux déjà atteints.* » Dès lors, les agriculteurs sont invités à « *imaginer* » comment ils pourront s'aider eux-mêmes. C'est, pour le CNJA, une démarche logique d'entrepreneurs, puisque, aussi bien – et c'est une constante dans sa doctrine – les agriculteurs doivent se considérer comme tels. « *L'entrepreneur doit être fondamentalement capable de remettre en cause sans cesse son propre comportement, ses propres décisions. Cela veut dire qu'il doit se demander constamment s'il peut toujours vendre ce qu'il produit, c'est-à-dire s'il peut continuer à produire la même chose ou à la produire de la même manière, ou encore à la vendre de la même manière.* »

Cette exigence d'innovation va plus loin. Elle doit être présente dans l'ensemble de la filière agricole, chez les fournisseurs comme chez les transformateurs, notamment les coopératives, ici privilégiées, dont les conseils d'administration ne doivent pas hésiter à engager « *des fous qui ont des idées, même s'ils dérangent.* » Quant à l'inconvertibilité des productions, liée aux conditions naturelles, « *s'en prévaloir nécessite qu'il y ait eu au moins un travail d'études, de recherche préalable* » et qu'elle ne résulte pas seulement « *de l'inconvertibilité de la pensée.* »

« Jeunes paysans aux dents longues »

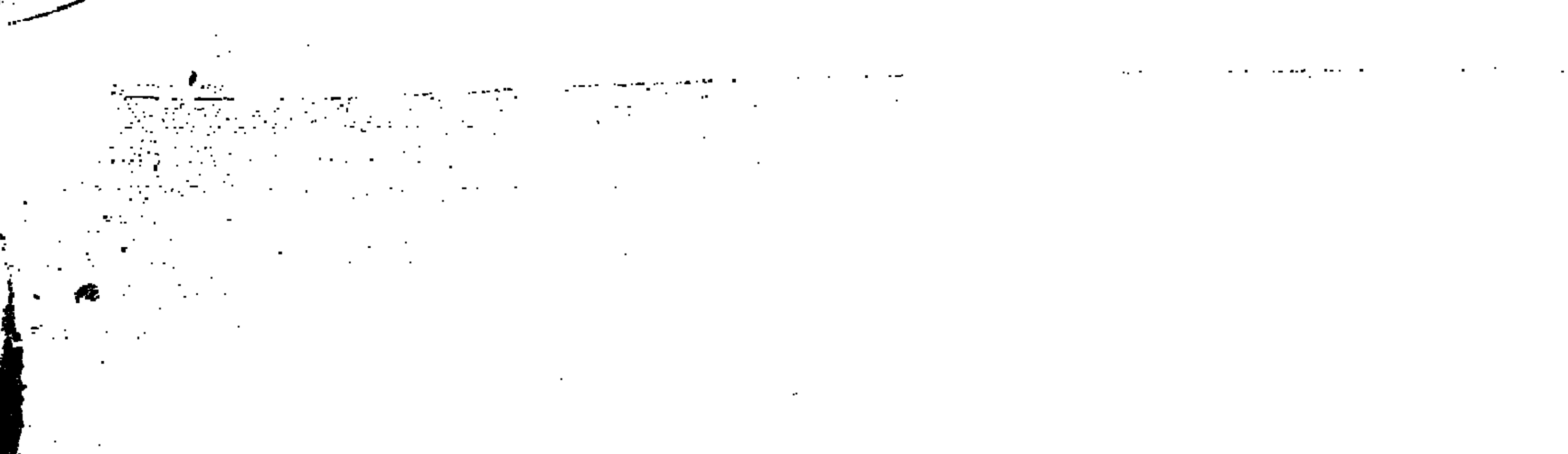
Le sursaut exigé, la volonté d'entreprendre et de changer, n'excluent pas une démarche collective, et en ce sens le discours du CNJA n'est pas complètement libéral. Les formules d'associations existantes, d'autres à inventer, sont encouragées. Le regroupement des exploitations sous des formes plurifamiliales ou pluripersonnelles « *autoriseront à la fois diversification et spécialisation en permettant de compenser de moindres résultats dans une production par la meilleure tenue de telle ou telle autre* ». C'est pourquoi la perspective d'une agriculture française avec sept cent mille, huit cent mille ou neuf cent mille exploitants, mais deux fois moins de sièges d'exploitations n'est pas exclue.

D'autres bémols sont apportés qui gomment quelque peu l'aspect « jeunes paysans aux dents longues ». C'est d'abord la reconnaissance du rôle de l'Etat qui n'est plus « providentiel » mais responsable des grands équilibres économiques et sociaux. C'est lui qui doit conduire la politique de restructuration adaptée aux exploitations, comme aux entreprises situées en aval, la politique financière et fiscale, l'enseignement, l'aménagement du territoire.

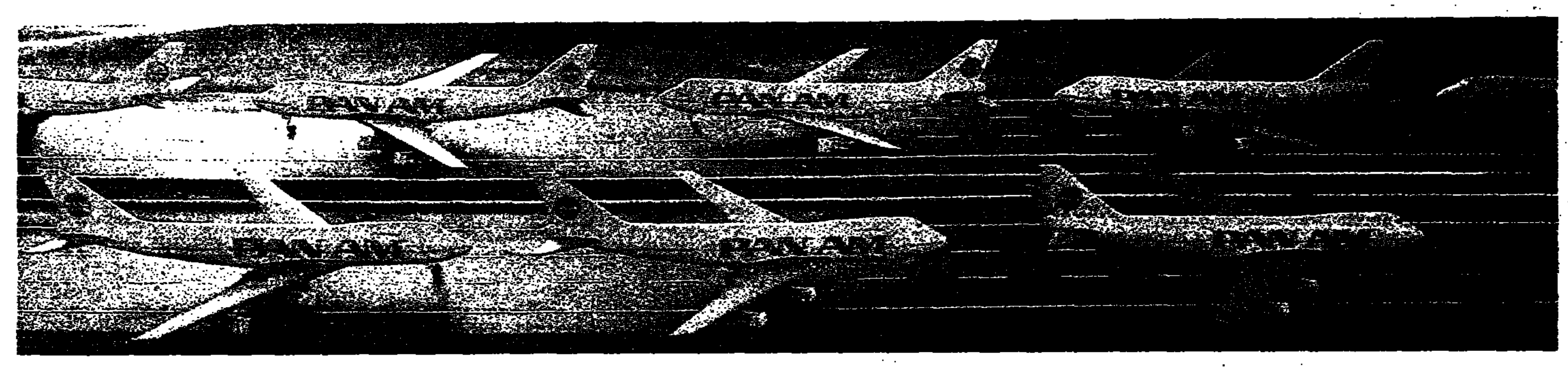
On se heurte ici à une contradiction que le CNJA n'ignore pas. Comment en effet concilier la « rage » d'entreprendre des uns avec la préservation du potentiel et des marchés des autres, moins gâtés par la nature ? Le CNJA demande à la profession agricole, avec l'appui de l'Etat, de faire elle-même les arbitrages. C'est la troisième ambition des jeunes syndicalistes : après la compréhension de la crise, la remise de l'imagination au goût du jour, ils veulent convaincre et « *vaincre des résistances individualistes* », les « *habitudes ou les réflexes de fierté, de prétendue liberté, de conservation des pouvoirs* ». Le développement de chacun dans la solidarité n'est pas une idée neuve dans l'arsenal idéologique du CNJA. On sent seulement chez lui comme une sorte d'impatience, un énervement devant le sauve-qui-peut individualiste.

Que reste-t-il alors de « syndical » dans la démarche du CNJA ? « *Notre rôle primordial est désormais de dynamiser les agriculteurs et les outils économiques et technico-économiques qu'ils se sont créés* », affirme le rapport d'orientation, qui précise même : « *Notre syndicalisme a eu tendance, d'une manière générale, à trop se comporter en porte-parole ou intermédiaire des agriculteurs et pas suffisamment en initiateur de changements de comportement des exploitants* ». Finis les assauts contre des préfectures, les manifestations de rues.

JACQUES GRALL.



Pan Am ouvre l'autoroute céleste France/USA.



Printemps 1985, la nouvelle flotte Pan Am décolle sous le ciel de France.

Pas moins de 29 nouveaux vols par semaine vous ouvriront la route des USA de la côte Est à la côte Ouest.

C'est un événement.

Au départ de Roissy-Charles de Gaulle, New York 2 fois par jour, Washington 4 fois par semaine, San Francisco via Londres 1 fois par jour, Los Angeles via Londres 4 fois par semaine.

Pour la première fois un vol direct Nice-New York quotidien.

Jamais les hommes d'affaires n'avaient eu tant d'occasions de goûter aux services de Pan Am :

Le Worldport®, terminal privatif de Pan Am à Kennedy airport, qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

Le Worldexpress qui vous simplifie les opérations de transit grâce à la remise dès le départ de toutes les cartes d'embarquement et un seul enregistrement des bagages.

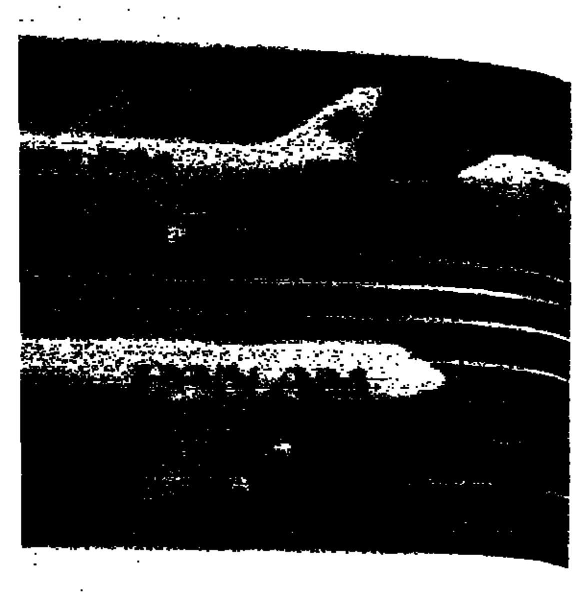
L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre de Manhattan ou à Wall Street.

Le confort Pan Am : avec nos sièges Sleeperette® en première classe, nos six fauteuils de front en Clipper Class, la conception d'un habitacle spacieux mille fois repensé, un service chaleureux et attentif, nous pensons avoir mis toutes les chances de notre côté pour vous accueillir prochainement sur Pan Am.

Pour en savoir plus sur l'autoroute céleste France/USA, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



Rien ne remplacera jamais l'expérience.



AFFAIRES

EN UNE SEULE JOURNÉE

Sept petites banques américaines ont dû déposer leur bilan

En une seule journée, le 31 mai, sept petites banques américaines ont dû déposer leur bilan, ce qui constitue un record dans l'histoire bancaire des Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Récemment, M. William Isaac, le président de la Federal Deposit Insurance Corp, l'organisme chargé d'assurer les dépôts bancaires, avait indiqué que le FDIC possédait une liste de 950 établissements éprouvant des difficultés (sur un total de 14 700 banques environ), soit, là aussi, un nombre record.

Sur ces sept banques, quatre sont situées dans l'Etat du Nebraska. La Bank of Taylor a aussitôt été rachetée par l'Union Bank and Trust, et a ouvert ses portes lundi 3 juin en tant que filiale de cette dernière. Pour les trois autres banques (Fairfield State Bank, Scroggin and Co et Security State Bank) qui appartiennent toutes à un financier d'Omaha, seul le sort de cette dernière a pu être réglé pour l'instant.

La Security Bank a été reprise par un autre établissement de l'Etat du Nebraska, la Guide Rock of State Bank. Parmi les trois autres établissements bancaires situés dans le Minnesota, l'Oregon et l'Arkansas, deux d'entre eux ont fait l'objet d'une reprise jusqu'ici. Il s'agit de la Bank of Oregon, rachetée par l'Alaska Pacific Bankcorp d'Anchorage, et de la Bank of Lockesburg, qui a fait l'ojet d'une restructuration. Ces deux établissements ont rouvert leurs portes le 3 juin. Tous sont confrontés à des problèmes de gestion interne aggravés par la crise que connaît l'agriculture américaine, leur principal secteur d'activité.

LA CHAINE HOTELIÈRE INTER-CONTINENTAL VA INVESTIR 400 MILLIONS DE FRANCS DANS SES PALACES FRANÇAIS

La chaîne hôtelière Intercontinental, filiale du groupe britannique Grand Metropolitan, va investir près de 400 millions de francs en deux ans (sur 1985 et 1986) dans la rénovation de ses quatre palaces français.

Le plus important de ces investissements, selon M. Alain Brière, directeur des ventes d'Intercontinental pour la France, est la rénovation – pour un coût total de 165 millions de francs – des six cents chambres du Grand Hôtel situé place de l'Opéra à Paris. Ce programme de rénovation – l'un des plus importants de l'histoire de l'hôtellerie française – concernera l'installation de l'air conditionné, l'insonorisation et la décoration des chambres et salles de bains. Le nombre de chambres sera réduit à cinq cent trente-sept.

L'hôtel Meurice, en face du jardin des Tuileries, va aussi bénéficier d'un vaste programme de décoration et d'un nouvel aménagement du mobilier. Les travaux de rénovation de l'hôtel Inter Continental de Paris, voisin du Meurice, se poursuivront en 1985 avec la décoration et l'aménagement du dernier étage et de la discothèque.

La chaîne Intercontinental (qui a aussi le Carlton, à Cannes) compte quatre-vingt-dix-sept hôtels dans quarante-six pays et inaugurera son établissement de Luxembourg dans quelques jours.

ÉNERGIE

L'OPEP cherche à réagir à l'affaiblissement du marché

Plusieurs ministres de l'OPEP ont réunis depuis le 2 juin à Taif en Arabie saoudite pour y discuter d'une réduction éventuelle de certains prix pétroliers et des moyens d'éviter que la faible demande enregistrée actuellement ne se traduise par un effondrement des prix mondiaux.

Aux cinq pays membres du comité de surveillance – Arabie saoudite, Nigéria, Venezuela et Emirats arabes unis – se sont joints quatre autres membres de l'OPEP – Equateur, Irak, Iran et Koweït – ainsi que le Mexique qui n'appartient pas à l'organisation.

Le comité n'a d'autres pouvoirs que de faire des propositions à la conférence de l'OPEP qui doit se réunir le 22 juillet à Genève. Mais déjà, l'Arabie saoudite et le Venezuela auraient exprimé le vœu d'un relèvement des cours du brut lourd. La situation des pays qui dépassent leurs quotas de production (Nigéria, Iran, Gabon, Equateur) devrait aussi être examinée. – *(AFP, Reuter.)*

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Huit Airbus A-320 pour l'Australie.** – La compagnie australienne Ansett Airlines a annoncé la commande de huit avions européens Airbus A-320 et la prise de neuf options sur des appareils supplémentaires. Les livraisons devraient commencer en 1988 ou 1989. Le choix des moteurs n'a pas encore été définitivement arrêté. Avec la nouvelle commande de la compagnie australienne, le consortium européen Airbus Industrie compte soixante-quinze commandes fermes pour le nouvel avion A-320 de cent cinquante places.

● **Informatique : nouvel accord entre Bull et NEC.** – Le groupe français Bull a signé avec Nippon Electric Co un protocole d'accord en vue d'insérer sur son catalogue des unités centrales japonaises qui renforceront la puissance des ordinateurs DPS-7 de Bull. L'acquisition de ces sortes de « turbo » pour ses machines complète l'accord signé l'an passé par Bull avec NEC et Honeywell, qui portait sur la vente par Bull d'ordinateur DPS-8 de grande puissance fabriqués, eux, entièrement par NEC.

● **Le gouvernement espagnol refuse la vente de Carbonnell à Lesieur.** – Le gouvernement espagnol à refuser d'autoriser la vente du groupe huilier espagnol Carbonnell à la société française Lesieur, et a décidé d'octroyer un crédit officiel de 4,2 milliards de pesetas à deux entreprises espagnoles – Elosua et Borges – intéressées dans l'achat de Carbonnell, indique-t-on le 31 mai à Madrid de source officielle. Lesieur contrôle déjà près de 65 % de la société espagnole Koipe, qui représente 30 % du marché huilier espagnol. – *(AFP.)*

Étranger

POLOGNE

● **Nouvelle dévaluation du zloty.** – Le zloty polonais a été dévalué de 15,2 % par rapport au dollar américain et de 14,3 % par rapport au rouble transférable (monnaie d'échange au sein du Comecon), à compter du 1er juin, a annoncé l'agence officielle PAP.

Le zloty s'échange désormais à 159 zlotys pour un dollar (contre 138) et 88 zlotys pour un rouble transférable (contre 77). C'est la sixième dévaluation du zloty depuis 1982.

Grâce à une réduction très importante de ses importations en provenance des pays occidentaux, la Pologne a réussi en 1984 pour la troisième année consécutive à dégager un léger excédent commercial dans ses échanges avec les pays de l'Ouest (1,5 milliard de dollars environ l'année dernière). Mais cet excédent n'a pas suffi à couvrir le service de la dette extérieure. – *(AFP.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIMINCO

Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du 29 mai 1985

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 29 mai 1985 sous la présidence de M. Santy de Chalon.

Au cours de cette réunion il a été fait état de la situation satisfaisante de la société dont les deux cent soixante-dix opérations totalisent 2,1 milliards de francs générant 316 millions de francs de chiffre d'affaires au 31 décembre 1984.

Le bénéfice de l'exercice qui s'établit à 113,4 millions de francs après amortissement intégral des frais d'acquisition des immeubles et des frais d'émission de l'emprunt obligataire – pour plus de 30 millions de francs – permettra la distribution d'un dividende de 44 francs par action (sans avoir fiscal) à compter du 12 juillet 1985.

L'exercice 1985 s'annonce favorablement tant en ce qui concerne la production que les résultats.

L'assemblée ordinaire a été suivie de la réunion d'une assemblée extraordinaire qui a statué sur la refonte des statuts rendue nécessaire notamment pour leur mise en harmonie avec la nouvelle réglementation.



elf gabon

Société anonyme
au capital de 22 500 000 000 de F CFA
Siège social à Port-Gentil - BP 524
(République gabonaise)
RC Port-Gentil 126 B

Avis aux actionnaires

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'ELF Gabon se tiendra à Libreville, le 6 juin prochain, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1984 et pour décider du dividende à distribuer au titre de cet exercice.

De plus, le président et le conseil d'administration d'ELF Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'assemblée générale – notamment ceux résidant en France – et de manière générale toutes personnes intéressées à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de cette société qui aura lieu le :

Lundi 17 juin 1985 à 16 heures
Auditorium de la tour ELF (niveau 1)
2, place de la Coupole, La Défense 6,
Courbevoie (à proximité du CNIT)

La réunion sera précédée, à partir de 15 heures, d'une projection de films.

USINOR

USINOR convoque pour le 25 juin 1985 à 15 heures, à La Défense 9, tour Société générale, salle des conférences (2e sous-sol), une assemblée générale ordinaire appelée notamment à approuver les comptes de l'exercice écoulé du 1er janvier au 31 décembre 1984. A l'issue de cette assemblée se tiendra une assemblée générale extraordinaire à qui sera soumise l'approbation de l'apport par USINOR de sa branche d'activité « Produits longs » à la société UNIMÉTAL.

Pour assister à ces assemblées, quel que soit le nombre de leurs actions, les actionnaires devront adresser à la société (Immeuble Ile de France, Cedex 33, 92070 Paris La Défense) une demande de carte d'admission qui leur sera délivrée :

– pour les titulaires d'actions nominatives, sans aucune formalité ;

– pour les actionnaires au porteur, sur dépôt, au plus tard le 19 juin 1985 au siège social, des récépissés constatant l'immobilisation de leurs actions dans une banque ou chez un agent de change jusqu'au lendemain de la date de ces assemblées.



FINEXTEL

Les actionnaires de FINEXTEL réunis le 28 mai 1985 en assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Jacques Lallement ont approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Ces comptes font apparaître, après une dotation aux amortissements et provisions de F 465 201 525,18, un résultat de F 145 665 269,02, en diminution sur celui de l'exercice 1983 qui s'était élevé à F 160 626 511,26.

L'assemblée a décidé, en ramenant le report à nouveau de F 41 622 162,61 à F 27 277 431,63, la distribution d'un dividende de F 20 à chacune des huit millions d'actions constituant le capital social, contre F 22,80 l'an dernier.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 18 juin 1985, en échange du coupon nº 16.

Compte tenu du statut fiscal de la société, le dividende ne donne pas lieu à avoir fiscal.

L'assemblée générale a autorisé le conseil à émettre en une ou plusieurs fois des emprunts obligataires à hauteur de F 1 500 000 000 en sus des émissions réalisées.

L'assemblée générale a renouvelé pour six années les mandats d'administrateur de M. Jacques Brunet et du Crédit commercial de France ainsi que le mandat de censeur de M. Fernand Caillar, et a ratifié la cooption en tant que censeur de M. Guy Le Breton.

Une assemblée générale extraordinaire réunie à la suite de l'assemblée ordinaire a procédé à des modifications statutaires rendues nécessaires pour mettre les statuts de la société en harmonie avec divers textes législatifs ou réglementaires.

UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT - UIC

L'assemblée générale, réunie le 31 mai 1985, sous la présidence de M. François Caries, a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un bénéfice net de 35 878 358 F.

Elle a adopté à l'unanimité les résolutions qui lui ont été soumises et décidé la distribution d'un dividende de 15 F par action ; ce dividende sera payable, au choix de l'actionnaire, soit en espèces, soit en actions.

En application des dispositions légales, la valeur de l'action retenue pour le règlement du dividende s'établit à 480 F.

Les actionnaires souhaitant obtenir le paiement en actions disposent d'un délai s'étendant du 17 juin au 16 août 1985 inclus pour exercer leur droit d'option.

Dans l'allocution qu'il a prononcée au cours de l'assemblée, le président a notamment déclaré :

« Les fonds propres consolidés atteignaient, au 31 décembre 1984, plus de 600 000 000 de francs contre 550 000 000 de francs l'an passé à la même époque, la part de l'Union industrielle de crédit, intérêts minoritaires déduits, étant de 556 000 000 de francs, soit 548 F par action, contre 507 000 000 de francs et environ 500 F par action à fin 1983.

Si l'on tient compte des provisions libres, qui ne sont pas reprises dans la situation nette consolidée, et du bénéfice, c'est plus d'une centaine de francs par action qu'il faut rajouter à ces chiffres, portant l'actif net comptable réel à plus de 650 F pour chaque action.

Après les années difficiles qu'ont été 1981 et 1982, les résultats de 1984 confirment le redressement amorcé l'an dernier puisque le bénéfice consolidé de l'exercice s'élève à 50 600 000 F, contre 39 800 000 F l'année précédente, et même 79 100 000 F, contre 58 700 000 F, si l'on tient compte des provisions libres, soit 78,30 F par action, contre 57,90 F.

Quant à l'exercice 1985, il débute sous de bons auspices ; à fin avril, les résultats de l'UIC sont en progression marquée par rapport à ceux à même date de l'année précédente. Si cette tendance se maintient, elle nous permettra de renforcer nos fonds propres, tout en assurant l'augmentation du dividende, et nous espérons qu'elle donnera l'occasion de nouvelles satisfactions à nos actionnaires. »

Communiqué du Crédit Agricole concernant l'emprunt du Crédit Foncier de France de Juin 1985.

Le Crédit Agricole, associé à plusieurs banques ou établissements financiers, procède actuellement au placement de l'emprunt de 4 milliards de francs émis par le Crédit Foncier de France, soit 800 000 titres d'un montant unitaire de 5000 F.

Cette émission présente les principales caractéristiques suivantes :
- un taux fixe de 11,60 %,
- une durée de 15 ans,
- un amortissement en 5 tranches annuelles égales, après un différé de 10 ans,
- le titre sera coté en Bourse le 19 juin 1985.

Compte tenu du rythme actuel des réservations, le Crédit Agricole présente par avance ses excuses aux épargnants intéressés par cette émission qui ne pourraient obtenir satisfaction.

Le Carnet des Entreprises

● THOMSON SEMICONDUCTEURS

M. Alain DUTHEIL.

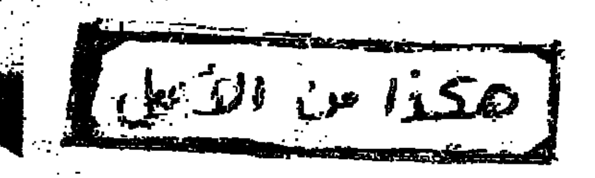
vient d'être nommé directeur de la division Semiconducteurs discrets de Thomson Semiconducteurs.

Né à Martigues en 1945, ingénieur ESIM (Marseille), Alain Dutheil est entrée en 1983 à Thomson Semiconducteurs comme directeur du centre d'études et de fabrication d'Aix-en-Provence après une longue carrière à Texas Instrument, où il était, en 1983, directeur de production de Texas Instrument Portugal.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.


LUDOPARC®
Le Rêve dans la rue.


op



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 23 mai
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	430 935
dont :	
Or	256 912
Disponibilités à vue à l'étranger	82 399
ECU	72 880
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 743
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 736
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	178 738
dont :	
Effets escomptés	86 947
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 455
5) DIVERS	8 704
Total	719 569

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	197 671
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	14 779
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	29 242
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	92 243
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	19 137
5) ECU A LIVRER AU FECOM	72 880
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	8 387
Total	719 569

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

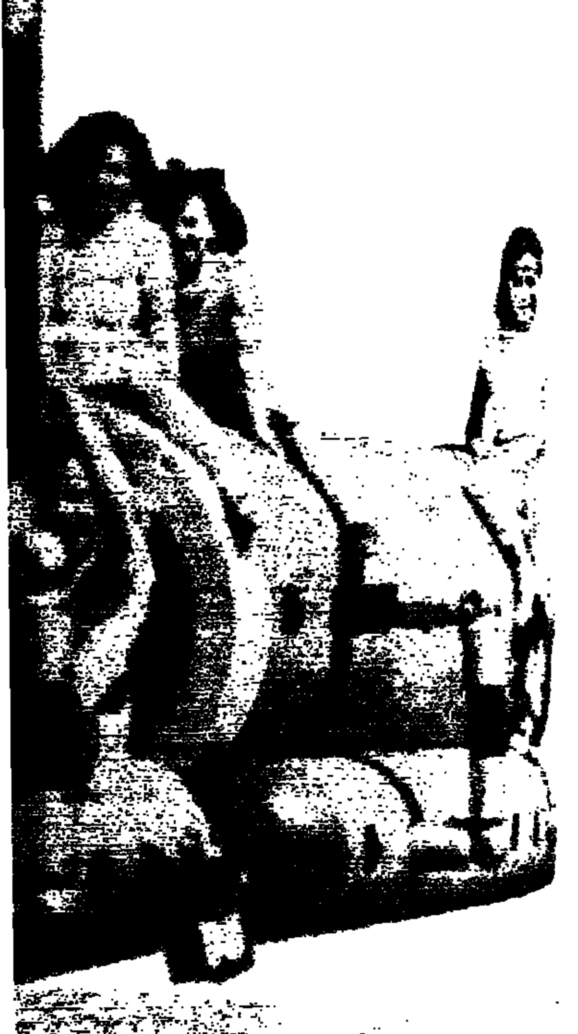
	24 mai	31 mai
Valeurs franç. à revenu variable	122	124,9
Valeurs industrielles	119,5	122,7
Valeurs étrangères	107,9	107,5
Pétroles-Energie	106,6	107
Chimie	122,3	125,8
Métallurgie, mécanique	149,2	152,2
Electricité, électronique	127,4	133,5
Bâtiment et matériaux	137,6	141,1
Ind. de consommation non alimentaire	120	123,6
Agro-alimentaire	105,9	108,5
Distribution	121,9	125,5
Transports, loisirs, services	123,5	123,5
Assurances	122,7	125,3
Crédit banque	138,4	138,4
Siconi	113,7	113,1
Immobilier et foncier	121,2	124
Investissement et portefeuille	134,9	140,3
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103,8	103,6
Emprunts d'Etat	103,2	103
Emprunts garantis et assimilés	104,1	104
Sociétés	103,3	103,3
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1906,6	1960,9
Valeurs étrangères	3409,6	3397
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	274,9	281,5
Valeurs étrangères	461,2	459,5
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	114	113,8
Emprunt d'Etat	113,6	113,4
Emprunts garantis et assimilés	114	113,8
Sociétés	114,7	114,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	227,3	233,1
Produits de base	187,9	192,5
Construction	163,1	168,3
Biens d'équipement	229,9	237,5
Biens de consom. durables	222,8	231,3
Biens de consom. non durables	306,8	313
Biens de consom. alimentaires	257,7	263,7
Services	183,1	187
Sociétés financières	309,3	317,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	217,3	220,7
Valeurs industrielles	221,2	227,1
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	197,8	197,7

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AGENCE HAVAS. – La société fait état, pour l'exercice 1984, compte tenu des importantes provisions passées sur Canal Plus, d'un résultat négatif de 2,5 millions de francs (après un bénéfice de 70,3 millions en 1983). Les résultats consolidés font apparaître un chiffre d'affaires de 9,16 milliards de francs, en progression de 10 % environ sur le précédent exercice et un résultat des sociétés (en intégration globale avant impôts et éléments exceptionnels) de 275,5 millions de francs (contre 242,2 millions en 1983). Havas précise que la prise en compte, au niveau des sociétés consolidées par équivalence, a pesé sur le résultat net consolidé du groupe, lequel a été ramené à 84,8 millions de francs, contre 152,2 millions l'année précédente. Au vu de ces résultats, la société prévoit de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1984 (en 1983, il avait représenté 13 F net par action).

MERLIN-GERIN. – Usant de l'autorisation donnée en juin dernier lors d'une assemblée générale extraordinaire, la société, filiale du groupe Empain-Schneider, a décidé de porter son capital de 134,7 à 168,4 millions de francs. Cette opération s'effectuera par l'émission de 336 819 actions nouvelles émises au prix de 1 200 F chacune et à raison d'une action nouvelle pour quatre anciennes. La souscription sera ouverte du 3 juin au 3 juillet 1985.

VIA BANQUE. – La société a réalisé, en 1984, un bénéfice net de 45,02 millions de francs, contre 29,80 millions l'année précédente, le conseil d'administration ayant décidé, par ailleurs, de procéder à l'émission de 1,04 million d'actions nouvelles, au prix de 270 F par titre, cette émission représentant un accroissement de ses fonds propres à hauteur de 281 millions de francs. Le dividende a été fixé à 19 F net par action, soit un revenu global (avoir fiscal inclus) de 28,50 F, contre 25,05 F au titre de 1983.



INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	30 mai
Valeurs françaises	125,6
Valeurs étrangères	107,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	30 mai	31 mai
Indice général	232,6	233,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 2 juin .... 10 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	31 mai	2 juin
1 dollar (en yens)	251,78	250,60

BOURSE DE PARIS — Comptant — 31 MAI

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	29 90	1 997
5 %	47 02	1 644
3 % amort. 45-54	....	2 489
Emp. 7 % 1973	8314	..
Emp. 8,80 % 77	118 40	0 217
9,80 % 78/93	97 96	8 699
8,80 % 78/86	97 95	4 123
10,80 % 79/94	100	7 989
13,25 % 80/90	106	13 177
13,80 % 80/87	106 50	8 620
13,80 % 81/89	109	5 180
16,75 % 81/87	112 45	12 115
16,20 % 82/90	118 10	6 169
16 % juin 82	119	15 649
E.D.F. 7,8 % 61	145 20	5 393
E.D.F. 14,5 % 80-92	107 80	0 107
Ch. France 3 %	142	..
CNB Bques janv. 82	102 90	4 960
CNB Paribas	103 35	4 960
CNB Suez	103 70	4 960
CNI janv. 82	102 90	4 960

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	135	140
A.G.F. (St Cent.)	1881	1806
Amrep	52	51
André Roudière	390	....
Applic. Hydraul.	370	370
Arbel	86	84 10
Artois	1255	1269
Avenir Publicité	1080	1080
Bain C. Monaco	384	397
Banania	499	485
Banque Hypoth. Eur.	296	308
B.G.I.	272	271 50
Blanzy-Ouest	520	485 o
B.N.P. Intercontin.	177	178 80
Bénédictine	2950	2940
Bon-Marché	249	256
Calif	559	586
Cambodge	333	341
C.A.M.E.	155	161 50
Campenon Bern.	183	....
Caout. Padang	563	585 d
Carbone-Lorraine	280	290
Caves Roquefort	1400	1400
C.E.G.Frig.	425	435
C.E.M.	54 90	54 80
Centen. Blanzy	1038	1035
Centrest (Ny)	120	121
Cerabati	47 50	....
C.F.C.	284	293
C.F.F. Ferrailles	373 10	375
C.F.S.	551	540
C.G.V.	309	312
Chambon (M.)	485	....
Chambourcy (M.)	1310	1220
Champex (Ny)	140	141
C.I. Maritime	602	620
Citram (B)	180	....
Clause	750	770
Cofradel (Ly)	568	585
Cogifi	371	375
Comiphos	244	242
Comp. Lyon-Alem.	350	350
Concorde (La)	539	534
C.M.P.	15 40	14 80
Crédit (C.F.B.)	310	318
Créd. Gén. Ind.	550	550
Cr. Universel (Cie)	679	680
Créditel	155	154 10
Darblay S.A.	414	....
Darty Act. d. p.	1165	1185
De Dietrich	571	....
Degremont	140	....
Delalande S.A.	900	900
Delmas-Vielj. (Fin.)	845	845
Didot-Bottin	800	800
Dist. Indochine	1489	1549
Drag. Trav. Pub.	143 60	149 40
Duc-Lamothe	190	....
Eaux Bass. Vichy	1580	1560
Eaux Vittel	1170	1178
Economats Centre	640	635
Electro-Banque	340	330
Electro-Financ.	593	594
Elf-Antargaz	323	321
E.L.M. Leblanc	335	340
Enelé-Bretagne	159	159 90
Entrepôts Paris	462 80	459
Epargne (B)	1180	1180
Escaut-Meuse	655	660
Europ. Accumul.	58 50	58 50
Eternit	1342	1380
Exor	1830	1865
Ferm. Vichy (Ly)	223	198 o
Finalens	200	200
FIPP	112	115

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Frac	444	436
Focep (Chât. eau)	900	....
Foncière (Cie)	320	321
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	1936	2014
Foncina	304	304 50
Forges Strasbourg	288	280
Forinter	1088	1100
Fougerolle	83 30	86 60
France I.A.R.D.	175	170
France (La)	1780	1944 d
From. Paul Renard	799	800
GAN	2737	2651
Gaumont	585	580
Gaz et Eaux	1670	1660
Genty S.A.	452	455
Gér. Arm. Hold.	74	74 50
Gévelot	284	274
Gr. Fin. Constr.	279 50	279
Gds Moul. Corbeil	167	173
Gds Moul. Paris	507	527
Groupe Victoire	1502	....
G. Transp. Ind.	193 10	201
H.G.P.	9070	9700 d
Hydro-Energie	320 80	....
Hydroc. St-Denis	133 10	142 60
Immindo S.A.	319	311
Imminvest	233 50	235
Immobail	403	404
Immobanque	706	700
Immob. Marseille	4200	4200
Immofice	415	431
Industrielle Cie	1770	1841
Invest. (Sté Cent.)	1044	1085
Jaeger	220	212 40
Lafitte-Bail	420	418
Lambert Frères	58 80	66 30
La Brosse-Dupont	275	277
Lille-Bonnières	400 20	....
Locabail Immob	680	684
Loca-Expansion	314	313 10
Locafinancière	405 10	405 10
Locatel	310	310
Lordex (Ny)	160	165
Louvre	1193	1200
Machines Bull	50	50 10
Magasins Uniprix	188 30	187
Magnant S.A.	68 30	69 70 d
Maritimes Part.	185	....
Métal Déployé	392	396
M. H.	85	....
Mors	183 80	197 d
Naval Worms	200	200
Navig. (Nat. de)	113 70	115
Nicolas	451	445
Nobel Bozel	9 10	9 45
OPB Paribas	190 30	189
Optorg	170	175
Origny-Desvroise	180 10	180 10
Palais Nouveauté	478	486
Paris France	219 50	220
Paris-Orléans	167 50	166
Part. Fin. Gest. Im.	670	....
Pathé-Cinéma	....	....
Piles Wonder	863	870
Piper-Heidsieck	553	610
P.L.M.	221	221
Porcher	209 50	208 50
Providence S.A.	642	649
Publicis	1990	1990
Raff. Souf. R.	180 70	173 50
Révillon	524	545
Ricqlès-Zan	260	237 o
Rochefortaise S.A.	163 20	191 10 d
Rochette-Cenpa	49 40	49 50
Rosario (Fin.)	229	225
Rougier et Fils	87 10	88
Rousselot S.A.	1440	1440
Sacer	54	....
Sacilor	15 75	20 65 d
SAFAA	280	300
Safic-Alcan	385	400
SAFT	547	622 d
Saunier-Duval	29 50	27 40
Saint-Raphaël	88 50	87 10
Salins du Midi	360	365
Santa-Fé	164	164
Satam	155	157
Savoisienne (M)	83	81
SCAC	225	230
Senelle Maubeuge	482	482
S.E.P. (M)	206 40	207
Serv. Equip. Véh.	37 45	38
Sicli	72 80	75
Sicosel	340	340
Sintra-Alcatel	575	575
Sinvim	165	165
Siph (Plant. Hévéas)	271	272 50
SMAC Acieroïd	129 50	....
Sté Générale (c. inv.)	606	606
Sofal financière	542	545
Soffo	233	240
Soficomi	655	651
S.O.F.I.P. (M)	92	92
Sofragi	899	890
Soudure Autog.	157	152 10
Sovabail	647	648

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Speichim	135 10	....
S.P.I.	640	562
Spie Batignolles	264 40	260
Stemi	442 50	448
Taittinger	1418	1419
Testut-Aequitas	570	590
Tour Eiffel	375 50	385
Ufiner S.M.D.	97 50	....
Ugimo	310	317 40
Ugine Gueugnon	52	54 10
Unibail	774	770
Unidel	129 50	130
U.A.P.	3686	3538
Union Brasseries	140	150 d
Un. Imm. France	400	412
Un. Ind. Crédit	510	494
Usinor	5 70	6 55 d
U.T.A.	700	680
Vicat	359	360
Virax	119	117 10
Waterman S.A.	416	445 60 d
Brass. du Maroc	161	163

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	394	....
Akzo	295	307
Alcan Alum	242	240
Algemeine Bank	1230	1230
American Brands	670	638
Am. Petrofina	560	560
Arbed	250	....
Asturienne Mines	120 10	....
Bco Pop Espanol	109	109
Banque Ottomane	976	....
B. Régl. Internat.	31500	31500
Barlow Rand	55	57
Blyvoor	70	70
Bowater	32 50	....
Br. Lambert	317	320
Caland Holdings	96	....
Canadian-Pacific	438 60	446 80
Commerzbank	570	....
Dart. and Kraft	981	....
De Beers (port.)	51 20	....
Dow Chemical	324	326
Dresdner Bank	750	760
Finoutremer	245	....
Gén. Belgique	308 50	308 50
Gevaert	590	590
Glaxo	164	....
Goodyear	288	286
Grace and Co	405 20	....
Gulf Oil Canada	130	130 20
Hartebeest	51 30	51 20
Honeywell Inc.	598	....
Hoogoven	165	....
I. C. Industries	330	330
Int. Min. Chem	410	....
Johannesburg	970	....
Kubota	12 80	12 45
Latonia	259	259
Mannesmann	510	....
Marks-Spencer	17	....
Midland Bank Plc	45	45
Mineral-Ressourc.	87	85
Noranda	106 90	107 80
Olivetti	29	30
Pakhoed Holding	180	177
Pfizer Inc.	499	499
Pirelli	13 80	....
Procter Gamble	531	531
Ricoh Cy Ltd	35 70	36 60
Rolinco	192 20	192 50
Robeco	213	209 40
Rodamco	391 50	391
Shell fr. (port.)	88 50	....
S.K.F. Aktiebolag	218	218
Sperry Rand	521	514
Steel Cy of Can.	149 90	146
Stilfontein	78 80	....
Sud. Allumettes	186	200
Tenneco	410	....
Thorn EMI	55	....
Thyssen c. 1 000	280	....
Toray indust. inc	18 25	18 55
Vieille Montagne	862	870
Wagons-Lits	550	587
West Rand	46 30	46

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1880	1880
Calberson	340	341
C.D.M.E.	700	715
C. Equip. Elect.	304	300
C. Occid. Forestière	163	163
Delsa	260	260
Dauphin O.T.A.	2000	1990
Elect. S. Dassault	870	870
Filipacchi	589	600
Guy Degrenne	716	710
Merlin Immobilier	339	338
Métallurg. Minière	260	269
M.M.B.	429	421
Navale-Delmas	421	423
Om. Gest. Fin.	303	302
Petit Bateau	315 10	327 70
Petrofigaz	721	720
Pochet	1720	1720
Poron	316	320
S.C.G.P.M.	312	312
S.E.P.	462	528 d
Sofibus	231	229
Sovac	985	986

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	257	....
Bone	295	295
Cellulose du Pin	101	109
C.G.M.	....	....
Cochery	20	49 50 d
C. Sabl. Seine	110	....
Coparex	492	493
La Mure	61	61 10
Mic	201	....
Pronuptia	130 70	....
Ripolin	36	36 10
Rorento N.V.	128 90	129 20
S.P.R.	131	125
Thann et Mulhouse	97	97
Ufinex	358	375

SICAV 31/5

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	298 01	284 50
Actions-Investiss.	283 60	270 74
Actions sélectives	422 08	402 92
Aedificandi	436 25	416 47
A.G.F. 5000	309 60	295 56
Agfimo	457 08	436 35
A.G.F. Interfonds	363 81	347 31
Alsafi	211 95	202 34
A.L.T.O.	182 28	174 01
Amérique Gestion	468 13	446 90
A.M.I.	246 32	235 15
Assoc. St-Honoré	12574 61	12512 05
Associc	23043 21	23043 21
Bourse-Investiss.	340 55	325 11
Bred Associations	2349 30	2342 27
Capital Plus	1437 07	1437 07
Colombia (ex W.I.)	735 66	702 30
Convertimmo	310 45	298 51
Cortal court terme	10657 69	10657 69
Cortexa	956 23	912 87
Credinter	386 12	368 61
Croiss. Immobil.	443 49	423 38
Démétar	12221 09	12221 09
Drouot-France	420 52	401 45
Drouot-Investiss.	802 31	765 93
Drouot-Sécurité	193 87	185 08
Drouot-Sélection	129 20	123 34
Energie	241 22	230 28 ◆
Eparcic	57940 76	57825 11
Epargcourt Sicav	6979 94	6962 53
Epargne Associations	23067 07	22988 11
Epargne-Capital	6523 87	6459 08 ◆
Epargne-Croiss.	1396 17	1332 86
Epargne-Industr.	502 95	480 14
Epargne-Inter	626 53	598 12
Epargne-Long-Terme	1224 88	1169 34
Epargne-Oblig.	181 75	173 51 ◆
Epargne-Unie	959 76	916 23
Epargne-Valeur	359 81	343 49
Eparoblig	1185 28	1182 91
Eurocic	8574 66	8185 83
Euro-Croissance	431 64	412 07
Europe Investiss.	1256 78	1199 80
Francaire Plus	21374 97	21332 31 ◆
Foncier Investiss.	776 10	740 91
Foncival	190 88	182 22
France-Garantie	283 59	278 03
France-Investiss.	461 69	440 75
France-Net	112 47	109 94
France-Obligations	391 89	386 10
Francic	289 70	276 56
Fructidor	237 95	227 16
Fructifrance	513 26	489 99

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Fructivar	68767 65	68596 16
Fructi-Associations	1153 11	1150 81
Fructi-Première	11751 59	11577 92
Gestilion	61997 86	61843 25
Gestion Associations	122 47	119 48
Gestion Mobilière	583 59	557 13 ◆
Gest. Rendement	464 93	443 85
Gest. Sél. France	478 41	456 72
Haussmann-Epargne	1113 45	1113 45 ◆
Haussmann Oblig.	1314 88	1255 26
Horizon	875 48	849 98
I.M.S.I.	450 49	430 06
Indo-Suez Valeurs	841 57	612 48
Ind. française	12585 22	12338 45 ◆
Interoblig.	10594 13	10186 66
Intersélect France	335 18	319 98
Intervaleurs Indust.	460 18	439 31
Invest. net	12404 20	12379 44
Invest. Obligataire	14666 11	14636 84
Invest. Placements	841 49	803 33
Japacic	123 39	117 79
Laffitte-crt-terme	115184 21	115184 21
Laffitte-Expansion	886	854 89
Laffitte-France	240 01	229 10
Laffitte-Japon	227 65	217 33
Laffitte-Oblig.	142 06	135 62
Laffitte-Placements	114807 16	114692 47
Laffitte-Rend.	190 78	182 13
Laffitte-Tokyo	939 31	896 72
Lion-Associations	11353 81	11353 81
Lion-Institutionnels	22585 11	22528 79
Lionplus	60221 18	59624 93
Livret portefeuille	497 28	482 78
Mondiale Investissem.	349 89	349 89
Monecic	58477 63	58477 63
Multi-Obligations	433 82	414 15
Mutuelle Unie Sél.	115 08	109 84
Natio.-Assoc.	6323 19	6310 57 ◆
Natio.-Epargne	12705 11	12579 32 ◆
Natio.-Inter.	932 37	890 08
Natio.-Obligations	469	447 73
Natio.-Patrimoine	1051 66	1023 51
Natio.-Placements	61833 95	61833 95 ◆
Natio.-Valeurs	553 03	527 95
Nord-Sud Développ.	1042 22	1040 14
Oblicoop Sicav	1180 65	1157 50
Oblifion	1147 48	1095 45
Oblisem	155 17	152 88
Orient-Gestion	115 86	110 61
Pareurope	636 11	606 31
Paribas Epargne	13317 83	13264 77
Paribas Gestion	549 18	524 28

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Parnasse-Valor	1011 22	1010 21
Patrimoine-Retraite	1362 14	1335 43
Phenix Placements	239 14	237 95
Pierre Investiss.	517 93	494 44
Placement crt-terme	59818 61	59818 61
P.M.E. St-Honoré	310 19	298 12
Priv'Association	20305 35	20305 35
Province Investiss.	336 40	336 40
Revenus Trimestriels	5487 75	5406 65
Revenu Vert	1039 83	1039 83
St-Honoré Pacifique	406 09	387 68
St-Honoré Rendement	11428 61	11371 75
St-Honoré Technol.	661 21	631 23
Sécur. Mobilière	402 81	384 54
Sél. court terme	11467 21	11381 85
Sélec. Mobil. Div.	344 72	336 31
Sélection-Rendem.	174 63	170 37
Sélect. Val. Franç.	236 90	226 16
Séquanaise Associat.	56891 06	56891 06
Séquan. court terme	57235 31	57235 31
Séquan. Oblicroiss.	53961 18	53961 18
Siscaden (Casden BP)	682 40	672 32
Sicav-Associations	1217 98	1215 55
S.F.I. fr. et étr.	478 38	456 69
Sicavimmo	605 25	577 80
Sicav 5000	249 70	238 38
Silvafrance	406 21	387 79
Silvar	335 81	320 58
Silvarente	216 46	206 64
Silvinter	346 93	331 20
S.I.-Est	1123 31	1072 37
S.I.G.	805 59	768 71
S.N.I.	1078 17	1029 28
Sofinvest	461 27	440 35
Sogepargne	358 03	345 09
Sogevar	881 22	841 26
Sogister	1110 98	1060 60
Soleil Investiss.	425 10	405 82 ◆
Technocic	1123 60	1072 65
U.A.P. Investiss.	359 60	343 29
Uni-Associations	110 56	110 56
Unifrance	313 25	299 05
Unifoncier	878 76	838 91
Uni-Garantie	1263 62	1237 63
Unigestion	701 40	669 59
Uni-Japon	1098 78	1048 95
Uni-Régions	1915 96	1829 08
Unirente	1850 14	1789 30
Univer	153 90	153 90
Univers-Obligations	1159 11	1121
Valorem	406 09	387 68
Valorg	1285 92	1284 64
Valrem	68814 16	68745 41

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1830	4,5 % 1973	1626	1611	1615	– 0 67
....	B.N.P.	1036	1037	1036	....
....	C.C.F.	1065	1063	1063	– 0 18
4383	C.N.E. 3 %	4225	4301	4310	+ 2 01
1500	Electricité T.P.	1539	1530	1530	– 0 58
1069	Renault T.P.	1082	1080	1079	– 0 27
1691	Rhone-Poul. T.P.	1709	1690	1690	– 1 11
1248	St-Gobain T.P.	1250	1250	1250	....
1271	Thomson T.P.	1280	1275	1280	....
280	Accor	290	296 50	297	+ 2 41
600	Agence Havas	660	660	660	....
640	Air Liquide	670	680	680	+ 1 49
845	Als. Superm.	851	851	851	....
143	A.L.S.P.I.	163 50	163 90	164	+ 0 30
305	Alsthom-Atl.	327 50	330	328	+ 0 15
195	Applic. gaz	206	205	205	– 0 48
1120	Arjom. Prioux	1199	1185	1185	– 1 16
....	Ausedat-Rey	108	104	103	– 4 62
990	Aux. Entrepr.	970	980	980	+ 1 03
1410	Av. Dass.-Br.	1515	1515	1515	....
370	Bail-Equipem.	366	389	389	+ 6 28
775	Bail-Investiss.	804	815	820	+ 1 99
615	Cie Bancaire	630	640	640	+ 1 58
275	Bazar H.-V.	307	308 50	308 50	+ 0 48
285	Béghin-Say	276 50	275	275	– 0 54
550	Bic	565	564	561	– 0 70
430	B.I.S.	480	497	495	+ 3 12
1150	Biscuit (Géné.)	1265	1250	1250	– 1 18
1910	Bongrain S.A.	2005	2005	2005	....
830	Bouygues	846	850	850	+ 0 47
2460	B.S.N.	2570	2545	2565	– 0 19
2180	Carrefour	2425	2300	2310 c	– 2 19
985	Casino	1020	1045	1045	+ 2 45
805	Cedis	801	800	800	– 0 12
715	Cetelem	738	725	725	– 1 76
940	C.F.A.O.	1045	1030	1030	– 1 43
163	C.F.D.E.	188	208	205	+ 9 04
825	C.G.I.P.	898	899	898	....
....	Carnaud	765	785	785	+ 2 61
580	Chargeurs S.A.	628	641	644	+ 2 54
56	Chiers-Châtill.	58 90	57	57 20	– 2 88
355	Ciments franç.	369	372	372	+ 0 81
1360	C.I.T. Alcatel	1318	1325	1350	+ 2 42
555	Club Méditerr.	535	530	527	– 1 49
155	Codetel	155 50	153	153	– 1 60
295	Cofimeg	298 50	289 90	290	– 2 84
275	Colas	285	295	294	+ 3 15
186	Compt. Entrepr.	195	195	195	....
485	Compt. Mod.	480	480	480	....
890	Créd. Foncier	900	912	912	+ 1 33
320	Crédit F. Imm.	348	347 50	348	....
770	Crédit Nat.	792	785	785	– 0 88
295	Crouzet	307 50	306	306	– 0 48
2300	Damart-Servip	2328	2300	2300	– 1 20
1360	Darty	1448	1475	1475	+ 1 86
....	Dév. Rég. P.d.C	227	228	228	+ 0 44
1140	Docks France	1150	1178	1178	+ 2 43
256	D.M.C.	284	313	313	+ 10 21
705	Dumez	713	710	710	– 0 42
650	Eaux (Gén.)	701	685	686	– 2 13
....	Ecco	5000	5060	5170	+ 3 40

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
225	Elf-Aquitaine	242	229 50	228	– 5 37
225	– (certific.)	237	230	228	– 3 79
1400	Epeda-B-Faure	1479	1480	1480	+ 0 06
2610	Essilor	2645	2648	2645	....
546	Esso S.A.F.	587	582	579	– 1 36
1550	Eurafrance	1648	1640	1641	– 0 48
....	Eurocom	1100	1030	1040	– 5 45
990	Euromarché	990	995	995	+ 0 50
870	Europe n° 1	835	820	821	– 1 67
1250	Facom	1340	1330	1332	– 0 59
750	Fichet-bauche	803	755	755	– 5 97
210	Finextel	214	214 50	214 50	+ 0 23
395	Fives-Lille	395	401 50	405	+ 2 53
65	Fonderie (Gén.)	73	70 90	71	– 2 73
82	Fraissinet	83 90	82	82	– 2 26
310	Francarep	343	339	339	– 1 16
....	Fromageries Bel	1215	1205	1205	– 0 82
395	Gal. Lafayette	386	390	390	+ 1 03
780	Gén. Géophys.	780	800	800	+ 2 56
....	Gerland	855	820	820	– 4 09
300	GTM-Entrepose	302	299	299	– 0 99
300	Guyenne-Gasc.	338	335	336	– 0 88
1900	Hachette	1986	2015	2015	+ 1 46
480	Hénin (La)	507	520	520	+ 2 56
128	Imétal	132	130	131 50	– 0 37
446	Imm. Plaine-M.	453	455	455	+ 0 44
1720	Inst. Mérieux	1785	1780	1780	– 0 28
510	Interbail	514	514	514	....
2100	Intertechnique	2369	2390	2390	+ 0 88
235	J. Lefebvre	264	271	271	+ 2 65
1060	Lab. Bellon	1121	1160	1160	+ 3 47
540	Lafarge-Coppée	571	587	583	+ 2 10
1150	Lebon	1165	1170	1170	+ 0 42
2250	Legrand	2309	2349	2349	+ 1 73
675	Lesieur	675	678	678	+ 0 44
425	Locafrance	460	462	466	+ 1 30
605	Locindus	818	820	820	+ 0 24
....	L. Vuitton S.A.	862	895	890	+ 3 24
....	Luchaire	530	530	529	– 0 18
805	Lyonn. Eaux	856	855	861	– 0 58
266	Mais. Phénix	265	261	261	– 1 50
800	Majorette (Ly)	780	770	770	– 1 28
144	Manurhin	159	155	154 80	– 2 64
250	Mar. Wendel	290	291 50	291 50	+ 0 61
1750	Martell	1779	1795	1800	+ 1 18
2020	Merlin-Gerin	2440	2440	2440	....
1830	Matra	1820	1880	1880	+ 3 29
995	Michelin	1050	1065	1070	+ 1 90
2680	Midi (Cie)	2650	2695	2700	+ 1 88
240	Midland Bk S.A.	254 90	256	256	+ 0 43
93	M.M. Penarroya	106	108	108 90	– 2 64
1940	Moët-Hennessy	2040	2049	2038	– 0 09
590	Mot. Leroy-S.	615	630	620	+ 0 81
98	Moulinex	98 20	97 20	95 50	– 2 74
750	Mumm	755	750	750	– 0 66
425	Navig. Mixtes	438	440	440	+ 0 45
89	Nord-Est	98 70	99	97 50	– 1 21
650	Nordon (Ny)	545	545	545	....
188	Nouvelles Gal.	186	181 20	182 50	– 1 88
720	Occident. (Gén.)	749	745	741	– 1 06
220	Olida-Caby	243	248	241	– 0 82
1170	Omn. F. Paris	1200	1195	1195	– 0 41

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
245	Opfi-Paribas	259	260 10	260	+ 0 38
2550	Oréal (L')	2700	2690	2670	– 1 11
150	Papet. Gascogne	159 90	160	160	+ 0 06
1210	Paris-Réescomp	1150	1150	1150	....
435	Pechelbronn	450	462	462	+ 2 66
840	Penhoet	950	950	950	....
760	Pernod-Ricard	750	757	759	+ 1 20
270	Pétroles (Fse)	276	275	275	– 0 36
87	– (certific.)	69 85	69	69	– 1 21
125	Pétroles B.P.	131	128 90	127 50	– 2 67
335	Peugeot S.A.	362	365	369	+ 4 82
72	Poclain	69 80	70 20	70	+ 0 28
650	Poliet	679	670	670	– 1 32
200	Pompey	210	209	209	– 0 47
550	P.M. Labinal	562	577	578	+ 2 84
2190	Presses Cité	2200	2215	2215	+ 0 68
1220	Préfabail Sic.	1214	1211	1214	....
360	Primagaz	374	368	369 50	– 1 20
255	Printemps	271 50	284	284	+ 4 60
1420	Promodès	1530	1535	1533	+ 0 19
....	Prouvost S.A.	271 10	269 80	269 80	– 0 47
285	Radiotechn.	282 50	285	288	+ 1 94
93	Raffin. (Fse)	90	88	88	– 2 22
1410	Redoute (La)	1439	1438	1425	– 0 97
1710	Roussel-Uclaf	1685	1690	1690	+ 0 29
1330	Roussel-C.N.I.	1311	1343	1343	+ 2 44
2360	Rue Impériale	2485	2483	2483	– 0 08
190	Sade	192	193	193	+ 0 52
1760	Sagem	1680	1710	1710	+ 1 78
675	Salvepar	705	701	701	– 0 56
335	St-Louis B.	340	340	340	....
2330	Salomon	2430	2410	2410	– 0 82
730	Sanofi	750	752	752	+ 0 26
300	S.A.T.	298	299	299	+ 0 33
510	Saupiquet Cie	529	527	527	– 0 37
160	Schneider	227	230	231	+ 1 76
110	S.C.O.A.	110 50	113	113	+ 2 26
138	S.C.R.E.G.	131 50	130 10	130 20	– 0 98
420	Seb	420	416	416	– 0 95
356	Sefimeg	358 50	359	359	+ 0 13
1460	S.F.I.M.	1679	1675	1670	– 0 53
65	S.G.E.-S.B.	67	68	67	....
650	Sign. Ent. El.	575	595	596	+ 3 65
675	Silic	680	676	675	– 0 73
450	Simco-U.P.H.	447	447	447	....
230	Simnor	234 50	235	235	+ 0 21
1570	Skis Rossignol	1660	1650	1650	– 0 60
886	Sommco	675	676	676	+ 0 14
....	Sodero	201	207	207	+ 2 98
2780	Sodexho	2315	2320	2340	+ 1 07
465	Sogerap	479	473	474	– 1 04
550	Sommer-Allib.	556	562	569	+ 2 33
535	Source Perrier	545	548	548	+ 0 55
310	Synthelabo	329	318	319	– 3 03
580	Talcs Luzenac	597	600	597	....
2370	Tél. Elect.	2600	2670	2670	+ 2 69
560	Thomson-C.S.F.	567	564	561	– 1 05
2270	T.R.T.	2330	2335	2335	+ 0 21
530	U.F.B.	530	512	512	– 3 39
765	U.I.S.	769	777	777	+ 1 04
350	U.C.B.	348	346	344	– 1 14
215	Valéo	226 90	225	225	– 0 83

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
112	Vallourec	122	124	123 50	+ 1 22
2550	V. Clicquot-P.	2650	2580	2560	– 3 39
....	Via Banque	460	450	450	– 2 17
950	Viniprix	950	960	960	+ 1 05
1060	Elf-Gabon	1145	1100	1100	– 3 93
164	Amax Inc.	166	164 50	164 50	– 0 90
450	Amer. Express	457	455 80	455 80	– 0 26
235	Amer. Teleph.	232 80	231 20	231 50	– 0 55
143	Anglo Amer. C.	138 50	136 80	138 50	....
890	Amgold	892	877	877	– 1 68
675	BASF (Akt)	696	698	689	– 1
715	Bayer	730	731	733	+ 0 41
420	Buffelsfont.	403	397	397	– 1 48
23	Charter	23	23	23 05	+ 0 21
585	Chase Manh.	573	585	584	+ 1 91
375	Cie Pétr. Imp.	376	379 50	379 50	+ 0 93
53	De Beers	53 06	53 95	53 95	+ 1 69
1620	Deutsche Bank	1750	1818	1840	+ 5 14
88	Dome Mines	84	82	82	– 2 38
255	Driefontein Ctd	247 60	243 70	245 50	– 0 84
585	Du Pont-Nem.	590	592	592	+ 0 33
650	Eastman Kodak	660	675	673	+ 1 96
76	East Rand	75 10	73	72 60	– 3 32
325	Electrolux	315 50	315	315	– 0 15
325	Ericsson	339 50	341 50	345	+ 1 62
525	Exxon Corp.	529	536	532	+ 0 56
430	Ford Motors	445	436	435 50	– 2 13
285	Free State	271 50	270	270	– 0 55
154	Gencor	158 80	156 50	158 50	– 0 18
280	Gén. Belgique	308 50	308 50	308 50	....
610	Gén. Electr.	605	608	608	+ 0 49
705	Gen. Motors	720	734	734	+ 1 94
66	Goldfields	67 90	67 20	67 20	– 1 03
37	GdMetropolitain	37 80	38	38	+ 0 52
147	Harmony	142	138 40	138 40	– 2 53
31	Hitachi	30 05	29 55	29 65	– 1 33
720	Hoechst Akt.	749	755	756	+ 0 80

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
94	Imp. Chemical	97 40	96 80	96 80	– 0 61
140	Inco. Limited	134 20	137 20	137 20	+ 2 23
1320	IBM	1304	1288	1286	– 1 38
105	Ito-Yokado	105 80	104	104	– 1 70
335	ITT	321	320	320	– 0 31
59	Matsushita	57 30	56 30	56 30	– 1 74
1060	Merck	1077	1078	1077	....
785	Minnesota M.	773	755	755	– 2 32
305	Mobil Corp.	307	306 60	306 60	– 0 13
25440	Nestlé	25180	25200	25200	+ 0 07
123	Norsk Hydro	122	120 50	120 50	– 1 22
1020	Petrofina	972	971	971	– 0 10
865	Philip Morris	878	865	872	– 0 68
154	Philips	162 10	160 50	161	– 0 67
275	Pres. Brand	266	260 50	261	– 1 87
295	Président Steyn	284	280	280	– 1 40
375	Quilmès	379	379	377	– 0 52
1050	Randfontein	1001	990	990	– 1 09
585	Royal Dutch	560	563	563	+ 0 53
76	Rio Tinto Zinc	74 70	76	75 90	+ 1 60
184	St Helena Co	180 50	176 60	178 50	– 1 10
395	Schlumberger	377	376	379	+ 0 53
91	Shell transp.	89 15	89	89	– 0 16
1770	Siemens A.G.	1814	1840	1843	+ 1 59
161	Sony	164 90	165	165	+ 0 06
210	T.D.K.	202	204 10	204 50	+ 1 23
14 50	Toshiba Corp.	14 50	14 45	14 75	+ 1 72
980	Unilever	1005	1001	1005	....
410	Unit. Techn.	410	419 50	420	+ 2 43
325	Vaal Reefs	901	898	899	– 0 22
....	Volvo	272 80	273 50	273	+ 0 07
460	West Deep	455 50	449	453	– 0 54
350	West Hold.	331	326	336	+ 1 51
490	Xerox Corp.	485 50	484 40	486	+ 0 10
1 92	Zambia Corp.	1 95	1 91	1 95	....

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 31/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 382	9 421	9	9 650
ECU	6 842	6 845	....	....
Allemagne (100 DM)	304 790	304 850	295	310
Belgique (100 F)	15 143	15 153	14 700	15 600
Pays Bas (100 fl.)	270 330	270 500	260	280
Danemark (100 krd)	84 710	84 850	80	88
Norvège (100 k)	106 030	106 160	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	11 985	11 995	11 600	12 350
Grèce (100 drachmes)	6 905	6 920	6 400	7 900
Italie (1 000 lires)	4 773	4 783	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	361 500	361	3 500	3 710
Suède (100 krs)	105 310	105 550	101	108
Autriche (100 sch)	43 370	43 410	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 387	5 380	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 350	5 350	5 200	5 850
Canada ($ can 1)	6 787	6 839	6 500	6 900
Japon (100 yens)	3 724	3 741	3 590	3 790

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 31/5
Or fin (kilo en barre)	94500	95000
Or fin (en lingot)	94500	94850
Pièce française (20 fr)	553	553
Pièce française (10 fr)	380	.....
Pièce suisse (20 fr)	555	555
Pièce latine (20 fr)	545	545
Souverain	689	691
Pièce de 20 dollars	4000	3950
Pièce de 10 dollars	2300	2255
Pièce de 5 dollars	1380	.....
Pièce de 50 pesos	3500	3525
Pièce de 10 florins	574	574

Le Monde



UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. PROCHE-ORIENT
– LIBAN : M. Nabih Berri critique sévèrement la politique de la France.

3. EUROPE
– PORTUGAL : l'avenir de la coalition socialiste-social-démocrate est compromis.

4-5. ASIE

5. AMÉRIQUES

POLITIQUE

6-7. Après de congrès extraordinaire du RPR.

SOCIÉTÉ

10. La culture derrière les barreaux.
11. SCIENCES : les Européens signent un accord avec la NASA.

CULTURE

14. EXPOSITION : Sonia et Robert Delaunay au Musée d'art moderne.
– CINÉMA : *les Enfants*, de Marguerite Duras.
16. COMMUNICATION : le Festival FM de La Rochelle.

LE MONDE ÉCONOMIE

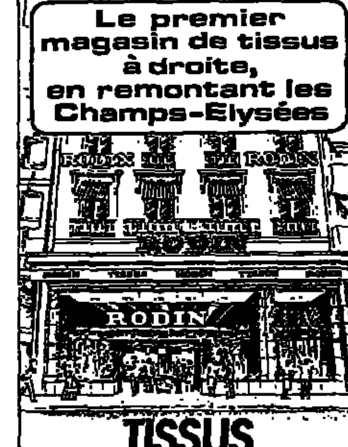
17. « Vers une troisième crise de la sidérurgie française ? », par Jacques Lesourne.
19. « L'endettement du tiers-monde et la fièvre monétariste », par Christian Goux.

ÉCONOMIE

40-41. SOCIAL : la fin du congrès des cadres CGT ; le congrès de la Fédération nationale de la mutualité française.
42. AGRICULTURE.
43. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (21)
INFORMATIONS « SERVICES » (21) :
Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto ; Loto sportif.
Annonces classées (22 à 39) ; Carnet (39) ; Programmes des spectacles (15) ; Marchés financiers (47).

Le numéro du « Monde » daté 2-3 juin 1985 a été tiré à 399 431 exemplaires



SUGGÉRANT LA CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL

Londres confirme son intention de « participer pleinement » au programme Eurêka

Les dernières quarante-huit heures ont vu plusieurs gouvernements et forces politiques européens donner ou confirmer leur adhésion au projet Eurêka de coordination entre les recherches européennes dans les technologies de pointe.

Tandis que le gouvernement danois, rapporte-t-on de source informée, s'apprête à *donner son* accord à la proposition française, à Londres, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a écrit à son homologue français, M. Roland Dumas, pour lui confirmer que la Grande-Bretagne compte « *participer pleinement* » à Eurêka.

Dans sa lettre adressée le vendredi 31 mai, le chef de la diplomatie britannique estime que les problèmes à traiter dans ce cadre « *ne concernent pas tant la recherche fondamentale que l'utilisation des ressourches existantes et l'exploitation du travail de recherche et de développement* », lequel doit de toute manière relever du secteur privé, a précisé un porte- parole à Londres. Celui-ci a ajouté que son pays partage l'*analyse française* selon laquelle l'objectif d'Eurêka est avant tout de combler le fossé technologique entre l'Europe et les Etats-Unis.

La Grande-Bretagne suggérera que le conseil européen de Milan, à la fin de ce mois, crée un groupe de travail de niveau élevé pour examiner les modalités du projet. On sait que, pour Londres, la participation à Eurêka n'est pas incompatible avec un soutien à l'initiative américaine de défense stratégique (IDS) et que la Grande-Bretagne a pratiquement déjà donné son accord à l'offre de coopération lancée à ce sujet par M. Weinberger, ministre de la défense.

A Bonn, le chancelier Kohl a salué, le samedi 1er juin, les déclarations faites la veille au Salon du Bourget par M. Mitterrand, pour qui le projet Eurêka « *est en bonne voie* », et la France et la RFA forment « *un couple indispensable et indissociable* ». Selon le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, ces propos « *prouvent que la rencontre de Constance a permis un progrès important pour la coopération européenne et franco-allemande, contrairement aux premiers jugements des médias* ». « *En particulier, pour Eurêka,* a ajouté ce porte-parole, *la coopération a jusqu'à présent très bien fonctionné.* » De son côté, le comité directeur du parti libéral FDP, réuni dimanche en Rhénanie-du-Nord-Westphalie sous la présidence de M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, s'est prononcé contre une participation isolée de Bonn à l'IDS américaine et a apporté son appui à Eurêka, nous signale notre correspondant. « *Nous sommes persuadés* disent notamment les cent vingt-cinq membres de ce comité, *que les dispositions du gouvernement français à coopérer étroitement avec nous dans tous les domaines représentent réellement pour l'Europe une heure de vérité que l'on ne doit pas laisser passer.* »

On s'attend que le projet Eurêka soit évoqué au cours de la rencontre qu'ont ce lundi et mardi à Luxembourg les ministres de la recherche de la Communauté européenne, même si ce sujet ne figure pas officiellement à l'ordre du jour. Du côté français, le groupe formé autour de M. Claude Arnaud, ancien ambassaeur à Bonn et à Moscou et actuelement chargé de mission auprès de M. Dumas, poursuit une série d'entretiens exploratoires dans les capitales européennes.

● *Prochaine tournée européenne de M. Bush.* – Le vice-président américain, M. George Bush, fera une visite de travail en Europe occidentale, probablement à la fin du mois de juin. Des étapes en Grande-Bretagne, en France, en République fédérale, en Belgique et aux Pays-Bas figurent au programme de ce voyage, dont l'objectif, indiquait dimanche 2 juin le *Washington Post*, serait notamment de dissiper la « *confusion* » qui a pu naître chez « les « *responsables européens à propos de l'ampleur, du coût et des conséquences* » du programme IDS. – *(AFP)*



Sur le vif

Pièges

Vous savez qu'avant d'être mise au coin, ici, à la dernière page, j'ai tout fait dans ce journal. Y compris le ménage. Je croyais bien connaître mon métier. Je me trompais. Moi qui ai si souvent tenu le rôle de l'interviewer, il me manquait l'expérience de l'interviewé. La semaine dernière, je me suis retrouvée en face de certains de mes confrères de la radio. C'est eux qui posaient les questions. Et je me suis rendu compte, à cette occasion, qu'il n'y a pas trente-six façons de faire parler les gens, de leur arracher des déclarations ou des confidences exclusives et fracassantes. Il y en a trois.

Il y a la méthode dite à la Lise Elina, *du nom d'une journaliste* absolument géniale, qui jouait les Bécassine. Exprès. Exemple : Bonjour m'sieur Tapin. Vous vous appelez pas Tapin ? Tiens, pourtant, j'avais bien marqué... Ah ! Ce que je suis bête..., m'sieur Tapie. C'était mal écrit. Alors, Bertrand Tapie, pardon, Bernard, ça commence quand votre prochain spectacle à l'Olympia ? Vous passez pas à l'Olympia ? Au Zénith alors ? Dans votre prochain numéro avec les Cocogirls, on vous verra comment ? En slip, en bustier ou en collants ?

Il y a la méthode dite à la Anne Gaillard, avant qu'elle ne se fasse moucher par Mitterrand. Attaque en force et en férocité. Exemple : C'est quoi, Jean-Luc Godard, que vous mettez dans vos films pour qu'ils soient aussi indigestes, aussi écœurants de complaisance satisfaite ? Surtout le dernier. Là, sur l'étiquette, je lis : 30 % de Johnny Hallyday. Il y a tromperie sur la marchandise. En prenant leur billet, les gens croiront acheter un euphorisant. En fait, vous leur vendez un somnifère.

Il y a la méthode dite à la Jacques Chancel. C'est la plus traître. Elle consiste à enfler la tête de l'interlocuteur avec une pompe à vélo. A petits coups énergiques et répétés de compliments enthousiastes. Exemple : A la page 172 de votre recueil d'articles, des articles extraordinaires, fabuleux, je lis : pousse-toi de là que je m'y mette ! Car vous écrivez comme ça, Claude Sarraute, vous écrivez pousse-toi de là. C'est admirable. Dites-moi, est-ce le fruit d'une soudaine inspiration ou, au contraire, d'une lente maturation ?

A quoi, complètement grisée, enivrée, j'ai répondu, excusez du peu, que la langue parlée, ça se compose comme de la musique et que celle de Céline c'était de la bibine à côté. Son œil bleu, amusé, malicieux, s'est mis à clignoter ; attention, danger ! J'ai essayé de me rattraper aux branches. Trop tard. J'étais tombée dans le piège. La générosité, ça ne pardonne pas.

CLAUDE SARRAUTE.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Pérès affirme que le retrait du Liban sera « complètement terminé » cette semaine

De notre correspondant

Jérusalem. – Pratiquer l'union nationale, en Israël, « *ce n'est pas simple* ». En glissant cet aveu au cours du « Club de la presse » d'Europe 1 diffusé – depuis Jérusalem – dimanche soir 2 juin, M. Shimon Pérès, premier ministre travailliste, reconnaissait une simple évidence : le partage du pouvoir avec le Likoud l'empêche souvent de gouverner selon ses désirs.

Pour M. Pérès, l'alliance forcée avec la droite présente néanmoins un avantage essentiel : les décisions du cabinet, une fois adoptées – laborieusement ou non – sont moins facilement contestables. Est-ce si sûr ? Toujours est-il que le chef travailliste crédite son propre gouvernement de trois grandes initiatives : le retrait du Liban, les « *changements dans la politique d'implantation* » en Cisjordanie, la relance du dialogue avec l'Egypte. Preuve, selon lui, que l'union nationale n'est pas vouée à la « paralysie ».

« *Cette semaine*, confirme M. Pérès, *la guerre* [israélienne au Liban] *sera complètement terminée. Il n'y aura plus aucune unité de l'armée israélienne sur le sol libanais.* » Combien d'officiers resteront auprès de l'Armée du Liban du Sud du général Lahad ? « *Aucun chiffre n'a encore été fixé. Quelques dizaines, peut-être un peu plus* ». M. Pérès doute que « *les terroristes puissent retourner au Sud* », car « *les chiites sont contre* ».

Naguère favorable à la création d'une commission d'enquête pour établir les responsabilités dans la genèse du conflit, M. Pérès a renoncé à ce projet qui, reconnaît-il, sonnerait le glas de l'union nationale. « *Cela ne vaut pas la peine d'y consacrer notre énergie. De toute façon, j'ai fait mes comptes. La majorité des députés y sont hostiles. Avez-vous, en France, enquêté après chacune de vos guerres ? Après l'Indochine, l'Algérie ?* »

S'agissant du problème palestinien, M. Pérès rappelle son hostilité à la tenue d'une conférence internationale associant l'URSS aux efforts de paix. Il ne croit pas que Moscou soit prêt à accepter les six conditions posées par Washington en préalable à une telle conférence. « *Si les Russes acquiesçaient à toutes ces demandes américaines, nous vivrions dans un paradis diplomatique.* »

Avec qui est-il disposé à négocier ? D'abord avec le roi Hussein. « *C'est un homme qui recherche la paix et pour qui j'ai beaucoup de respect.* » Ensuite, côté palestinien, avec d' « *authentiques représentants* » de la population. « *Il y a des gens sérieux en Cisjordanie. On peut les trouver. Je pourrais vous donner une liste. Mais ce n'est pas à moi de les nommer. Cela semblerait étrange. Il faut distinguer l'OLP et les Palestiniens. Arafat n'a pas renoncé à la violence. On ne peut à la fois discuter et tirer.* »

Le réchauffement avec l'Egypte ? M. Pérès admet qu'il ne pourra rencontrer M. Moubarak avant l'amorce d'un règlement du litige frontalier de Taba. « *Une telle rencontre,* ajoute-t-il, *n'est pas un but en soi.* » L'économie ? « *Israël doit choisir entre une inflation très forte et un chômage très lourd.* » Les relations avec la France ? « *Elles sont meilleures. Le président Mitterrand est très au courant de la situation en Israël. Avec lui, les rapports sont faciles, ouverts et amicaux.* »

J.-P. LANGELLIER.

LE PRÉSIDENT DE LA GUINÉE-ÉQUATORIALE A PARIS

Le président de la Guinée-Équatoriale, le colonel Teodoro Obiang Nguema, attendu ce lundi 3 juin à Paris pour une visite officielle de trois jours, s'entretiendra avec M. François Mitterrand des moyens de renforcer la coopération franco-équato-guinéenne.

La France s'occupe déjà en Guinée-Équatoriale de la remise en état de différentes infrastructures (port de Malabo, entretien des routes et modernisation des aéroports de Malabo et Bata) et de la mise en route de la prospection minière.

UNE ÉLECTION CANTONALE

AVEYRON : canton de Saint-Rome-de-Tarn (1er tour).

Inscr., 2896 ; vot., 2106 ; suffr. expr., 2032. MM. Laussel, UDF-PR, 1169. *ÉLU* ; Daures, div. d., 550 ; Hocquet, PS, 248 ; Mme Gineste, PC, 65.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Barrau, div. d., décédé le 28 mars dernier. Il avait été réélu conseiller général de ce canton dès le premier tour des cantonales de mars 1982 avec 1608 voix (71,84 % des suffrages exprimés) contre 518 à M. Hocquet et 112 à Mme Gineste, pour 2238 suffrages exprimés, 2332 votants. Il y avait 3021 électeurs inscrits.

M. Gérard Laussel, *soutenu par la majorité départementale* a été élu dès le premier tour. Agé de trente neuf ans il détenait jusqu'alors aucun mandat, mais son père avait été conseiller général de ce canton de 1945 à 1958.

***Les deux candidats de gauche,* déjà présents lors du scrutin de mars 1982 ont obtenu des résultats bien inférieurs. La candidate du PC, Mme Gineste a perdu près de deux points (1,81) et le candidat socialiste, M. Hocquet en a perdu près de onze (10,94)].**

DANS LE NEUVIÈME ARRONDISSEMENT

Un inspecteur de police parisien inculpé de vol et de complicité de proxénétisme

Georges Cosimi, quarante-quatre ans, inspecteur principal au commissariat de police judiciaire de la Chaussée-d'Antin à Paris (9e), a été inculpé de vol et de complicité de proxénétisme et écroué, samedi 1er juin, à la prison de Fresnes.

Cosimi avait été interpellé lors d'une enquête ouverte par l'Inspection générale des services (IGS) de la préfecture de police, à la suite de diverses informations faisant état de *détournements* d'argent et de bijoux lors d'« *enquêtes-décès* », ces constatations faites par le commissaire du quartier ou son représentant après une mort naturelle, notamment quand le corps du défunt doit être transporté en province. L'inspecteur Cosimi est également accusé d'avoir, en connaissance de cause, aidé sa compagne à louer un studio à une prostituée.

Cette affaire fait grand bruit au sein de la police judiciaire parisienne, en raison tout à la fois de son ampleur et de la personnalité de l'inculpé. Sept autres fonctionnaires de ce commissariat – qui en compte *une vingtaine,* – *dont le commissaire*, M. Depousier, ont été entendus par l'IGS et pourraient l'être à nouveau. Certains d'entre eux pourraient être l'objet de sanctions administratives.

Selon un inspecteur de police parisien, « *le laxisme régnait dans ce commissariat. Dans le milieu des policiers en civil, le commissaire était surnommé « Ripousier ». Cette affaire pose, en fait, le problème du contrôle des commissariats de quartier par la hiérarchie de la police judiciaire* ».

D'autre part, l'épouse de Georges Cosimi, Josyane, animait, depuis 1982, une « Association pour le respect des droits des policiers et de *leurs familles* », *dont le siège était* au domicile de l'inspecteur principal à Nanterre. Dans une lettre ouverte, largement diffusée parmi la police parisienne et intitulée *le Point de vue d'une future veuve*, Josyane Cosimi s'en était prise violemment au garde des sceaux et à la politique du pouvoir en matière de sécurité.

● *Grève des chefs d'établissement scolaire.* – Des chefs d'établissements de l'enseignement secondaire (proviseurs et principaux de collèges, censeurs et principaux adjoints) ont observé un mouvement de grève, lundi matin 3 juin, à l'appel du Syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires (SNPDES-FEN) pour réclamer « *un statut de chef d'établissement assorti d'un grade* ». Présents à leur poste, ils n'ont pas assuré les différentes tâches administratives liées à leur fonction.



L'ÉTAT POURRAIT RENÉGOCIER D'ICI A LA FIN DE L'ANNÉE L'EMPRUNT DE 4 MILLIARDS DE DOLLARS CONTRACTÉ FIN 1982

L'Etat français pourrait renégocier d'ici à la fin de l'année l'eurocrédit de 4 milliards de dollars emprunté à l'automne 1982 pour combler l'assèchement de nos réserves de devises de l'époque. Cette opération qui semble probable étant donné les conditions favorables du marché (les taux d'intérêt ont sensiblement baissé depuis deux ans et demi) pourrait prendre la forme soit d'un réaménagement de l'emprunt lui-même – celui-ci n'étant pas dénoué mais seulement modifié dans ses conditions – soit d'un refinancement en deux temps : remboursement anticipé et nouvel emprunt immédiat à des conditions plus favorables.

Cette opération est évidemment à rapprocher du remboursement anticipé d'une partie de l'autre emprunt levé en juin 1983 par la CEE pour le compte de l'Etat français (voir *le Monde* des 17, 22 et 24 mai). Elle s'explique par la nécessité d'alléger la charge du service de la dette extérieure, qui représentera cette année 85 milliards de francs et s'alourdira d'une dizaine de milliards de francs en 1986.

